

AFRIQUE

LE PLAN KISSINGER DE RÈGLEMENT DU PROBLÈME RHODÉSIE

Confusion à Salisbury

(Suite de la première page.) Dans un communiqué publié à la fin d'une journée d'entretiens, les présidents Nkomo, Khama, Machel, Nyerere et Kaunda ont invité le gouvernement britannique en tant qu'autorité coloniale à convoquer une conférence constitutionnelle en dehors du Zimbabwe (Rhodésie), afin de discuter des structures et du fonctionnement du gouvernement de transition ; de discuter des modalités de réunion d'une conférence constitutionnelle plénière chargée de rédiger la Constitution d'indépendance et d'établir les bases sur lesquelles la paix et une situation normale peuvent être restaurées dans le territoire.

Les cinq chefs d'Etat africains envisagent « un règlement en deux phases. La première serait consacrée à l'établissement d'un gouvernement de transition à majorité africaine » et la seconde à la rédaction de la Constitution d'indépendance ».

Des divergences importantes

Les vues ainsi émises par les cinq présidents africains, avec l'accord des leaders nationalistes de Rhodésie, font apparaître des divergences importantes avec la version de Salisbury :

• Dans le texte qu'il a présenté comme « les propositions que m'a faites le Dr Kissinger », M. Smith a mentionné la « renouveau immédiat, dans un lieu choisi d'un commun accord, des représentants du gouvernement rhodésien et des leaders africains » pour organiser la transition de deux ans prévue par le plan. Cette formule expéditive avait l'avantage, pour M. Smith, de ne pas retrouver sous la coupe de Londres.

Les Africains n'en veulent pas. En réclamant une conférence constitutionnelle convoquée par Londres à l'étranger, et à laquelle participeraient les « représentants authentiques et légitimes du peuple de Zimbabwe », ils veulent à la fois placer M. Smith dans une situation plus délicate, et s'assurer que les délégués de la guérilla africaine — et pas seulement les politiciens africains — seront présents et libres de leurs mouvements.

• M. Smith a indiqué que le gouvernement intérimaire comprendrait un conseil d'Etat paritaire, présidé par un Européen et chargé de superviser la rédaction de la Constitution, auquel il a nettement donné la prééminence sur un « conseil des ministres » à majorité africaine,

présidé par un Africain, et dont deux postes au moins seront réservés aux Européens, ceux de la défense et de l'intérieur. M. Smith avait commenté : « Il est important de noter que la constitution sera mise sur pied en Rhodésie, par des Rhodésiens, et ne sera pas imposée de l'extérieur ».

Dans leur projet en deux phases, les Africains rejettent visiblement cette interprétation. Ils ne mentionnent pas le Conseil d'Etat, qui devrait être formé d'un nombre égal de Blancs et de Noirs, pour confier la rédaction de la Constitution à une deuxième conférence plénière. Bref, ils veulent que, dès le départ, il soit clairement établi que le premier ministre africain sera la principale autorité, le président européen du Conseil d'Etat jouant les figurants ou, pour reprendre l'expression utilisée par M. Joshua Nkomo au cours d'une conférence de presse tenue samedi à Salisbury, n'étant qu'une sorte de « gouverneur général » sans pouvoirs. Quant à la Constitution, on indique même à Washington qu'il n'avait pas été envisagé qu'elle soit élaborée en Rhodésie.

• En insistant sur « la discussion des structures et du fonctionnement du gouvernement de transition », les chefs d'Etat africains semblent soucieux d'éviter que ce régime intérimaire, même s'il est présidé par un Africain, ne s'appuie sur l'administration actuelle du pays. A quelques retouches près, ils souhaitent que la conférence constitutionnelle dont ils réclament la convocation par Londres aborde le problème de l'intégration des guerilleros et de cadres africains dans l'administration et les forces armées du pays. Ils envisagent même peut-être que, sur ce point crucial, le principe de la parité, sinon celui de la majorité, soit retenu. C'est ce que signifie le refus, exprimé dans leur communiqué, de « légitimer les structures de pouvoirs coloniales et racistes ».

Quelle qu'en soit la terminologie, cette mise au point ne constitue par tout à fait un rejet des « six points » définis par M. Kissinger, mais plutôt une interprétation qui s'oppose à celle donnée par le premier ministre rhodésien. Elle répond également au sonnet très net, déjà exprimé en d'autres termes par le Mozambique et l'Angola, d'éviter qu'un règlement entre Salisbury et la faction modérée des nationalistes africains, dont M. Nkomo est sans doute l'élément le plus représentatif, puisse se faire sur le dos de la guérilla, animée par le ZIFA (l'armée du peuple de Zimbabwe), dont le commande-

ment avait déjà rejeté, dimanche matin, le projet de règlement présenté par M. Smith.

Cette réaction africaine s'est dessinée dès samedi, quand le président angolais a exprimé son opposition au projet anglo-américain avant de gagner Lusaka le lendemain. Le pasteur Sibhole, un chef nationaliste exilé, a évoqué de son côté un règlement « néo-colonialiste ». Même dans les milieux africains de Salisbury, les réserves s'emparent largement sur l'approbation après le discours de M. Smith. M. Nkomo a déclaré, pour sa part, que lors de ses trois entretiens avec M. Kissinger il lui avait « très clairement fait comprendre que son rôle (dans la négociation) commençait quelque part et prenait fin quelque part ». Réunis en l'absence de l'évêque, dimanche à Salisbury, les partisans de M. Muzorewa ont souligné l'« ambiguïté » des « révélations » de M. Smith, et refusé pour l'instant de prendre position en faveur du plan anglo-américain.

Une réaction

« typiquement africaine »

Dans les milieux européens de Rhodésie, auxquels le communiqué de Lusaka a été présenté comme un rejet ou un défi, le premier réflexe a été de s'exclamer : « Smith leur a tout abandonné et ils n'en veulent pas ». Un ministre a qualifié la réponse des cinq présidents de « typiquement africaine ». L'opinion européenne avait déjà le sentiment que M. Smith avait résisté de son mieux aux pressions américaines et sud-africaines. Les exigences émises à Lusaka n'ont fait que la confirmer dans son opinion. « Si les Noirs avaient tout de suite accepté, certains se seraient posés des questions sur l'attitude de notre gouvernement », nous a dit un Européen.

Tout en souhaitant certaines clarifications préalables, qui sont importantes, les Africains ont peut-être également voulu ne pas faire la part trop belle à M. Smith, et même à M. Kissinger. Le communiqué de Lusaka invite le premier à renouer avec le rang en se soumettant à une « autorité coloniale » et lui dénie tout rôle sérieux dans un gouvernement intérimaire. Quant au secrétaire d'Etat américain, même s'il parvient à relancer rapidement la négociation dans la bonne direction, son succès initial, en est déjà un peu terni, ce qui doit convenir au Mozambique et surtout à l'Angola, deux régi-

me, sûrement plus proches de Moscou que de Washington.

M. Nkomo, qui vient d'affirmer avoir reçu « la meilleure des réceptions » en Union soviétique, voilà trois mois, ne devrait pas non plus s'en plaindre. Il est attendu lundi 27 septembre à Bulawayo, la deuxième ville de Rhodésie, où ses lieutenants sont réunis depuis dimanche alors que le leader modéré de l'African National Council se trouvait encore à Lusaka.

L'appel lancé par Pretoria, dimanche soir, dans un communiqué officiel, pour que Washington et Londres mettent un terme à la « confusion » actuelle, promet d'intenses tractations diplomatiques et écarte, à ce stade, la possibilité d'une rupture. Les chefs d'Etat africains sont rentrés chacun chez soi dimanche soir, au lieu de gagner, comme il avait été annoncé, le Botswana pour les fêtes de l'indépendance. Il semble exclu que M. Smith revienne sur le pas qu'il a franchi vendredi en acceptant la règle de la majorité dans un délai de deux ans. Dans cette perspective, le communiqué de Lusaka fait apparaître que les modalités et la nature de la succession demeurent encore incertaines.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

République Sud-Africaine

LE GOUVERNEMENT POURRAIT FAIRE APPEL A L'ARMÉE POUR RÉPRIMER L'AGITATION NOIRE

M. Connie Mulder, ministre sud-africain de l'information et de l'intérieur, a révélé, vendredi soir 24 septembre, que son gouvernement envisageait de prendre des mesures plus sévères, et éventuellement de faire appel à l'armée, pour réprimer l'agitation noire.

« Jusqu'à présent, a-t-il ajouté, la police a fait preuve de modération à l'égard des émeutiers. Il est nécessaire que les Noirs, et ceux des Blancs qui sont avec eux, se rendent compte qu'il y a un stade à ne pas dépasser. » M. Mulder, qui prenait la parole au cours d'un rassemblement du Parti nationaliste à Johannesburg, près de Johannesburg, a souligné les répercussions sérieuses sur l'économie sud-africaine des troubles qui durent depuis treize semaines.

LE COMMUNIQUÉ DE LUSAKA

Le gouvernement britannique doit convoquer immédiatement une conférence constitutionnelle

Voici le texte du communiqué publié, dimanche 28 septembre, par les cinq présidents africains à l'issue de leur réunion à Lusaka :

« La lutte du peuple du Zimbabwe, la solidarité africaine et internationale dans l'application des sanctions et l'action coordonnée de toutes les forces et Etats anti-colonialistes ont amené l'adoption et l'effondrement du régime minoritaire raciste et illégitime dans la colonie britannique de Rhodésie du Sud.

« Les présidents ont salué et félicité le peuple et les combattants du Zimbabwe dont la lutte armée dure et héroïque a contraint le régime raciste, et l'ennemi en général, à reconnaître et accepter l'indépendance de la règle de la majorité, et le besoin d'établir immédiatement un gouvernement transitoire pour appliquer ce principe. Les victoires remportées par le peuple du Zimbabwe dans sa lutte armée ont ainsi créé les conditions actuelles favorables à la convocation d'une conférence constitutionnelle.

« C'est une victoire pour toute l'Afrique, l'humanité, et particulièrement tous les pays et peuples qui ont consenti des sacrifices pour que le peuple frère du Zimbabwe puisse être libre.

« Maintenant que les pressions de la lutte armée ont contraint l'ennemi à accepter la règle de la majorité comme condition d'une indépendance immédiate, les cinq présidents demandent à l'autorité coloniale, le gouvernement britannique, de convoquer immédiatement une conférence hors du Zimbabwe réunissant les représentants authentiques et légitimes du peuple, afin de :

a) Discuter des structures et du fonctionnement du gouvernement de transition ;
b) Former le gouvernement de transition ;
c) Discuter des modalités de réunion d'une conférence constitutionnelle plénière chargée de rédiger la constitution d'indépendance ;
d) Etablir les bases sur lesquelles la paix et une situation normale peuvent être rétablies dans le territoire.

« Les présidents ont soigneusement étudié les propositions telles qu'elles ont été présentées par le régime illégitime et raciste et qui, si elles étaient acceptées, retourneraient à légaliser des structures de pouvoir colonialistes et racistes. Tous les détails relatifs à la structure et aux fonctions du gouvernement de transition devraient être définis par la conférence.

« Les cinq présidents ont réaffirmé leur engagement en faveur de la cause de la libération du Zimbabwe et de la lutte armée. La lutte continue. » — (Reuter.)

LONDRES DONNE SON ACCORD SUR SA PARTICIPATION

Londres (A.F.P., Reuter). — Le gouvernement britannique est prêt à participer à l'organisation d'une conférence pour la constitution d'un nouveau gouvernement rhodésien, a annoncé, dimanche soir 28 septembre, un porte-parole du Foreign Office. Le ministre adjoint des affaires étrangères, chargé des questions africaines, M. Ted Rowlands, partira mardi pour l'Afrique. Il s'entretiendra avec les présidents des pays africains dits de « première ligne », pour décider avec eux le lieu et les modalités de cette conférence.

Le gouvernement britannique est également d'accord, a ajouté le porte-parole, pour que cette première conférence étudie les modalités de la mise au point de la Constitution du Zimbabwe indépendant, et détermine le moment le plus favorable pour la tenue d'une seconde conférence constitutionnelle chargée d'approuver la nouvelle Constitution. A Blackpool, où il assistait aux assises nationales du parti travailliste, M. Anthony Crosland, secrétaire au Foreign Office, a souligné dimanche que les cinq présidents noirs réunis à Lusaka n'avaient pas entièrement rejeté le plan anglo-américain concernant la règle de la majorité en Rhodésie.

« Ils sont en désaccord sur la tactique à suivre, mais ils n'ont pas refusé en bloc les propositions », a déclaré M. Crosland. « Il est évident que les présidents considèrent les propositions comme une base de négociation. Je pense que c'est très raisonnable », a-t-il ajouté.

Vous avez le permis de conduire.

Désormais dans toutes nos voitures, vous trouverez une carte d'appréciation que vous pourrez remplir en fin de voyage.

Evidemment, nous courons le risque que vous y portiez des appréciations défavorables. A nous d'en faire plus pour que cela n'arrive jamais. Si cela était (la carte arrive sur le bureau du Directeur Général), nous ferions tout pour que cela ne se renouvelle pas. C'est utile pour nous, pour vous et pour nos autres clients.

Bien entendu, comme nous entendons vous offrir un service au-dessus de tout soupçon, nous espérons aussi que cette carte

Avis vous offre le permis de râler.

d'appréciation se transformera en carte d'approbation ou, pourquoi pas, de suggestions. Ce qui serait le meilleur des stimulants. Chez Avis, nous savons que nul n'est parfait, mais nous croyons être perfectibles.

Aidez-nous à faire mieux encore. Vous profiterez encore mieux de nous. Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

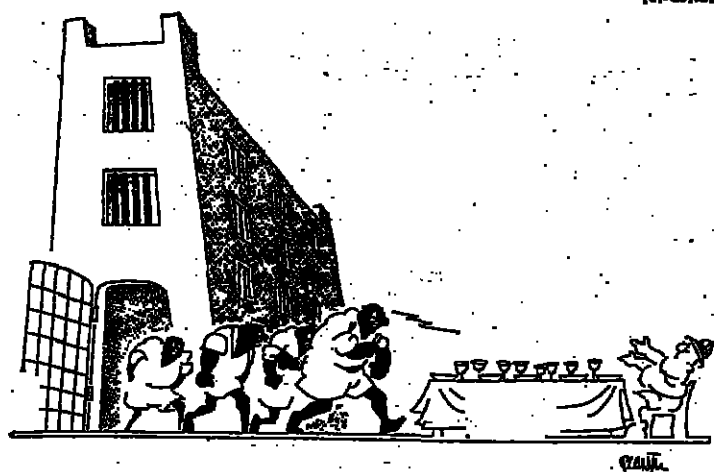
En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

Avis. Profitez de nous.

Je m'engage à...

AFRIQUE

ET LE « NON » DES AFRICAINS



(Dessin de PLANTU.)

Les cinq chefs d'Etat de « première ligne »

M. KAUNDA

Né en 1924, M. Kenneth David Kaunda se destinait à l'enseignement quand, victime d'une manifestation de racisme dans l'ancienne Rhodésie du Nord (devenue la Zambie), il adhéra en 1949 au Congrès national africain et devint secrétaire général du mouvement en 1953. Ce partisan de la non-violence fut emprisonné à plusieurs reprises. Premier ministre pendant la période transitoire qui précéda l'indépendance de la Zambie, après les élections de janvier 1964, il devint président de la République le 24 octobre de la même année.

M. KHAMA

Né en 1921, Sir Seretse Khama était l'héritier du trône de la plus importante des tribus de son pays, mais dut renoncer à ses droits après avoir épousé une Européenne, terme d'études achevées à Oxford. Revenu en 1956, au Bechouanaland (le nom du Botswana avant l'accession de ce pays à l'indépendance), il se lança dans la vie politique et s'engagea dans les organisations consultatives créées par Londres. En 1961, il fonda le Parti démocratique, qui l'emporta aux élections de 1965, un an après l'indépendance, acquise en octobre 1966. Après avoir accédé à la magistrature suprême, M. Khama a dû concilier ses sympathies, d'abord dévotées pour ses frères de race engagés dans la lutte nationaliste, et les intérêts de son pays, situé entre la Rhodésie, la République d'Afrique du Sud, la Namibie et l'ancien Angola portugais.

M. MACHEL

Agé de quarante-quatre ans, M. Samora Machel rejoint les rangs du Front de libération du Mozambique (FRELIMO) en 1962, après avoir exercé la profession d'ingénieur à Lourenço-Marques. Six ans plus tard, après l'assassinat de Mouloune, il devint le principal animateur du mouvement, dont l'état-major était basé en Tanzanie. Il dirigea en 1974 la délégation nationale lors des négociations avec Lisbonne, qui devaient aboutir à un cessez-le-feu et à l'indépendance du pays. Il est devenu président du Mozambique en juin 1975.

M. NETO

Né en 1932, d'abord fonctionnaire des services de santé portugais en Angola, M. Antonio Agostinho Neto entreprit en 1947 des études de médecine au Portugal. Il commença alors à fréquenter les milieux nationalistes, et fut, de ce fait, emprisonné à deux reprises. Revenu en Angola en 1958, il devint l'un des principaux dirigeants du Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.), qui donna le signal de l'insurrection armée, en janvier 1961. Tout en imposant son autorité au sein de son propre mouvement, il a lutté contre les factions nationalistes rivales, la F.N.L.A. et l'U.N.I.A. Devenu président de la République en novembre 1975, il a affirmé sa solidarité avec les nationalistes de Rhodésie et de Namibie.

WASHINGTON : le plan anglo-américain n'est pas rejeté

Le gouvernement américain ne considère pas le communiqué de Lusaka sur la Rhodésie comme un rejet définitif du plan de règlement anglo-américain. Un porte-parole du département d'Etat a souligné, dimanche soir 26 septembre, que « les bases des propositions américaines étaient la formation d'un gouvernement de transition et d'un conseil constitutionnel. Il semble, a-t-il ajouté, que la déclaration de Lusaka accepte ces bases ».

De son côté, un porte-parole de la Maison Blanche a indiqué, dimanche, que le communiqué de Lusaka « constitue une acceptation des éléments fondamentaux du plan négocié en Afrique par le secrétaire d'Etat Henry Kissinger ». (A.F.P., Reuters.)

De notre correspondant

Washington. — Le communiqué du département d'Etat accueillant favorablement la déclaration de Lusaka n'exprime pas seulement un optimisme de commande. Les milieux officiels affirment, en effet, que M. Smith ne marque pas la

fin mais seulement une étape du long processus de négociations. Aussi bien, le gouvernement de Washington pourrât-il se féliciter de la déclaration de Lusaka et de l'acceptation des bases des propositions américaines, pour souligner que les propositions fondamentales du plan anglo-américain imposé à M. Smith.

Les milieux officiels affirment n'aurait pas été surpris par la déclaration de Lusaka et rappellent que M. Kissinger avait lui-même estimé que « la route vers une solution était longue et hasardeuse ». On n'a pas parlé dans la capitale au moment du retour de M. Kissinger de sa mission, apparemment heureuse. Même la déclaration du président Ford cherchant à tirer parti, sur le plan électoral, des résultats obtenus par M. Kissinger, omettait de mentionner le nom du secrétaire d'Etat.

Il est vrai qu'entre les incertitudes sur l'issue finale des éléments conservateurs du parti républicain conduits par le secrétaire d'Etat, les réserves sur la mission du secrétaire d'Etat.

HENRI PIERRE

MOSCOU : empêcher une solution « réformiste »

De notre correspondant

Moscou. — M. Neto, président de la République d'Angola, fera une visite officielle en U.R.S.S. au début du mois d'octobre. Bien que ce voyage ait été en discussion depuis plusieurs mois, le fait qu'il soit annoncé au lendemain de la mission Kissinger en Afrique australe est significatif. Cela en dit long sur la volonté des dirigeants soviétiques de ne pas laisser prévaloir une solution « réformiste » — d'hypothétique qu'elle puisse l'être — dans le Sud du continent africain.

M. Neto, qui continue à bénéficier du concours d'environ dix mille soldats cubains, et dont la visite à Moscou a été précédée en mai dernier par celle de son premier ministre, M. Nsamenang, ne recevra sans doute pas des conseils de modération au cours de son séjour à Moscou. Les commentateurs soviétiques continuent en effet de tirer de barrage contre le plan Kissinger pour la Rhodésie. Pour la Prusse du dimanche 26 septembre, ce plan ne prévoit que « des changements en paroles ».

L'agence Tass a dénoncé samedi soir, de son côté, « la nouvelle collusion des impérialistes et des racistes, dont le but est d'atténuer la poussée des mouvements de libération nationale contre le principal rempart du racisme en Afrique, à savoir la République d'Afrique du Sud ». Les Etats-Unis et les autres pays impérialistes veulent transformer la Rhodésie en « modèle de Namibie, en tampon efficace entre l'Afrique indépendante et la République d'Afrique du Sud ».

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les résultats de la réunion qui vient de regrouper à Lusaka les présidents des cinq pays « frontaliers » aient été accueillis avec satisfaction à Moscou. Les experts soviétiques des affaires africaines ont en effet constaté que les divergences d'opinion entre les dirigeants africains, toutes ces craintes ne sont pas écartées, mais on considère la prise de position commune des cinq présidents comme un élément positif.

En attendant de voir comment la situation va évoluer en ce qui concerne la Rhodésie, les Soviétiques s'efforcent de présenter le problème comme étant le moins important de ceux qui se posent en Afrique australe. La session de l'Assemblée des Nations unies devant, dans cette optique, servir de cadre à la discussion sur la Namibie, la Rhodésie, désignent la Namibie et l'Afrique du Sud comme la véritable bastion du racisme et du colonialisme qui doit être abattue. Il est évident maintenant que,

Les Noirs américains sont encore peu sensibles aux troubles de l'Afrique australe

New-York. — Un document publié par le Département d'Etat en septembre 1975 condamnait la politique d'apartheid, et, dans un discours prononcé à Philadelphie le mois dernier, M. Kissinger la voulait, pour la première fois publiquement, aux gémonies. Témoignant en juin dernier, à huis clos, devant la commission du Congrès pour les relations internationales, le secrétaire d'Etat s'était fait admettre par M. Charles Diggs, représentant noir du Michigan, et s'était engagé à « ne faire aucune concession et à ne prouver d'aucune manière le système de gouvernement en vigueur en Afrique du Sud ».

En août 1975, le secrétaire d'Etat américain avait déjà reconnu devant les membres du « Black caucus » (dix-sept élus noirs du Congrès réunis en comité) qu'il n'avait pas de « politique clairement définie » vis-à-vis de l'Afrique et qu'il avait promis de « se réorienter attentif à leurs préoccupations au sujet de la politique américaine en Afrique ». Si la nouvelle rhétorique utilisée par M. Kissinger à propos de l'apartheid et du régime minoritaire rhodésien lui est d'abord dictée par des impératifs diplomatiques pressants, elle répond aussi au pacte aux pressions de plus en plus vives exercées par l'élite noire (députés, ministres, journalistes, universitaires) du Département d'Etat et à la crainte des graves répercussions que des émeutes de plus en plus sanglantes, voire de massacres sur l'Afrique australe, entraîneraient sur les relations entre Blancs et Noirs aux Etats-Unis.

Quelques illustres précurseurs.

Le degré de solidarité des Noirs américains à l'égard de l'Afrique australe est difficile à mesurer avec précision. Contrairement aux autres immigrants, les Noirs américains n'apportèrent pendant longtemps, à l'égard de leur continent d'origine, que des sentiments négatifs en raison du fait que leurs propres chers avaient subi les esclaves et qu'ils avaient, de leur propre communauté, l'image imposée par les Blancs. L'Afrique provoqua, certes, un cer-

De notre correspondant

tain nombre de mouvements — limités et isolés — voués au retour à la terre ancestrale, mais, dans l'ensemble, elle ne fut pas chez les Noirs américains, au dix-neuvième siècle, un objet de nostalgie ou de curiosité.

Dès 1820, des Noirs américains avaient émigré au Liberia et fourni la preuve que des Noirs étaient capables de se gouverner eux-mêmes.

Un universitaire noir, W.E.B. Du Bois, fonda, en 1900, le mouvement panafricain qui, pour la première fois, alla les aspirations des Noirs américains à celles des Africains. Dans les années 20, Marcus Garvey fonda l'Association noire universelle pour l'émancipation du sort des Noirs, qui prêchait le retour des Noirs américains en Afrique et accusait « la beauté de tout ce qui est noir ». Il dessina le drapeau nationaliste africain (rouge, noir et vert) qui fut plus tard adopté par les « panthères noires ». Mais, ces initiatives vigoureuses et passionnées ne parvinrent pas tout à fait à mobiliser les masses.

C'est la guerre d'Ethiopie qui, pour la première fois, provoqua une prise de conscience dans les couches de la population noire autres que l'intelligentsia. Des débats extrêmement se déroulèrent dans les bars, les tavernes, chez les coiffeurs.

Incluse était grossièrement déformée. Dans les foyers de Noirs modestes, des statues représentant des dirigeants africains firent, alors leur apparition. L'adoption d'un sentiment d'identification avec l'Afrique fut stimulée dans les années 60 par l'apparition d'organisations politiques nationalistes et révolutionnaires, comme les Panthères noires, par des proclamations, telle « Black is beautiful », par l'adoption des coiffures afro, par un effort culturel s'inspirant résolument de thèmes africains.

Le catalyseur du Vietnam

Cependant, sous Kennedy et Johnson, huit Noirs furent nommés ambassadeurs et quatre ministres des affaires étrangères adjoints. Jusqu'alors, les Noirs, écartés des leviers de commande de la politique étrangère, n'avaient pas été en mesure de l'influencer. Ils commencent, pour la première fois à péné-

trer dans l'antichambre des centres de décisions. La guerre du Vietnam, pour beaucoup de Noirs — même parmi ceux qui acceptèrent d'y participer —, vint creuser le fossé racial aux Etats-Unis et approfondir un sentiment de solidarité avec le tiers-monde colonisé.

En refusant d'aller combattre au Vietnam (« les Vietnams ne m'ont pas fait de mal ») et en sacrifiant son titre de champion mondial des poids lourds à des convictions de « musulman noir », Muhammad Ali, de saleté publique, sur des thèmes de militants noirs qui qualifiaient cette guerre de « raciste ». Martin Luther King, lui-même, et des dirigeants noirs modérés la condamnaient.

La politique de rapprochement avec l'Afrique du Sud et d'indifférence courtoise vis-à-vis des Noirs américains, adoptée par Richard Nixon, stimula l'intérêt que les Noirs américains portaient au pays où d'autres Noirs exerçaient une domination blanche.

« C'est-à-dire que l'Afrique du Sud signifie pour moi ? », écrivait-il. Il n'y a pas si longtemps, le poète noir Countee Cullen. A l'heure actuelle, on peut affirmer qu'un faible pourcentage de la population noire aux Etats-Unis est solidaire des Noirs de l'Afrique australe et disposée à exprimer publiquement ses sentiments.

Le « black caucus » du Congrès suit de près les efforts déployés par M. Kissinger et multiplie les mises en garde contre toute initiative pouvant être interprétée comme un geste de soutien au régime d'apartheid. Des représentants américains, comme l'ambassadeur à Moscou, J. Speake, ont déclaré que des Noirs américains ne devraient pas être envoyés en Afrique du Sud.

« L'Assemblée des Nations unies », prise avec les problèmes de la vie quotidienne. A New-York, les votes en masse récemment contre M. Patrick Moynihan, qui brigue le poste de sénateur de l'Etat et qui s'était allié aux Nations unies, la réputation d'être un ennemi du tiers-monde.

— LOUIS WIZNITZER.

Algérie

LE FRONT POLISARIO

ANNONCE

LA LIBERATION IMMINENTE DE MM. DIF ET SEGURO

(De notre correspondant.)

Alger. — Dans un communiqué publié à Alger le dimanche 26 septembre, le Front Polisario annonce la libération « dans les plus brefs délais » de MM. Dief et Pierre Seguro. Arrêtés le 26 décembre 1975 par les moudjahidins sahraouis alors qu'ils se trouvaient au Sahara occidental, à une centaine de kilomètres de Tan-Tan, dans le Sud marocain, les deux coopérants français avaient expliqué qu'ils étaient allés chasser le canard et photographier des dunes. Selon un porte-parole du Front, la libération aurait lieu dans un ou deux jours, « en présence de toutes les organisations intéressées ». Il a cité notamment la Croix-Rouge et la Fédération de l'éducation nationale.

Le communiqué rappelle que dans le passé, et « conformément aux conventions internationales », le Front Polisario a libéré, « sous l'égide de la Croix-Rouge internationale », des prisonniers marocains et espagnols ainsi qu'un Hollandais. Il précise aussi qu'à la suite d'une récente visite une délégation du C.I.C.R. (Comité international de la Croix-Rouge) « a pu constater les conséquences de la guerre de génocide imposée au peuple sahraoui par les régimes expansionnistes du Maroc et de la Mauritanie, et s'est félicitée de l'état de santé des prisonniers sahraouis, quelle qu'elle soit ». C'est à cette occasion qu'elle a été informée de la prochaine libération de MM. Dief et Seguro.

Après la capture des deux coopérants le Front Polisario s'était étonné que le gouvernement français se fût désintéressé du sort de deux de ses citoyens, puis s'était adressé au gouvernement algérien. Celui-ci lui avait d'ailleurs répondu qu'il ne frappait pas à la bonne porte. Le Front s'était également étonné que la Croix-Rouge française n'ait même pas pris contact avec lui ou avec la Croix-Rouge sahraoui. Par la suite, il avait passé sous silence la visite que le docteur Chasseigne avait faite, dans ce but, le 22 février à Alger.

Au printemps 1976, les deux prisonniers avaient reçu la visite d'un représentant de la FEN et d'une équipe de la télévision française. Le 8 mai, M. Pierre Seguro avait été autorisé à voir son mari aux environs de Tindouf, et le 19 mai le secrétaire général de la FEN, M. André Henry, et un de ses collaborateurs, M. Louis Astres, étaient arrivés à Alger. Ils étaient persuadés qu'ils seraient libérés avec les deux prisonniers, mais ils renoncèrent seuls. Il semble qu'effectivement les modalités de la libération des deux coopérants avaient été mises au point et que tout était prêt, y compris un communiqué qui devait annoncer leur libération. Le projet a capoté au dernier moment, les Sahraouis exigeant que le texte mentionnât le principe du droit à l'autodétermination.

PAUL BALTA.

Maroc

LE ROI HASSAN II CONFIRME QUE DES ELECTIONS AURONT LIEU PROCHAINEMENT

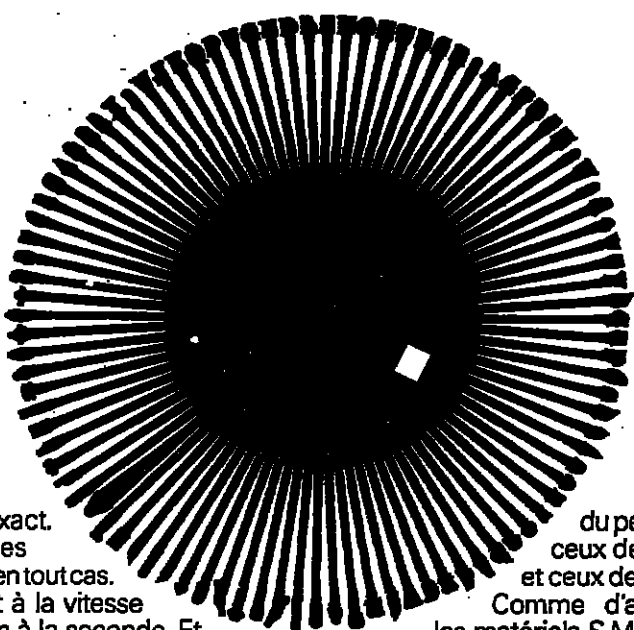
Rabat (A.F.P., Reuters). — Après avoir présidé, dimanche matin 26 septembre, à la mosquée Al-Fas de Rabat, la grande prière de l'Aïd El Fitr, qui marque la fin du Ramadan, le roi Hassan II a adressé, dans la soirée, un message radiodiffusé au peuple marocain. Il a réaffirmé son engagement à assurer le développement du pays et à garantir la liberté de conscience et de religion. Il a déclaré notamment : « Je tiens à le rassurer définitivement : Dieu, nous nous portons bien, dans la prière, la protection de Dieu pour te servir toujours davantage ».

Le souverain a ensuite confirmé que des élections auront lieu prochainement, sans pour autant en préciser les dates. Il a souligné qu'elles marqueraient le début d'une « expérience parlementaire » sur laquelle reposait l'avenir du pays et son image de marque auprès des observateurs étrangers.

— LOUIS WIZNITZER.

Des bruits courent sur S.M.O.:

«Leurs machines à écrire frappent toutes seules.»



C'est exact. Pour certaines d'entre elles en tout cas. Qui écrivent à la vitesse de 85 signes à la seconde. Et corrigent instantanément les erreurs de frappe. Ou modifient les textes selon vos instructions. Presque simultanément. Et sans rien retaper d'autre que les modifications. En plus, ces machines ont de la mémoire. Autant de mémoires (enregistrées sur disques souples) que chacun de vos services en réclame pour conserver et classer leur propre information. Ces nouvelles machines (de rêve), ce sont les S.M.O./WP1. Elles servent tout autant les intérêts

du personnel, que ceux des dirigeants et ceux de l'entreprise. Comme d'ailleurs tous les matériels S.M.O. : les facturières électroniques ADLER, les photocopieurs APECO, les contrôleurs électroniques de gestion OMRON, les duplicateurs et sélectives ORMIG, les ordinateurs de bureau S.M.O. 400, les optimiseurs pour l'ordonnancement, les machines à traitement de textes WORDPLEX et WP100. Pour S.M.O. aujourd'hui, productivité est synonyme de qualité de la vie.

S.M.O.

Au SICOB.
Niveau 3. Zone E. Stand 3509.
Et niveau 2. Zone B. Stand 2204.

Pour plus connaître S.M.O. envoyez ce bon à votre fournisseur.

Seuls les ignorants savent tout...



les autres vont au Sicob. Ils en reviennent plus riches.

La majorité des visiteurs du Sicob déclare (enquête IFOP février 1976) que leur entreprise a réalisé des économies importantes à la suite de leur passage au Sicob.

L'an dernier, 1676 firmes de 29 pays ont accueilli 282020 visiteurs de 97 nationalités. En revenant du Sicob, ils ne savaient pas tout, mais... seuls les ignorants savent tout.

SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DU BUREAU.

SICOB®

25 septembre - 1er octobre

de 10 h à 18 h 30 - CNIT-Paris-La Défense.

Convention Informatique : 20-24 septembre - Palais des Congrès - Porte Maillot.

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION

POINT DE VUE

Israéliens et Palestiniens

par MAURICE BERNSTEIN (*)

EN 1975, un grand nombre d'Israéliens prévoyait le déclenchement d'une guerre avec la Syrie dès l'année présente ou l'année prochaine. Les événements de Liban, et les tensions inter-arabes, ont reporté cette échéance sans toutefois en annuler la possibilité.

Ces événements ont éclairé quelques réalités voilées depuis une vingtaine d'années par une vision manichéenne et faussée du conflit israélo-arabe. L'« envahisseur sioniste » serait, suivant cette conception, responsable de tous les maux dont souffre un monde arabe par ailleurs soudé d'unité et de paix.

En réalité, Israël, ou plutôt la lutte hargneuse contre Israël, est pratiquement le seul prétexte d'une apparence d'entente à l'intérieur de la « nation arabe » historiquement déchirée de rivalités dont le Liban est actuellement le théâtre.

Quand une certaine accalmie s'y instaura, orchestrée par les deux grandes puissances et accompagnée par la création de deux zones — musulmane et chrétienne — jouissant d'un semblant d'autonomie politique, la Syrie pourra y établir son protectorat définitif, ce qui était son objectif principal. Elle consolidera ainsi le front anti-israélien de la « banane » géographique qui va de la Méditerranée à la mer Rouge à travers le Liban, le plateau syrien puis, grâce à l'alliance avec Houssein de Jordanie, se prolonge le long du Jourdain, jusqu'à Akaba.

Pour les Israéliens, c'est une situation nouvelle et aussi grave que lorsque, pendant les premières vingt-cinq années de l'état de guerre quasi permanente, le danger principal pointait du sud. Désormais, et sans que l'attaque simultanée sur tous les fronts puisse être exclue, c'est du septentrion que vient le mal : comme l'écrivit la Bible, où l'on retrouve aisément, dans les chroniques de géopolitique qu'elle contient, l'alternance du danger égyptien et assyrien ou babylonien. Aujourd'hui, exactement comme alors, ces pays, devenus des Etats arabes modernes, se disputent l'hégémonie de leur région. Il est vrai que ni les guerres, ni les collisions, ni les complots ne se mènent plus à l'effluve du cheval, mais à celle du télex et du Mig. Ce qui permet au cercle plus éloigné d'« alliés » qui va du Maghreb à l'Océan Indien de participer à la danse, et aux grandes puissances de s'en mêler avec leurs satellites et leurs porte-avions.

Dans tout cela, les Palestiniens ont toujours été et restent les « gardiens ». Ils partagent avec les juifs la même douloureuse expérience historique, et, fondamentalement, seuls ces derniers peuvent « empathiser » avec eux et être leurs alliés et amis.

Il n'y a jamais eu d'entité politique palestinienne, car toujours les Etats riverains arabes ont morcelé ou vassalisé l'entité géographique mal définie qui a nom Palestine. Dans les temps récents, l'Etat ottoman l'avait maintenue comme une province opprimée, puis la Grande-Bretagne comme sa colonie. Lorsque l'ONU proposa, en 1947, la création d'un Etat palestinien, le bloc arabe, inspiré par la convoitise, rejeta la proposition, et seuls les sionistes acceptèrent la création d'un Etat dans la part qui leur fut attribuée. De 1948 à 1976, en Cisjordanie et à Gaza, les Palestiniens ont refusé de reconnaître l'Etat d'Israël, la création de l'Etat qu'ils considéraient comme leur dernier réclame.

Si Israël venait à disparaître du fait d'un raz de marée militaire ou volcanique, l'Etat palestinien ne naîtrait pas non plus, car le

territoire serait dépecé entre la Grande Syrie, la Jordanie et l'Egypte, qui s'étendraient, comme elle l'a tenté en 1948, puis annoncé en 1967, jusqu'aux confins de Tel-Aviv.

Nier cette simple vérité, c'est être naïf ou déshonné.

Une autre réalité, amère et dure elle aussi, est qu'Israël n'acceptera pas la création d'un mini-Etat palestinien coincé entre la Jordanie et Israël. Cet Etat ne pourrait, en effet, être qu'un Tell-El-Zaatar en plus grand. Comme son modèle, il serait invivable économiquement et ne pourrait accueillir les masses palestiniennes qui vivent à l'extérieur de ce territoire exigü et ingrat. Sa seule activité populaire ne pourrait être que l'agression contre la Jordanie et Israël, et sa fin serait un nouvel écrasement au cours duquel la Jordanie pourrait se distinguer par un nouveau septembre noir, relayé actuellement par le septembre libanais.

Ceux qui ont encouragé l'extrémisme palestinien sont responsables des cinquante mille morts du Liban et de ce d'autant plus qu'ils n'ont cessé de séjurer dans leurs fauteuils ou sur leurs chaises de café.

Les vrais amis d'une venue ne sont pas ceux qui l'envoient, elle et ses enfants, avec la photo du défunt et les souvenirs d'un passé révolu. Ce sont ceux qui leur font entrevoir de nouveaux lendemains dans un environnement différent. Les centaines de milliers d'enfants de « pieds-noirs » établis en France sont-ils plus malheureux que s'ils étaient restés ou retournés en Afrique du Nord ? Et les enfants des dizaines de millions de personnes déplacées en Europe depuis la seconde guerre mondiale ? Seuls les Palestiniens ont déperir pendant près de trente ans pour périr ensuite à Tell-El-Zaatar et dans les autres camps du Proche-Orient dans l'attente de l'impossible « grand soir », qui, même s'il survenait, ne leur profiterait pas.

Deux considérations

Il est peut-être de mauvais goût, mais pourtant nécessaire et authentique, de rappeler qu'Israël n'a eu son Etat qu'après deux mille ans d'exil et de persécution dont le point d'orgue fut l'holocauste de six millions de juifs.

Il est plus actuel de souligner les deux considérations suivantes : les musulmans et la « nation arabe » dont les Palestiniens se proclament partie disposent d'une vingtaine d'Etats qui s'étalent sur un sixième des terres émergées depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique. Israël est, sans le seul Etat juif, et il se contente de la superficie de quelques départements français. Dans l'ère de la technologie moderne et de l'agriculture intensive dont il est le pilote, il pourra accueillir dans cet espace d'autres millions de juifs qui devront ou désireront s'y établir.

Mais le peuple juif ne pourra jamais renoncer à l'intégrité et à l'impérissabilité de cette solution territoriale qui est dans l'époque actuelle la seule garantie de sa pérennité, et il mènera l'ultime combat pour préserver tant l'existence que l'essence de son Etat.

Disposant d'une bonne partie de la Terre et de ses richesses, les Arabes ne sont jamais accablés à l'ultime combat, ni dans le temps ni dans l'espace, et leur désir de détruire Israël, en le minant, est d'abord, tient du rite incantatoire et non du besoin.

Par ailleurs, si l'on compare l'échec palestinien, depuis plus de trente ans, au succès israélien dans la peine, on peut en trouver les sources dans l'intransigeance extrême du maximalisme arabe face à l'esprit de compromis des sionistes.

En 1917, ces derniers ont accepté le principe du Home national (Foyer national) de la déclaration Balfour en renonçant à la notion d'Etat. Les Britanniques ensuite retranchèrent la Jordanie de la Palestine, réduisant de la moitié le territoire possible pour le Home national. Entre les deux guerres, tous les plans de partage rencontrèrent l'approbation de la majorité socialiste de la direction sioniste, et ce fut encore le cas pour le plan adopté par l'ONU en 1947.

Leurs hôtes et frères les ont stockés comme dynamite politique et chair à canon : chaque pays arabe, à la poursuite de ses propres intérêts, finissant et télinguissant sa propre légion étrangère de Palestiniens. Et cela peut durer pendant dix ans encore ou plus.

Que fallait-il faire ? Que faut-il faire ?

D'abord, leur servir la cruelle vérité : que l'histoire est irréversible ; qu'il n'existe, dans le monde, de situation politique de fait qui ne soit le résultat d'une situation de force ; qu'eux-mêmes et tous les Etats arabes proches ne peuvent, dans l'avenir prévisible, vaincre Israël ; que, d'ailleurs, les Etats-Unis ne pourraient le permettre : que les Soviétiques pourraient annihiler Israël, mais qu'il leur est trop utile comme « abîme de fixation » leur permettant de tirer les ficelles au Proche-Orient et que, par ailleurs, ils ne tiennent pas à l'affrontement avec les Etats-Unis.

Et qu'en conséquence, quelles que soient les solutions politiques, fédératives ou autres, qui pourraient être envisagées, les Israéliens n'accepteront aucune pénétration ou établissement militaire arabe au-delà des lignes occupées actuellement ; qu'un Etat palestinien souverain n'est donc envisageable qu'en liaison avec la Jordanie, dont la majorité des habitants, des parlementaires et des ministres est déjà palestinienne. La Grande Palestine, sur les deux rives du Jourdain, connaîtra ainsi sa vocation, qui est d'abriter deux nations apparentées, quoique différentes, susceptibles, comme celles d'Europe, de coexister pacifiquement et de découvrir progressivement des formules d'association.

Le peuple palestinien, renonçant définitivement à supplanter ou à remplacer l'Etat d'Israël et à proposer la formule morbide d'un Etat multiracial du type libanais, ou chypriote, pourra ainsi s'épanouir aux côtés d'Israël et, si le désir est partagé, en symbiose avec lui.

Centre **ISTH** Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines

PCEM

Expérience pédagogique depuis 24 ans
• Préparation de vacances :
Recyclage pour bacheliers (math, physique, chimie) par petits groupes.
• Mise à niveau pour redoublants (matières au choix).
Recyclage de Pré-Rentrée.
• Année complète de formation méthodologique (année 0) à raison de 14 heures hebdo de Cours et Exercices.
• Préparation Annuelle soutien par petits groupes de 10 à 12 étudiants et par CHU pour toutes matières enseignées.

AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tel. 288.52.09
TOLBIAC 93, Av. d'Italie
75013 Paris - Tel. 588.63.91

Depuis 32 ans, le journal spécialisé
«Les Annonces» est toujours le n°1 pour
l'achat et la vente de fonds de commerce
boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...

En Vente Partout : 50 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandes le nouveau guide gratuit, numéro 88

ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION

Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petits Champs
75006 PARIS - CEDEX 02

الشرق الأوسط

PROCHE-ORIENT

AU LIBAN

UNE INTERVIEW AU « MONDE » DE M. NAYEF HAWATMEH

- Damas veut imposer sa tutelle à l'O.L.P.
- L'Égypte essaie d'utiliser la résistance palestinienne comme une carte dans son conflit avec la Syrie

Chef du Front démocratique pour la libération de la Palestine (F.D.L.P.), M. Nayef Hawatme a fait, dans une interview au Monde, des relations des Palestiniens avec la Syrie et les autres États arabes, des conflits au sein de la résistance, et de la politique des deux grandes puissances dans la crise libanaise.

Principal allié de M. Arafat au sein de l'O.L.P., M. Hawatme est très virulent à l'égard de la Syrie, après avoir joué, jusqu'en avril 1976, le rôle de conciliateur entre le président Assad et le P.F.L.

« Pourquoi les relations entre la résistance palestinienne et les autorités syriennes ont-elles évolué vers un conflit ouvert ? »

— La détérioration remonte, au moins, à février 1976, lorsqu'il est devenu plus en plus évident pour la résistance palestinienne que le régime syrien voulait lui imposer son hégémonie et sa tutelle à travers le Liban, en même temps qu'il voulait imposer au Mouvement national libanais une solution bourgeoise confessionnelle, et non une solution bourgeoise nationale des conflits de classe au Liban.

« Le conflit entre Damas et l'O.L.P. demeure. La réunion syro-libano-palestinienne de Chataura n'avait pas grande signification sur le plan des relations syro-palestiniennes. Elle a été le résultat des difficultés qu'a rencontrées la Syrie dans l'application de son plan et des pressions multiples exercées sur le régime de Damas. Mais si les Syriens ont des difficultés, ils n'ont pas du tout renoncé à leurs objectifs fondamentaux au Liban. En conséquence, le problème reste entier. »

Les dissensions au sein de la résistance

— La résistance est écartelée entre plusieurs courants. Quels sont-ils ?

— Ils se ramènent essentiellement à trois : droite, centre et gauche, ou plutôt bourgeoisie nationale, petite bourgeoisie et aile progressiste. La force essentielle de la résistance est constituée par l'alliance de centre-gauche, qui détermine la stratégie et la politique quotidienne de la révolution palestinienne. Le courant droitier est isolé, et relativement affaibli, parce que les forces de droite syriennes et réactionnaires arabes jouent le rôle principal dans l'exécution du plan américano-israélien. Les masses palestiniennes ne sont conscientes. Quant au Front du refus, il s'est affaibli considérablement par suite de ses positions nihilistes et de son incapacité à proposer une politique et une tactique en général et singulièrement dans les circonstances difficiles que nous traversons.

— Est-il possible de résoudre la crise libanaise avant la crise syro-palestinienne ?

— La crise libanaise est tridimensionnelle, non bilatérale, puisque l'hégémonie syrienne sur les Palestiniens s'exerce au Liban. Il ne fait pas de doute, en conséquence, que la solution de la crise syro-palestinienne ne faciliterait le règlement. Mais notre conflit avec Damas n'est pas l'unique cause de cette crise, dont les éléments essentiels proviennent des contradictions internes libanaises et du refus de la droite

chrétienne et musulmane d'accepter une évolution indépendante et d'entreprendre des réformes démocratiques.

— Pensez-vous que la Syrie peut être remplacée en tant qu'allié principal de la résistance palestinienne ?

— Il n'y a pas de doute que, par sa situation géographique et sa tradition hostile au colonialisme et au sionisme, la Syrie constitue une base stratégique pour la résistance palestinienne. La perte de cette base est sûrement irremplaçable. Nous ne pouvons que lutter pour susciter la rectification de la politique syrienne, dont les déviations contre la résistance palestinienne ne datent pas d'hier.

Le silence « injustifiable » de l'Algérie

— Pensez-vous que l'Égypte soutient réellement la résistance palestinienne, ou bien a-t-elle adopté une attitude tactique ?

— Sans l'ombre d'un doute, sa position est tactique. Depuis le coup d'État à droite du président Sadate le 15 mai 1971 (1), sa politique à notre égard oscille entre l'hostilité totale et la solidarité de pure forme. Le chef de l'État égyptien est tout autant, sinon plus que son homologue syrien, lié aux projets américains, et l'Égypte constitue, avec l'Arabie Saoudite, l'axe principal de la politique des États-Unis dans le monde arabe. Cela suffirait à définir la nature de la position égyptienne à l'égard de la résistance. L'Égypte essaie de nous utiliser comme une carte dans son conflit avec la Syrie sur le plan régional et dans l'exécution du plan américain. Faut-il, également, rappeler la campagne du président Sadate contre la résistance palestinienne et sa ligne de miel, au cours des premiers mois de la crise libanaise, avec MM. Frangieh et Gemayel ?

« Qui sont les alliés de la résistance palestinienne actuellement dans le monde arabe ? »

— La Libye, l'Irak, l'Algérie et le Yémen du Sud sont des amis dont les degrés de solidarité avec nous sont cependant divers. Il n'est pas possible, pour le moment, de divulguer le degré de solidarité manifesté par ces pays. Nous ne pouvons cependant que rendre hommage à la Libye pour son attitude, surtout aux premiers jours de l'intervention militaire syrienne.

« Quelle est l'explication du grand silence de l'Algérie devant la révolution de la crise au Liban ? »

CORRESPONDANCE

LA CHUTE DE TELL-EL-ZAATAR

Après la publication, dans le Monde du 1^{er} septembre, d'un appel de l'Association médicale franco-palestinienne signé par le professeur Paul Mülles et plusieurs autres médecins, M. Gabriel Bassila, avocat libanais, ancien procureur général de la République, nous écrit notamment :

— Qualifier l'attaque de Tell-El-Zaatar de « crime politique » est une flagrante injustice commise à l'égard des Libanais, car Tell-El-Zaatar, primitivement camp de Palestiniens à quelques kilomètres à l'est de Beyrouth, et surplombant une région de chrétiens et de musulmans libanais transformés en place forte et muni de moyens d'attaque extraordinaires, était devenu un danger permanent pour la vie de cette agglomération. Ajoutons à cela que les Libanais ont essayé durant dix ans d'éviter cette attaque par toutes sortes de concessions. Mais le moment était venu où la seule alternative était de se laisser massacrer ou bien d'attaquer cette place forte et éliminer en conséquence l'extermination de milliers de Libanais.

Appeler cela un « crime » serait vraiment s'écarter de cette notion de justice que les Libanais ne cessent, depuis seize mois, de prôner et de réclamer pour eux et pour les Palestiniens eux-mêmes qui se sont écartés de leur objectif révolutionnaire essentiel, celui de reconquérir leur patrie au lieu de s'implanter par la force au Liban et, considérer cette implantation comme une solution de rechange. Telle est et demeure l'origine du drame libanais. Et telle est la raison pour laquelle l'attaque du camp de Tell-El-Zaatar a été et conque et réalisée. Et c'est pour

limiter les dégâts et épargner des vies humaines que les forces libanaises ont patienté aussi longtemps pour mettre un terme à ce danger. Il faut signaler que les forces libanaises ont commencé par « bloquer » le camp dans l'espoir d'une reddition, qui n'eût pas été malgré de longs pourparlers avec les représentants de la légation arabe qui en sont les témoins. Preuve en est que le « blocus » du camp a duré plus de cinquante jours, alors qu'il pouvait venir à bout en quelques heures. Il y a lieu de rappeler ce sujet, ce que beaucoup de Français, professeurs de médecine ou autres, ne connaissent pas : c'est le gouvernement libanais lui-même qui avait autorisé depuis quelques années l'installation dans ce camp de batteries anti-aériennes, qui ont été transformées, hélas ! par les Palestiniens en canons et missiles, dont ils se sont servis contre les Libanais.

Le « crime » et la « honte »

Sur le plan libanais des « crimes » et des « hontes », ces crimes et ces hontes ont été commis à l'égard de Tell-El-Zaatar, à Damour, Akkar, Kaa, et ailleurs, villages essentiellement libanais, historiquement libanais, attaqués et investis par les Palestiniens et des mercenaires, « dégarnis » de leur population et dont une partie, femmes, vieillards et enfants, ont été les innocentes victimes, tuées, défigurées et violées.

« C'est la « crime » et la « honte », messieurs les professeurs ! »

Si vous soutenez la cause palestinienne, les Libanais la soutiennent et l'ont soutenue plus que vous et avant vous, au Liban, par l'abandonnement de quatre cent mille Palestiniens, sur les fronts de combat, par la résistance de leur armée à la frontière depuis 1947, par leur soutien dans le monde, où les émigrés libanais, au nombre de 2 millions, ont usé de toute leur influence auprès de l'Union internationale, par la voix de leur presse répandue dans tous les pays arabes, enfin, et surtout, par le sacrifice de leur chef d'armée, martyr du mandat de tous les États arabes, du haut de la tribune des Nations unies.

L'EXPRESS

PLAN BARRE : UN PRONOSTIC

Réussira-t-il ou non ?

M. Raymond Barre joue la partie sur huit mois. Ses handicaps, politiques et techniques, sont très rudes. Roger Priouret donne son pronostic.

AFRIQUE DU SUD : MINUIT MOINS CINQ

Si l'apartheid continue, c'est le conflit armé en Afrique australe. Les hommes politiques sud-africains eux-mêmes viennent de le confier à l'envoyé spécial de L'Express.

LE CANCER EST UNE MALADIE COMME LES AUTRES

Le cancer n'est ni une maladie diabolique ni une maladie honteuse. Le Pr Lucien Israël, un des plus grands cancérologues français, précise : « Dédratiser le cancer, non seulement dans l'opinion, mais, grâce à elle, parmi les médecins, est devenu aujourd'hui indispensable. »

L'EXPRESS

EST EN VENTE DÈS CE LUNDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Contre les atteintes de l'âge

Dominateur l'agglomération cannoise, dans un cadre de verdure, LE CENTRE DE REVITALISATION BIOLOGIQUE est dû à l'initiative d'un groupe médical pluridisciplinaire.

Ce groupe a nouvellement mis au point une cure revitalisante alliant un traitement sénocytomimétique, résultat de nombreux travaux sur les mécanismes du vieillissement cellulaire, à des thérapies psychosomatiques (training autogène, ionisation négative, balnéothérapie, physiothérapie, etc.) en favorisant la reprise générale des activités naturelles.

Cette cure est personnalisée suite à un bilan de santé (check-up) précédé et suivi par des médecins spécialistes.

RETROUVER, STIMULER, REGENERER, elle permet de lutter efficacement contre les effets agissants du rythme de la vie actuelle qui accélèrent les processus de sénescence et sont à l'origine des dysfonctions diverses endocrinologiques ou métaboliques, l'ostéoporose, l'athérome, les troubles digestifs.

SI VOUS AVEZ 50 ANS OU PLUS, CETTE CURE PEUT VOUS INTERESSER.

Pour recevoir la documentation, le programme, les conditions de la cure, écrivez à :

LE MÉDECIN CHEF
CENTRE DE REVITALISATION BIOLOGIQUE
21 (a), bd d'Orléans, 92000 CANNES.
Tél. (93) 88-62-76 et (93) 38-67-61

Une notice scientifique sera adressée sur demande à MM. les médecins.

Améliorez votre situation en préparant la CAPACITÉ EN DROIT dans le cadre de la FORMATION CONTINUE

FRANCIS LEFEBVRE-FORMATION
F.P.V. Etablissement privé
15, rue Voltaire 75017 Paris - Tél. 75015420

ASIE

Cambodge

PRIVÉE D'AIDE EXTÉRIÈRE ET DIVISÉE

La résistance anticommuniste ne remporte aucun succès

M. Pol Pot, premier ministre cambodgien, a été temporairement suspendu de ses fonctions pour des raisons de santé et a été remplacé par M. Nuon Chea, président de l'Assemblée du peuple, qui cumulera les deux fonctions, a

rappelé, lundi 27 septembre, Radio-Phnom-Penh. M. Pol Pot a été nommé premier ministre en avril. Le mystère continue de régner au sujet de la situation réelle à Phnom-Penh. Notre envoyé spécial, à partir d'informa-

tions recueillies à la frontière khméro-thaïlandaise et à Bangkok, fait le point sur les difficultés rencontrées par la résistance anticommuniste et les méthodes utilisées par le régime pour enrayer la population et développer l'économie.

De notre envoyé spécial

Aranya-Prathet (frontière thaïlando-cambodgienne). — M. Danh Sang, ancien ministre de la justice du maréchal Lon Nol en 1971, et un des plus importants responsables khmers réfugiés en Thaïlande, vient de quitter Aranya-Prathet après avoir obtenu un visa français. Pendant plus d'un an, il a essayé d'organiser la résistance contre le nouveau régime de Phnom-Penh. Il a abandonné et n'en est alié.

Pourquoi cet homme simple et habile, qui est parvenu à gagner, en juillet 1975, la frontière thaïlandaise après soixante-dix jours de marche, qui croit en la cause qu'il défend, a-t-il baissé les bras ? Ce ne sont pas les idées ou les volontés qui manquent à la résistance. Mais l'aide lui manque cruellement. Nous n'avons rien obtenu de personne, même sur le plan financier. C'est pourquoi je pars, nous a-t-il dit avant son départ. La résistance, selon lui, n'a reçu ni armes, ni munitions, ni soutien logistique. Peut-être se poursuivra sans appui extérieur ? Il ne le croit pas. Pour lui, la résistance n'a guère d'espoir de succès avant très longtemps.

Certains observateurs occidentaux estiment que les maquisards recourent parfois au soutien d'autorités locales thaïlandaises, en particulier quand ils se livrent à la contrebande et au trafic du bois. Mais il semble aussi que l'unité ne règne pas chez les exilés. Quand on demande à M. Danh Sang quelles sont ses relations avec le colonel Rithsak, qui parut, il y a quelques mois, dans un film à la télévision française, et avec le général Sak Sam Iet, ancien gouverneur de Battambang, il répond : « Je les considère comme des... » Il ajoute : « Je suis sûr que les actions isolées non conformes aux plans prévus ne servent pas le plan de libération et ne conduisent pas leurs auteurs très loin à l'intérieur du pays. Elles ne font qu'alerter les Khmers rouges, qui n'ont pas manqué de prendre leurs dispositions. »

Il explique, pour cette raison, la réduction sensible du nombre de réfugiés qui franchissent la frontière (le Monde du 18 septembre). Que pense-t-il de la situation à l'intérieur du pays ? « Je crois que les exécutions ont lieu sur le même rythme qu'auparavant. Sur le plan alimentaire, il faut reconnaître que si l'an dernier, à la même période, les gens se nourrissaient de son mélangé à des liserons d'eau, cela n'a pas été confirmé cette année ; mais la ration de riz demeure insuffi-

sante. » Il précise toutefois : « Je suis mal renseigné sur l'est et le sud du pays. J'ai seulement des renseignements sur l'ouest, les provinces de Battambang, de Siem-Rep et d'Odder-Meanchey », d'où proviennent la majorité des réfugiés. Y a-t-il une résistance ? « Je crois que les gens se battent. Je ne sais pas où. Nous n'avons pas de relations avec eux. Ce sont des rumeurs, mais il paraît assez logique qu'il y ait une résistance. » Il semble que les opérations — limitées au « renseignement », — nous disait le chef des réfugiés d'Aranya-Prathet (le Monde du 18 septembre), soient beaucoup moins nombreuses qu'auparavant. Les autorités thaïlandaises, mécontentes de la publicité qui leur a été faite, et sous la pression de Phnom-Penh, veulent que cessent les incursions qui risquent d'envenimer les relations nouvelles de Bangkok avec le Cambodge.

Le général Sak Sam Iet réside désormais à Bangkok. Il avait obtenu un visa pour la France en juillet 1975. Comme il ne l'avait pas utilisé, il est devenu caduc en avril et Paris ne veut plus lui en accorder un autre. Les États-Unis refusent de l'accueillir et certains Américains usent à son endroit de termes peu amènes. Le colonel Rithsak aurait, de son côté, été frappé d'une attaque cérébrale très grave. Un autre responsable souhaite émigrer en Australie.

Une formation assez rudimentaire

« Il n'est pas exclu que des groupes mènent le combat, mais nous ne disposons d'aucune information permettant de l'affirmer », nous ont dit plusieurs observateurs occidentaux qui suivent de très près, à Bangkok, les affaires indochinoises. Y a-t-il des affrontements entre Khmers rouges ? Selon les mêmes sources, il n'est pas impossible que des heurts aient eu lieu entre unités locales, mais « Phnom-Penh dispose d'une armée centrale assez puissante pour maintenir l'ordre ».

Ces observateurs ont l'impression que, si la vie demeure peut-être fort pénible, le régime cambodgien s'installe, s'organise, se renforce. Les exécutions sont « moins nombreuses et sporadiques », nous a-t-on dit. Ces mêmes sources ajoutent que la situation était, il y a quelques mois, différente dans certaines provinces occidentales, les seules sur les-

quelles on ait des informations suffisamment nombreuses pour être valables : aïeul, c'est dans la province de Battambang que les conditions de vie étaient les plus dures, tandis que les brutalités étaient plus rares à Odder-Meanchey et, plus encore, à Kok-Kong. Les exécutions auraient cessé en novembre dans la région de Siem-Rep. Ces mêmes sources affirment que les photos d'« atrocités », publiées il y a quelques mois par plusieurs journaux français et étrangers, étaient truquées. Il est, d'autre part, impossible que l'augmentation de la production ne bénéficie pas, fût-ce très faiblement, à la population.

Le régime donne à la population une formation de base assez rudimentaire. Les enfants de sept à treize ans reçoivent une heure d'enseignement — lecture et écriture — chaque jour après le repas, nous a-t-il dit un réfugié, l'ancien capitaine de police Haskimam. Les restes de la journée, ils se livrent à des petits travaux agricoles. Cela ne contredit pas les informations venues de Phnom-Penh : le système d'éducation est limité au primaire et est intégré au travail productif. Le personnel sanitaire, les ouvriers et les techniciens sont, le plus souvent, formés sur le tas avec un minimum de cours théoriques. Les dirigeants estiment sans doute qu'il faut éliminer l'analphabétisme avant d'envisager la mise en place d'un nouvel enseignement secondaire et supérieur.

Une éducation politique est donnée lors de réunions après le travail. Selon Choet, un déserteur interrogé récemment à Surin, les Khmers rouges étudient quatre principes : « Le nationalisme, la vraie démocratie, le socialisme et le communisme ». Le dernier principe comporte l'étude du marxisme, du léninisme, et du maïsisme. Choet ajoutait que des campagnes destinées à la population traitent des deux premiers principes seulement.

En ce qui concerne les tâches de développement, on peut se référer, pour avoir le point de vue officiel, aux responsables de Phnom-Penh ne sont guère loquaces. — à une revue, Images du Kampuchea démocratique, diffusée récemment. Brochure de propagande, la première publiée depuis la fin de la guerre, elle montre essentiellement des photos des grands travaux collectifs menés par des civils et des militaires, sans grand usage de machines. Mais on peut voir un tracteur d'origine américaine, ce qui explique la demande de pièces détachées et de courroies de ventilateur par les Cambodgiens dans le cadre du commerce de troc à la frontière thaïlandaise. Interrompu pendant plusieurs jours par Bangkok pour des raisons administratives, ce trafic vient de reprendre, mais à une échelle très réduite. Il s'agit probablement d'achats destinés aux régions occidentales du pays, les autres importations s'effectuant par le port de Sihanoukville (Kompong-Som), et par voie ferrée (Le réseau était reconstruit en novembre et, en mars, de nouvelles locomotives sont arrivées).

Qui gouverne ?

Les dirigeants paraissent considérer le Cambodge comme une nation paysanne où tout — même l'industrie naissante — est organisé en fonction des besoins des campagnes. Manquant de cadres, d'expérience, ayant perdu beaucoup d'hommes pendant la guerre, ce régime est avant tout pragmatique. N'a-t-il pas créé une nouvelle monnaie en février 1975, deux mois avant la fin des hostilités, pour la supprimer dès son arrivée au pouvoir ? C'est sans doute cette caractéristique qui étonne, ou inquiète, le Vietnam, pays fortement imprégné d'idéologie Si Hanol ne manque pas de faire référence au marxisme, ce terme n'apparaît guère dans le vocabulaire des dirigeants khmers. Aucun allusion n'est faite au P-5-chachon, le parti communiste, qui existait déjà à l'époque du prince Sihanouk. Les documents parlent seulement du Langka, l'organisation.

Des techniciens chinois travaillent à Phnom-Penh, Battambang, Kompong-Som et, sans doute, en d'autres endroits, mais il ne semble pas que des Vietnamiens séjournent dans le pays. Interrogé sur la présence de Vietnamiens dans les provinces de Retanakiri et de Modoliri, anciens « sanctuaires vietnams », situés dans l'est, une source occidentale estime n'avoir aucune preuve d'une telle implantation. Les réfugiés qui en ont parlé ne venaient pas de

Chine

DIX JOURS APRÈS L'HOMMAGE A MAO Les activités politiques n'ont pas encore repris

La Chine a procédé, dimanche 26 septembre, à son dix-neuvième essai nucléaire. Chine nouvelle ne précise ni la nature ni la puissance de l'engin et on ignore s'il s'agissait d'une explosion aérienne ou souterraine. Dimanche également, l'agence a diffusé une violente attaque contre l'U.R.S.S., « régime fasciste dirigé par de nouveaux tsars ». Selon Chine nouvelle, la désertion du pilote du Mig-25 qui s'est posé récemment au Japon est un signe de « la désintégration des forces de l'Union soviétique ».

De notre correspondant

Pékin. — Dix jours après la fin des cérémonies officielles qui ont marqué la mort de Mao Tse-toung, une évidente difficulté — ou réputation — à « tourner la page » sur la disparition du fondateur du régime se manifeste à Pékin. L'annonce d'une nouvelle expérience nucléaire témoigne que rien n'est arrêté dans ce domaine de pointe de la technique chinoise, pas plus que dans les autres secteurs de la production. Mais le deuil se prolonge. La quasi-totalité des drapeaux restent en berne, presque tout le monde continue à porter le brassard noir. Les cinémas restent fermés. La population n'est pas particulièrement grave et les rues sont animées, mais tous les signes extérieurs datant de la période du deuil officiel demeurent en place.

Le mystère reste total sur le sort réservé à la dépouille mortelle de Mao. Le problème se pose de savoir si le corps doit être incinéré — comme ce fut le cas pour les dirigeants décédés depuis vingt-cinq ans — ou conservé, comme le souhaiterait, semble-t-il, une large partie de l'opinion publique. On a peine à croire que les héritiers du pouvoir éprouvent de sérieuses difficultés à se mettre d'accord sur ce sujet, si délicat soit-il. Leur silence est difficilement compréhensible. Le premier ministre, M. Hua

Kuo-feng et l'un des vice-premiers ministres, M. Chang Chun-chiao, se sont manifestés à l'occasion des visites d'une délégation gouvernementale japonaise et de M. Rowling, ancien premier ministre néo-zélandais. Les entretiens sino-néo-zélandais ont permis d'apprendre au passage que le ministre des chemins de fer, M. Wan Li, personnage « réhabilité de la révolution culturelle », et qui était absent depuis quelque temps des listes officielles, avait été remplacé par un de ses adjoints, M. Kuo Lu.

Les signes d'activité politique sont cependant très minces et l'impression domine que l'équipe dirigeante fait preuve d'une grande prudence. Cette impression est confirmée par un article du mensuel théorique, le Drapeau rouge, reproduit samedi par le Quotidien du peuple. Cet article, sous le titre « La pensée de Mao Tse-toung illuminera toujours notre marche en avant », constitue une paraphrase de l'éloge funèbre prononcé le 13 septembre par M. Hua Kuo-feng, lequel s'inspirait déjà de près du message diffusé par le comité central du parti pour annoncer la mort du président. On y retrouve le même équilibre entre les formules militantes et les appels à l'union.

ALAIN JACOB.

DIPLOMATIE

A Strasbourg

Amnesty International a examiné les problèmes posés par son développement rapide

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Dans les locaux du Conseil de l'Europe, deux cent vingt délégués et observateurs d'une trentaine de pays ont participé, du 23 au 26 septembre, au Conseil international du mouvement humanitaire d'assistance aux prisonniers politiques et de défense des droits de l'homme, Amnesty International. A l'issue des travaux, le rapport annuel de l'organisation recensant les violations des droits fondamentaux dans cent douze pays a été rendu public. Se refusant à établir une hiérarchie entre les situations et les dénonciations qu'elles appellent, Amnesty International a toutefois tenu, cette année, à attirer particulièrement l'attention sur la situation en Amérique latine, et surtout dans le « cône sud » du continent, où les enlèvements, les tortures et les assassinats politiques sont favorisés par une « coopération internationale sans précédent » des forces de répression. Le mouvement a exprimé son « indignation » à la suite de l'assassinat de l'ancien ministre chilien Orlando Letelier, le 21 septembre à Washington.

Les deux autres résolutions, l'une s'alarme des arrestations en Uruguay de syndicalistes « pour avoir prêté pacifiquement contre la création de tribunaux extraordinaires », et l'autre déplore la « réaction manifestement négative » de Londres au rapport, publié récemment par la Commission européenne des droits de l'homme, sur le recours à la torture en Irlande du Nord. L'Organisation s'est félicitée de l'impact de sa campagne lancée contre l'usage de la torture en Uruguay dans l'opinion internationale. L'année 1977 sera l'année du « prisonnier d'opinion ». Une grande campagne contre la peine de mort sera lancée, à l'issue de cette année, par une conférence internationale réunie à Stockholm.

Les débats de Strasbourg ont toutefois porté surtout sur la stratégie de l'avenir d'Amnesty International. Le succès de l'organisation lui pose des problèmes importants. Elle comptait seize mille membres dans le monde il y a cinq ans et en recense aujourd'hui quatre-vingt-dix-sept mille. Son budget, en augmentation de plus de 40 % en un an, atteint 750 000 livres sterling. La seule section française a plus que doublé en un an le nombre de ses « groupes d'adoption » (1). Tout en se félicitant de cette « explosion », la direction du mouvement, installée à Londres, entend bien maîtriser sa croissance. Amnesty n'est touchée que la souveraineté nationale, base de la Constitution. (2) Or, la Constitution n'a pas prévu la participation des Français à l'élection d'une Assemblée européenne. (3) J'ose dire et affirmer que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (4) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. Une Assemblée ad hoc n'est pas un pouvoir. (5) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (6) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (7) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (8) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (9) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (10) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (11) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (12) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (13) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (14) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (15) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (16) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (17) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (18) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (19) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (20) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (21) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (22) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (23) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (24) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (25) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (26) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (27) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (28) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (29) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (30) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (31) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (32) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (33) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (34) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (35) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (36) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (37) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (38) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (39) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (40) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (41) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (42) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (43) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (44) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (45) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (46) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (47) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (48) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (49) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (50) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (51) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (52) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (53) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (54) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (55) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (56) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (57) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (58) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (59) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (60) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (61) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (62) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (63) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (64) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (65) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (66) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (67) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (68) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (69) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (70) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (71) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (72) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (73) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (74) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (75) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (76) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (77) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (78) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (79) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (80) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (81) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (82) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (83) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (84) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (85) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (86) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (87) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (88) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (89) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (90) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (91) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (92) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (93) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (94) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (95) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (96) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (97) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (98) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (99) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (100) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (101) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (102) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (103) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (104) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (105) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (106) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (107) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (108) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (109) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (110) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (111) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (112) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (113) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (114) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (115) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (116) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (117) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (118) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (119) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (120) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (121) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (122) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (123) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On ne sait pas encore, par exemple, quel sera le régime électoral. (124) Ma position est actuellement tout à fait opposée à l'adoption de ce texte. J'ajoute que l'on affirme que cette assemblée siégera dans le cadre des attributions de la C.E.E. Je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour affirmer que l'Assemblée ne dépassera pas ses pouvoirs. (125) J'ajoute que l'on affirme que cette affaire n'a pas été suffisamment réfléchie. On

1501

MERDE AU "DÉZIGN!"

Merde au "dézign".

Oui. Merde au dézign. Avec un z, comme dans bazar. Au dézign qu'on trouve partout, jusque dans les hypermarchés. Au dézign "bon marché". Au dézign froid et inhumain. Qui ne va avec rien.

Gloire aux Grands Designers. Merci Miller, merci Colombo, merci Bertoia, merci Saarinen, Jacobsen, Paulin et tous les autres. Vous nous avez enseigné le beau design. Nous avons retenu la leçon. Pour en faire le beau contemporain.

C'est le retour au beau, au chaud, au durable et au confortable.

C'est le retour au naturel, aux matériaux nobles et purs. Au cuir et au bois.

C'est le retour à l'humain, aux meubles dans lesquels il fait bon vivre.

Les matériaux, les formes, les lignes, la conception des meubles, tout est réuni aujourd'hui pour que le style contemporain s'accorde, s'harmonise avec les styles du passé.

Jean Darvogne,
Directeur Général de Minvielle.

Minvielle.
Le contemporain qui aime l'ancien.

Voici la liste des magasins Minvielle:

Paris et région parisienne :

Paris (75007) 50, rue de l'Université 544.18.20 et 544.17.71.
St-Germain-en-Laye (78100) 4-6, rue des Coches 963.07.30.
Sevres (82310) 1-3, av. de l'Europe 626.02.92 (ouvert. fin oct.).

Province :

Ajaccio (20000) 77, cours Napoléon 21.00.25.
Amey (74000) 4, rue Vaugelas "Le Grand Passage" 51.02.45.
Antibes (06600) 39, bd Wilson 34.66.03.
Bar-le-Duc (55000) 18, rue Bar-le-Ville 79.15.60.

Bordeaux (33000) 42, rue Henri-IV 91.44.64.
Boulogne/Mer (62200) 93-95, Grande Rue 31.30.51.
Brest (29200) 91, rue Jean-Jaurès 44.32.87.
Caen (14000) Place du 30^e R.I. - Quai de Juillet 31.74.81.
Cannes (06400) 85, av. du Maréchal Juin 38.29.74.
Châlons-sur-Marne (51000) 90, rue de la Marne 68.01.84.
Clermont-Ferrand (63000) 18, avenue des Etats-Unis 37.33.36.
Grenoble (38000) 1, rue Jean-François-Hache 44.02.47.
Leon (02000) 67, bd de Lyon 23.04.67.
Lyon (69000) 175, rue J.-B.-Defernez 28.36.41.

Longueville (39003) 2, av. de la Marseillaise 24.13.49.
Lyon (69002) 24, rue de la Charité 42.40.21.
Mâcon (71000) 30, quai Lemaire 38.04.15.
Marseille (13006) 33, bd Baille 47.75.70 (ouvert. fin oct.).
Nîmes (30000) 12, rue Régale 67.59.33.
Poitiers (86100) 14, rue Edmond-Nocart 400.02.03.
Rodez (12000) 1-3, rue Raynal 68.06.35.
Saint-Etienne (42000) 7, rue Pierre-Bérard 32.36.89.
Strasbourg (67000) 53-55, Grand-Rue 32.19.04.
Toulouse (31000) 7 bis, Place du Capitole 23.21.05.
Tours (37000) 13, rue Nationale 05.41.76.

EUROPE

Espagne

Une partie des militants de l'ETA renoncent à la lutte armée

Grève générale pour l'amnistie au Pays basque

Madrid (A.F.P., A.P., Reuter). — L'organisation autonome basque ETA-V* assemblée — la branche politico-militaire du mouvement — va abandonner la « lutte armée » qu'elle a menée contre le régime franquiste, mais restera en armes pour « défendre les conquêtes démocratiques des mouvements de masse », ont indiqué trois responsables du mouvement lors d'une conférence de presse réunie « quelque part au Pays basque français », le 25 septembre. Le mouvement ne mènera donc plus, en principe, qu'une « lutte défensive » pour « protéger les acquis démocratiques ». Une grande partie des militants vont abandonner l'organisation pour créer un parti politique « révolutionnaire et nationaliste » au service de la classe ouvrière, ont précisé les orateurs, qui s'exprimaient masqués. Le nouveau parti pourrait s'intituler « parti populaire ouvert ». Il pourrait participer aux élections de 1977. Les personnes qui quitteraient l'ETA pour se consacrer à l'activité politique ne garderaient pas de liens avec l'organisation. Seuls les groupes armés conserveront le nom d'ETA.

La nouvelle orientation prise par le mouvement autonome basque, a-t-il encore été indiqué, répond à l'évolution de la situation politique espagnole « d'une dictature vers une démocratie bourgeoise ». Il a été rappelé que l'une des résolutions de la récente assemblée de l'ETA était la réaffirmation de l'objectif de la révolution démocratique, composée des quatre provinces espagnoles et des trois provinces françaises du Pays basque.

Cependant, la police espagnole a pris des précautions exceptionnelles, dans tout le Pays basque, en vue de faire face aux incidents qui pourraient avoir lieu, ce lundi 27 septembre, à l'occasion de la grève générale décrétée par tous les mouvements de l'opposition de gauche, dans un café du port de Fontarabie. Le matin, les gardes civils, en uniforme, ont approché d'un des chanteurs, qui a la réflexe défensive de se saisir d'une chaise comme bouclier, est abattu à bout portant par un garde. Il est 23 heures. Une enquête sur place le confirme : même ce qui reste d'opinion favorable au régime franquiste

d'autant plus largement suivi que le 27 septembre marque le premier anniversaire de l'exécution de cinq opposants anti-franquistes, dont deux membres de l'ETA. Le dimanche 26 septembre, une cérémonie du souvenir avait été organisée à Naurde, près de Saint-Sébastien, devant la tombe d'Angel Otegui, l'un des cinq victimes. Mais la police avait organisé des barrages autour du village, prévenant ainsi une manifestation de masse. L'atmosphère était tendue, dimanche, en Biscaye et en Guipuzcoa, où de nombreux barrages policiers avaient été installés sur les routes.

Enfin, deux mille personnes ont manifesté, le 26 septembre, devant la prison de Bessauri, en Biscaye, où sont détenus divers prisonniers politiques basques. Elles avaient auparavant occupé l'église de San-Anton, à Bilbao, pour réclamer l'amnistie totale en Espagne.

Agitation aux Canaries

Un appel à la grève générale a été lancé pour ce lundi 27 septembre dans l'île de Tenerife, aux Canaries, à la suite de la mort d'un jeune étudiant, Bartolome Garcia, vingt et un ans, tué par la police à la suite d'une erreur d'identité. La police perquisitionnait aux domiciles de sympathisants du mouvement autonome des Canaries à la recherche d'un dénommé El Rubio, auteur présumé du récent enlèvement d'un industriel de l'île. Des incidents graves ont suivi, le 25 septembre, les obèques de la jeune victime. Vingt-cinq mille personnes ont assisté aux funérailles. Aussitôt après la cérémonie, de violents affrontements ont éclaté entre la police et des groupes formés de militants autonomistes. Les plus violentes bagarres ont fait plusieurs blessés chez les manifestants, et six parmi les policiers, touchés par des jets de pierres. Des groupes de manifestants se sont enfilés dans l'église de San-Fernando. A l'issue du service funèbre, le maire de la ville, M. Leoncio

Armas, a été pris à partie par des assistants et atteint de plusieurs pierres, alors qu'il tentait de regagner son automobile. La police est intervenue peu après cet incident.

La grève des postiers espagnols dans sa douzième semaine, ce 27 septembre. Commencée à Madrid, elle s'étend maintenant à onze autres villes du pays, dont Barcelone, Bilbao, Malaga et Séville. On estime que vingt mille postiers ont été arrêtés le 25 septembre, à Madrid, lorsque les forces de police ont tenté d'empêcher deux mille préposés de se diriger vers la direction générale de la sécurité, place de la Puerta-del-Sol. Les manifestants ont tenté de pénétrer contre la décision gouvernementale de recruter des volontaires, payés 800 pesetas (57 F) par jour, pour trier les lettres — plus de deux millions — en souffrance. Deux dirigeants syndicaux des postiers ont été arrêtés.

M. Santiago Carrillo déclare, dans une interview publiée le 27 septembre, par France nouvelle, l'hebdomadaire du P.C.P., que le gouvernement en exil de la République espagnole ne peut plus guère s'en considérer que comme « le soutien ». En revanche, estime le secrétaire général du parti communiste espagnol, s'il était élargi afin de régler « vraiment la composition des forces qui tentent », pourrait « devenir le gouvernement basque de demain ».

Les communistes, pour leur part, seraient prêts à y entrer, mais à condition que le régime « n'y a pas, à proprement parler », de gouvernement catalan. Confirmant qu'il était récemment rendu à Barcelone, le secrétaire général du P.C.P. espagnol, M. Carrillo, a réaffirmé « la problématique de l'unité des forces catalanes avec les forces du reste de l'Espagne ».

Allemagne fédérale

Encombrante Allemagne

(Suite de la première page.)

A l'université libre de Berlin comme dans toutes les universités allemandes, les nouveaux étudiants votent à droite, redevenant à l'occasion militaristes et s'abandonnant le plus souvent à l'apolitisme conservateur des idées condamnées à la réussite ou au chômage. La presse contestataire, du Spiegel à la Frankfurter Rundschau, s'est livrée les ongles, et M. Günter Bött, producteur du magazine télévisé « Panorama », peut murmurer devant nous dans son bureau de Hambourg : « Il n'est pas facile d'être indéfiniment à la gauche du gouvernement. Plus le socialisme du moment. Sans aucun répondant dans l'opinion... »

Dans l'Allemagne de septembre 1976, qui, en dépit des indignités générales d'une poignée d'écrivains, d'avocats et de jeunes journalistes, accepte le principe du *Radikalen Erbes* (mesures anti-terroristes) (2), les affrontements pré-électoraux des deux grandes coalitions masquent mal l'essentiel. Quelle que soit l'issue d'un scrutin dont l'enjeu ne peut consister qu'en deux politiques voisines, c'est bien l'ensemble de la classe politique qui paraît avoir basculé vers la droite.

Triomphe des ténors les plus ouvertement conservateurs — MM. Strauss, Carstens, Dreger — au sein de la C.D.U.-C.S.U. ; éviction partielle, affaiblissement politique de M. Willy Brandt et du messianisme réformateur qu'il incarnait en 1972, mise au pas des Jeunes Socialistes et adoption en juin 1976, à Cologne, d'un programme à peine centriste du côté du S.P.D.

Cette évolution récente des grands partis n'a fait que traduire en slogans politiques et en tactiques électorales une réaction quasi chimique de la société allemande tout entière, brusquement et profondément contrainte autour d'un consensus défensif.

Singulier réflexe à première vue que celui-ci, dans une Allemagne prospère que rien ne paraît menacer dans l'immédiat ; ni la « subversion », ni les vingt divisions soviétiques installées en R.D.A., ni la crise économique, ni même les groupements terroristes du terrorisme urbain (3), dont l'anarchisme traduit plus un désespoir suicidaire qu'un projet révolutionnaire.

On a beaucoup glané au-delà des frontières, en France surtout, sur cette crispation polémique de la démocratie germanique, sur ce consentement tacite de la population à la chasse aux extrémistes qui, conjuguée avec une insolente réussite économique, représentent brusquement au sujet de l'Allemagne les plus anciens fantasmes, les pires méfiances latentes. Commentaires innombrables sur l'éventuelle résurrection d'une espèce de fascisme mou dans un pays qui, rappelle-t-on complaisamment, n'a jamais réussi de révolution et qui, après tout, n'a consenti voilà trente ans à la démocratie que sous la pression des Alliés, vainqueurs du nazisme.

Bref, au-delà des conventions de langage et des affaires diplomatiques, c'est une question assez brutale que l'on cherche à résoudre dans toutes les chancelleries d'Europe : « Les voilà de nouveaux puissants, vont-ils recommencer ? »

Une longue promenade en zig-

zag à travers l'Allemagne, une soirée « idéologique » à Berlin, après plusieurs soirées semblables ailleurs, et voilà que ces schémas suspects paraissent à posteriori un peu courts, voire injustes. D'abord parce qu'ils démontrent essentiellement et presque exclusivement à propos de l'Allemagne l'aggravation d'une insidieuse « répression », qui, par le biais des lois d'exception, du conditionnement de la presse Springer, d'une funeste sollicitation des réflexes *Spiesbürger* (petit-bourgeois) viendrait délibérément combattre pour le compte des nantis un espoir lumineux.

Le schéma est discutable. Certes, l'aspect purement « répressif » de l'évolution récente en R.F.A. n'est pas négligeable, encore qu'il contraste avec le spectacle beaucoup plus décontracté, plus dénué des rues de Cologne ou de Hambourg qui, dans les années 60, suggèrent encore on ne sait quelle impression de « raideur contrainte ». Bref, on n'est pas prêt de trouver légitime en France qu'un gardien de cimetière soit licencié pour le seul motif qu'il appartient au parti communiste. Les réquisitions détaillées, notamment celles de M. François Mitterrand, contre un progressif dévoilement de la démocratie outre-Rhin sont, de ce point de vue, justifiées. Et utiles. Mais sont-elles suffisantes ?

« Promenez-vous en Allemagne », nous répétait un interlocuteur berlinois, vous serez frappés par l'impression de peur diffuse, une certaine anxiété, un sentiment très fort de précarité, beaucoup plus profonds que tous les bruyants témoignages de triomphisme économique ».

La crainte de la fragilité

Première remarque opportune. L'Allemagne d'Helmut Schmidt, la championne européenne avec son puissant *deutscher Mark*, l'exportatrice de l'acier, de l'hygiène, de la technique, se sent et se sait fragile.

Elle paraît en vouloir à ses voisins qui, trop pressés de grandir ou d'admirer, refusent de prendre en compte cette fragilité sous-jacente. Fragilité économique : la prospérité d'une R.F.A. sans matières premières est assujettie aux fluctuations de la conjoncture européenne et mondiale. Le pays est d'autant plus tributaire de ce fameux consensus social qui, pour pesant et dangereux qu'il paraisse à un esprit latin, constitue une définitive sa seule vraie richesse. « La crise de 1974 », nous disait un journaliste de Berlin, a transformé les gens plus qu'on ne l'imagine. La réussite économique, que l'on pensait garantie, pouvait donc être remise en cause. Dans un pays qui pour l'instant a tenu sur ce terrain, c'était terrifiant... »

Fragilité politique aussi : dans un pays occupé en deux, aux avant-postes du monde occidental, directement menacé par les atomes de l'Europe et les tentations isolationnistes de l'Amérique, on oublie un peu trop vite que les concepts marxistes ne peuvent avoir ni la même finalité, ni la même séduction. Aujourd'hui, en Allemagne, chacun s'attache donc à vous le rappeler, et pas seulement à droite.

Mais la deuxième impression est plus forte encore : c'est ce qu'on pourrait appeler la nouvelle déformation de la gauche. C'est-à-dire l'impossibilité pour une sensibilité, disons, progressiste, de produire aujourd'hui une analyse brutale que l'on cherchait à nouveau dans toutes les chancelleries d'Europe : « Les voilà de nouveaux puissants, vont-ils recommencer ? »

Une longue promenade en zig-zag à travers l'Allemagne, une soirée « idéologique » à Berlin, après plusieurs soirées semblables ailleurs, et voilà que ces schémas suspects paraissent à posteriori un peu courts, voire injustes. D'abord parce qu'ils démontrent essentiellement et presque exclusivement à propos de l'Allemagne l'aggravation d'une insidieuse « répression », qui, par le biais des lois d'exception, du conditionnement de la presse Springer, d'une funeste sollicitation des réflexes *Spiesbürger* (petit-bourgeois) viendrait délibérément combattre pour le compte des nantis un espoir lumineux.

Le schéma est discutable. Certes, l'aspect purement « répressif » de l'évolution récente en R.F.A. n'est pas négligeable, encore qu'il contraste avec le spectacle beaucoup plus décontracté, plus dénué des rues de Cologne ou de Hambourg qui, dans les années 60, suggèrent encore on ne sait quelle impression de « raideur contrainte ». Bref, on n'est pas prêt de trouver légitime en France qu'un gardien de cimetière soit licencié pour le seul motif qu'il appartient au parti communiste. Les réquisitions détaillées, notamment celles de M. François Mitterrand, contre un progressif dévoilement de la démocratie outre-Rhin sont, de ce point de vue, justifiées. Et utiles. Mais sont-elles suffisantes ?

« Promenez-vous en Allemagne », nous répétait un interlocuteur berlinois, vous serez frappés par l'impression de peur diffuse, une certaine anxiété, un sentiment très fort de précarité, beaucoup plus profonds que tous les bruyants témoignages de triomphisme économique ».

allemand la réussite récente du parti socialiste français procure, semble-t-il, de cette espèce d'exaspération devant la « résistance à la réalité allemande ». Exaspération désemparée qu'exprime assez bien devant nous à Brême M. Rainer Zoll, ancien responsable syndical de l'I.G. Metall (syndicat de la métallurgie), reconstruit dans l'enseignement supérieur : « La politique allemande ne m'intéresse plus beaucoup ; je préfère suivre de près les tentatives de François Mitterrand ».

Au bout du compte, par le simple jeu des données historiques, économiques, internationales — et non par l'effet d'une quelconque inclinaison égotique — la vie à gauche, la présence la plus constante d'un bras de respect, solidement verrouillée à la fois sur sa gauche et sur sa droite. Sur sa gauche la présence la plus sérieuse reste celle d'un parti communiste minoritaire ultra dogmatique, financé par la R.D.A., et dont le président, M. Herbert Mies, pouvait déclarer en mars 1976 au congrès de Bonn : « Un chameau passera par le chas d'une aiguille avant que le D.K.P. ne s'écarte, fût-ce d'un pouce, en échange d'un bracelet de respectabilité bourgeoise, de l'enseignement de Marx, Engels et Lénine ». Ce n'est donc pas d'un communisme à la Berlinguer que doit s'accommoder la démocratie allemande.

On en conviendra, ce blocage, sur lequel sont venues buter les révoltes étudiantes, n'est pas le fait des seuls anticommunistes tonitrueux à la mode Strauss. A droite, en revanche, le poids mortel du nazisme dont prétendent s'affranchir les générations qui n'ont pas connu la guerre, la pesante approbation qu'entretiennent encore toute l'Europe à l'effet du moindre meeting de « nostalgiques » un peu sénescents, représentent encore un « bûcher » tout aussi efficace.

L'Allemagne paraît ainsi perpétuellement, et tout à la fois, attirée et terrifiée par des extrémismes, ou du moins des complaisances ces plus ou moins nettes pour l'extrémisme, qui lui sont interdites. Reprochera-t-on à une telle conduits fléchies de deux principes aussi profonds de se crispier davantage qu'une autre sur le volant rassurant de l'Etat constitutionnel ?

Il n'est pas sans intérêt pour un visiteur qui suit l'actualité campagne électorale d'entendre les deux grandes parties se renvoyer inlassablement les mêmes accusations croisées. La C.D.U.-C.S.U. dénoncent le laxisme des sociaux-démocrates à l'égard des « extrémistes marxistes » ; le S.P.D. et les jeunes socialistes mettent, de leur côté, en évidence les renuements fascistes ou même pronazis perceptibles, selon eux, dans l'ombre de la C.D.U.-C.S.U. Cette insistance avec laquelle, dans chaque camp, et avec des variantes de vocabulaire, l'épouvantail du « radicalisme » noir ou rouge, constitue l'essentiel des débats du moment. Le symptôme est révélateur.

« Plus que jamais, observe M. Dietrich Schacht, journaliste à la télévision de Hambourg, les Allemands ont ce fureux besoin de se sentir au centre, au milieu de la masse. Il s'agit surtout de ne pas être différents, ou « radical ». Bien sûr, pour un intellectuel, ce n'est pas attirant... »

En octobre 1976, c'est surtout cette « obsession centrée », qui expliquerait qu'après les révoltes berlinoises de 1968 et la percée réformiste de l'époque Brandt, le balancier du *Endenkende* (changement de tendance) revienne à nouveau inéluctablement vers la droite, qu'il entraîne le pouvoir, selon une expression de M. Helmut Schmidt « jusqu'aux limites de l'Etat constitutionnel ». Peut-il cette fois aller plus loin ?

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

Prochain article : UN CHANTIER INTERROMPU

(2) D'abord prises par le Land socialiste de Hambourg, soulevées d'indignation des communistes dans l'enseignement, les mesures anti-terroristes furent généralisées par décret du 15 janvier 1972 qui virent à leur tour la fonction publique aux personnes soupçonnées de « se livrer à des activités hostiles à la Constitution ». Ce décret fut ensuite complété par toute une série de mesures pénales notamment le nouveau article 83 a du code pénal visant à criminaliser les activités extrémistes.

(3) Dans le rapport de juin 1976, l'équivalent des renseignements généraux allemands estimait que l'extrémisme de gauche ne représentait aucun danger pour l'ordre démocratique et libéral.

TÉMOIGNAGE

Luttes de masse au Pays basque

par JEAN-PIERRE FAYE (*)

Depuis le jeudi 9 septembre, les provinces du Nord de Guipuzcoa et Biscaye « vivent » la mort d'un jeune ouvrier d'Irun, Jesus Maria Zabala Erasun, tué par balle parce qu'il chantait en basque, dans un café du port de Fontarabie. Le matin, les gardes civils, en uniforme, ont approché d'un des chanteurs, qui a la réflexe défensive de se saisir d'une chaise comme bouclier, est abattu à bout portant par un garde. Il est 23 heures. Une enquête sur place le confirme : même ce qui reste d'opinion favorable au régime franquiste

assure que Zabala ne « manifestait » pas ; il chantait, simplement, des chants dans sa langue maternelle. Dès le lendemain, la ville entière de Fontarabie — la cité et le port — manifeste. Le premier signe public d'opposition depuis la guerre civile et la prise d'Irun d'été 1938. Des drapeaux basques apparaissent aux fenêtres, marqués au centre par un moroseux d'étoile noire : béret, mantille, gilet, cravate, chapeau. Cet étrange signe de deuil est visible à chaque maison de la calle Mayor, la grande rue de la cité ancienne au sommet de laquelle se dressent le château de Charles-Quint. La municipalité s'est solidarisée — pour la première fois depuis le franquisme — avec le peuple. L'assemblée a émis une proposition publique auprès du gouvernement de Guipuzcoa, à Saint-Sébastien, après avoir démissionné avec le conseil municipal unanime à l'égard de la municipalité de Saint-Sébastien adressée au gouvernement de Madrid une pétition en cinq points : une manifestation de masse, une manifestation de masse, une manifestation de masse, une manifestation de masse, une manifestation de masse.

Le 9 septembre, la population d'Irun se rendit aux obèques de Zabala. Les jours suivants, la grève s'étendit à Saint-Sébastien et dans tout le Guipuzcoa. A Pasaia, port industriel, une assemblée d'usine déclara une manifestation dans la rue. Le lundi 13, à Sébastian, faubourg industriel de Bilbao, la grande capitale de la Biscaye et du Pays basque tout entier — où avait siégé le gouvernement d'Euzkadi entre l'été 1936 et le printemps 1937 — des barricades étaient élevées par d'importantes groupes de manifestants. Elles étaient dispersées par la police à coups de grenades lacrymogènes. La solidarité se propagea comme le feu. A partir du cas de ce jeune ouvrier, abattu parce qu'il chantait dans une langue que Franco a voulu interdire. Cette langue, la foule entière la reprenait à son tour dans ses chants sur les places, autour du corps de Jesus-Maria Zabala. Deux cent mille grévistes, dont soixante-quinze mille à Bilbao, une vingtaine de blessés ; quinze

municipalités démissionnaires qui se rendent à Madrid ; à leur tête, l'alcade de Fontarabie, don Mercedes Iridoy, qui demande à être reçue par le ministre des Affaires étrangères et le ministre de l'Intérieur ; en retour, le voyage de ce dernier à Saint-Sébastien ; des manifestations de masse dans les usines, les rues, les places ; une manifestation qui se fait dans un peuple d'un million et demi d'habitants ; la revendication enfin ouverte, publique, d'une langue qui n'est que le bilan provisoire de la mort d'un jeune ouvrier, une chaise à la main. Cette fois, le peuple basque a pris la tête de la lutte des peuples de l'Espagne, antifranquiste.

Il y a fort peu de temps, dans un texte officiel du régime, Franco, le chef de l'Etat, le *Fuero del Trabajo* de 1938, — a été abolie l'expression par laquelle il se désignait lui-même dans les discours officiels : « le chef de l'Etat ». Dans la rue, c'est maintenant le peuple qui en déclare ouvertement l'abolition.

(*) Survivants.

Suisse

La modification du statut de la radio et de la télévision est rejetée par référendum

De notre correspondant

Bern. — Bien que portant sur deux sujets totalement différents, les résultats du référendum du dimanche 26 septembre sur une nouvelle loi fait apparaître une certaine méfiance du corps électoral helvétique envers l'Etat. Par 635 541 « non » contre 531 747 « oui », les citoyens ont rejeté un projet d'article constitutionnel révisant le statut de la radio et de la télévision. Plus clairement encore, par 939 379 voix contre 301 768, ils ont également repoussé une proposition d'origine syndicale proposant l'établissement de l'assurance responsabilité civile pour les véhicules à moteur.

De loin le plus contesté, le projet d'article sur la radio et la télévision visait à première vue à combler une lacune juridique. Disposant du monopole des ondes, le gouvernement helvétique a accordé une concession d'émission à la Société suisse de radiodiffusion et de télévision. Après une première tentative infructueuse en 1957, les autorités ont élaboré et fait approuver par le Parlement

un nouvel article constitutionnel afin de pouvoir légiférer en matière de radio et de télévision. Le texte prévoyait que les programmes devaient « assurer une information objective et équilibrée ; exprimer équitablement la diversité des opinions ; mieux faire comprendre les besoins de la collectivité ; servir le caractère propre des régions linguistiques et des diverses parties du pays ; tenir compte des diversités culturelles et sociales et garantir le respect de la personnalité et des convictions religieuses ».

Le débat n'avait cependant pas tardé à prendre une tournure politique. Alors qu'il était soutenu par l'ensemble des partis de droite et du centre, ce projet était combattu par la gauche et la plupart des associations de journalistes. Pour leur part, les organisations professionnelles de journalistes considéraient que le projet contenait « les germes d'une limitation de la liberté d'expression ».

JEAN-CLAUDE BUHRER.

A travers le monde

Italie

SIX ATTENTATS ont été commis à Rome du 25 au 26 septembre contre la synagogue, un cercle fréquenté par de jeunes Arabes, deux succursales d'une banque, un centre d'émigrés juifs soviétiques et un bureau de la société Avia. Les cinq derniers attentats ont été revendiqués par une organisation de « commandos antisionistes ». L'attentat contre la synagogue reste anonyme. — (A.F.P.)

Thaïlande

LE PREMIER MINISTRE THAÏLANDAIS, M. Seni Pramot, a reçu, dimanche 26 septembre, les représentants des étudiants et de divers groupes opposés au retour de l'ancien dictateur, le maréchal Thanom. La délégation a remis au premier ministre une pétition demandant le départ immédiat du maréchal et une enquête sur un meurtre de deux jeunes gens, près de Bangkok. Les deux victimes, membres du Front populaire anti-dictatorial, allaient coller des affiches hostiles au maréchal, lorsqu'ils ont été assassinés par des inconnus qui les ont pendus à la porte d'un garage. Le premier ministre a qualifié ces meurtres de « choquants et terrifiants » et a ordonné à la police d'ouvrir une enquête pour arrêter et punir les coupables. — (A.F.P.)

100 150

EUROPE

Grande-Bretagne

AU CONGRÈS DE BLACKPOOL

L'aile gauche travailliste compte reprendre l'offensive contre le gouvernement

De notre envoyé spécial

Blackpool. — Le congrès annuel du mouvement travailliste, qui s'est ouvert lundi matin 27 septembre dans la station balnéaire de Blackpool, est le premier devant lequel M. Callaghan se présente comme chef du gouvernement et leader du parti installé à Downing Street depuis bientôt six mois, le successeur de Sir Harold Wilson, qui a été battu aux élections générales, toujours sur-représenté au congrès, ne va pas ménager ses coups contre la politique gouvernementale.

Aussi le premier ministre, soucieux de maintenir un équilibre acceptable entre les tendances, va-t-il devoir compter sur le soutien sans réserve de M. Jack Jones — le plus puissant des dirigeants syndicaux — et de M. Michael Foot, le leader de la Chambre des communes, qui a été pendant très longtemps l'idole de la gauche avant d'accepter un poste au sein du cabinet.

Le principal succès du gouvernement travailliste au cours des deux dernières années est d'avoir convaincu les dirigeants syndicaux de modifier leurs demandes, en vue de lutter contre l'inflation. Toutefois, le maintien de cette discipline syndicale devient de plus en plus difficile. Déjà, le gouvernement et le TUC ont été amenés à céder du terrain pour prévenir une grève des marins, qui aurait eu des conséquences désastreuses. Depuis lors, les mineurs se sont engagés à leur tour sur le sentier de la guerre.

M. Callaghan, certes, n'est pas encore menacé par une « confrontation industrielle » comme celle qui avait provoqué la chute du gouvernement conservateur de

M. Heath. Les militants syndicaux — en dehors de ceux qui proclament leur attachement aux thèmes révolutionnaires de l'extrême gauche — ne mettent pas encore en cause le principe du contrat social conclu entre le gouvernement et le TUC.

De plus en plus cependant ils s'efforcent d'obtenir pour leurs troupes des avantages financiers indicibles dont le coût serait tout aussi élevé qu'une hausse massive des salaires. En ce qui concerne les mineurs, par exemple, qui demandent à être payés dès qu'ils pénètrent sur le carreau et non plus lorsqu'ils commencent effectivement leur travail, la rémunération devrait être accrue de 25 % environ.

Si le gouvernement travailliste n'est pas trop ouvertement menacé à l'heure actuelle, l'inflation, la chute continue de la livre sterling et surtout le niveau du chômage (un million et demi) laissent prévoir un « hiver de mécontentement ». L'aile gauche du Labour trouve ainsi une occasion de repartir à l'attaque. Ses porte-parole au congrès vont reprendre leur campagne pour un contrôle des importations. Ils vont s'élever encore plus contre la politique gouvernementale visant à réduire le rythme d'augmentation des dépenses publiques. Enfin ils ne négligeront aucun effort pour faire inscrire dans le programme officiel du parti la nationalisation des banques et des compagnies d'assurance, dont M. Callaghan a déjà dit catégoriquement qu'elle lui paraissait désastreuse.

JEAN WETZ.

Union soviétique

A LA SESSION DU 27 OCTOBRE

M. Kossyguine pourrait présenter le plan quinquennal au Soviet suprême

De notre correspondant

Moscou. — Le Soviet suprême se réunira, le mercredi 27 octobre, pour sa première session de l'année. Les parlementaires devront approuver le plan quinquennal qui a officiellement commencé en janvier dernier, mais dont l'élaboration a été retardée (comme celle d'ailleurs du précédent plan quinquennal) par de difficiles arbitrages.

Le plan, dit-on maintenant, est au point. En principe, il devrait être exposé aux députés par le chef du gouvernement, M. Kossyguine, qui n'a pas paru en public depuis le 22 juillet dernier, et qui aurait été victime d'un grave accident cardiaque cet été. Certaines sources soviétiques déclarent cependant que M. Kossyguine ne sera pas présent à la réunion du Soviet suprême, mais qu'il sera représenté par un autre dirigeant du parti.

Le plan quinquennal, qui a été élaboré par le bureau politique du parti, est censé être un plan de développement économique et social, qui vise à augmenter la production industrielle et à améliorer le niveau de vie de la population. Le plan quinquennal est censé être un plan de développement économique et social, qui vise à augmenter la production industrielle et à améliorer le niveau de vie de la population.

La prééminence de M. Leonid Brejnev

La session du Soviet suprême devrait logiquement être précédée par un plénum du comité central. De bonne source, on affirme à Moscou que ce plénum ne devrait pas être marqué par l'importante élection de M. Brejnev, qui a été élu président du Soviet suprême, mais par la nomination de M. Brejnev à la présidence du Soviet suprême.

Un événement intervenu, samedi dernier, illustre une nouvelle fois en tout cas la prééminence de M. Brejnev sur ses collègues du bureau politique. Ce jour-là était inauguré à Poïtava un buste de M. Nicolas Podgorny, président du présidium du Soviet suprême. L'événement n'a été mentionné qu'en quelques lignes, et les journaux n'ont publié aucune photographie. L'inauguration en mai dernier d'un buste de M. Brejnev dans sa ville natale avait eu la plus grande publicité et avait été considérée comme un événement national.

Malte

LA COMPOSITION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT MALTAIS, uniquement formé de ministres travaillistes, a été publiée le 26 septembre à La Valette. Deux nouveaux ministres entrent dans ce cabinet, à la santé et à l'agriculture, M. Vincent Moran et Danny Crennon. Pour les autres portefeuilles, la composition du gouvernement maltais est identique au cabinet qui gouvernait le pays avant les élections générales du 18 septembre. — (A.F.P.)

FAIR PLAY
Prêt-à-porter de Luxe pour Hommes
127, Bd. Saint-Germain Paris 6^e
AVANT TRAVAUX
LIQUIDATION TOTALE
(par autorisation Préfectorale - Loi du 30 décembre 1966)
lundi 27, mardi 28, mercredi 29 septembre
(et jours suivants)
* APERÇU DES ARTICLES *
Chemises - Pulls - Cravates
Vestes sport - Blazers - Pantalons
Costumes ville ou sport - Smokings
Imperméables - Pardessus - Cuir - Fourrures
PRIX SACRIFIÉS VU L'URGENCE
OUVERT sans interruption de 9 heures 30 à 19 heures

pendant toute la durée du SICOB

LA BOUTIQUE DANOISE
diffusion
DANEFRANCE

exposition permanente de mobilier de bureau
en son magasin, du 25 septembre au 6 octobre

LA BOUTIQUE DANOISE
42, avenue de Friedland 75008 PARIS
Tél. 227.02.92 et 267.54.91

Irlande du Nord

Une dirigeante des Femmes pour la paix est blessée au cours d'un attentat

De notre correspondant

Belfast. — Quatre civils ont été assassinés dans la capitale pendant le dernier week-end, dans une série d'attaques suivies de représailles immédiates. La première victime, vendredi soir 24 septembre, a été une jeune catholique de dix-sept ans. Quelques heures plus tard, deux protestants étaient abattus dans un bar. Le lendemain, un jeune protestant de dix-neuf ans était tué à son domicile et son père gravement blessé. Dans la soirée, un catholique de trente-deux ans tombait sous les balles d'un gang qui s'entretenait en voiture. Dimanche soir, la police n'avait arrêté aucun des agresseurs.

Malgré cette violence, les rassemblements des Femmes pour la paix se poursuivent. Samedi, dix mille personnes se sont réunies à Dungannon, dans l'ouest de la province, et près de deux mille à Glasgow. Dimanche, cinq mille hommes et femmes ont défilé à Larne, à 35 kilomètres au nord de Belfast. Les Femmes pour la paix suscitent toujours

le même enthousiasme, et l'organisation paraît désormais prise au sérieux.

Samedi, la brigade de l'IRA « provisoire » de Belfast annonçait que « si les membres du mouvement se transforment en mouchards, ils devraient en payer les conséquences ». Au cours de la semaine, plusieurs dirigeants politiques et un prêtre, le père Aquinas, ont demandé à la population de dénoncer les activistes par l'intermédiaire du « téléphone confidentiel ». Mlle Mairead Corrigan, une des fondatrices du mouvement pacifiste, a déclaré que « les femmes d'Irlande devaient être prêtes à mourir pour la paix ». Elle faisait allusion à l'attentat — non revendiqué — contre Mme Bridgid McKenna, organisatrice d'un comité pour la paix, dans un quartier nord de la capitale. Cette catholique de cinquante ans a été gravement blessée par un coup de fusil de chasse tiré à bout portant.

RICHARD DEUTSCH.

CREER UNE ENTREPRISE

Un rêve pour 34 % des Français, une réalité pour combien ?

Vous qui êtes désireux de passer du rêve à la réalité, une occasion exceptionnelle s'offre à vous.

Les 15 et 16 octobre prochains, un séminaire organisé :

- Pour ceux qui souhaitent créer, mais n'ont pas de projets précis.
- Pour ceux qui sont en train de créer.
- Pour ceux qui s'y intéressent à titre professionnel.

L'AFACE (Association pour favoriser la création d'entreprise), qui organise ces journées d'études, fait également bénéficier les créateurs de prêts personnels à taux réduits.

Ce séminaire sera, pour vous, une révélation. Grâce aux exemples, aux témoignages, aux études de cas, aux points de vue des Chambres de Commerce, de l'Administration, des experts, etc., vous saurez où vous engager.

Les plus grands dirigeants n'ont pas hésité à prêter leur concours : Marcel Rich (Président de BIC S.A.), Le baron Empain (Président de l'AFACE), Président du groupe Empain-Schneider)

- François Mialaret (Président de la B.I.M.P.)

- Jacques Oudin (Délégué général à la F.M.I.) et bien d'autres.

Pour tout savoir sur le programme de ce séminaire exceptionnel, retournez le coupon-réponse à l'AFACE :

AFACE 14, rue de la Baume - 75008 PARIS

Je désire recevoir le programme de ce séminaire exceptionnel

Nom :

Adresse :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

LE NOUVEL observateur

La pâmoison rétro. Les grandes figures de l'horreur.
L'ennui comme mal absolu. Les monstrueuses rêveries autour
du fusil et de la bombe. Ici et ailleurs.
Les enfants de Lang et de Leni Riefenstahl.
Et toujours... la demande de péplum.

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS CANTONALES...

ISERE : canton de Morestel (2^e tour).

Inscr. 10 187 ; vot. 6 832 ; suffr. expr., 6 658.

MM. Théodore Durand, maire de Morestel, cent., 3 404 voix, ELU ; José Vitas, P.C., 3 254.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Joseph Berthel, P.S., récemment décédé, qui avait été élu au second tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 2 088 voix contre 1 917 au conseiller général sortant, M. Jean Bedet, R.I. ; 1 250 à M. Théodore Durand, mod., et 721 à M. Cholat, div. g.

Les résultats du premier tour, qui a eu lieu le 19 septembre, ont été les suivants : inscr., 10 187 ; vot., 5 389 ; suffr. expr., 5 285. MM. Vitas, 1 270 voix ; Roger Belmont, P.S., 1 135 ; Durand, 1 117 ; Jean-François Perria, maj. prés., 943 ; Pierre Piner, R.I., 886 ; Bernard Vaguet, U.D.R., 484 ; Jules Trullier, sans étiqu., 1.

Pour le second tour, M. Vitas (P.C.), qui bénéficiait du désistement de M. Belmont (P.S.), a obtenu 349 suffrages de plus que le total des voix recueillies par les deux candidats se réclamant de la gauche au premier tour. Il totalise 48,57 % des suffrages exprimés contre 41,57 % pour l'ensemble de la gauche au premier tour.

La loi du 16 juillet 1976, limitant au second tour les candidats qui n'ont pas recueilli au premier tour un nombre de voix égal au moins à 10 % des inscrits, a permis à M. Durand de bénéficier du report sur son nom des suffrages qui s'étaient por-

tés sur l'autre candidat de la majorité au premier tour. En effet, en 1973, c'est le maintien de plusieurs candidats modérés qui avait permis à Joseph Berthel, P.S., de l'emporter.

MAINE-ET-LOIRE : canton de Beaupréau (2^e tour).

Inscr. 15 019 ; vot. 7 460 ; suffr. expr., 6 847.

MM. Jean Sechet, maj. prés., C.D.S., 4 661 voix, ELU ; Alfred Antier, maj. prés., U.D.R., 2 188.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Paul Grimaud, Centre démocrate, décédé soudainement le 15 juillet. Paul Grimaud avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1976 avec 6 775 voix contre 3 522 à M. Bretin, P.S., et 439 à M. Dupont, P.C. Il y avait eu, au premier tour, M. Sechet était arrivé en tête avec 3 394 suffrages contre 1 945 à M. Antier, 1 313 à M. Jean Bretin, P.S., et 521 à M. Hubert Dupont, P.C. Il y avait eu, sur 15 019 électeurs inscrits, 3 229 votants et 2 945 suffrages exprimés.

En application de la loi du 16 juillet 1976, qui n'autorise à se présenter au second tour que les candidats qui, au premier tour, ont obtenu un nombre de voix égal au moins à 10 % du nombre des inscrits, seuls MM. Sechet et Antier pouvaient se présenter au second tour. Bien qu'il y ait eu 1 199 suffrages exprimés de moins au second tour qu'au premier, MM. Sechet et Antier enregistrent un gain de voix respectivement de 1 267 et 241 suffrages.

...ET MUNICIPALES

HAUTE-LOIRE : Le Puy (1^{er} tour).

Inscr. 14 283 ; vot. 7 198 ; suffr. expr., 7 047. MM. Roger Fourneryon, maj. prés., C.D.S., député réformateur, 4 498 voix, ELU ; Maurice Léger, union de la gauche - P.S., 2 549.

Il s'agissait de compléter le conseil municipal, où un siège était vacant après le décès du maire, Césaire Guineau, R.I., survenu le 13 août dernier.

En mars 1971, le premier tour des élections municipales avait donné les résultats suivants : inscr., 14 283 ; suffr. expr., 9 525 ; liste d'intérêts communaux, sans étiqu., conduite par Césaire Guineau, R.I., maire sortant, 3 121 voix en moyenne ; liste composée de radicaux et de centres gauches conduite par M. Garbès, 2 435 ; liste de la majorité (U.D.R., R.I. et cent. dém.) conduite par M. Fromaget, 2 121 ; liste de P.C., conduite par M. Roux, 1 273 ; liste, Avenir jeunesse, sans étiqu., 226.

Au second tour, il y avait eu, sur 14 283 inscrits, 9 493 suffrages exprimés. La liste conduite par Césaire Guineau avait obtenu 25 sièges avec 4 400 voix, deux sièges revenant à la liste de M. Garbès, qui avait eu 3 370 voix, la liste du P.C. en obtenant 1 020.

M. Roger Fourneryon, qui avait déjà siégé au conseil municipal du Puy de 1965 à 1971, est député depuis juillet 1974, remplaçant à l'Assemblée nationale M. Jacques Barrot, entré au gouvernement comme secrétaire d'Etat au logement.

Le candidat socialiste, M. Léger, avait été soutenu pendant la campagne électorale par M. Marmas, membre du secrétariat national du P.S., qui avait déclaré, le 21 septembre, au Puy : « A six mois des élections municipales (cette) élection partielle apparaît dans cette région comme une sorte de répétition. Elle sera l'occasion pour les citoyens de se prononcer pour ou contre la politique du gouvernement. »

HAUTE-LOIRE : Sanguers (1^{er} tour).

Inscr. 1 717 ; vot. 1 150 ; suffr. expr., 1 003. MM. André Ambesac, 930 voix ; René Villedieu, 914, et Henri Castanier, 776, candidats présentés par le conseil municipal, fav. à la maj., ELUS.

Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès du maire, Jean-Claude Simon, député R.I., survenu le 19 août dernier. Outre celui du maire, deux sièges étaient à pourvoir après le décès de deux adjoints, Jean-Baptiste Astruc et Victor Dumas, survenus antérieurement.

En mars 1971, la liste conduite par Jean-Claude Simon, seule liste à être présentée, avait emporté de la première tour les dix-sept sièges à pourvoir avec une moyenne de 872 voix, sur 1 142 suffrages exprimés et 1 048 inscrits.

Les trois candidats, qui ont été élus, ne s'étaient pas vu opposer d'adversaires.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

A AX-LES-THERMES

Les futurs candidats giscardiens se sont initiés aux techniques audio-visuelles

De notre envoyé spécial

Ax-les-Thermes. — Pendant huit jours, cent quatre-vingt-seize élèves stagiaires ont travaillé sans désemparer dans une école laïque, un patronage religieux, une salle de la mairie, un syndicat d'initiatives et un casino municipal, pour apprendre comment devenir un bon candidat aux élections municipales et, éventuellement, un bon maire. Pour ce séminaire de formation, auquel des ministres et des secrétaires d'Etat avaient apporté leur concours, les stagiaires ont été initiés à l'arsenal de moyens d'information allant de la simple visionneuse aux caméras vidéo de télévision en circuit fermé.

C'est ainsi que les militants et les cadres de cinquante-huit départements métropolitains et d'outre-mer (60 % d'entre eux avaient moins de quarante ans et 57 % étaient des salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture) ont été initiés aux techniques de la communication écrite et parlée.

Les stagiaires (parmi lesquels on comptait quarante-sept femmes) étaient répartis dans des « laboratoires de travail » et placés devant des hypothèses politiques ou des situations préélectorales réelles. Ils devaient élaborer un diagnostic, décider une action, construire un programme et choisir les moyens à mettre en œuvre. Ainsi pouvait-on voir un artisan cannois réaliser une émission de télévision (soumise ensuite à la critique des autres stagiaires) dans laquelle

il décrivait l'itinéraire politique qu'il avait conduit des « faucons rouges » (1) au gaullisme, et du gaullisme au giscardisme : un giscardisme qualifié d'« enthousiaste ». Dans une autre salle, un conseiller municipal, minoritaire dans une assemblée municipale à majorité communiste, expliquait à son auditoire qu'il fallait « avoir beaucoup de courage pour ne pas se laisser manger à la sauce marxiste ».

En ce qui concerne le budget, l'urbanisme et l'environnement, les stagiaires ont aussi reçu un début de formation qui devrait en principe — et si la leçon a été bien retenue — leur permettre de mener une campagne électorale honorable. Enfin, les participants ont assisté à la projection du film américain *Votes MacKay* et du débat télévisé entre MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand lors de la campagne présidentielle.

Les travaux du séminaire devaient prendre fin samedi. Vendredi, après-midi, M. Jacques Dominati, secrétaire général des R.I., a lancé un appel à l'U.D.R., au C.D.S. et au parti radical pour que la majorité « engage en commun une campagne nationale d'explication et de soutien du programme gouvernemental ».

LEO PALACIO.

(1) Organisation de Jeunesse de la S.P.I.O. regroupant les adolescents de douze à vingt ans.

● M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants a déclaré, samedi 26 septembre, à Ax-les-Thermes (Allier) : « Je pose la question, en particulier aux dirigeants socialistes : rejeteront-ils en bloc le programme de Raymond Barre ou acceptent-ils, au Parlement, une discussion franche et constructive sur les mesures de redressement économiques ? »

● M. Valéry Giscard d'Estaing déclare dans une interview à *Paris-Match* (daté 2 octobre), à propos de son livre *Démocratie française* qui sera parue en vente de poche le 11 octobre : « Il entre dans ma responsabilité personnelle d'exposer aux Français mon analyse de notre société et l'avenir que je crois souhaitable pour elle (...). Dans les sociétés antiques, modernes et contemporaines, il n'y a eu, ou il n'y a pas de sociétés dignes de ce nom que celles qui furent, ou qui sont, capables de proposer un projet. Une société sans projet est une société sans rayonnement intérieur et sans rayonnement extérieur. »

L'élection législative partielle de Corrèze aura lieu en novembre

M. Jacques Chirac a annoncé samedi 26 septembre, à Ussel, que M. Henri Balcour, son suppléant à l'Assemblée nationale, remplace, le 3 octobre, sa démission de député de la troisième circonscription législative de Corrèze. L'ancien premier ministre a indiqué : « Je préférerai que l'élection législative partielle ait lieu le plus tôt possible à partir du 7 novembre. » La candidature de M. Chirac à cette élection a provoqué plusieurs réactions.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a ainsi commenté cette décision : « Personne ne semble croire que le plan Barre puisse sortir le pays de ses difficultés. Le candidat de M. Jacques Chirac, annoncé avec des accents gaullistes au lendemain de la présentation du plan gouvernemental, montre qu'il ne croit en rien à celui-ci. Il veut rester au Parlement, c'est dans l'esprit d'un retour aux affaires de l'Etat. Nous allons combattre cette candidature, notre objectif étant la venue de la gauche au pouvoir. »

Le Mouvement des radicaux de gauche va proposer au parti communiste et au parti socialiste la désignation d'un candidat unique de la gauche, dès le premier tour de scrutin.

M. Gérard Denecker, secrétaire de la Fédération de Corrèze du parti socialiste, a déclaré : « Cette élection se fera également sur la politique du successeur de M. Chirac, et ce dernier devra dire s'il lui témoigne ou non sa solidarité et sa confiance. Elle se fera enfin sur le bilan réel de la situation en Corrèze après dix années d'assistanat. »

M. Chirac s'exprime comme le leader d'une droite musclée, et il est honorable pour le parti socialiste d'être sa cible favorite. »

M. Andouin, premier secrétaire de la Fédération de Corrèze du parti communiste, a indiqué : « Cette élection survient après la présentation du plan Giscard-Barre, dont les différents messages vont produire des effets négatifs, pour l'économie nationale et le sort des couches populaires, des plans Giscard-Barre mis en œuvre depuis mai 1974. Face à ces mécanismes politiciens, le P.C. s'affirme plus que jamais comme le défenseur de toutes les couches sociales victimes de la crise. »

M. Guéna : la France doit s'affirmer avec plus d'orgueil

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré samedi 26 septembre à Angers :

« Nous considérons que, dès lors que Jacques Chirac estime n'avoir pas les moyens de gouverner, il a eu raison de se retirer. Le fait qu'il n'ait pu engager, comme il le souhaitait, la lutte contre l'inflation a sans doute été un élément décisif de son choix. Il est normal qu'il se soit exprimé sur son départ, et nul ne pouvait douter que, compte tenu de ces circonstances, il repartirait bientôt sur la devant de la scène politique. Son action telle qu'il l'a définie s'inscrit dans le droit fil du bon combat : il n'y a aucune divergence entre cette action et celle que mène l'U.D.R. »

M. Guéna a ensuite évoqué la politique étrangère en disant : « Dans le précédent gouvernement, il n'y a pas eu de changement par rapport à la politique gaulliste. Mais sans doute cette politique n'a-t-elle pas été réalisée avec assez de vigueur, ce qui nous a conduits à des situations inadmissibles de M. Kissinger sur notre sol et le vote d'une malencontreuse motion à Colombo. »

Nous demandons que la France dans le monde s'affirme avec plus de netteté, avec plus d'orgueil.

« Nous sommes attentifs à l'affaire de l'Assemblée européenne. Nous pensons à penser que le développement de l'Europe passe par une coopération plus concrète plutôt que par la formule magique des institutions. Si les pouvoirs de l'Assemblée européenne devaient en sortir accrues, nous condamnons le glissement vers la supranationalité : si ces pouvoirs demeurent tels qu'ils sont aujourd'hui définis dans le traité, nous pensons que l'élection au suffrage universel est une opération lourde et vaine. »

Enfin, M. Guéna a fait allusion aux élections en disant : « Pour gagner les élections, il faut d'abord une solide action gouvernementale, et la bonne santé économique du pays est une condition nécessaire de succès. Les formations qui soutiennent le gouvernement, mais il est indispensable au surplus que par l'action et par le verbe un message soit transmis au pays afin que l'opinion se ressaisisse et ne risque pas de glisser inconsciemment vers le collectivisme. »

Les socialistes-démocrates veulent nouer des alliances avec certains éléments de la majorité sans s'intégrer à celle-ci

La Fédération des socialistes-démocrates, qui a regroupé des socialistes hostiles à l'alliance avec le parti communiste — à tenu, samedi 25 et dimanche 26 septembre, dans la banlieue de Lyon, des journées nationales d'études. L'élaboration d'une stratégie électorale en vue des scrutins de 1977 et 1978 et la mise en chantier d'une charte municipale ont constitué l'essentiel des travaux.

La Fédération des socialistes-démocrates entend ne pas apparaître comme partie prenante de la majorité tout en nouant des accords avec certains éléments de celle-ci (le parti radical et le Centre des démocrates sociaux).

M. Rivo Huttermann, secrétaire général de la F.S.D., ancien membre du comité directeur du P.S., a déclaré à ce sujet : « Nous sommes des socialistes. Nous devons le rester. Il n'est pas question de nous fondre dans des regroupements divers. Nous devons demeurer nous-mêmes malgré le programme commun, qui est de nous donner conscience, et malgré la droite qui voudrait nous offrir des strapontins. »

A propos de l'alliance P.C.-P.S., M. Huttermann a ajouté : « M. Mitterrand a fait descendre l'alliance du programme commun jusqu'aux municipales. Le bénéficiaire de cette opération sera le parti communiste. Après ce scrutin, tous les élus du parti socialiste devront leur élection aux voix communistes. A partir de là, le parti socialiste sera engagé dans la stratégie de l'union de la gauche. »

« Même si le parti communiste se désistait, on voit mal comment le premier secrétaire du P.S. pourrait se délayer : il traiterait alors l'ensemble de l'histoire de la gauche de sa formation (...). Les communistes vont pouvoir entrer dans des municipalités dont ils sont actuellement absents. Il n'y aura pas de « primaires » entre eux et le P.S., ce qui est un fait nouveau. Le P.C. accèdera donc à certaines municipalités sans être auparavant entré en concurrence avec ses alliés. »

Pierre Alduy, député (ex-P.S.) des Pyrénées-Orientales, maire de Perpignan, a déclaré à propos du programme commun :

« Ce qui le caractérise, c'est la vanité, le creux des formules, la démagogie, la légèreté. Il s'est prononcé en faveur de la création d'un « comité de coordination » regroupant les représentants de formations proches de la F.S.D. Dans la perspective des élections législatives de 1978, les dirigeants socialistes-démocrates nourrissent l'espoir que leurs candidats attirés à eux l'électorat inquiet par le programme commun et qui puisse être constitué à l'Assemblée nationale, un groupe parlementaire (trente députés) de socialistes refusant l'alliance avec le P.C. »

La charte municipale dont la rédaction a été entreprise à Lyon sera présentée en janvier 1977 devant le premier congrès de la F.S.D. qui devrait siéger à Nice.

LE FRONT PROGRESSISTE CHERCHE À RASSEMBLER LES GAULLISTES D'OPPOSITION

Le comité directeur du Front progressiste, qui a siégé samedi 25 et dimanche 26 septembre, estime que le Front « constitue la force organisée indispensable du gaullisme d'opposition, force nécessaire autour duquel il se constituera ». Dans cet optique, il a décidé d'organiser le 24 octobre une « rencontre nationale du gaullisme d'opposition » sur le thème « Libération sociale et indépendance nationale ».

Le comité directeur a enfin élu une présidence composée du général François Binoche, commandant de la Libération, de M. Jacques Debô-Éridel, ancien sénateur, et de M. Dominique Gallet, qui prend la fonction de président-délégué.

● M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, a exposé dimanche 26 octobre à Broussan, devant les jeunes U.D.R. d'Ille-et-Vilaine, les raisons « qui motivent la maintien des gaullistes dans la majorité présidentielle ». « Ce sont, d'une part, le fait d'être attachement manifesté par le président de la République aux institutions de la 5^e République, ses choix en matière d'indépendance nationale, les mêmes que ceux du général de Gaulle, et d'autre part, sa volonté de progrès social par la participation, autre idée force du gaullisme. »

VIII^e Biennale internationale des Antiquaires

Ouvr. tous les jours de 11 h à 23 h, et le dimanche de 10 h à 20 h
Métro : Champs-Élysées-Clémenceau

Au Grand Palais à Paris

du 23 septembre au 10 octobre 1976

150

POLITIQUE

LA MISE EN PLACE DU PLAN DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

Un nouveau «rassemblement des non»

(Suite de la première page.)
Même M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., se trouve contraint de constater qu'un «rassemblement des non» n'est pas une simple formule, mais une réalité. Face à une opposition résolument unitaire (M. Rocard d'abord, ses alliés et M. Mitterrand n'est guère moins sévère que le P.C.F.), M. Barre aura bien du mal à obtenir que la majorité endosse, à ses mots des «municipales» et à un an et demi des «législatives», des mesures qui ne soient à personne.
Le premier ministre, qui se rend jeudi et vendredi prochains à des rendez-vous giscardiens puis U.D.R. avant d'exposer son programme à

l'Assemblée nationale le 5 octobre, aborde donc de mauvaises conditions la phase politique de son entreprise. M. Barre en présence d'une «classe» à l'égard de laquelle il n'a jamais manifesté de prévenances particulières ni d'estime immédiate, le fait qu'il soit «libre de tout engagement partisan», comme il le rappelle mercredi dernier, l'avantage-t-il ou le desservira-t-il ?
C'était l'une des données, et non la moindre, du pari du 25 août. Un pari que le premier ministre et le président de la République gagneront ou perdront ensemble.

RAYMOND BARRILLON.

DE NOUVELLES RÉACTIONS

M. CHRISTIAN BEULLAC : j'ai été sensible aux propos de M. Michel Rocard.

M. Christian Beullac, ministre du travail, a déclaré dimanche 26 septembre, au cours d'un entretien avec un journaliste de l'A.R.P. : « Dans de nombreux pays, qu'ils soient à direction socialiste comme la R.F.A., la Grande-Bretagne, ou qu'ils s'agissent des États-Unis ou du Japon, la lutte contre l'inflation est accompagnée de la plus souvent d'une réduction du pouvoir d'achat des salariés. Que n'aurait-on pas dit si nous avions emprunté la même voie ? »

« Si le plan anti-inflationniste devait échouer du fait d'actions irresponsables, il est certain qu'un autre gouvernement, quel qu'il soit, serait conduit à poursuivre à une politique de réduction du pouvoir d'achat. (...) » C'est l'indéniable des Français, particulièrement des plus modestes, que l'on gagne la bataille contre l'inflation. Et j'ai confiance dans l'adhésion de la grande majorité de nos concitoyens, qui n'opposera pas pour la politique du pire.

« Je dois dire à ce sujet que j'ai été sensible aux propos de M. Michel Rocard, secrétaire national du parti socialiste, qui a souligné que le plan Barre réussisse. »

M. MICHEL DURAFOUR : un plan d'équité en matière fiscale.

M. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'économie et des finances, a déclaré le 25 septembre à Saint-Etienne devant les députés de la région Rhône-Alpes : « Le plan gouvernemental est un plan d'équité en matière fiscale. Je souhaite que les titulaires de hauts salaires comprennent, car il faut que chacun participe en fonction de ses capacités contributives. »

Si la nouvelle politique de lutte contre l'inflation réussit, elle permettra, par exemple, au bout de six mois ou neuf mois, la reprise de la croissance du pouvoir d'achat, a laissé entendre M. Durafour, qui a conclu : « De la même manière, par exemple, si le plan de la région Rhône-Alpes est un plan d'équité en matière fiscale, je souhaite que les titulaires de hauts salaires comprennent, car il faut que chacun participe en fonction de ses capacités contributives. »

M. Raymond Barre, dans une lettre datée du 20 septembre, avait assuré M. Marc Lauriol, député U.D.R. des Pyrénées, qu'il « s'efforçait de tenir compte », dans son plan, de la situation des rapatriés d'outre-mer. M. Lauriol vient d'adresser au premier ministre une réponse dans laquelle il écrit notamment : « La publication de votre plan n'ayant comporté aucune allusion à cette situation, je pense que des mesures adéquates seront proposées au Parlement lors de sa prochaine session. »

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

L'EAU

Envoyez 8 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 30 F pour l'abonnement annuel (50 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Le refus des cadres

(Suite de la première page.)

Les délégués de ce comité à huis clos auraient été durs et bouillants. D'aucuns déclarent que « les militants ont été plus fermes que les responsables et sont allés plus loin que ne le voulait M. Charpentier ». Sous l'influence des fédérations les plus hostiles et les plus puissantes, notamment celles des «comités placiers» et de la métallurgie. Le communiqué tout d'abord envoyé à la presse faisait simplement état de « défiance à l'égard du plan gouvernemental », un rectificatif a, par la suite, ajouté qu'il s'agissait d'un « refus » des cadres.

Sans nier la violence des interventions des syndicalistes C.G.C. au comité confédéral, M. Charpentier dément pourtant avoir été débordé indiquant qu'il avait même préparé une motion plus dure encore. « Personne ne peut me croire quand je brandis l'état-major de la rue de Grammont devant moi », a-t-il déclaré. Il a souligné que certains de ses adhérents avaient agité, dès le retour des vacances, la menace du refus de travailler, qu'ils se soient les explications des uns et des autres, il semble au contraire que le comité a renforcé le durcissement de la direction. En tout état de cause, le « refus » à l'unanimité du plan Barre par la C.G.C. est un fait qui a été comme un coup de tonnerre.

« Nous en avons assez ! »

Le premier ministre, puis le président de la République, n'avaient pas eu à se plaindre de la volonté en recevant le président de la C.G.C. ? La conversation amorcée au niveau gouvernemental par M. Jacques Chirac ne s'est pas terminée par un « oui » de M. Raymond Barre, qui vient de répondre aux cent trois points revendicatifs de l'organisation ? On voit maintenant les limites de cette porte ouverte : il ne suffit pas de mettre des gants pour calmer la C.G.C. « Nous en avons assez et par-dessus la tête », a déclaré M. Charpentier. Mais ce qui provoque notre colère, explique le président de la C.G.C., c'est le tour de vis fiscal annoncé pour 1977 et la légèreté avec laquelle on s'attaque aux salaires. Quant à la réponse du premier ministre aux cent trois points, elle n'a guère apaisé les membres du comité confédéral, pour certains, notamment à la métallurgie, c'est

un échec à 90 % ; dans la plupart des cas, le premier ministre s'engage seulement à étudier les problèmes.

Au niveau confédéral, l'appréhension est plus modérée, mais les conclusions sont identiques : « Le gouvernement nous a donné satisfaction en refusant le défilé des cotisations de la Sécurité sociale, en nous annonçant une révision de l'évolution du plafond du salaire soumis à cotisation. » (Ce plafond serait désormais calculé sur l'évolution moyenne des salaires, et non pas seulement du salaire ouvrier.) L'essentiel a été obtenu, constate-t-on, pour préciser : « Mais nous ne sommes pas satisfaits. M. Barre n'a rien ajouté de nouveau dans sa réponse, et il est évident que le premier ministre donne de nombreux demi-engagements, renvoie souvent à des études et refuse des revendications relatives, par exemple, aux emprunts sur le logement, ou à notre présence élargie dans certaines instances. »

Pis : la promesse de ne pas déléguer les salaires soumis à cotisation, qui a été faite par un an, et la C.G.C. a tout lieu d'être inquiète à l'annonce d'une réforme de la Sécurité sociale en 1977.

Tout en reconnaissant des aspects positifs du plan Barre, la C.G.C. est surtout choquée par le nouveau appel à l'effort des salariés, alors qu'à son avis les autres titulaires de revenus ne sont pas vraiment touchés ; elle ne croit pas en l'efficacité de ce plan et elle est inquiète sur l'avenir de l'emploi.

En conséquence, c'est à une longue bataille que se prépare la C.G.C. et d'expliquer, dans une motion interne, pourquoi elle a rejeté le principe de la grève et fermement l'avis des délégués à ne pas s'associer à la journée de la C.G.T. et de la C.F.D.T. et de la FEN : « Nous ne voulons pas d'action sans résultat. En outre, ce n'est pas le moment, car les entreprises (qui supportent les effets de la grève) ne sont pas responsables. »

Quant aux meetings de protestations qui vont se multiplier en province, aux démarches auprès des parlementaires et à la présence de la C.G.C. dans la campagne électorale, ces actions, affirme-t-on, seront aussi efficaces que la grève. Même si la C.G.C. entend rester apolitique et ne pas favoriser M. Chirac, plutôt que M. Barre ou M. Guichard, et encore moins les tenants du programme commun, elle sait très bien que les élections municipales, puis législatives, se joueront à la marge et que son influence n'y sera pas mince. Pour les troupes de M. Charpentier, c'est une arme qui ne s'émoussera pas de si tôt.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Une position adoptée à l'unanimité

Le comité confédéral de la C.G.C. qui s'est réuni le 25 septembre, a adopté à l'unanimité moins deux abstentions, la motion suivante :

« La C.G.C. constate que l'action gouvernementale est dirigée contre elle, et notamment de son président, a conduit le gouvernement à infléchir ses positions sur quelques points précis, dont en particulier, un certain relâchement de la charge financière au-delà de la seule catégorie des salariés, le non-ajustement des cotisations de Sécurité sociale, le refus de l'emprunt pour payer la facture ;

« Refuse catégoriquement l'aggravation de la pression fiscale annoncée pour 1977 par le biais d'une manipulation du barème des

tranches, visant une fois encore le personnel d'encadrement et fait état de l'état des bénéficiaires de l'inflation ;

« Exige que la confusion arrêtée entre la notion de salaire brut et celle de revenu disponible pour apprécier l'évolution du pouvoir d'achat ;

« Mandate le président et le bureau exécutif pour faire connaître au gouvernement sa défiance et donc son refus du plan Barre ;

« Le plan Barre est le résultat d'un état d'esprit qui ne peut être dissocié de la nécessité du plein-emploi, ne sera pas accompagné des réformes de fond indispensables, notamment celles de la Sécurité sociale, et des circuits de distribution.

« Déclare la mobilisation de tout le personnel d'encadrement pour une série d'actions qui auront pour but de faire connaître au gouvernement la position de la C.G.C. et de sensibilisation de l'opinion publique, l'intervention massive et inséparable de tous les parlementaires, l'organisation de manifestations d'information et de protestation à l'échelle de la France, et que la C.G.C. sera présente aux prochaines échéances électorales. »

LA NEGOCIATION INDUSTRIELLE

plus qu'un art... un métier

L'INSTITUT NATIONAL DES TECHNIQUES COMMERCIALES, ET MARKETING

Institut national des techniques commerciales et marketing

15 octobre 1976

VENTE ET NEGOCIATION DANS L'INDUSTRIE

destiné aux cadres, ingénieurs et agents techniques-commerciaux chargés de la vente et de la négociation

Durée de 25 jours, répartis sur un an à raison de 2 à 3 jours par mois, en cycle à deux objectifs :

- d'acquiescer les principes de la négociation commerciale ;
- de maîtriser l'emploi des techniques de négociation avec les différents partenaires de l'entreprise cliente ;
- de donner les outils nécessaires pour concevoir et mener à bien une action commerciale en milieu industriel.

Bénéficiaires et inscriptions : Mme Thérèse GUYOT-MARTINOT, Groupe I.N.T.C., 91, rue de la République, 92099 PARIS CEDEX 15. Tél. : 978-61-82.

UN ANNIVERSAIRE SANS CÉRÉMONIE

Mgr Mayol de Lupé vaut-il une messe ?

De notre correspondant régional

Lyon. — Des gendarmes avaient pris position dimanche matin 26 septembre autour de l'église et du cimetière de Lupé ainsi que sur les routes menant à ce petit village de la Loire construite sur un épaulement de terrain et dominée par un château seigneurial devenu aujourd'hui maison de retraite. Ce déploiement ostensible des forces de l'ordre était destiné à faire respecter les arrêtés municipaux et préfectoraux interdisant, en raison des risques de « troubles graves de l'ordre public », les cérémonies — messe et dépôt de gerbes — notamment — organisées à la mémoire du comte Jean Mayol de Lupé, qui fut amoné de la Légion des volontaires français (L.V.F.) contre le bolchevisme et de la division SS Charlemagne, et qui est enterré dans le monumental caveau familial, au cœur du cimetière communal.

9 h. 45. — Une quinzaine de voitures sont garées sur la parvis de la petite église de Lupé, mais elles appartiennent à peu près toutes à des journalistes. Chaque nouvel arrivant est dévisagé avec insistance. En fait, il n'y a que deux hommes, un peu inquiet, avec sa femme et sa fille. Et celui-ci, avec son bâton vissé, à quel titre est-il là ? ancien L.V.F. ou ancien résistant ?

« A boire et à manger »

Les quelques représentants des partis de gauche, des syndicats ouvriers, du M.R.A.P., association qui a dénoncé la première fois le projet de « journée de souvenir », de résistants ont à leur tête le commandant « Prosper », chef du maquis de la région.

11 heures. — A peine une douzaine de « fidèles à la mémoire du comte Mayol de Lupé » ont finalement été identifiés. Parmi eux, quelques jeunes qui n'ont à l'évidence pas connu l'époque des déportations, des voyages sans retour, des exécutions sommaires. « Vous savez, dans la Résistance, il y avait à boire et à manger », laisse soudain tomber un catholique. « C'est plutôt de l'autre côté qu'il y avait à

boire et à manger », lui fait observer une femme dont quatre membres de la famille ont péri entre les mains des Allemands. Le ton s'enflamme aussitôt. « Et les six millions de juifs massacrés ! » dit un résistante. « Et l'épuration sanglante de 1944 », rétorque le jeune homme. « N'en a-t-on pas assez lu ? » lance son contradicteur. Alors, comme pour maîtriser la haine qu'ils sentent monter en eux et qui embusque déjà leurs yeux, cette poignée d'hommes et de femmes entament le Chant des partisans. Le jeune homme s'éloigne, entraîné par un aîné vers le « repas d'amitié » commandé à un restaurateur de Chavenay, à 10 kilomètres de là...

BERNARD ELIE.

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

Au cabinet de M. Christian Beullac, ministre du travail, sont nommés :
Chargé de mission pour exercer les fonctions de directeur de cabinet pendant l'absence de M. Paul Camous, qui a été, pour raisons de santé, interrompre son activité pendant plusieurs semaines, M. Hervé de Charette, maître des requêtes au Conseil d'État ;
Chef de cabinet : M. René Couaneau, administrateur civil ;
Conseillers techniques :

MM. Pierre Fredet, agrégé d'université ; Georges Gil, directeur régional du travail et de la main-d'œuvre ; Christian Maire, administrateur civil ; Edmond Pachura, ingénieur ; Jacques Teyssier, ingénieur en chef des mines.

Le comité central du P.C.F. siège lundi 27 septembre, pour examiner un rapport présenté par M. Georges Gosnat sur « les problèmes de l'information ».

«Le Livre Rouge» de Mao entre en bibliophilie.

L'édition la plus luxueuse de ce livre « miracle » voit le jour en France.

Ce livre miracle a permis de supprimer un analphabète endémique chez 800 millions d'hommes. Il a donné le courage à une minorité de lutter pour l'unification sous un même drapeau de l'immense territoire chinois. Il est, pour l'humanité entière, un chef-d'œuvre de grande sagesse.

Trois nouveautés mondiales absolues.

Chez Jean de Bonnot, le « Livre Rouge » de Mao est présenté pour la première fois en double langue, chinoise et française, pour la première fois illustré par des artistes chinois, pour la première fois en édition de luxe, plein cuir rouge doré à l'or fin tiré 22 carats.

Avec cette édition, le « Livre Rouge » entre dans la bibliophilie.

BON D'EXAMEN GRATUIT

(à renvoyer à Jean de Bonnot, 719, rue de la République, 92099 PARIS CEDEX 15.)

Je désire recevoir, en vision et sans aucun engagement, le « Livre Rouge » de Mao, en édition d'art illustrée. Si je désire garder cet ouvrage, je verserai au préalable la somme de 89,50 F (+ 4,60 F de frais de port).

Si, au contraire, je ne me plait pas, je m'engage à vous le renvoyer dans son emballage d'origine, dans les 8 jours suivant sa réception.

Nom : _____

Prénoms : _____

N° : _____

Code Postal : _____

Ville : _____

Signature : _____

«Le Livre Rouge» des « Citations » du Président Mao Tse-tung est appelé communément le « Livre Rouge » de Mao.

Notre Jean de Bonnot

La région parisienne

LA CAPITALE CHANGE SES « MEUBLES »

La commission du mobilier urbain de la Ville de Paris, convoquée par le préfet de Paris, M. Jean Tautou, vient de se réunir pour examiner le « mobilier » que M. Jean-Claude Decaux se propose d'installer sur les trottoirs parisiens : 2 000 mâts de signalisation, 700 plans d'arrondissement et 175 éléments d'informations locales diffusant également des messages publicitaires. Ces éléments portent le nom de MILT (Mobilier d'Informations Locales et Touristiques).

Ces propositions ont été adoptées par 53 voix (majorité) contre 2 (centristes) et 35 abstentions (groupes de gauche et centristes) par les élus parisiens, en séance de nuit, lors de leur session d'été (le Monde du 30 juin).

A l'heure des MILT

par GEORGES MESMIN (*)

Il faut rendre justice à M. Jean-Claude Decaux : son imagination et son sens de la nouveauté ne sont jamais en défaut. Après le contrat des aéro-bus publicitaires (qui a permis aux Parisiens d'être un peu moins mouillés, lorsqu'ils attendent l'autobus par mauvais temps), voici qu'il vient d'en obtenir un autre de la Ville de Paris : en échange de la fourniture et de l'entretien de deux mille mâts de signalisation aux emplacements qui seront désignés par l'administration, il pourra installer dans Paris de nouveaux supports de publicité, sous forme de sept cents plans de ville et cent cinquante-quatre MILT, qui sont de vastes panneaux aux messages mobiles, déployés comme un grand livre ouvert, avec horloge incorporée.

Je ne suis pas abstenu, en juin dernier, lorsque la décision fut prise par le Conseil de Paris, car, sans être, a priori, hostile au principe de l'opération, j'estimais que ses aspects financiers étaient insuffisamment étudiés, et qu'il aurait été préférable, du point de vue esthétique, de consulter, au préalable, la commission du mobilier urbain

sur la qualité de ce mobilier de vastes dimensions. Cette consultation n'a eu lieu que ces jours derniers. La qualité des mâts proposés est incontestable : il faudra seulement veiller au choix des emplacements. Mais l'inquiétude apparaît au sujet de l'implantation des MILT, que leurs dimensions (7 mètres sur 5) rendent assez encombrants. Il faudra se limiter à des espaces largement dégagés, que l'on peut sans doute trouver à certaines portes de Paris et à la sortie de certaines gares. Mais il me paraît assez douteux que l'on puisse découvrir facilement cent cinquante-quatre emplacements de cette sorte. Faut-il vouloir payer elle-même la modernisation, souhaitable, de ses panneaux de signalisation, la Ville de Paris a pris le risque de laisser porter atteinte à la qualité esthétique de ses portes ou de ses places. Qu'il nous soit permis de le regretter.

(*) Député réformateur, conseiller de Paris.

DIX HECTARES LIBÉRÉS DANS LE QUARTIER DES HALLES

Les vraies rues du piéton-roi

De vraies rues piétonnes, sans voitures, mais aussi sans trottoirs, réservées à toute heure à la flânerie et à la promenade : un rêve devient réalité. Cette volonté de rééquilibrer l'espace réservé à la voiture et celui laissé aux piétons concerne tous les Parisiens. Il se traduit par l'action des associations, des formations politiques et du président de la République lui-même.

Il était temps. La capitale connaît, en effet, un sérieux retard par rapport à d'autres villes européennes : vingt villes d'Allemagne fédérale étaient déjà pourvues, en 1967, de zones piétonnes, alors qu'elles ne sont apparues en France qu'en 1969. Les voies piétonnes ne sont pas le pur produit du Paris moderne : les pittoresques passages parisiens de Choiseul, du Havre, des Panoramas, Véro-Dodat, sont dans leur genre les premières. Mais à partir des « galeries », les premières tentatives pour rendre la chaussée aux piétons apparaissent avec la création des « voies marchées » ou des « rues proménades », comme à Montmartre, et des « rues piétonnes commerçantes » qui sillonnent les îlots Saint-Séverin et le quartier Saint-André-des-Arts. Ces artères font l'objet de règlements précis, à certaines périodes et à certaines heures. Elles ne comportent aucun aménagement particulier.

Ces rues, « il y en a quatre-vingt-dix environ », précise le service de

la voirie de la préfecture de Paris, ne sont pas de vraies rues piétonnes. Ce sont des artères où la circulation automobile est interdite, soit totalement, soit durant une période déterminée.

Dans le même temps, une nouvelle politique s'amorce : on abandonne ou on réduit les grands projets prévus au schéma directeur d'aménagement de la capitale : les projets d'axe Nord-Sud et de voie express rive gauche sont laissés dans les cartons ainsi que l'élargissement du boulevard périphérique entre la porte de Sèvres et la porte d'Italie n'est plus envisagé.

Des réglementations nouvelles en faveur des piétons traduisent le recul de la voiture. Jusqu'à présent, chaque fois qu'un immeuble était démolli, par exemple, sa reconstruction devait s'effectuer en retrait de l'emplacement initial, en prévision d'un élargissement de la voie. Cette mesure, à de rares exceptions près, n'apparaît plus au plan d'occupation des sols (POS) de Paris.

Enfin, trois zones piétonnes étaient réalisées à Paris : le parvis de Notre-Dame, la dalle de l'ensemble Maine-Montparnasse et la place de l'Eglise-Saint-Germain-des-Prés. A ces aménagements s'ajoutent les créations de chemins piétons sur dalle, notamment dans les opérations Italie (13^e) et dans celle du front de Seine (15^e), où les promeneurs disposeront, à la fin des travaux, de 5 hectares auxquels s'ajoutent 2 hectares d'espaces verts.

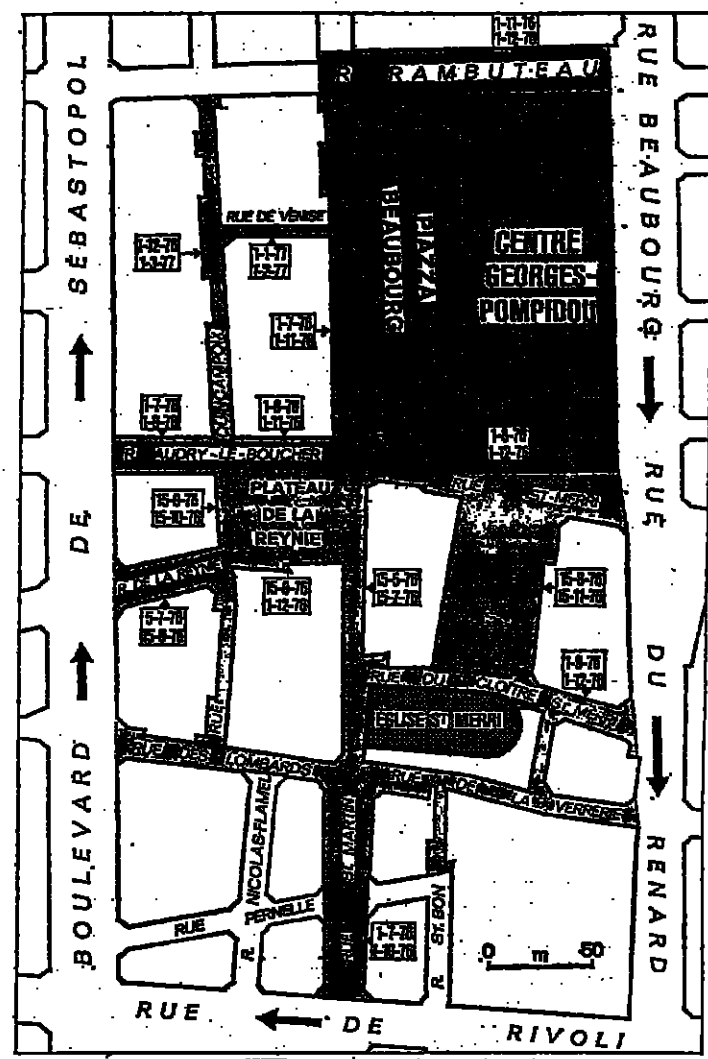
Dans les passages

Les premières vraies rues piétonnes apparaîtront dans le quartier des Halles. Une fois l'aménagement du cœur de Paris terminé, le premier passage sera aller du square des Innocents à la Bourse de commerce et à Saint-Eustache sans rencontrer une seule voiture, puisqu'elles circuleront en souterrain. Sur l'emplacement même de l'ancien carreau des Halles, les piétons iront librement, non seulement dans le jardin de 6 hectares mais aussi dans toutes les voies alentour qui seront aménagées à cet effet. Les trottoirs seront supprimés et un revêtement spécial (dalle de granit, pavage mosaïque et asphalte) les recouvrira. Des éléments de mobilier urbain viendront les agrémenter.

Près du plateau Beaubourg, plus de 2 hectares de voies seront rendues à la promenade dans un périmètre délimité par la rue Beaubourg, la rue de Rivoli, le boulevard de Sébastopol. A cette surface, il faut ajouter celle de la place Beaubourg, vaste place qui

s'étendait devant le centre Pompidou du côté de la rue Saint-Martin. An total, l'opération des Halles permettra aux piétons de récupérer une dizaine d'hectares, en vraies piétonnes.

JEAN PERRIN.



Le plateau Beaubourg aux piétons : plus de trottoirs et de chaussées. Le sol sera dallé et pavé sur 21 500 mètres carrés entre le centre Georges-Pompidou et le boulevard de Sébastopol. Cent quinze arbres seront plantés.

BANLIEUE, PARIS, BOULOT

COMBIEN de banlieusards viennent-ils à Paris tous les jours et pourquoi ? Quel mode de transport utilisent les Parisiens ? La profession ou le revenu influent-ils sur leur choix ? Pourquoi empruntent-ils le boulevard périphérique ? La carte orange modifie-t-elle le comportement de l'usager des transports en commun ?

Autant de questions que se posent les responsables de la politique urbaine d'Ile-de-France. Autant de réponses qu'ils attendent de l'enquête lancée par le Service régional de l'équipement (S.R.E.), à la demande du préfet de région, sur les déplacements des habitants de l'Ile-de-France.

Le S.R.E. avait fait procéder, en 1969, à une enquête identique auprès de vingt et un mille ménages, en s'appuyant sur les résultats du recensement de 1968. Les enseignements qu'il avaient tirés ont permis d'établir les modèles de prévisions de trafic dont se sont inspirés les planificateurs, les dirigeants des sociétés de transports et les ingénieurs des ponts et chaussées pour faire correspondre les investissements aux besoins.

Il a paru nécessaire d'actualiser ces chiffres en raison des changements intervenus dans le domaine de l'urbanisme et des

transports : diminution de la population parisienne, augmentation du nombre des banlieusards, décollage des villes nouvelles, mise en service de nouvelles autoroutes, inauguration du métro express régional, création de la carte orange, etc.

L'institut national de la statistique (INSEE) a été chargé d'interroger dix mille ménages, du mois de septembre au mois de janvier. Pour obtenir une connaissance fine et surtout « dynamique » des déplacements de dix millions d'habitants, l'enquêteur de l'INSEE interrogera sur leurs déplacements de la veille, les membres âgés de plus de six ans, du ménage sélectionné. Certains ménages se verront remettre un carnet sur lequel ils noteront tous leurs voyages du lendemain.

Ces entretiens seront ensuite recoupés avec les comptages effectués par la S.N.C.F., la R.A.T.P. et les services de l'équipement dans les gares, les stations et sur les routes. Les premières conclusions seront connues au cours du troisième trimestre 1977. Le conseil régional d'Ile-de-France, responsable de la mise en œuvre d'une politique de circulation et de transports, disposera alors d'un « tableau de bord » qui sera, désormais, mis à jour tous les deux ans.

Les cours par correspondance, les cours aux, conférences et séminaires de formation à PARIS de l'

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT A DISTANCE FONDÉ EN 1953

Régie par la loi du 12/7/1971 vous permettront de découvrir les sciences humaines et la psychologie en vous y perfectionnant.

Prépar. à la profession de graphologue inscripteur depuis l'année 1970. Frais d'études complétement déduits de la formation.

Documentaire gratuit

M. CHAMBLAY

12, Villa Saint-Pierre, B-3, 94225 CHARENTON

Tél. : 358-12-61

Analyses et sélections par professeurs

Ballade pour le pont des Arts

DEBATTANT un jour, avec un « esprit éclairé », un distingué médiéviste, de la conservation du pont des Arts, je m'attirais cette réponse : « Votre pont, c'est sentimental ! » Sur le coup, je ne répliquai rien, interloqué par cette vérité première.

C'est vrai : « Mon pont, c'est sentimental. » Comme est sentimental un grand coup de vent au coin de la Concorde, un tas de feuilles mortes au Luxembourg en septembre, un vendeur de frites sur fond d'affiche de cinéma porno place Pigalle, ou la silhouette absurde des couples du Sacré-Cœur, en haut des escaliers de la Butte, et, pour en revenir à mon propos, comme est sentimental le général sans pleureur qui continue obstinément à balayer ses branches dans les deux sens de la Seine, à l'extrémité du Vert-Galant.

Sentimentale la ville ? Mais c'est une vérité première, viscérale, bête comme chou, tellement bête, que l'on n'ose plus le prôner ! L'homme a besoin de repères dans la ville désolée désertée par les arbres, le ciel et l'eau. Paris n'est pas encore, tout à fait et seulement, un ancrage de tunnels de métro, un assemblage de pseudo-formes bétonnées, circulant tous les courants d'air de la cité, en agglomérat d'associés d'hyper-supermarchés géants.

Il reste quelques espaces, modestes ou monumentaux, encore à l'échelle de l'homme urbain (je n'aime pas le nom de « citadin ») : des îles, de vrais morceaux de quartiers anciens, des fragments de villages, quelques rues bien ordonnées, d'autres assez bisonnées, tous, hélas, menacés de « récupération » par des promoteurs-esthètes, en mal de pittoresque anob et rentable.

Alors, sentimental mon pont ? Pour sa silhouette noire, trait d'union entre le Louvre et l'Institut, que d'accusations ! « Cheminement privilégié d'académiciens chenus » (quoiqu'ils rejoignent ces temps derniers) ? « Trottoir historique pour conservateurs nostalgiques » ? Mais que, l'on s'illie, ne serait-ce qu'un quart d'heure, sur ce pont de bateau amarré au cœur de la ville ; que l'on observe cette petite merveille technologique, commandée par Bonaparte en 1802 pour rivaliser avec les Anglais. On y voit, aussi, des étudiants des beaux-arts (il leur sert même de support pour d'effémeres créations), le dernier joueur d'orgue de Barbarie (instrument de circonstance) de Paris, de faux peintres mais aussi de vrais touristes japonais, quelques dames à chapeau, des piétons-navigateurs des deux rives. Tas de ferraille bizarre, blâcée, avec sa monstrueuse attelle, au-dessus du

fleuve indifférent... menacé tous azimuts : par les puristes (« Il n'y avait pas du temps de Le Vau et de Perrault ») ; par les modernistes (« Il rouille ») ; par les spécialistes de la technique (« ça gêne la navigation »).

Mais qu'on ne s'y trompe pas, tous nous réservent de superbes futures ponts, dans la lignée du générique nouvel Alma. Un pont tout neut, plein de voitures comme les berges. Un pont avec une seule arche pour que passent les « super-péniches ». Un pont pas sentimental pour un sou. Un pont de l'avenir, avec un audaceux futur.

Cer, maintenant que la passerelle n'est plus, qu'est-ce qui empêcherait de passer aux étapes suivantes, préparées depuis longtemps : 1) modification du Pont-Neuf (qui gêne autant la navigation), ramené lui aussi à une seule arche ; 2) recouvrement de la Seine, seule solution de grande envergure aux problèmes de la circulation. Un fleuve ? Bah ! Juste un égout sous une voie express... de tous façon, on a déjà tué les poissons, dont les pêcheurs, les promeneurs, donc les amoureux et les clochards, alors restent les voitures !

Le saut du Vert-Galant peut bien pleurer en attendant le troisième péniche.

MONIQUE MOSSER.

du 27 septembre au 2 octobre,

6 JOURS FOUS

AUX TROIS QUARTIERS

Sur 7 niveaux, des prix fous pour la femme, l'enfant, la jeune fille, les accessoires et les articles de la maison.

Pour venir AUX TROIS QUARTIERS place de la Madeleine en métro (station Concorde-Madeleine) en autobus (52-64-94-24) en R.E.R. (station Auber) et pour les automobilistes parkings GRATUITS (Concorde-Madeleine-Malesherbes-Garages de Paris).

150

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Paris

Comment réduire les dépenses du centre Beaubourg ?

Les déclarations de Mme Françoise Giroud, le nouveau secrétaire d'État à la culture, sur le coût de construction (130 millions par an) du Centre national Georges-Pompidou, sur le plateau Beaubourg, relancent la polémique autour de ce projet.

Le Centre devrait être inauguré à la fin de cette année par le président de la République et ouvert au public en janvier 1977. Il est donc impensable aujourd'hui que l'on puisse réduire ce programme très ambitieux : le plus grand musée d'art moderne du monde mais aussi une grande bibliothèque publique et de vastes galeries d'exposition.

Depuis son lancement, le 15 juillet 1971, le projet architectural a fait l'objet de vives controverses esthétiques, qui sont loin

d'être apaisées. Aujourd'hui, on ouvre officiellement le dossier financier. Pourquoi si tard et trop tard ? En fait, la question s'était déjà posée au président de la République peu de temps après son élection, quand, en août 1974, il décida de revoir l'aménagement du quartier des Halles. M. Giscard d'Estaing décida à l'époque de modifier le projet de modernisation du centre des Halles en supprimant le Centre français de commerce international. Il renoua avec l'ancien projet de la ville, l'opération : le Centre Pompidou, sur le plateau Beaubourg, dont portait la responsabilité financière incombait entièrement à l'État.

Tout porte à penser que le silence du président de la République, en 1974, et les déclarations actuelles de Mme Giroud ne sont pas sans signification politique.

M. Jacques Chirac, l'ancien premier ministre, et M. Michel Guy, l'ancien secrétaire d'État à la culture, étaient très attachés au Centre Pompidou et à la personne qui le fonderait. Leur départ permit donc, sur ce dossier délicat, quelques « audaces » nouvelles qui ne peuvent pas aboutir à remettre en cause une construction pratiquement terminée mais annonçant sans doute une période d'austérité pour son fonctionnement. Réduction de personnel ou transfert d'une partie des charges de l'État à la ville, comme on le fit pour l'Opéra ? Toutes paraissent devoir être les suites concrètes que l'on peut attendre des déclarations de Mme Giroud. Sans parler d'un rebondissement d'une longue querelle sur la qualité de l'architecture moderne ou sur l'intégration dans des quartiers anciens et sur le prix ou le « non-prix » de la culture.

Mme Françoise Giroud : une rentabilité qui ne s'apprécie pas en termes économiques

A la suite de l'information parue dans le Monde du 23 septembre sous le titre « Selon Mme Françoise Giroud, Beaubourg n'est pas rentable », le secrétaire d'État à la culture nous déclare :

« La rentabilité purement éco-

nomique d'une institution comme Beaubourg, c'est à diffuser, ce qu'on appelle la culture, à en permettre l'accès et à stimuler la création ne saurait être un objectif. En France, comme ailleurs, une telle rentabilité ne peut être ni atteinte, ni même approchée. »

Sans les subventions de l'État, et l'effort des collectivités locales, nous n'aurions ni théâtres nationaux, ni centres dramatiques régionaux, ni orchestres, ni maisons de la culture, ni cinémathèques, ni musées, pour ne parler que de ces activités.

Si insuffisante que puisse paraître la contribution de l'État par rapport à des besoins croissants — croissances dont nous devons nous réjouir puisque l'action des pouvoirs publics tend précisément à l'encourager — cette contribution indique bien que les dépenses affectées au domaine culturel ne sont pas appréciées en termes de rentabilité économique.

Il reste que le budget de la culture représente, en 1976, 0,51 % du budget global de la France (0,44 % plus 0,07 % affectés à Beaubourg, ou, plus exactement, au Centre national d'art et de création Georges-Pompidou). Ce budget était de 0,38 % en 1959.

De 0,54 % en 1973 (0,5 % plus 0,04 % pour la construction du centre).

De 0,50 % en 1974 (0,51 % plus 0,0 % pour la construction du centre).

La construction a été menée à bien dans le respect des prévisions initiales. Elle s'achève. Il s'agit maintenant d'assurer le fonctionnement.

Ceux qui ont décidé, en 1971, la création du centre Georges-Pompidou prévoyaient très probablement une certaine parité entre les crédits globaux affectés à la culture.

Cette croissance ne pouvant être envisagée en 1977, pour des raisons que chacun connaît, il n'est pas contestable que les dépenses de fonctionnement du centre représenteront, dans le budget prévisionnel de l'année, une charge relative lourde.

Je me suis bornée à constater que cela n'est pas sans difficulté. Nous sommes loin, vous le voyez, des calculs sur la rentabilité économique de la culture en général et de Beaubourg en particulier.

Le prestige international de cette réalisation, l'intérêt qu'elle présente à beaucoup d'égards et la nécessité d'en tirer le meilleur parti n'ont pas été mis, pour moi, en question.

M. DANIEL BENASSAYA (socialiste), la culture sacrifiée.

« Beaubourg est une affaire que nous n'avons jamais voulu. Il est aberrant d'avoir pensé dresser un tel musée entre Notre-Dame et le Louvre. Le musée Pompidou avait sa place à la Défense. Je prédis qu'il est étonnant de décaler que le fonctionnement du Centre sera déficitaire avant son ouverture. Cela laisse présager qu'il risque d'être peu fréquenté. Une telle déclaration n'a rien de neuf, dans la période d'austérité dans laquelle nous vivons, la culture sera, une fois de plus, sacrifiée. Le budget des affaires culturelles de la Ville, représentant en 1976 0,8 % du budget de fonctionnement de la Ville, qui atteint 6 milliards, sera la victime de cette orientation nationale. »

M. PIERRE-CHARLES KRIEG (U.D.R.), une affaire politique.

« Entre le Centre Pompidou, sur maquette, et le Centre Pompidou construit, cela fait deux. Il y a une différence. Mais, pour moi, cette affaire qui éclate un mois après le départ de Jacques Chirac, n'est pas une affaire politique que financiera. »

Une pièce-charnière pour l'aménagement du cœur de la capitale

Depuis décembre 1970, le terrain sur lequel est bâti le Centre national d'art contemporain appartient à l'État. La Ville de Paris, en effet, a vendu ce terrain pour 99 millions de francs. Le Centre Pompidou est donc placé sous l'entière responsabilité financière de l'État, et plus précisément sous celle du secrétariat d'État à la culture.

L'État d'insubordination qui occupait l'emplacement du village dont la mauvaise réputation au XIX^e siècle est à l'origine du mot « Beaubourg » devait être démolie de son côté. En 1987, les démolitions de 1937 avaient laissé le plateau Beaubourg et le plateau la Reine à l'état de terrains vagues. La proximité des Halles centrales et l'engorgement automobile du quartier qui en résultait expliquent la transformation progressive de ces lieux en parc de stationnement sauvage. Ils devaient servir de réserves pour construire des logements dans le cadre de la rénovation du quartier après le transfert des Halles centrales à Rungis.

C'est qu'en octobre 1968 que la vocation culturelle du plateau Beaubourg fut affirmée par la délibération du Conseil de Paris, prise sur l'initiative de M. René Capitant, et qui traitait l'emplacement définitif de la grande Bibliothèque publique d'information, dont le projet existait depuis 1963 sous le nom de bibliothèque des Halles.

Les frais de construction « hors enveloppe »

Le 11 décembre 1968, M. Georges Pompidou, président de la République, proposait à la Ville de Paris l'installation sur le plateau Beaubourg d'un vaste ensemble culturel comportant outre la bibliothèque de lecture publique, un ensemble d'équipements et d'activités de création et de diffusion de l'art de notre temps (soit 70 000 mètres carrés). Le Conseil de Paris donna son accord à la proposition présidentielle, qui sera intégrée dans le plan d'aménagement de zone (PAZ) des Halles approuvé par l'État et adopté par la Ville de Paris en octobre 1970.

Fixée dans son principe, enfermée dans des délais extrêmement brefs, puisque l'achèvement de la construction était souhaité pour la fin de 1975 — elle ne le sera en fait qu'à la fin de 1976 — l'entreprise va prendre alors un tour particulièrement actif. Une délégation pour la réalisation du Centre Beaubourg est constituée sous l'autorité de M. Robert Borda.

Un concours international d'architecture était lancé. Le président de la République désignait lui-même les membres du jury français et étrangers. Des juges du Centre Pompidou et M. Georges Pompidou affirmèrent sa volonté de donner tout son appui aux lauréats, les architectes anglais Richard Rogers et Norman Foster, Piano, choisit parmi six cent quatre-vingt candidats. Ce choix provoqua aussitôt une vive polémique esthétique.

Puis, important, le 23 janvier 1970, le président de la République décidait que les dépenses de construction du Centre Beaubourg seraient placées « hors enveloppe » du budget des affaires culturelles.

Le plus grand musée d'art moderne du monde

M. Jacques Chirac, premier ministre, a visité plusieurs fois le chantier, notamment en compagnie de Mme Georges Pompidou, la future Première dame de la République. Le projet de l'État est de créer un musée d'art moderne, les critiques esthétiques pleuvent. Le 3 décembre 1970, le Parlement national, M. Jean-Paul Pâris (U.D.R.), estime ainsi que « cette création nouvelle comporte des risques quant aux volumes architecturaux, à l'équilibre des proportions, à l'harmonie des couleurs, à l'aspect extérieur ». Au cours de la séance du 12 décembre 1974, au Sénat, M. Michel Mitrout (R.I.), rapporteur de la commission des affaires culturelles déclare : « Installer le futur centre sur le plateau Beaubourg parce que c'était le seul espace disponible dans l'immédiat, c'est sans doute de la décision d'urgence, mais ce n'est assurément pas de l'urbanisme. »

Alors que le Centre Pompidou (le plus grand musée d'art moderne du monde) sera inauguré à la fin de l'année et ouvert dès janvier 1977, son budget d'investissement représente 1 milliard de francs (comparable à celui des abattoirs de la Ville et son budget de fonctionnement est de 130 millions de francs (comparable à celui de l'Opéra). Avant même d'ouvrir, Beaubourg est devenu une grosse machine bureaucratique : sept cents personnes y sont employées, dont la moitié de fonctionnaires. Dix mille personnes par jour sont attendues et elles se font attendre. L'équilibre de l'ensemble de l'opération est définitivement compromis.

Le Centre national d'art et de culture est indépendant de la rénovation du Centre des Halles menée par la SEMAH, société anonyme d'économie mixte dont les actionnaires sont notamment pour 51 % la Ville de Paris, 25 % l'État et 24 % la Caisse des dépôts et consignations.

Mais ces deux opérations sont liées, puisqu'elles conditionnent l'une et l'autre la rénovation du centre de Paris. Qu'advient-il-il par exemple du forum commercial construit à l'emplacement d'une partie de l'ancien Carreau si le Centre Pompidou reste vide ?

Comme l'Opéra ?

Enfin, les déclarations de Mme Françoise Giroud soulèvent une autre question. Finalement, ne va-t-on pas demander une aide financière à la Ville pour équilibrer le budget de fonctionnement du Centre Pompidou ? La situation de l'Opéra pourrait à ce propos constituer un précédent. Le 10 décembre 1975 le président de la République, M. Jean Taurin, faisait savoir aux édiles de la capitale que le secrétaire d'État à la culture, M. Michel Guy, demandait 10 millions de francs à la Ville pour participer au financement de l'Opéra, théâtre national. Le président de Paris justifiait cette intervention par « le caractère très onéreux des charges que le fonctionnement de l'Opéra fait peser sur le budget global de la ville ». Le 20 décembre 1975, le Conseil de Paris décidait une aide « non renouvelable » de 10 millions de francs pour l'Opéra.

« Mais ne va-t-on pas aujourd'hui, à la ville de l'ouverture du Centre Pompidou, devant le même dilemme ? »

J. P.

A PROPOS DE...

LA PRESSE ET L'ADMINISTRATION

L'urbanisme sans discrétion

Comment améliorer l'information sur l'urbanisme ? L'administration est-elle prête à « ouvrir ses dossiers », comme le lui a demandé M. Giscard d'Estaing, le 1^{er} juillet dernier, à Angers ? La colloque sur l'information et l'urbanisme, organisé par l'Albat (Association des journalistes de l'habitat et de l'urbanisme), à Cholet, les 23 et 24 septembre, a apporté quelques réponses — peu encourageantes — à ces questions.

L'intérêt de la presse pour les questions d'urbanisme a grandi avec la prise de conscience des habitants et il est difficile de dire quel phénomène a entraîné l'autre, à l'indiqué en substance M. Jean Audouin, président de l'Albat, en conclusion des débats. Si l'on retrouve aujourd'hui dans les discours politiques les grands thèmes développés par les journalistes et l'opinion depuis plusieurs années (critique du gigantisme, des grands ensembles, des tours ; demande d'une meilleure qualité de l'habitat et de son environnement), c'est — il faut l'admettre — que la presse a une influence et qu'elle a parfois raison de critiquer. Mais sur le moment, les responsables ne l'entendent pas de cette oreille et ils sont toujours aussi jaloux que par le passé du secret des informations qu'ils détiennent et de leur liberté de ne pas expliquer leurs choix jusqu'au moment où la décision est prise.

Beaucoup de responsables, les débats de Cholet l'ont montré, en sont encore à reprocher aux journalistes un goût du sensationnel et du scandale. Pourtant l'information sur l'urbanisme n'est pas aussi critique que les responsables le pensent. Une enquête approfondie menée à la demande du Fonds de recherche de la Caisse des dépôts, sur huit cent quatre-vingt-cinq articles parus de 1960 à 1975 dans quatre quotidiens nationaux et dans la presse régionale du Sud-Est montre que la moitié des quatre mille huit cent informations ou idées contenues dans ces articles était « neutre ». Selon cette étude, la presse a une « approche superficielle de l'aménagement urbain » (les aspects juridiques et financiers sont insuffisamment traités) et finalement, elle « répercute les impressions générales de l'opinion, c'est-à-dire une incompréhension et une inquiétude face au gigantisme urbain ».

Les journalistes sont bien conscients de ces insuffisances, et c'est pour améliorer leur propre formation qu'ils ont créé une association comme l'Albat.

« Évoluant dans un secteur où la législation est complexe, les repères mouvants (peu de statistiques) et nombreuses les idées reçues (administration tatillonne, technocrates intelligibles, architectes, artistes et promoteurs voraces), le journaliste, a rappelé Jean Audouin, doit résister à l'intoxication et déceler le faux du vrai. » Mais le journaliste n'est pas non plus « un simple facteur prié de se contenter d'une information institutionnelle et dont la critique n'est pas tolérée ».

Les institutions ont, en effet, compris la nécessité d'informer et mettent en place des services d'information, de relations extérieures qui sont plus souvent des paravents ou des filtres que de véritables ouvertures. L'information ne doit pas se faire à sens unique, en direction des journalistes et du public. Il faut créer un état d'esprit, accepter l'idée d'ouvrir les dossiers, de répondre aux questions, même avant que la décision soit prise. C'était le sens de la directive du premier ministre qui accompagnait la réforme de l'enquête publique, en mai dernier : organiser l'information préalable pour expliquer au public la préparation d'une décision et non le mettre seulement devant le fait accompli.

Cette réforme risque de rester lettre morte. On ne la retrouve même pas dans les propos de M. Maurice Lipo, maire indépendant de Cholet, et secrétaire d'État à la fonction publique. Rappelant le devoir de « discrétion » des fonctionnaires, celui-ci n'a pas hésité à déclarer, en contradiction au moins dans l'esprit, avec la directive toute récente : « Mettre sur la place publique l'ensemble des étapes d'un processus d'action risquerait de léser la confiance dans l'opinion et de provoquer des blocages. » Quant à M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, on ne connaît pas son avis, puisqu'il n'avait pas cru bon de tenir les engagements de son prédécesseur et de clôturer ce colloque.

MICHEL CHAMPENOIS.

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelu au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu malade.

L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, sinon leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un SPÉCIALISTE vous consultera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les

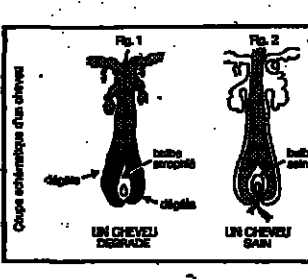
DES SYMPTÔMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hyper sensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvaise état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion essentielle, elle a mis au point des produits hygiéniques adaptés pour les clients souffrant de problèmes ou en provenance de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 11 h. à 20 h. et le samedi de 10 h. à 17 h.

LA DIFFÉRENCE



EUROCAP
INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84
LILLE : 12, rue Faidherbe
Tél. : 51-34-19
BOURSAUX : 34, place Gambetta
Tél. : 42-08-31
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme
Tél. : 23-20-21

Faits et projets

Circulation

VELOMOTEURS TRÈS DANGEREUX — Le nombre des tués dans les accidents de vélocyclistes (de plus de 50 à 120 centimètres cubes de cylindre) a augmenté de 80 % pendant les sept premiers mois de cette année, a indiqué M. Christian Géraudeau, secrétaire général du comité de la sécurité routière.

Qualifiant cette augmentation d'« énorme », M. Géraudeau l'a attribuée au très fort développement du parc de vélocyclistes depuis le début de l'année, alors que le parc de cyclomoteurs (jusqu'à 50 centimètres cubes) a peu augmenté et que celui des motocyclistes (plus de 125 centimètres cubes) est resté à peu près stable.

Qualité de la vie

LES SOCIALISTES ALSACIENS ET LE NOUVEAU — La Fédération alsacienne du parti socialiste, qui accepte la construction de la centrale nucléaire de Fessenheim sous réserve que soient définies des normes d'exploitation et d'expérimentation

très sévères, s'est prononcée, le 25 septembre, contre toute autre implantation de centrales nucléaires en Alsace.

VINGT MILLE PAYSAGISTES — Le quatorzième congrès de l'Union des syndicats d'entrepreneurs paysagistes vient de se réunir les 23 et 24 septembre au palais des congrès de Strasbourg en présence de cent-cinquante délégués.

Les membres de la profession, qui emploient près de vingt mille salariés et atteignent un chiffre d'affaires de 900 millions de francs, ont souhaité au cours de ce congrès, qu'un titre européen de qualification de paysagiste soit créé. Ils ont, d'autre part, regretté que le caractère agricole de leur activité ne soit pas reconnu et que, par conséquent, les paysagistes ne figurent pas parmi les victimes de la sécheresse.

HEURE D'HIVER AU PORTUGAL — Le Portugal, s'est mis à l'heure d'hiver à partir de dimanche. À 1 heure du matin, les montres ont été réglées d'une heure et l'heure portugaise coïncide ainsi avec celle du méridien de Greenwich. L'horloge d'hiver demeurera en vigueur jusqu'à fin mai. — (A.F.P.)

Transports

LA CATASTROPHE AÉRIENNE EN YUGOSLAVIE — Les équipages des deux avions qui se sont écrasés, le 19 septembre, dans le ciel yougoslave — cent soixante-seize personnes sont mortes — ont suivi à la lettre les instructions qui leur avaient été données depuis la tour de contrôle de Zagreb, indique l'analyse des conversations enregistrées dans la « boîte noire ».

D'autre part, les deux équipages « volaient » à l'horizontale au moment de la collision, alors que l'un avait tout d'abord cru que l'avion yougoslave était en train de prendre de l'altitude. On a pu établir, enfin, que le DG-9 yougoslave avait heurté avec son aile gauche le cabine de pilotage du Trident américain, que il semble que les équipages aient compris le danger quelques secondes avant la collision. — (A.F.P.)

UN NOUVEAU P-D.G. POUR LA T.W.A. — M. L. Rowin Smith vient d'être élu président-directeur général de la compagnie aérienne américaine Trans World Airlines.

OUTRE-MER

A propos d'une exposition au Palais des congrès

Pour ceux qui rêvent d'inscrire définitivement la France entre les six angles de l'hexagone — et encore ! — cette « France des quatre coins du monde » n'est que le fruit tache d'une dilatation illégitime, et la volonté de la maintenir et de la développer un anachronisme aggravé de « néo-colonialisme », au regard des principes universels d'émancipation des peuples.

C'est sans doute que pour eux la France des îles doit s'arrêter à l'île-de-France, quelque opinion que les populations locales, françaises pour la plupart depuis trois cents ans, puissent avoir sur le sujet. Pour les mêmes, le consensus qui, lentement — trop lentement — s'est tissé par-dessus les aïeux tragiques de l'histoire, et qui repose ici, comme dans l'outre-mer, sur la volonté du plus grand nombre de garder ces terres à la France, masque mal, entre autres, la « spoliation » et l'« aliénation » des uns, la mise en coupe réglée des autres — les contribuables métropolitains s'entendent.

Ce n'est là qu'une des mille contradictions auxquelles s'abandonnent les contempteurs systématiques d'une France qui, selon eux, tarde à se retirer mollement sur son pré carré : on voit mal, en effet, comment ce qui est pris aux uns pourrait appauvrir les autres, à l'heure où les transferts publics en faveur des départements d'outre-mer, pour les équipements notamment, ont plus que triplé en dix ans, l'aide par tête d'habitant (3 000 F en 1975) étant tout à fait analogue et parfois supérieure à celle de la France continentale.

C'est surtout une bien choquante manière de refaire l'histoire et de défaire les attaches que seule le peuplement épique par la France exultivement, l'indication de plus en plus encouragée par elle de diverses cultures, et l'introduction surtout de droits politiques égaux, d'une justice sociale et bientôt économique sans exemple dans le monde, ont soustrait à la juste décolonisation que la France a su achever avec une générosité que tout le monde lui reconnaît.

Au risque de se répéter et surtout d'humilier une fois encore deux millions de personnes qui se demandent ce qu'elles sont si elles ne sont pas françaises, il faut rappeler que la plupart de ces régions font partie de l'ensemble national depuis plus longtemps que Nice ou la Savoie. Saint-

Pierre-et-Miquelon, département depuis un an, est français dès 1694, Cayenne dès 1614, et les Français se sont établis définitivement dans la « France équinoxiale » en 1894. Quant à la Réunion, volée à l'Inapprivoisé avant d'être tirée à l'indépendance par la France, elle passe à présent pour le joyau de l'océan Indien.

On ignore tout autant la novation radicale introduite par la départementalisation de 1945, décidée dans l'enthousiasme confondu de toutes les tendances politiques.

Départementalisation signifiait en 1976 que tout ce qui vaut pour les Deux-Sèvres vaut également pour la Martinique, avec en outre une déconcentration administrative qui pourrait bien servir de modèle à la France continentale.

Depuis 1974, depuis le lancement par le président de la République de la « départementalisation économique », souffrant des chances définitives de réduire les dernières inégalités par des ressources enfin auto-engendrées et non plus seulement injectées par des importations massives.

Ce grand tournant fait ressortir plus encore comme un anachronisme, réel cette fois, le statut actuel des TOM, où au contraire « les lois de la République ne s'appliquent jamais, sauf dispositions expresses ».

Ne bénéficiant pas pleinement des moyens des ministères techniques, ce qui est à l'origine, pour partie, des difficultés de tous ordres que certains connaissent en ce moment, ils doivent être restitués par rapport à la communauté nationale.

Le président Valéry Giscard d'Estaing l'a clairement exprimé : « On ne peut être à la fois dedans et dehors ». En leur conférant un statut définitif et irréversible, comme l'est celui des DOM dont il se séparera par des distinctions importantes, pour tenir compte d'une histoire, d'une situation économique et de mentalités différentes, il sera possible de supprimer les disparités en même temps que les équivoques que le statut actuel, conçu en 1958 pour engager l'Afrique dans la voie de l'indépendance, a sans cesse accentuées.

Les plus récentes évolutions témoignent, tant aux Comores qu'à Djibouti, du souci de la France de ne pas s'opposer à la volonté des populations qui se choisissent un destin différent. Elles ont rendu plus urgente la nécessité de mieux faire connaître la singularité et les richesses de

celles qui ne conçoivent leur avenir qu'en parfaite identité avec celui de la nation.

C'est pourquoi il devenait indispensable de démontrer que « le grand fleuve Diversité », qui baigne depuis si longtemps les rives de l'outre-mer français, était capable aussi d'irriguer les connaissances qui nous manquent pour aboutir à ce consensus élargi qui doit envelopper l'ensemble des nations, quel que soit leur degré de développement.

C'est que la plupart des problèmes, des interrogations et des contradictions qui risquent un jour prochain de dresser une partie de l'humanité contre l'autre se trouvent à échelle réduite, mais à vison, la moins biaisée possible, de ces régions qui sont d'autre part un captivant laboratoire scientifique.

De 1931 à 1976

Ainsi la finalité de cette exposition, la première depuis 1931 exclusivement vouée dans le temps et dans l'espace à cette France-là, n'est-elle nullement d'exalter l'œuvre d'une France continentale dont l'ordre et les valeurs auraient fini par s'imposer à une France différente. Elle est, au contraire, de montrer qu'un grand pays se doit de créer des lieux de rencontre et de préserver des terres capables de porter des hommes vers d'autres hommes dans un souci d'unité, d'harmonie et de paix.

Et c'est pourquoi il y a un monde entre l'exposition coloniale de 1931, dont l'objectif pour Lyautey, était en toute bonne foi et dans la logique de l'époque, de « gagner à la douceur humaine les cœurs farouches de la savane et du désert » et la manifestation de 1976, qui vise, au contraire, à montrer que la France dispose au loin d'un cœur de réserve et d'une sensibilité qui lui sont un enrichissement incomparable.

Crusset naturel et lieu de jonction, d'autres civilisations — celle

de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique, — ce grand rassemblement devrait nous aider à comprendre et à préparer cet ordre économique nouveau, et qui ne se fera pas « par-dessus les nations », comme l'a indiqué maintes fois le président de la République, mais grâce à des rencontres, des discussions qui auront plus de chances d'aboutir, si elles sont préparées par des esprits qu'une communauté d'intérêt et de sympathie aura d'abord fait coexister en certains lieux privilégiés que la France est encore une des seules à détecter.

Jusqu'au 10 octobre, c'est le Palais des congrès de Paris qui introduit nos compatriotes dans le monde ultra-marin. Par la voie sacrée de la poésie, Palmyre, hautes palmiers, rives de Sézanne, par un jardin tropical, d'abord, qui rappellera combien ces terres ont inspiré les plus grands poètes de ce temps, tel Saint-John Perse, et quelle en est l'importance intellectuelle et spirituelle.

Colloques, débats, films, dont deux inédits et très beaux de François Reichenbach, ballets et orchestres contribueront à livrer une vision, la moins biaisée possible, de ces régions qui sont d'autre part un captivant laboratoire scientifique.

Sait-on, en effet, que la rège des 200 milles marins a fait surgir des océans une nouvelle « France bleue » de 20 millions de kilomètres carrés ?

Fabuleux enjeu. Dans l'antartique français peuplé de nos savants, le krill abonde et sur les plateaux continentaux des Kerguelen, il y a des ressources végétales et animales prodigieuses. Peu de chose, comparé aux richesses potentielles du Pacifique, qui recèle des milliards de tonnes de nodules polymétalliques.

Le CNEXO qui a engagé une passionnante course de vitesse avec les États-Unis y poursuit des études prometteuses sur l'énergie thermique des mers, l'aquaculture et les ressources minérales.

A l'heure où les pouvoirs publics recherchent non sans difficultés les fonds destinés à équiper Mayotte, il faut savoir que selon une étude faite par M. François

(*) Secrétariat d'État auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des départements et territoires d'outre-mer.

Dourmeau, nouveau recenseur de l'académie des Antilles, l'exploitation systématique d'un lagon de cet archipel, se traduirait par un volume d'activité équivalent à celui de Lorient ou de Concarneau ! Sans compter la création d'un millier d'emplois, ce qui répète ailleurs, mettrait fin au chômage endémique dont sont victimes les DOM-TOM.

Combien vaines et dérisoires apparaissent dans cette perspective les querelles autour d'un statut où les institutions déléguées de ceux qui — à l'intérieur — accusent la France de n'avoir su, au-delà des mers, que des visées égoïstes !

Toujours les populations locales ont été les premières à bénéficier des richesses que l'État et les entreprises ont pu mettre au jour.

Grâce au nickel, Nouméa a connu entre 1969 et 1971, une prospérité qui a radicalement transformé la région, et le Centre d'expérimentation du Pacifique, qui a tant fait pour l'augmentation du niveau de vie de la Polynésie, va être relayé par les recherches en milieu marin, dont les retombées profiteront tout de suite aux autochtones.

Wallis et Futuna, terres déennies, mais où le Pacifique bécule dans la beauté absolue, pourraient rester un Eden indifférent. Pourtant, elles proclament avec une force inégalée leur attachement à la France.

Il est bien évident que si la France ne s'engageait pas sans retard dans cette superbe aventure, elle serait bientôt prise de vitesse par plusieurs autres.

Il n'y a guère que six pays qui soient en mesure à l'heure actuelle d'exploiter la mer. La France en est. Pourquoi ne le ferait-elle pas chez elle, en proposant aux Français d'outre-mer qui, hormis quelques extrémistes, rejettent tout l'indépendance, un projet qui pourrait faire enfin l'unité de tous les Français ?

Ne serait-ce pas là aussi le meilleur moyen de tirer ces régions de l'isolement dont elles souffrent encore beaucoup ? Certes, Concordes pourrait rallier Tahiti en quinze heures contre cent jours aux navires du début du siècle.

Il n'en reste pas moins que ces terres continuent d'être rudoyées par l'immensité et cloisonnées par les distances. Un nouveau projet économique fondé sur la mer permettrait enfin de raisonner à leur véritable échelle.

C'est aussi à la pointe des progrès économiques que s'affaiblissent les grands courants d'idées si nécessaires à ces régions dispersées.

Les désenclaver quant à l'économie, à la santé, à l'éducation, c'est aussi désenclaver les esprits. La vocation de la France est de préserver les cultures locales et de les enrichir d'apports extérieurs. C'est tout le contraire de l'assimilation qui vide le corps de traditions et de coutumes locales de sa substance.

La France estime que les cultures locales sont toutes estimables et qu'il faut les sauvegarder et les encourager, parce qu'elles lui donnent un précieux moyen de mieux préparer « la possible civilisation planétaire » qu'appelle de ses vœux l'Antillais Edouard Glissant.

Ces dispositions montrent bien que la France n'est pas dans l'outre-mer, par intérêt égoïste et qu'elle n'envisage pas de faire de ces terres une chasse gardée, où elle se replierait peureusement sur elle-même.

Les populations de l'outre-mer, qui, à depuis longtemps commencent à voyager, tirent des comparaisons avec le voisinage, et... des motifs de fierté de leur développement, qui est de quatre à dix fois supérieur. Disons-le, elles s'associent volontiers aux efforts qui sont faits pour qu'à partir de ces territoires l'esprit de la France puisse souffler mieux.

Et du coup, les grands pays de la périphérie, les États-Unis, le Venezuela, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, en prennent conscience aussi.

C'est qu'il s'agit là de nations démocratiques, éprises comme nous d'une liberté qui se fait rare partout, et qui sont décidées à la défendre.

C'est aussi le cas de tous les habitants de la France des quatre coins du monde. La contagion des prises de conscience nationalistes d'un certain nombre de pays ne s'est pas propagée à eux, car ils ont vu ces pays dont la plupart sont plus grands que les DOM-TOM se rapprocher à nouveau de grands ensembles dont ils attendent sécurité et coopération.

La France et l'Europe leur offrent l'une et l'autre. Avec, en plus, la solidarité aimante et généreuse de la communauté nationale, à qui elles font le don précieux de leur originalité, d'une certaine aptitude au bonheur, d'un art de vivre inaltéré qui contribue si fort au bonheur des Français et des autres.

La France des quatre coins du monde

par OLIVIER STIRN (*)

8 jours en or

Jusqu'au 2 oct. Prix exceptionnels sur les articles "point-or."

Printemps

Haussmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2 Créteil
Entrepôt de l'île St-Denis

1500

MÉDECINE

AU CONGRÈS D'ÉVIAN

Médecins de famille et planification sanitaire

Evian. Cent cinquante généralistes représentant quarante-cinq départements ont participé, les 23, 24 et 25 septembre, à Evian, au vingtième congrès du Syndicat national des médecins omni-praticiens français — S.N.M.O.F. — rattaché à la Confédération de syndicats médicaux français (C.S.M.F.), à la suite du conflit sur le renouvellement de la convention avec la Sécurité sociale, les représentants du C.N.P.F., les présidents et les directeurs des caisses d'assurances-maladies.

étaient pour la première fois absents de cette assemblée. En revanche, des représentants de partis politiques — républicains indépendants, réformateurs, socialistes, communistes — et des syndicats ouvriers — C.G.T., C.F.D.T., F.O. — y participaient.

Ce vingtième congrès proposait de définir l'exercice de la médecine omnipratrice en France à l'horizon 1980.

De notre correspondant régional

Trois hypothèses de travail avaient été choisies : « libéralisme renforcé », c'est-à-dire, en quelques sortes, un retour en arrière vers une pratique individualiste de la médecine générale ; « libéralisme organisé », prenant en compte l'existence des contraintes sociales actuelles, mais visant de redéfinir les conditions d'exercice dans le cadre d'une politique « cohérente, contractuelle et concertée » ; et enfin « la pratique omnipratrice dans une option socialiste à la française ».

La première conclusion que l'on peut tirer des travaux est celle-ci : quel que soit le système politico-social appliqué, les médecins de famille tiennent fermement à ce que les valeurs traditionnelles, garantissant l'exercice d'une médecine de qualité soient préservées. Ces valeurs, qui redonnent aux généralistes la place de « maîtres d'œuvre de la dispensation des soins », le président Bouyer, s'appuyant sur le rapport du docteur Paul-André Bérthelot, les a ainsi résumées dans une phrase : « l'efficacité de la médecine, consistant à rendre le patient autonome, à lui faire découvrir le sens de sa vie, à lui donner la possibilité de choisir, de décider, de se réaliser, de se dépasser, de se dépasser, de se dépasser... ».

Ce préalable posé, le système médico-social qui propose les omnipratriciens répond à quatre objectifs :

- Une répartition cohérente des tâches entre généralistes et spécialistes, hospitalisation publique et privée ;
- Une prise en charge plus globale des soins des malades ;

1 518 177 FRANÇAIS DÉTIENNENT UN BREVET DE SECOURSISME

Un million cinq cent dix-huit mille cent soixante-dix-sept Français détiennent un brevet de secourisme délivré par le ministère de l'Intérieur. Ce chiffre, publié par le bulletin hebdomadaire d'information de ce ministère, a été atteint à la fin du premier semestre de 1976, au cours duquel cent quinze mille sept cent seize Français ont passé les épreuves de secourisme. « Depuis un an, souligne le bulletin, une campagne d'information avait été ouverte par la direction de la sécurité civile auprès des grandes associations d'entraide, afin de susciter de nouvelles vocations de secouristes. De toutes les associations d'entraide et de tous les services publics qui participent au secourisme, c'est la Croix-Rouge française qui arrive en tête, avec cinq cent soixante mille six cent quatre-vingt-huit diplômés. »

Aux journées pharmaceutiques de Paris

« JE TE SALUE FIOLE SALUTAIRE... »

De la pierre philosophale à la potion magique, en passant par l'eau de jouvence, le philtre d'amour et l'élixir de vie, l'homme entre deux âges s'est toujours efforcé d'échapper à l'inéluctable vieillissement. Cette tragédie s'inscrit dans le mythe de Faust, apparu vers le quinzième siècle aux plus belles heures de l'alchimie et remis en honneur par Goethe quatre siècles plus tard. « Je te salue, fiole salutaire... » s'exclame Faust dans le monologue fameux traduit par Gérard de Nerval.

Au cours d'une conférence prononcée en marge des Journées internationales de la pharmacie, qui viennent d'avoir lieu à Paris, le professeur Guillot a souligné que, dans ce monologue, Faust apparaît soulagé au seul contact de la fiole, exactement comme le malade d'aujourd'hui est rassuré de la pharmacie avec un sac plein de médicaments.

Valés espoirs, pourtant : ni les hormones sexuelles, ni l'implantation d'extraits placentaire, ni les injections de sérum antitétanique n'ont pu rendre la jeunesse à quiconque. Beaucoup s'obstinent cependant et — malgré les échecs répétés d'une thérapie impossible — continuent avec le médicament un pacte qui ne peut être, comme pour Faust avec Méphistophélès, qu'un marché de dupe. Comme l'explique le professeur Péquignot, généraliste à l'hôpital Cochin, non seulement l'homme âgé ne retrouvera pas ses facultés de jeunesse, mais il met sa vie en jeu par l'abus de médicaments. L'organisme d'un vieillard ne supporte plus qu'une dose minime de médicaments et de piqûres ; même les piqûres et les traitements symptomatiques comportent pour lui un danger.

Alors ? Doit-on renoncer, s'abandonner au « naufrage » ? Certes non, répond le professeur Baruk. Mais il ne s'agit pas de soigner la vieillesse, qui n'est pas une maladie. Il s'agit de dissiper l'angoisse du vieillard et de lui laisser la foi en l'avenir qui lui permet de lutter et, au soir de sa vie, de mourir, comme Abraham, « heureux et rassasié de jours ».

• Mme Voléry Gléard d'Estazig a visité vendredi matin 24 septembre les services de pédiatrie et de néonatalogie de l'hôpital Antoine-Béchère de Clamart, dans les Hauts-de-Seine. L'épouse du président de la République a, pendant près d'une heure, examiné en détail le fonctionnement des unités où sont soignés plus de cent nourrissons et jeunes enfants.



Ne soyez pas handicapé dans la guerre des contrats...

L'Institut de Commerce International organise un CYCLE DE PERFECTIONNEMENT où vous pourrez actualiser ou élargir vos connaissances dans le domaine des affaires internationales.

Il est un point de rencontre entre les besoins des entreprises et les aspirations des cadres responsables, et permet la mise en commun des expériences très diverses vécues par les participants.

Par un enseignement complet, pratique et dynamique, vous vous perfectionnerez, pendant un an, sans pour cela interrompre votre activité professionnelle.

Le commerce international, cela s'apprend !

Pour toute information concernant les conditions d'inscription et le programme des cours, téléphonez à : Marie-Hélène DELTEL, 723.61.23, ou écrivez-nous : 5, avenue Pierre 1^{er} de Serbie, 75016 Paris.

ICI

ICI, Institut de Commerce International, établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat.

Vous aimez la peinture. Voici l'ouvrage permettant de mieux la comprendre.



Paul Robert présente le Dictionnaire Universel de la Peinture. (6 volumes, 3 000 pages, 2 700 reproductions en couleurs).

Un dictionnaire qui n'existe pas.

Paul Robert vous propose une formule inédite permettant à chacun d'acquiescer à la connaissance de la peinture. Dans ce ouvrage d'un type nouveau, à la fois dictionnaire et livre d'art, figurent les peintures et leurs œuvres, depuis la préhistoire jusqu'à nos jours, à 2 700 artistes classés par ordre alphabétique, 2 700 reproductions de grand format, en couleurs.

Une somme de connaissances.

Pour la première fois, une somme d'un dictionnaire se voit enrichie de données nouvelles, un traitement original et inédit, une somme de connaissances, une somme de connaissances, une somme de connaissances.

Parce qu'il n'est pas d'art sans technique, ce livre initiera le lecteur aux techniques fondamentales de la peinture : dessin, clair-obscur, sfumato, collage, dripping... Il fera mieux comprendre comment ont évolué les techniques depuis les origines.

Un ouvrage de référence.

Un système de renvois permet de situer tout ce qui concerne l'artiste et ses œuvres et de reconnaître, à partir d'un seul article, l'histoire d'un mouvement ou d'une école.

Avec la sortie du Tome VI en juillet 1976, le Dictionnaire Universel de la Peinture est désormais complet.

De nombreux articles consacrés aux musées du monde en répertorient les principales richesses.

Un ouvrage contemporain.

Le Dictionnaire Universel de la Peinture ne s'arrête pas aux impressionnistes. Il analyse avec la même précision le Pop-Art, le Nouveau Réalisme, l'Art Conceptuel. Le Dictionnaire Universel de la Peinture : pour la première fois toute la peinture du monde entier en 6 volumes.

Le Dictionnaire Universel de la Peinture a obtenu un Aigle d'Argent au Festival International du Livre de Nice.

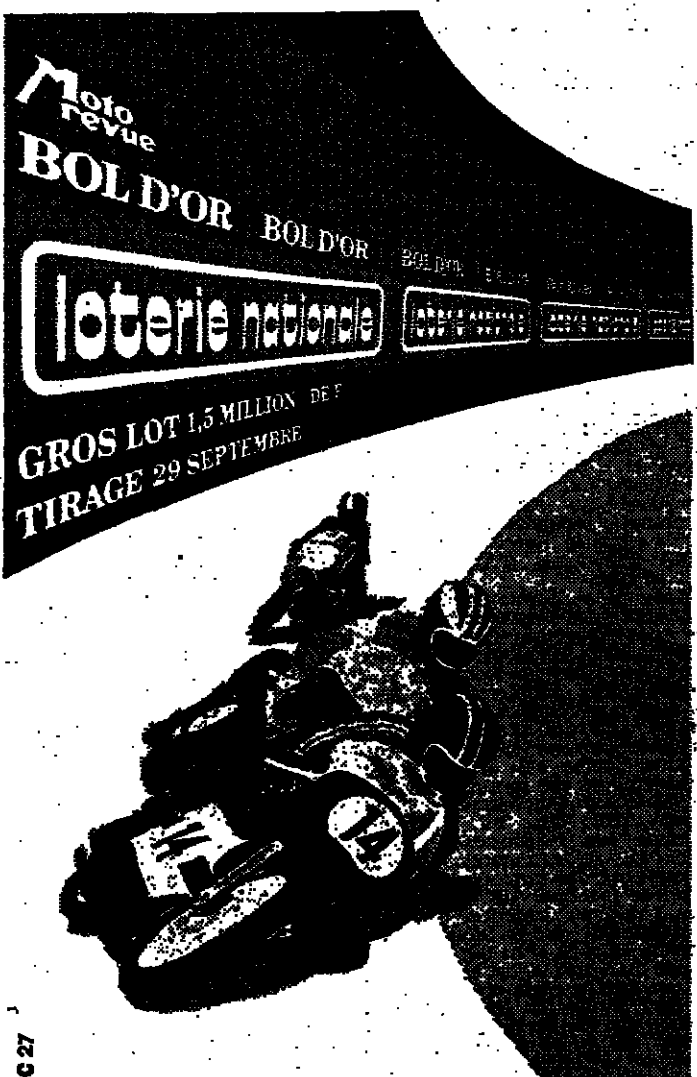
Bon de documentation gratuite.

Je désire recevoir gratuitement et sans engagement de ma part une documentation complète et en couleurs sur le Dictionnaire Universel de la Peinture.

M., Mme, Mlle

Adresse

Découpez ou récopiez ce bon, et retournez-le dès aujourd'hui, sans affranchir à : SNL LE ROBERT, 107 avenue Parmentier, 75011 Paris.



C 27

ÉDUCATION

A Valbonne (Alpes-Maritimes)

Un lycée pour les enfants d'« exilés »

La difficulté de scolariser les enfants du personnel est l'une des principales difficultés que rencontrent les sociétés françaises qui s'installent à l'étranger. Lorsque l'entreprise créée est proche d'une capitale, les élèves peuvent être accueillis dans les lycées français existant à l'étranger (Téhéran, Londres, Rome, Madrid). Mais le problème se complique lorsque les usines se montent dans des régions isolées, comme c'est le cas avec les industries pétrolières.

Pour résoudre cette difficulté — qui prend de plus en plus d'importance avec l'augmentation rapide des activités des entreprises françaises à l'étranger — la Mission laïque française (1), association reconnue d'utilité publique, qui gère déjà de nombreux établissements français à l'étranger, projette de construire à Valbonne (Alpes-Maritimes) un établissement scolaire destiné aux enfants du personnel de ces sociétés. Il s'agit d'un internat de mille deux cents places, ouvert trois cent soixante-cinq jours par an, et comprenant toutes les classes de l'enseignement secondaire.

La construction de cet établissement, qui ouvrirait à la rentrée 1978, serait financée par

les sociétés, qui achèteraient des parts, correspondant à des places d'internat, de 100 000 F chacune. Les gouvernements étrangers pourraient aussi acheter des parts pour leurs ressortissants. La Caisse des dépôts et consignations participerait aussi au financement.

Outre les enfants des sociétés fondatrices, cet établissement accueillera des enfants de familles étrangères installées en France et la population scolaire locale. Celle-ci devrait augmenter considérablement dans les années à venir en raison des plans d'aménagement scientifique et industriel de la région Valbonne-Sophia-Antipolis, qui accueillera notamment des laboratoires du C.N.R.S., l'école des mines, l'école de commerce de Nice et l'ordonnateur central de réservation, d'Air France. Les équipements sportifs et culturels seront mis à la disposition de la population.

Cet établissement comprendra des sections bilingues (comme c'est le cas au lycée international de Saint-Germain-en-Laye) et préparera au baccalauréat international.

(1) 8, rue Général-Clergerie, 75016 Paris.

La création de deux U.E.R. « dérogatoires » à Amiens

LE P.S. CONDAMNE « L'AGRESSIVITÉ » DE MME SAUNIER-SEITÉ

M. Louis Meunier, député du Calvados et délégué du parti socialiste pour l'éducation, a protesté contre le projet de décret d'Etat aux universités de détacher deux U.E.R. de l'université d'Amiens (le Monde du 21 septembre).

L'agressivité de Mme Saunier-Seité à l'égard des universitaires et des universités, estime-t-il, ne constitue pas seulement un trait de sa personnalité mais l'expression d'une politique de mise au pas (...) et du démantèlement des structures de la loi d'orientation de 1968, avant une arrivée possible de la gauche au pouvoir en 1978.

De son côté, l'UNEF (ex-Renouveau) juge « inadmissible (...) le statut dérogatoire antidémocratique assurant la maîtrise du patronat sur l'enseignement ».

M. Patrick Gohet, président des étudiants indépendants de Picardie, s'est, en revanche, félicité, le 23 septembre, au cours d'une conférence de presse, de la création de ces deux U.E.R. « à dérogation » et a rappelé que l'association qu'il préside s'était adressée directement au secrétariat d'Etat aux universités, pendant les grèves du printemps dernier, afin d'obtenir le détachement de l'U.E.R. de droit privé de l'université d'Amiens.

POINT DE VUE

Nanterre ou le bon cœur du secrétaire d'Etat

par G. de GEOUFFRE de la PRADELLE (*)

En effet, cette U.E.R. s'était avérée incapable d'assurer le service public dont elle a la charge, la solution est de la supprimer pour investir ses crédits ailleurs ; certainement pas d'autoriser les « usagers » à bouter un établissement efficace et coûteux.

Tout au contraire, le secrétaire d'Etat présente la désaffectation comme un hommage rendu à la maturité de Paris-X : elle est en état de soutenir la concurrence de Nanterre. C'est pourquoi il est désormais possible d'accéder au désir exprimé par de nombreux étudiants et enseignants, chaudement appuyés par l'U.N.I., qui veulent pouvoir librement « circuler » du centre de Paris vers Nanterre et de Nanterre vers le centre.

A qui cherche les raisons de la désaffectation on devrait donc répondre, en toute simplicité, que le secrétaire d'Etat a le cœur libéral. D'ailleurs, si l'on y réfléchit, les explications officielles dissimulent tout de faveur faite à certains et refusée à d'autres. En effet, si Villeneuve, Saint-Maur ou Sceaux demeurent sectorisés, c'est bien sûr parce que leurs usagers n'ont pas encore demandé la liberté ; dès qu'ils auront pétitionné à leur tour, l'administration libère des règles qui ne doivent pas contraindre personne ou alors il sera donné à entendre que les universités de Paris-Nord, d'Orsay ou de Paris-Val-de-Marne sont moins concurrentielles que celle de Nanterre.

On doit donc se demander quelles raisons impérieuses ont poussé le recteur de Paris à renoncer à cette sage rigueur (qui lui vaut le dépit de trois recours pour excès de pouvoir actuellement en instance devant le Conseil d'Etat) en concédant une telle faveur à certains étudiants.

Interpellé au Parlement, le secrétaire d'Etat aux universités s'en est expliqué pour lui.

D'abord, il faut bien comprendre que l'U.E.R. de droit de Nanterre n'a pas démerité — comme d'aucuns l'ont malhonnêtement prétendu. Si,

novateur : on croyait que les professeurs n'étaient plus propriétaires de leurs chaires. Désormais, ils peuvent les emporter sur leur dos, s'ils désirent changer d'air.

Enfin, il est maintenant question, pour l'administration, de « répartir » plusieurs centaines d'étudiants amateurs du centre de Paris entre Paris-V, Sceaux, Villeneuve et Nanterre. Nous retrouvons donc, dans son principe, l'affectation autoritaire que l'on disait abandonnée. Elle a seulement changé de forme : au lieu qu'il y soit procédé par voie de sectorisation, c'est-à-dire par une mesure générale, elle sera maintenant l'objet de décisions particulières.

Dans la réalité, la désaffectation de l'U.E.R. de droit de Nanterre répond à des préoccupations très précises, qui n'ont de libéral que la faiblesse envers certains professeurs. D'abord, on veut éduquer une U.E.R. où se développe un courant « contestataire » qui, chez les étudiants et certains enseignants, constitue un aspect du mouvement plus vaste qui agite le monde universitaire, au grand effroi des autorités. Cela est l'objectif noble.

Ensuite, on veut permettre à un lobby de professeurs de droit, qui, pour des raisons fondamentalement politiques, n'ont jamais accepté la loi d'orientation, ont toujours refusé la cohabitation avec leurs collègues littéraires, vomissent tout ce qui peut ressembler, fût-ce de loin, au Syndicat de la magistrature ou au Mouvement d'action judiciaire, de réaliser un vieux rêve de sécession. C'est un objectif d'ordre presque privé, quasiment familial.

Dans cette perspective, le but recherché au moyen de la désaffectation se révèle tout à fait étranger à la liberté des étudiants : nous venons de le voir, leur affectation autoritaire est maintenue, sous une forme nouvelle. Ce but n'est même pas d'accorder la liberté aux seuls enfants des beaux quartiers : en fait, chacun le sait, les fils d'archevêque ont toujours pu se débrouiller sans tapage, il s'agit, en réalité, de vider Nanterre du plus grand nombre possible d'étudiants en droit — ceci, dans l'immédiat — puis, de la priviver, à plus long terme, des enseignants indispensables, ceux qui s'y accrocheraient — on se demande bien pourquoi.

L'essentiel, en effet, est de réduire cet abcès rouge que Nanterre paraît être, tout en rendant, par la même occasion, à certains professeurs amis le léger service de leur fabriquer l'établissement aseptique dont ils avaient envie. Au fond, dans cette affaire, le cœur du secrétaire d'Etat aura beaucoup battu pour ces messieurs.

* Professeur de droit privé à l'université de Paris-X - Nanterre.

alfa romeo

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

GAP

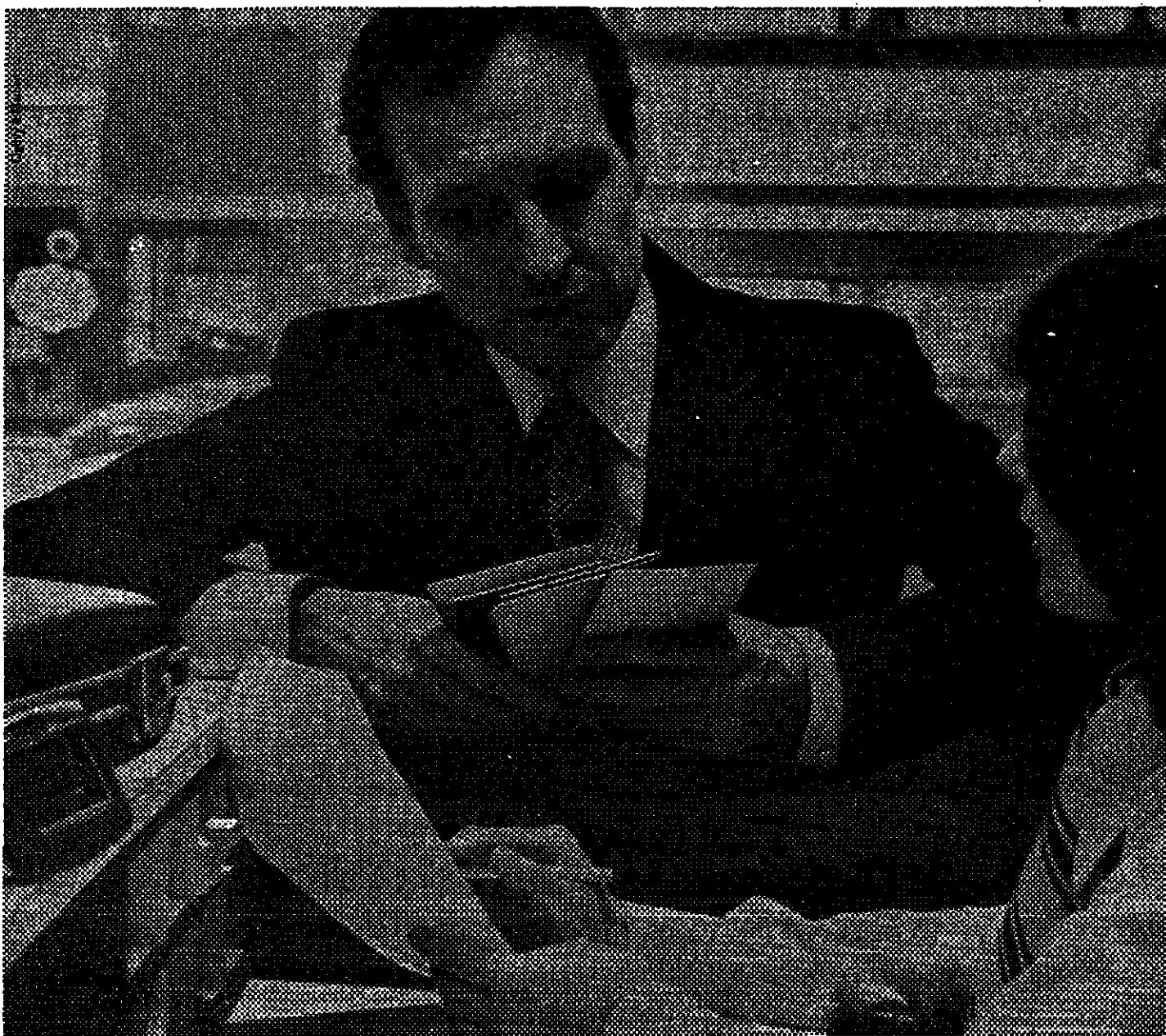
PANTIN

122 R. VAILLANT-COUTURIER

93130 NOISY-LE-SEC

845-97-67





Quand on n'a pas prévu de louer une voiture, on n'a pas prévu la caution.

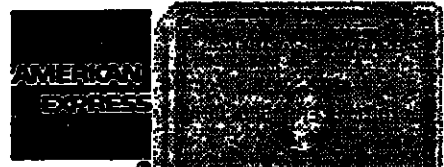
Si vous aviez la Carte American Express, vous seriez déjà au volant de votre voiture de location.

Avec la Carte American Express, pas besoin de caution. Vous louez une automobile n'importe où, n'importe quand, sans avoir besoin d'argent liquide. Signez la note, c'est tout.

Avec la Carte, vous pouvez aussi : régler une note d'hôtel ou de restaurant sans plafond limitatif. Prendre un billet d'avion. Faire vos achats dans des milliers de boutiques. Etre protégé contre la perte ou le

vol sans oublier bien sûr les avantages que vous offrent nos bureaux, filiales et représentants à travers le monde. Avec la Carte, vous recevrez chaque mois un relevé détaillé de vos dépenses. Le tout payable en Francs Français.

Pour demander la Carte, prenez un formulaire dans un des établissements affichant l'emblème American Express, ou téléphonez au 742.75.00 postes 444 ou 445. Ce simple geste peut simplifier vos voyages.



"Veuillez me faire parvenir votre dépliant sur les avantages de la Carte American Express."

Nom : _____

Adresse : _____

Bon à adresser à : American Express International Banking Corporation, Card Division, B.P. 142, 92505 Rueil-Malmaison, France.

CORRESPONDANCE

A propos du « détournement » de bibliothèque à Aix-en-Provence

Le transfert des trente mille livres d'une bibliothèque universitaire sur le tourisme, opéré durant l'été à Aix-en-Provence, a-t-il été un « détournement », comme nous l'écrivions dans « le Monde » du 11 septembre ? S'agit-il d'un nouvel épisode de la querelle entre les universités marseillaises qui dure depuis la création d'une troisième université en 1972 ? Les responsables de l'université d'Aix-Marseille-III contestent cette version des faits.

M. Gérard Brémont, doyen de la faculté d'économie appliquée, estime que l'opération est possible. Il nous écrit notamment :

Le centre du tourisme animé par M. Barège à Aix-Marseille III n'étant pas un centre d'études de la faculté d'économie appliquée, la « pomme de discorde » constituée par la bibliothèque du tourisme ne saurait être la « nouvelle péripétie » d'une « bataille » que se livreraient les deux U.E.R. d'économie d'Aix-Marseille (II et III).

Loin de se multiplier, les frictions entre les deux établissements se sont progressivement estompées de telle façon que les doyens concernés peuvent désormais entretenir des relations normales et non conflictuelles ; la cohabitation dans des locaux communs n'oppose pas les deux U.E.R. d'économie, même s'il est vrai que l'indigence de ces locaux pose des problèmes de fonctionnement aux cinq U.E.R. qui les occupent, comme aux responsables de la sécurité. Je comprends que la complexité des structures universitaires (centres, U.E.R., universités...) ait pu conduire à votre présentation des récents événements, mais je crois que l'apaisement du climat entre économistes a déjà justifié cette mise au point.

Pour M. Charles Dubouché, président de l'université d'Aix-Marseille III, « la vérité est plus complexe » que ce que nous en avons dit :

Parce qu'il estimait que sa liberté intellectuelle n'était pas assurée dans l'université d'Aix-Marseille II, M. Barège, un des meilleurs spécialistes internationaux du tourisme, a rejoint depuis un an l'université que je préside. Ses chercheurs et étudiants l'ont suivi. A plusieurs reprises, de véritables commandos ont tenté d'empêcher l'accès de cette équipe remarquable à la bibliothèque d'études touristiques.

Pour éviter de tels incidents, j'ai été amené à prendre trois mesures : j'ai demandé la venue à Aix d'une mission d'inspection générale ; j'ai fait procéder par la voie du constat d'urgence à un inventaire du fonds d'ouvrages par le tribunal administratif de Marseille ; enfin, j'ai ordonné, à titre provisoire, et en attendant que le problème de la propriété des ouvrages se trouve tranché, le transfert du fonds du 3, avenue Robert-Schuman au 41, avenue de l'Opéra, où sont progressivement regroupés les centres de tourisme cycle. En effet, le 3, avenue Robert-Schuman est le siège de l'université et l'endroit où se trouvent concentrées des masses très importantes d'étudiants (qui n'y disposent chacun que de moins d'un mètre carré) ; je dois y assurer l'accueil d'un nombre croissant d'étudiants.

Je me suis attaché à ce que, pendant cette période transitoire, l'accès de tous à la documentation se trouve assuré.

150 200 300 400 500 600 700 800 900 1000

ÉDUCATION

UN CONGRÈS DE PROFESSEURS A RENNES

Les psychologues à l'orée des mathématiques

Rennes. — Cinq cent soixante professeurs de mathématiques, auxquels s'étaient joints quelques psychologues, ont participé, du 24 au 26 septembre, à l'université de Rennes-Baulieu, aux journées d'études annuelles de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (A.P.M.E.P.). Cette association, créée en 1909, compte aujourd'hui quinze mille adhérents, pour la plupart professeurs de

l'enseignement secondaire. Elle avait choisi cette année comme thème de discussion : « Mathématique et comportement ». Cette réflexion sur les fondements et les modalités de la transmission du savoir mathématique dans le système scolaire, ne devait toutefois pas faire oublier à l'A.P.M.E.P. la réforme Haby, dont l'application porte les traces d'un net retour au passé, selon l'association.

De notre envoyé spécial

directifs d'une heure environ qu'il a eus avec des garçons et des filles de seconde, première et terminale (A et C) et les résultats qu'il a exploités dans son livre récent, *Mathématique et affectivité* (1). M. Nimier suggère qu'il y a peut-être une « imagination des mathématiques ».

Les résultats de l'étude expérimentale et clinique que des observations empiriques et sa propre évolution personnelle l'ont conduit à entreprendre sont autant de constatations propres à troubler bien des évidences : apprendre — bien ou mal — les mathématiques, ou les enseigner, résoudre des problèmes, ne sont pas des attitudes « éternelles ».

La reine des sciences, symbole de la rationalité la plus élevée, serait-elle l'un des lieux où circule, où s'échange, de professeur à élève, ce qu'il y a en nous de moins rationnel ? On peut le soupçonner à l'audition de ces

adolescents que la banale question : « Pouvez-vous me raconter comment se sont déroulées vos études de maths ? », amène à dévoiler ce qu'il y a en eux de moins conscient. L'avenir et le risque de la recherche entreprise par M. Nimier sont inscrits dans la réponse positive et en partie encore intuitive qu'il apporte à la question : « Est-ce que la mathématique, dans ce qu'elle est, prédispose à un certain type de pensée et à un certain type de fantasmes ? » L'avenir : une étude complète du comportement des professeurs de mathématiques et de l'économie des affects qui traversent la mathématique, telle qu'elle est apprise et telle qu'elle est enseignée. Le risque est celui qu'un participant énoncé en interrogeant : « Est-il sûr qu'après cela on ferait des mathématiques ? ».

MICHEL KAJMAN.

(1) Publié aux éditions Stock, 256 pages, 38 F.

Émotion dans les régions frontalières

Le gouvernement belge supprime la subvention aux élèves et étudiants étrangers

De notre correspondant

Lille. — La décision prise par M. Antoine Humblot, ministre de l'éducation nationale en Belgique, de supprimer la subvention accordée aux étudiants et élèves étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés dans le royaume suscite une certaine effervescence dans les régions frontalières françaises du Nord et du Hainaut occidental. Environ 1 million de francs belges étaient jusqu'alors payés par les contribuables pour les familles françaises, ont eu pour conséquence une nette réduction des inscriptions dans certaines écoles, où l'on parle maintenant d'une menace pour l'emploi des enseignants. Selon M. Humblot, « il n'est pas normal que le contribuable paye les études des jeunes Français en Belgique sans qu'il ait compensation. Nous voudrions que les jeunes Belges qui fréquentent les collèges français soient accueillis au même titre que les jeunes Français ».

M. Humblot a encore déclaré : « Le gouvernement français n'a manifesté aucune diligence pour répondre aux suggestions faites par la partie belge », bien qu'une rencontre ait eu lieu il y a quelques mois entre les deux ministres de l'éducation. Cependant, M. Garrigue, chef du service des relations internationales auprès de M. Haby, affirme que la France est prête à accueillir une réunion franco-belge à Paris pour trouver une solution à ce problème. Pour M. André Desmulliez, député (socialiste) du Nord, le gouvernement français devrait programmer d'urgence des constructions d'établissements secondaires afin de répondre à la situation nouvelle.

À Saint-Pierre-de-Mons (Gironde), des parents organisent depuis le vendredi 24 septembre, avec le soutien du maire, une classe maternelle « sauvage ». Ils protestent ainsi contre la fermeture de la classe enfantine où onze enfants étaient inscrits. L'inspecteur d'académie précise qu'il a appliqué le règlement fixant les seuils de fermeture des classes, pour pouvoir attribuer le poste d'institutrice à une classe qui compte plus de trente élèves.

Dans les 8 BHV.

Jusqu'au 16 octobre, dans les 8 BHV
escalade aux économies sur l'ameublement
et l'équipement ménager.

CONSERVEZ VOS TICKETS DE CAISSE POUR LE REMBOURSEMENT DE L'ESCOMPTÉ AUQUEL VOUS AUREZ DROIT

Les tickets de caisse sont à présenter pour le remboursement jusqu'au 30 Octobre au plus tard.

Si vous avez des achats à effectuer pour la rentrée, allez vite dans l'un des 8 BHV. Vous pouvez y réaliser jusqu'à 20% d'économie.

Les 8 BHV vous offrent de 5 à 20% sur un très grand nombre d'articles d'ameublement et d'équipement ménager : meubles, literie, sièges, tapis, éclairages, revêtements de sols et de murs, papiers peints, tissus, rideaux, quincaillerie d'ameublement, bâtiment, peinture, blanc, gris et petit électro-ménager, meubles de cuisine, ménage, faïence, verrerie, orfèvrerie et articles de salle de bains.

Le pourcentage est calculé sur l'ensemble de vos achats effectués avant le 16 octobre. Pour bénéficier de l'escompte maximum, il vous suffit de conserver vos tickets de caisse et de les présenter avant le 30 octobre.

Ainsi, vous avez du temps pour choisir ce qui vous convient et vous profitez de prix exceptionnels.

EXEMPLES :

5 % au-dessus de 500 F d'achats :

1 table de cuisine	364 F
1 série de commodes inox	215 F
exemple 5%	28 F 95
	530 F 05

10 % au-dessus de 2.000 F d'achats :

1 réfrigérateur 267 L	1 510 F
1 armoire de toilette	640 F
exemple 10%	215 F
	1 925 F

15 % au-dessus de 4.000 F d'achats :

1 aspirateur	972 F
1 lit 160 cm	965 F
1 machine à laver 4,5 kg	2 260 F
exemple 15%	419 F 75
	3 567 F 45

20 % au-dessus de 8.000 F d'achats :

1 canapé convertible	2 480 F
1 lit 160 cm	4 650 F
1 cuisine 4 foyers	2 139 F
exemple 20%	9 269 F
	1 853 F 80
	7 415 F 20

A l'exception des meubles de jardin et des articles signés par point noir.

Pour être sûr de bien choisir.

BHV BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

RENTREE 76-77

BTS

- Comptabilité et gestion des entreprises
- Gestion et exploitation de centres informatiques
- Secrétariat de direction et trilingue

Ecole Privée

FAX

8 rue d'Amsterdam 67456.69
94 rue St-Jacques 67456.60

Médecine

PHARMACIE

- Examen, annuel de soutien parité à la P.C. par C.E.D.
- Année préparatoire de recy class pour Bacheliers A et B

4 CENTRES

CEPES

Groupement libre de professeurs
57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly
722-91-94 ou 743-09-19

Pour suivre à la radio les cours d'anglais de la BBC

A L'ÉCOUTE DE LONDRES

Textes et explications en Français

Abonnement 12 N° par an, F.40

Spécimen gratuit sur demande à :

EDITIONS D'OUTILS S.C.F.M.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

bon cœur d'Etat

Je suis de l'ISO

JUSTICE

DEVANT LA XVII^e CHAMBRE DE PARIS**M. Édouard Lederc demande 500 000 francs de dommages et intérêts au CID-UNATI**

Devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, que présidait M. Alain Dupuy, M. Édouard Lederc, animateur des centres de distribution qui portent son nom, réclamait, samedi 25 septembre, à titre de réparation pour les diffamations dont il dit avoir été l'objet, d'une part, 500 000 F de dommages et intérêts à M. Étienne Régulier, secrétaire général du CID-UNATI, pour des affiches placardées au mois de septembre 1975 ; d'autre part, la même somme à M. Maurice Roy, directeur de l'Objectif, publication d'une association de travailleurs indépendants, pour un article publié au mois de septembre 1975. M. Lederc y était accusé d'avoir, à la fin de l'occupation, alors qu'il était âgé de dix-sept ans, collaboré avec le Kommandantur de Landersheim. L'Objectif affirmait également qu'il n'avait pas été séminariste, alors que M. Lederc l'a plusieurs fois publiquement déclaré.

La loi interdisant de rapporter la preuve des accusations portées, puisqu'elles concernent des faits remontant à plus de dix années, permet, en revanche, la citation de témoins pour établir la bonne foi des prévenus. M. Gérard Nicoud, premier témoin, ancien secrétaire général du CID-UNATI, a indiqué qu'il était depuis plusieurs mois en possession d'un « dossier » sur M. Lederc lorsque survinrent, au cours de l'été 1974, des événements durant lesquels M. Lederc se déclarait prêt à

investir la ville de Rochefort avec trois cents camions.

Les témoins cités par le plaignant, entre autres trois de ses frères, ont assuré que celui-ci était victime d'une vengeance de la part de rivaux commerciaux. Un ancien condisciple de M. Lederc a d'autre part affirmé que ce dernier était bien passé au séminaire.

M^{rs} Pollak et Bernheim ont plaidé la cause de la partie civile. M^{rs} Lombard, Sannier et Boyer ont présenté la défense des prévenus.

Jugement le 15 octobre.

Par défaut

ROGER DELOUETTE EST CONDAMNÉ À DIX ANS D'EMPRISONNEMENT POUR TRAFIC DE STUPÉFIANTS

Un trafiquant de drogue, Roger Delouette, a été condamné par défaut, vendredi 24 septembre, par la seizième chambre correctionnelle de Paris à dix ans d'empriisonnement, cinq ans d'interdiction de séjour de 12 millions de francs d'amende fiscale pour trafic de stupéfiants, ainsi qu'à quatre ans d'empriisonnement pour recel de fausses valeurs.

(PUBLIQUITE)

FORMATION CONTINUE à l'I.U.T. de PARIS PRÉPARATION AU DIPLOME UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE à temps partiel

- en INFORMATIQUE
- en TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION

Départements : « Informatique » poste 23
« Techniques de Commercialisation » poste 47
I.U.T. - 143, avenue de Versailles, 75016 Paris
Tél. 224-61-50

A Lyon

DIX-HUIT MOIS D'EMPRISONNEMENT AVEC SURSIS PARTIEL POUR INSOUMISSION

Arrêté le 11 novembre 1975, après des incidents à Valence, M. Jean-Louis Barbançon, inconnu, avait été mis en liberté après une grève de la faim qui dura soixante-dix jours. Il comparait, vendredi 24 septembre, devant le tribunal permanent des forces armées de Lyon pour insoummission et refus d'obéissance. Cinq témoins sont venus expliquer qu'il n'était pas un homme paisible. Cinq témoins sont venus expliquer qu'il n'était pas un homme paisible.

Le tribunal a condamné M. Jean-Louis Barbançon à dix-huit mois d'empriisonnement avec sursis partiel et à un placement sous contrôle judiciaire pendant trois ans.

● Un attentat a été commis, dimanche 26 septembre, vers 3 h 45 du matin contre la gendarmerie de Fougères (Ille-et-Vilaine). Une voiture Renault 4 L a été partiellement détruite par un incendie. Les auteurs de l'attentat — non revendiqué — avaient l'intention de détruire deux autres véhicules, mais ils n'ont pas eu le temps de mettre le feu à plusieurs bidons d'essence retrouvés par les gendarmes.

La mort de l'inspecteur Ricard

LE DOCTEUR MARGERIE VA SUBIR UN EXAMEN PSYCHIATRIQUE

Un médecin, le docteur Paul Margerie, qui est l'ami de Maria Syrgus, meurtrière de l'inspecteur Jean Ricard, avait tenté, le 15 août dernier, d'allumer un incendie près de la salle Casco de l'Hôtel-Dieu, où se trouvait la jeune fille; celle-ci refusait de révéler son identité. Appréhendé, le docteur Margerie refusa lui aussi de donner son nom, et son comportement semblant étrange, il fut mis en observation à l'hôpital de Villejuif, après avoir été inculpé — sans indication d'état civil — d'incendie volontaire.

Deux médecins devaient ensuite le déclarer en état de démence. Mais ajoutant que le docteur Margerie assure qu'il se considère entièrement responsable de ses actes. Trois experts psychiatres ont donc été commis pour examiner le médecin par M. Alain Verdet, magistrat chargé du dossier établi sur le meurtre de l'inspecteur Ricard.

● La chambre d'accusation de Rouen a déposé, vendredi 24 septembre, de maintenir en détention M. Jean Lemaire, ancien président de la chambre de commerce du Havre, écroué à la maison d'arrêt de cette ville. La chambre a estimé que l'état de santé de M. Lemaire — âgé de soixante-cinq ans — n'était pas incompatible avec la détention.

LES CAMBRIOLEURS DU SIÈGE

DU SYNDICAT DU LIVRE CONFIRMENT QU'ILS DEVAIENT S'EMPARER DE DOCUMENTS

M. Guy Pia, premier juge d'instruction à Paris, a confronté le vendredi 24 septembre cinq des six cambrioleurs surpris dans la nuit du 13 au 14 septembre, alors qu'ils essayaient de fracturer les coffres du Syndicat du Livre, 94, boulevard Auguste-Blanqui, à Paris. Le sixième, Manfred Guillemet, se trouve toujours hospitalisé à la Pitié, après avoir tenté de s'enfuir en sautant d'une fenêtre du troisième étage.

Tous les cinq ont répété ce qu'ils avaient déjà dit au magistrat lorsqu'ils furent inculpés : ils avaient été chargés par un individu rencontré au « Club 257 », bar tenu par Marcel Mercante, l'un des cambrioleurs, 257, boulevard Voltaire, Paris-11, de s'emparer des documents et des capitaux qui se trouvaient dans ces coffres ; il leur avait été promis l'impunité, ainsi que l'effacement des condamnations figurant à leur casier judiciaire.

L'un des inculpés, Daniel Lacaze, a donné un signalement de l'instigateur de l'opération, qui se fait appeler « Tumbo » ou « Mario », et a mentionné qu'il possédait avant même la proposition de ce dernier un double des clés du siège du syndicat, grâce à son beau-frère employé à la surveillance des locaux comme veilleur de nuit intérimaire.

**DIRECTEUR COMMERCIAL**

France



SCANIA France S.A., membre du très important groupe suédois SAAB SCANIA, a été récemment créée pour commercialiser la gamme de véhicules poids lourds SCANIA. L'implantation d'ateliers et de bureaux est prévue à Cergy-Pontoise en 1977. Cette nouvelle société recherche son Directeur Commercial. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé d'organiser et de développer les ventes sur le marché français par l'intermédiaire d'un réseau d'une vingtaine de concessionnaires. Il constituera rapidement à cet effet une équipe d'une dizaine de personnes pour assurer l'administration commerciale et l'inspection des ventes. Ce poste ne peut correspondre qu'à un cadre commercial de haut niveau, âgé d'au moins 35 ans, justifiant d'une solide expérience de la commercialisation des poids lourds et des relations avec des réseaux de concessionnaires. La pratique de la langue anglaise est très souhaitable. La rémunération annuelle de départ, liée à l'importance du poste, sera négociée en fonction de l'expérience du candidat retenu. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2465M

DIRECTEUR CENTRE DE LOISIRS

Roussillon

La S.A. GOLF DE SAINT-CYPRIEN, complexe touristique, hôtelier et sportif nouvellement créé, qui s'étend sur près de 400 hectares, recherche pour diriger ses activités un Directeur. Il sera, devant le Directeur Général, responsable de la gestion et du contrôle d'un ensemble sportif (golf, tennis, piscines) ainsi que des établissements de restauration et de détente. Ses tâches porteront essentiellement sur l'animation des différents responsables et le développement promotionnel (marketing, publicité, relations publiques). Il supervisera également la comptabilité et la gestion administrative des unités de gestion. Ce poste convient à un candidat possédant une expérience à la fois commerciale et de gestion dans le domaine des loisirs (tourisme, hôtellerie, clubs de vacances). Un intérêt marqué pour le sport et si possible des références dans ce domaine seront appréciés. La pratique courante de l'anglais est nécessaire. Le niveau de rémunération, très ouvert, sera négocié en fonction des candidatures. Une voiture de service est prévue. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2462M

DIRECTEUR DE GESTION

120.000 F

Notre client est une société française de la région du Nord fabriquant et commercialisant des biens d'équipement spécialisés (chiffre d'affaires 25 millions de francs) et possédant une très bonne image de marque tant sur le marché français que sur les marchés étrangers où elle réalise les trois quarts de son activité. Pour faire face d'un développement rapide de ses ventes (doublement en 3 ans), cette société recherche un Directeur susceptible de concevoir et mettre en œuvre un système de gestion, en particulier dans le domaine industriel, adapté à ses besoins. Travaillant en collaboration étroite avec le Président et le Directeur Général, il aura à prendre en main progressivement l'ensemble de la gestion de l'entreprise, ceux-ci souhaitant davantage s'attacher aux questions de développement. Ce poste convient à un candidat, âgé de 33 ans minimum, diplômé d'une école d'ingénieurs (type AM) ou de commerce (option Gestion) et possédant une solide expérience de la gestion industrielle. La rémunération de départ, fonction de l'expérience et de la personnalité du candidat, sera de l'ordre de 120.000 francs. Écrire à D. GRENON à Croix. Réf. A/4327M

CHEF DE PRODUIT SENIOR

Paris

Un laboratoire pharmaceutique réputé dans le domaine des produits de soins et de beauté, faisant partie d'un groupe d'importance mondiale, recherche, pour Paris, un Chef de Produit Senior. Sous la responsabilité du Directeur du Marketing, il aura la gestion de deux lignes de produits et sera responsable de la mise en œuvre des plans et budgets marketing préalablement définis et approuvés. Il interviendra à tous les stades des produits (conception, production, distribution). Ce poste intéresse un responsable produit à fort potentiel, diplômé d'enseignement supérieur commercial ou équivalent, possédant une expérience confirmée de la fonction, acquise de préférence chez l'annonceur et dans le secteur grande consommation. Une très bonne pratique de l'anglais est nécessaire. De sérieuses perspectives d'évolution seront de nature à motiver des candidats de valeur. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2466M

ADJOINT DIRECTION GÉNÉRALE

90.000 F

Rouen — Une société française (160 personnes), spécialisée dans la fabrication, la commercialisation et le négoce d'articles de mécanique de grande et moyenne série, et membre d'un groupe international, leader mondial dans son domaine, recherche un jeune gestionnaire attaché à la Direction Générale. Rendant compte au Directeur Général et en étroite liaison avec lui, il aura pour première et principale mission d'élaborer, de mettre en œuvre et de contrôler la politique budgétaire et prévisionnelle de la société : plan à 5 ans, prix de revient, suivi des investissements... Il sera également responsable du suivi et du contrôle de la politique marketing des activités de diversification organisées en départements autonomes et couvrant le secteur des loisirs et du bâtiment. Il devra enfin être à même de s'occuper de l'ensemble des aspects de la gestion de l'entreprise du point de vue de la production. Ce poste devrait convenir à un jeune cadre diplômé d'enseignement supérieur (technique ou commerciale), âgé d'au moins 28 ans et ayant acquis une expérience de gestion au sein d'une moyenne entreprise réputée pour son dynamisme et son efficacité. La pratique courante de l'anglais est exigée. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 90.000 francs auxquels s'ajoute un logement de fonction. Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution en raison de la nature des fonctions et de la dimension internationale du groupe. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2458M

DIRECTEUR TECHNIQUE

150.000 F

Une société française (200 personnes) filiale d'un important groupe industriel anglais solide- ment implanté en Europe, fabriquant et commercialisant des équipements industriels, recherche son Directeur Technique. Relevant directement du Président, il devra diriger, animer et contrôler, sous les aspects : technique, fabrication et prix de revient, les unités de production et de montage, propres à la société ou associées dans le cadre d'une participation. Pour ses résultats et ses qualités personnelles, il aura progressivement à étendre son action à l'ensemble des problèmes de gestion, de politique du personnel et de développement de l'entreprise. Avec l'appui de la maison-mère et en étroite liaison avec les différents usines implantées en Angleterre et en Allemagne, il aura à assurer une coordination sur le plan des produits et à procéder à toute étude d'opportunité de transfert de fabrication d'une filiale à l'autre. Ce poste de confiance conviendrait à un ingénieur de formation, âgé d'au moins 35 ans et possédant une très solide expérience, à la fois technique et de production, acquise à un poste de responsabilité au sein d'une société appartenant au secteur de la mécanique. La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2459M

DIRECTEUR COMMERCIAL

130.000 F

Petit matériel électrique industriel — Le Directeur de la division « vente aux utilisateurs » de la filiale française d'une importante société internationale en forte expansion et leader sur son marché, recherche un jeune Directeur Commercial. Sous l'autorité et en étroite liaison avec le Directeur de la division, il participera à l'élaboration de la politique commerciale et sera responsable de la définition des objectifs de vente et de la constitution des budgets. Il sera ensuite maître des actions à mener : mise en place des axes tactiques, recherche de débouchés, lancement de produits nouveaux, organisation commerciale, recrutement - formation - animation et contrôle des hommes (80 personnes). Ses qualités personnelles lui permettront de s'intégrer à la structure existante en dynamisant cette équipe dans une optique de développement de son potentiel clientèle. Ce poste conviendrait à un jeune cadre de vente, à très fort potentiel, âgé d'au moins 32 ans, si possible de formation supérieure, mais justifiant en tout état de cause d'une riche expérience de commercialisation de produits industriels et d'une antériorité dans des fonctions d'animation et de commandement d'une importante équipe commerciale. L'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ atteindra si l'expérience le justifie, 130.000 francs, auxquels s'ajoute une voiture. Un candidat de valeur peut prétendre à ce poste la possibilité d'assumer très rapidement l'ensemble des fonctions d'une Direction Commerciale. Écrire à R. GARDEUX à Paris. Réf. A/24408M

DIRECTION TECHNIQUE

130.000 F

Bâtiments Industrialisés — Filiale d'un important groupe français, une société spécialisée dans les constructions métalliques et développant ses activités « clé en main » à l'étranger, recherche, pour son département général, un ingénieur capable d'occuper rapidement à la fonction de Directeur Technique. Basé en proche banlieue Ouest de Paris et rattaché au Directeur de département, il dirigera un bureau d'études d'une trentaine de personnes (conception, avant-projet, projet...) et contrôlera la réalisation des constructions en coordonnant l'action des sous-traitants. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, âgé d'au moins 35 ans, ayant l'expérience des constructions industrialisées et de la coordination des travaux TCE. De bonnes connaissances en architecture seront très appréciées. La pratique de la langue anglaise, la disponibilité et le goût pour les affaires internationales sont nécessaires. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 130.000 francs, sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Écrire à G. MASSON à Paris. Réf. A/2463M

RESPONSABLE DEVIS - SOUS-TRAITANCE

85.000 F

Cette même société (cf. Réf. A/2463) recherche pour renforcer le potentiel de son bureau d'études, un adjoint au Chef du service « devis et sous-traitance ». En liaison avec les différents techniciens TCE, il aura pour mission de chiffrer les projets et avant-projets à partir de spécifications définies avec les clients puis de négocier avec les sous-traitants dans le cadre des estimations financières faites. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, maître de formation (ou niveau équivalent), ayant une bonne expérience de la détermination des prix et de la négociation avec les différents corps d'état. Sa rigueur sera un aspect déterminant. La connaissance de l'anglais serait un atout intéressant en fonction de l'importance des réalisations à l'étranger. La rémunération annuelle, de l'ordre de 85.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. Écrire à G. MASSON à Paris. Réf. A/2464M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe à :

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, - 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - Munich - New York - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

150 000 000

RELIGION

Mgr Lefebvre ne participerait pas à l'assemblée plénière épiscopale de Lourdes

Mgr Lefebvre est un évêque français. En tant que tel, on pourrait croire qu'il est membre de la conférence épiscopale française et qu'il participe aux travaux de l'assemblée plénière annuelle de Lourdes, où il sera abondamment question de lui (1). En fait, il n'en est rien. Les statuts prévoient que sont membres de droit les cardinaux français résidant en France (le cardinal Villot, secrétaire d'Etat au Vatican, et le cardinal de Curie Garçon, par exemple, ne sont pas dans ce cas) ; les archevêques et les évêques résidents exerçant leur charge en France ; le prélat de la Mission de France ; le vicaire aux armées ; les coadjuteurs et auxiliaires ; les évêques apostoliques ayant juridiction habituelle en France ; les évêques apostoliques des DOM ; les administrateurs apostoliques et les vicaires capitulaires ; les évêques titulaires exerçant une charge considérée par la conférence ou par le Saint-Siège (art. 3).

Le fondateur de l'éminence d'Ecône n'entre dans aucune de ces catégories. En effet, s'il fut, en son temps, archevêque de Dakar, puis évêque de Tulle, enfin, supérieur général de la congrégation du Saint-Esprit, il n'est aujourd'hui mandaté par personne. Bien plus, il est désavoué par l'épiscopat suisse et par le Saint-Siège.

Toutefois, l'assemblée plénière invite traditionnellement les archevêques et évêques retraités qui ont exercé une charge épiscopale en France ou dans les DOM (art. 10). Tel est bien le cas de Mgr Lefebvre, à ceci près qu'il est devenu supérieur de sa congrégation postérieurement à ses fonctions épiscopales à Tulle et qu'il a changé, dès lors, de juridiction.

La solitude

est mauvaise conseillère

D'autre part, le conseil permanent de l'épiscopat peut inviter à l'assemblée qui lui semble bon (experts, observateurs protestants, orthodoxes, etc.). S'il le souhaitait, le conseil permanent pourrait donc faire signe à Mgr Lefebvre. Apparemment, nous n'en sommes pas là... Paul VI a bien accepté de recevoir le fondateur d'Ecône, qui, il est vrai, avait sollicité une audience. Mais l'assemblée n'éprouve pas le besoin d'en faire autant.

Les problèmes à régler ne manquent pourtant pas. Les séminaristes d'Ecône ont en majorité des Français — issus donc de diocèses de notre pays — qui pourraient, un jour, avoir à exercer leur apostolat dans l'Hexagone. D'autre part, des échanges « confraternels » entre

● Paul VI a eu soixante-dix-neuf ans dimanche 26 septembre. Aucune cérémonie particulière n'était prévue. Le pape s'est contenté de dire, dans son allocution hebdomadaire : « Nous sommes désormais arrivés au soir de notre journée terrestre. » Ce qui nous tient le plus à cœur actuellement est d'apporter notre témoignage suprême pour la vie de l'homme, a-t-il ajouté en évoquant sa longue bataille contre la législation de l'avortement dans de nombreux pays.

● Empêché par la maladie, l'abbé Jean Romary, vicaire général du diocèse de Paris, ne pourra recevoir l'ordination épiscopale en même temps que l'abbé Georges Cléon le samedi 9 octobre, à 17 heures, à Notre-Dame.

Mgr Lefebvre et les évêques français pourraient être bénéficiaires du double plan de l'information récréative et de ce que l'on appelle autrefois dans l'Eglise la « correction fraternelle ». A discuter ensemble dans un climat bienveillant, les évêques de France pourraient être amenés à mieux comprendre l'attitude de Mgr Lefebvre et inversement.

Plusieurs manières légitimes d'être catholique

On doit bien convenir — et regretter — que les institutions catholiques ne favorisent guère le dialogue et le climat de charité dont saint Paul a fait si souvent état. Autre chose est de parler des absents et de les exhorter par écrit, autre chose de créer une atmosphère de confiance en présence de l'intéressé, de prier avec lui et de circuler au plus juste des motifs de désaccord.

N'est-il pas paradoxal que l'assemblée des évêques admette dans son sein des membres des Eglises non catholiques et qu'elle repousse — en s'abritant derrière la lettre des statuts — un évêque non excommunié, un homme isolé par son sort et dont la solitude ne peut être que mauvaise conseillère ?

Isolé ? En un sens, oui. Mais, s'il est rejeté par ses frères dans l'épiscopat, Mgr Lefebvre jouit d'une certaine popularité, ainsi que le prouvent différents sondages effectués en France et en Suisse. Que les « progressistes » le veuillent ou non, le fondateur d'Ecône rallie les suffrages d'une minorité de croyants qui ont de la peine à comprendre que la célébration publique de la messe de saint Pie V — elle a eu cours pendant quatre siècles — et que la refus de certaines dispositions de Vatican II

puissent mettre en péril la réforme indispensable et inéluctable voulue par le concile de Jean XXIII et de Paul VI.

N'est-il pas possible à la fois d'être radicalement en désaccord avec les vues édictées et réactionnaires de Mgr Lefebvre et de se montrer tolérant à l'égard d'une certaine forme de catholicisme qui, loin de remettre en cause la foi et les mœurs traditionnelles, se présente comme une religion pure et dure ? Mgr Lefebvre se montre, certes, sectaire. Raison de plus pour le montrer beau joueur. N'est-ce pas la meilleure manière de lui faire faire l'acte d'humilité et de lui faire accepter un schisme dérisoire ? Rendre le bien pour le mal demeure la méthode la plus sûre pour désarmer l'adversaire.

Il faudrait bien convenir tôt ou tard (on le comprend mieux à la base qu'au sommet) qu'il existe des manières légitimes d'être catholique et que les infractions disciplinaires — de droite ou de gauche — sont peu de chose à côté des infractions — de gauche ou de droite — à l'Evangile.

HENRI FESQUET.

IL N'Y A QU'UN PAPE ET QU'UN AUTEL déclare l'épiscopat allemand

La conférence épiscopale de l'Allemagne de l'Ouest a adopté un communiqué relatif à la dissidence de Mgr Lefebvre :

« Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour préserver l'unité de l'Eglise et empêcher son déclin. La réforme de la liturgie décidée par le concile Vatican II ne doit pas donner lieu à un refus d'obéissance au pape. Il n'y a qu'un pape, qu'un autel, des évêques et qu'un autel. »

FAITS DIVERS

FAUSSE MANŒUVRE EN GARE DE BORDEAUX

Trente-huit blessés

Trente-huit personnes ont été blessées, dimanche 26 septembre, dans un accident de chemin de fer en gare de Bordeaux. Au cours d'une fausse manœuvre, le train Nantes-Vintimille a heurté en marche arrière à trop grande vitesse une rame en attente à laquelle il devait être rattaché. Le choc n'a pas été assez violent pour faire dérailler le convoi, mais suffisant pour que les voyageurs soient projetés contre les parois de leur compartiment.

Ce lundi 27 septembre, cinq personnes souffrant de traumatismes crâniens ou abdominaux étaient encore maintenues en observation au Centre de traumatologie de Bordeaux.

● Collision avec un car de ramassage : dix écoliers blessés. — Dix enfants ont été blessés dans un accident de la route, samedi 25 septembre, près de Saint-Hilaire-sur-Rhône (Orne). Le car de ramassage scolaire qui les transportait a été heurté à l'arrière par un semi-remorque qui a dérapé sur la chaussée glissante. Quatre écoliers, souffrant de plaies à la tête et aux membres, ont dû être hospitalisés à L'Aigle (Orne).

Après la crue subite d'un petit fleuve

SEIZE COMMUNES DE L'HERAULT SONT DÉCLARÉES SINISTRÉES

(De notre correspondant.)

Montpellier. Des pluies violentes ayant entraîné une crue subite du Léz, petit fleuve côtier dont le cours est limité à 28 kilomètres, seize communes de l'Hérault, appartenant aux arrondissements de Lodève et de Montpellier, ont été déclarées sinistrées par un arrêté de M. Marcel Blanc, préfet de région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault.

L'inondation, qui s'est produite, dans la nuit du vendredi 24 au samedi 25 septembre, n'a duré que quelques heures. Au matin, le fleuve avait regagné son lit, mais les dégâts matériels sont très importants : voitures emportées, récoltes détruites, animaux noyés, maisons ou stables envahis ; on ne déplore aucune victime.

● Une explosion due à une fuite de gaz a provoqué la mort de Jeanne Marie Josiane Düringer, âgée de quarante ans, ce lundi 27 septembre à 3 heures du matin dans un immeuble de Nanterre (Seine-Saint-Denis). La déflagration a été violente et plusieurs appartements du numéro 17 de l'avenue Henri-Martin ont été endommagés.

Les constatations des enquêteurs, l'explosion a été causée par la fuite du robinet d'un réchauffeur à gaz resté ouvert. L'époux de Jeanne Düringer, âgé de trente-huit ans et un autre occupant de l'immeuble, M. Jean Beaujard, gravement blessés, ont dû être hospitalisés.

SCIENCES

MORT DU PROFESSEUR LÉOPOLD RUZICKA

PRIX NOBEL DE CHIMIE

Le professeur Leopold Ruzicka, qui avait reçu le prix Nobel de chimie en 1939, est décédé, dimanche 26 septembre à Zurich, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. (Né le 12 septembre 1887 à Volkau (Tchécoslovaquie), Leopold Ruzicka fit ses études à Vienne, en Autriche, avant d'obtenir en 1917 la nationalité suisse. Il fut professeur de chimie à l'Institut fédéral de technologie de Zurich en 1923. Il conduisit d'importantes recherches, notamment sur une famille d'hydrocarbures, les terpènes, travaux pour lesquels il reçut en 1939 le prix Nobel de chimie, — et sur la synthèse de diverses hormones.)

POINT DE VUE

L'EXODE DE BOQUEN

par ANDRÉ MANDOUZE (*)

La Communauté de Boquen quitte l'abbaye pour la commune de Biliou, dans la banlieue de Saint-Brieuc (le Monde du 25 septembre). D'autre part, des petits groupes de chercheurs se constitueront, notamment à Cherbourg, à Angers, à Paris. Des rencontres saisonnières entre ces groupes sont prévues. La prochaine aura lieu au Lizio, dans le Morbihan.

M. André Mandouze, un des orateurs qui ont intervenus au dernier rassemblement du 26 septembre, à l'abbaye de Boquen, donne ci-dessous ses réactions personnelles.

JUSQU'À présent, Boquen était d'abord le nom d'un lieu. Depuis hier, c'est surtout un des noms de celle que Pégy appelle la petite fille Espérance.

On savait en effet qu'en ce dimanche 26 septembre 1976 prendrait fin l'extraordinaire aventure qui avait poussé Dom Alexis Presse à faire surgir des ruines d'une abbaye du douzième siècle une communauté monastique vivante. On savait que l'ordre cistercien n'avait jamais vraiment admis qu'une « communion », essentiellement formée de laïcs, fût venue ultérieurement transformer en ce même lieu les données de cette rénovation. On savait enfin que — faute d'avoir pu sur place venir à bout de deux successeurs bien différents d'Alexis, encore que tort digressés de lui, Bernard Besret et Guy Luzzanszky — les sommités de l'ordre en avaient été réduites à arguer assez peu évangéliquement de leurs droits de propriété pour mettre tout le monde à la porte et installer de force les saurs de Bethléem.

Ce qui n'avait pas été prévu par les « scribes » de Léris et de Rome, c'est que la brutale péripétie

de l'exode allait être pour les exilés l'occasion privilégiée d'assurer mieux que la survie de Boquen : la naissance de Boquen-hors-les-murs. Ayant eu la chance d'être présent, je puis témoigner des conditions de cette naissance.

Je n'étais jamais venu à Boquen, et j'avais un instant hésité à répondre à l'amical solliciteur qui m'avait fait de me rendre à l'ultime rendez-vous. Quand on n'a pas vraiment vécu de près les drames d'une famille, est-il bien sûr de produire in extremis de bonnes paroles parfaitement inutiles ?

Une chose me rassure dès l'arrivée. Aucun des participants n'a une figure d'enterrement. Mieux, certains, qui pour un temps s'étaient éloignés, ont tenu à venir affirmer à nouveau leur « communion ». De beaucoup, la joie des retrouvailles l'emporte sur la tristesse. Mais, comme la tâche est comble, une convivialité de longue date permet tout aussi bien de rester spontané qu'éviter de se complaire dans les méandres lassants des réunions « informelles ».

Le test décisif est pour moi la façon dont est reçu l'exposé qu'on m'a demandé sur « liberté, autorité, pouvoir ». Personne ne renchérit devant ma rude insistance sur la légitimité d'inscriptions au service de la liberté et garanties par une autorité qui ne s'identifie pas simplement au pouvoir, mais se traduit, notamment pour ce qui est de l'Eglise, par le ministère d'une réelle fraternité. Je ne crois pas à la vertu miraculeuse de mon propos : c'est donc — non déçus aux calomnies — il n'est point à Boquen d'adeptes, de fanatisme et du

confusionnisme, qu'il soit mental, politique ou religieux.

L'échange qui suit — et qui s'effectue par groupes séparés — n'est cependant encore que prologue matinal. De très simples agapes, partagées dans le cloître, introduisent de plain-pied, comme du temps de l'Eglise primitive — à la célébration de l'après-midi.

Tout le monde — environ trois cents personnes venues de partout et de nombreux paysans des alentours — se retrouve cette fois-ci dans la cour intérieure du cloître. Le soleil n'a pas obéi à la météo : il respicille. Les gosses dambulant librement et font de l'équilibre sur la margelle de l'ancien pressoir. Deux heures et demie durant, la célébration va se développer sans aucun temps mort, et d'une croissante intensité. Je dis bien « célébration », et célébration continue : il n'y a pas cette séparation artificielle qui, si souvent ailleurs, coupe la réflexion communautaire de la liturgie eucharistique.

Le ton est donné par le premier chant : « Ami, ne désespère pas. Le jour viendra, le jour viendra. » Et massivement sera repris le motif très paulinien : « Oubliez ce qui est derrière, le suis tendu de tout mon être en avant. »

Vient ensuite l'intervention du pasteur Georges Casalis. D'emblée, il situe son propos au-delà de Boquen. Il montre la gravité de ce qui — en Amérique comme en Afrique du Sud — se trame contre la personne humaine et contre la liberté des peuples. Il analyse l'élaboration d'un nouveau Mein Kampf qui se constitue par la collusion de jupes militaires et de régimes racistes qui s'affirment sans ambages dans le tiers-monde et ne donnent point d'autre choix aux Eglises que d'être persécutées ou complices. Silence du Vatican après Rio-Bamba, grossissement de l'« affaire Lefebvre », liquidation (espérée) de Boquen, autant de preuves par ailleurs du « complot anticonciliaire ».

Le Père François Biot — prêtre du couvent dominicain de l'Abbaye — enchaine. Il évoque d'abord, avec une émotion contenue, tout ce qui lui rappelle les murs de Boquen. Puis il affirme simultanément la nécessité de rester dans l'Eglise et l'impossibilité d'admettre la coexistence dans un même lieu d'une part d'une Eglise confessant le partage et la liberté d'autre part d'une Eglise camouflant l'oppression sous les dehors de la dévotion. Il invite enfin ses amis de Boquen à se préparer à « autre chose » dans la recherche de cet « ailleurs » sans lequel l'Eglise, tentée de s'installer, se détruit elle-même.

Il reste que, au-delà des paroles prononcées — si belles fussent-elles —, c'est bien le partage et la démarche qui m'ont paru l'essentiel. Partage de l'Eucharistie d'abord, mais inséparablement des engagements réciproquement affirmés et des rendez-vous pris par toute une série de « responsables » qui, par leurs interventions, très précises, entraînent irrévocablement la future « communion » dans de multiples lieux de liberté. Démarche collective aussi, qui s'est plus exactement traduite par une marche lente, rythmée par un psaume et, à travers l'abbatiale, a conduit toute la foule sur la tombe de Dom Alexis, bientôt recouverte de fleurs par ses fils, ses filles, ses frères reconnaissants.

Enfin, de retour dans la cour du cloître, l'assemblée écoute s'élever l'admirable poème en lequel, de sa belle voix grave, Maryvonne Toulhier tire l'ultime leçon de la journée de l'au revoir :

Nous n'avons pas ravalé nos cris,
Mais est dépressé aujourd'hui le
Temps de la colère...
Nous avons bien d'autres choses
[à faire]
Voici venu le temps du départ...
[comme Israël] quitta l'Egypte,
Et ce temps fut appelé la
[délivrance] d'Egypte.
Voici le temps du Passage...

La Pâque — car c'en est bien une, au sens plein du terme — se termine. Des ballons s'élèvent dans le ciel, emportant aux quatre coins de l'horizon le message de Boquen. Tout est fini, c'est-à-dire que tout se perpétue : de commencements en commencements...

Tout commence sans les risques de censure qu'exerceraient les Pères de l'Eglise quand, lors d'une dédicace de basilique, ils commentaient sans réticence la fameuse formule de Victorinus : « Ce ne sont pas les murs qui font les chrétiens. »

Tout recommence pour Boquen au grand vent d'un exode conduisant vers les difficiles armoises du culte — en esprit et en vérité — des hommes et des femmes qui ont juré de se battre ici-bas pour un monde plus fraternel.

(*) Professeur de langue et de patristique latines à l'université de Paris-Sorbonne.

La commission de la défense des radicaux de gauche réclame une « actualisation » des thèses militaires du programme commun

De nombreuses voix s'élèvent pour demander aux partisans de la gauche unie « l'actualisation et l'approfondissement du programme commun » en matière de défense, car ce texte mérite, de l'avis des radicaux de gauche, des précisions, des modifications et des amendements. C'est du moins ce qui ressort du rapport soumis samedi 25 septembre à Paris, au bureau national et au comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche par le groupe d'étude de défense nationale du parti de M. Robert Fabre, sous la signature de MM. Eric Allain et Jean-Jacques Darse. « Cependamment les radicaux de gauche ne font pas se cacher les difficultés que nous rencontrerons pour faire admettre soit par le parti socialiste, quelque chose dans ce domaine, soit par le parti communiste, notre propre approche des problèmes de défense. »

Sous la présidence de M. Fabre, cette journée d'étude a été consacrée à la définition d'un nouveau schéma de la défense nationale, proposé aux radicaux de gauche par la commission « spectre » du mouvement. La définition de l'armée est-il suggéré dans le rapport de M. Allain consiste essentiellement à dissuader tout adversaire d'attenter à l'intégrité territoriale et à la personnalité nationale. Le rapporteur admet « comme un fait accompli l'existence et la qualité de la force nucléaire », et il ajoute que « dans ce domaine, on ne peut plus parler de supprimer la dissuasion, on peut parler de la modifier, de l'adapter et de la compléter ».

Opposé à la conception de la riposte nucléaire graduée et à la constitution d'un armement nucléaire tactique utilisé comme une super-artillerie, le groupe d'étude des radicaux de gauche suggère de supprimer les escadrons de bombardiers Mirage-IV et les missiles du plateau d'Albion pour renforcer la flotte de sous-marins stratégiques qui de six exemplaires actuellement pourrait être portée à sept ou huit unités au total. Les sous-marins nucléaires lance-missiles, constate le rapporteur, constituent le matériel « le plus fiable, le plus efficace et le moins vulnérable ».

Le groupe d'étude des radicaux de gauche réclame « une fidélité à l'alliance atlantique » et « une constance comme une réalité extrême dans l'existence de la défense militaire-industrielle hostile et idéologiquement incompatibles ». Il déclare mettre tous ses espoirs dans « la création d'une forme de défense européenne intégrée, et dépendant de l'Europe » et ne

rappelant en rien l'OTAN ou la C.E.D.

Devant les militants réunis à huis clos, les deux rapporteurs ont souligné que « la réorganisation des forces armées françaises, en quelque sorte, le fer de lance de la doctrine radicale en matière de défense », la force nucléaire devient « un élément de la dissuasion », et non « la solution miracle ».

La commission a proposé, en particulier, la suppression de l'actuel « corps de bataille » et la constitution d'une force d'intervention et d'encadrement baptisée « le garde ». Il s'agit d'unités d'élite qui feraient appel exclusivement au volontariat et qui seraient réparties, sur l'ensemble du territoire, sur une base régionale pour expliquer les rapatriements pendant le temps nécessaire à la mise en place opérationnelle des unités populaires et pour assurer le cadencement des unités populaires engagées dans les opérations.

A côté de cette force d'intervention, le groupe d'étude des radicaux de gauche suggère la création d'une « garde nationale ». Cette force populaire à vocation territoriale, selon MM. Allain et Darse, constitue la défense en profondeur et elle réunit plusieurs centaines de milliers d'hommes là où ils vivent, immédiatement mobilisables, sans délai ni transport, et encadrés par des personnels d'active. « Le service national de six mois devient régionaliste, et il est l'impôt civique que tous doivent à la nation, même si ses motivations militaires tendent à diminuer. Car le groupe d'étude des radicaux de gauche se déclare favorable à l'institution d'un service civique « complément du service militaire ».

Les deux rapporteurs proposent la création de « forces d'appui » à ce dispositif avec la mise en ligne de cinq cent cinquante avions de combat dans l'armée de l'air et avec une « modernisation prioritaire de l'équipement de la marine ».

La courte durée du service militaire, même assorti de périodes de réserve, « rend sans objet la prétention syndicale », remarquent les radicaux de gauche, qui rappellent « leur hostilité à la syndicalisation de l'armée ». Toutefois, l'armée doit rester « avec tous ses droits et ses devoirs », observent encore les rapporteurs qui proposent « l'organisation d'une association professionnelle à laquelle adhérerait l'ensemble des engagés et qui ne serait compétente que sur les conditions matérielles et morales de leur état militaire ».

Bernard Feillet interroge.

MARCEL LEGAUT



Patience et passion d'un croyant

collection "Les Interviews" dirigée par Jacques Duquesne et Claude Salès

le Centurion

(Publicité)

FORMATION CONTINUE DES CADRES ET DIRIGEANTS

ISSEC : Automne 1976

- des programmes nombreux et complets
- un rythme équilibré des cours, tant pour l'individu que pour l'entreprise

L'INSTITUT supérieur des sciences économiques et commerciales a été créé voici sept ans par l'ESSEC. Étroitement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou « crédits » — de quatre mois. Quatre crédits qui totalisent

près de cinq cents heures de travail sur deux années et la rédaction d'un mémoire conduisant à un diplôme de spécialité du niveau de celui d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Ces programmes sont suivis par des dirigeants, des cadres et des ingénieurs d'entreprises de toutes dimensions

et de tous secteurs. Ils étaient un millier cette année. Précisons que, si les statistiques indiquent que 70 % des auditeurs ont des diplômes d'enseignement supérieur, les enseignements sont conçus pour être suivis également par ceux qui ont acquis leur savoir par la pratique. Les participants décident de leur

plan de perfectionnement. Ils ne sont pas tenus de s'inscrire à la totalité du programme « long » (deux ans). Les cours, généralement donnés par journées complètes, se déroulent dans les locaux modernes de l'ISSEC à Paris et à Cergy. L'ISSEC est partenaire du Gernie.

SESSION D'AUTOMNE 1976 :

Le centre d'orientation est ouvert

Plan de perfectionnement et orientation

CHACQUE inscription est subordonnée à une rencontre avec un conseiller d'orientation de l'ISSEC : qu'il s'agisse d'une inscription pour un ou plusieurs crédits, cette entrevue permet de mieux informer les intéressés sur le contenu des enseignements et d'en vérifier l'utilité dans le cadre de leur plan de perfectionnement personnel.

Le Centre d'Orientation, structure permanente de l'ISSEC, reçoit en priorité, jusqu'au 10 octobre 1976, les personnes désireuses de s'inscrire à la session d'automne 1976.

Il est également à la disposition des responsables de personnel ou de formation désireux d'insérer des enseignements de l'ISSEC dans leur plan de formation en interne comme en intra-entreprise.

Le choix d'un institut

EN matière de formation permanente, les stages et séminaires se sont multipliés ces dernières années. Les défilants et brochures qui affluent sur les bureaux des cadres et responsables de formation posent un problème difficile à résoudre : comment faire un choix dans cette avalanche de propositions ?

Évaluer la qualité de programmes de formation est complexe. Il faut tenir compte de ce qu'en attendent les participants (initiation, perfectionnement, reconversion...) de la durée des programmes, de la pratique systématique ou non d'une orientation pédagogique (et d'une évaluation *a posteriori*), de la comparaison entre ce qui est promis et ce qui est effectivement réalisé, de la qualité des enseignants et animateurs, etc.

Compte tenu de cette complexité, nombre des responsables s'accrochent à considérer comme un critère important de satisfaction deux données facilement pondérables :

1) « Le taux de répétition » (soit le nombre de participants qui se réinscrivent à un nouveau stage après en avoir déjà suivi un). A

l'ISSEC, ce taux a évolué comme suit : oct. 1971 : 42 % ; mars 1972 : 45 % ; oct. 1972 : 52 % ; mars 1973 : 55 % ; sept. 1973 : 58 % ; mars 1974 : 61 % ; oct. 1974 : 61 % ; mars 1975 : 60 % ; oct. 1975 : 61 % ; mars 1976 : 60 %.

2) « L'évolution du nombre global d'inscriptions » dans le centre ou l'institut considéré.

De ce point de vue, l'ISSEC a connu un développement remarquable : Plus de mille cadres et ingénieurs ont suivi cette année ses programmes (1).

L'ISSEC s'est ainsi placé — en très peu de temps — parmi les tout premiers centres français et européens spécialisés dans le perfectionnement des cadres et dirigeants.

L'ISSEC bénéficie depuis octobre 1973 des installations ultra-modernes que l'ESSEC a fait bâtir à Cergy-Pontoise, et qui ont permis de multiplier par vingt la surface de ses locaux. Ainsi les cours de l'ISSEC se déroulent aussi bien à Paris qu'à Cergy.

(1) Compte non tenu des interventions intra-entreprises.

Des programmes qui sont suivis sans absence prolongée hors de l'entreprise

LES crédits de perfectionnement ISSEC ont pour but d'offrir à des cadres d'entreprises un perfectionnement dans un certain nombre de techniques de gestion, à raison de neuf journées complètes réparties sur quatre mois, au rythme d'une séance tous les quinze jours.

Ces crédits de perfectionnement sont articulés sur 15 axes principaux de la gestion des entreprises correspondant à 15 « options » ; chaque unité d'enseignement ou « crédit » constitue une entité, tant sur le plan pédagogique qu'au niveau du déroulement dans le temps.

Chaque crédit de perfectionnement est une unité de soixante-douze heures de cours, exposés, discussions, conférences, travaux dirigés et séances de discussion de cas avec une équipe de professeurs praticiens d'entreprise et animateurs.

L'enseignement porte sur un sujet précis de la gestion et des techniques afférentes : chaque crédit constitue une entité pédagogique placée sous la direction d'un responsable de crédits qui assure la coordination et le suivi du perfectionnement.

Des groupes de travail (de cinq à huit sessionnaires) sont constitués au sein de chaque crédit.

Ils doivent se réunir pour préparer les discussions de cas, les exercices et effectuer en commun des travaux de recherche suivis par le professeur.

Deux formules

Les crédits ISSEC peuvent être suivis selon deux formules :

● Soit à raison d'un crédit par session : chaque crédit représentant neuf journées de huit heures étalées sur quatre mois ; cette formule est particulièrement adaptée aux cadres en activité ; elle évite les absences prolongées et permet l'application progressive, dans l'entreprise, des formations reçues ;

● Soit à raison d'un crédit par mois : dans ce cas, les crédits représentent dix-huit demi-journées bloquées sur un mois ; il est donc possible de suivre une option complète en quatre mois ; cette formule est principalement destinée aux demandeurs d'emploi.

Les diplômes de spécialité ISSEC

LES diplômes ISSEC sont des diplômes de perfectionnement supérieur dans une discipline donnée de la gestion des entreprises appelée « option » (voir tableau ci-dessous). Les demandes d'accession à ces différents diplômes sont réservées aux sessionnaires de l'ISSEC ayant suivi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement, et ce dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'accession à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat. Le mémoire est soutenu devant un jury souverain dans un délai de six mois minimum et de douze mois maximum après acceptation du sujet.

OPTIONS	CREDIT 1	CREDIT 2	CREDIT 3	CREDIT 4
A. — FONCTION PERSONNEL	Les Techniques de Base	Structures et Communications	Place des Relations de Travail	A. Politiques B. Droit du Travail
B. — FONCTION FORMATION	Les Méthodes de Formation Permanente	La Pratique de la Formation	a) Organisation et gestion de la Formation b) L'audio-visuel en formation	Psychopédagogie de la Formation Permanente
C. — MARKETING	Marketing fondamental	A) Méthodes d'analyses en marketing C) Marketing bancaire D) Marketing des produits industriels E) Exportation et marketing sur les marchés étrangers	B) Etudes et recherches en marketing F) Direction des ventes G) Publicité H) Politique de distribution et merchandising	1) Politique de marketing
D. — GESTION COMPTABLE ET CONTRÔLE DE GESTION	Comptabilité générale de gestion	Comptabilité analytique de gestion	Comptabilité approfondie	Contrôle de Gestion
E. — GESTION FINANCIÈRE	Gestion Financière	A. Bourse et Emplacement des sociétés B. Crédit et Institutions Financières	C. Les Décisions Financières dans l'entreprise D. Les finances internationales	
F. — GESTION DE LA PRODUCTION	Eléments Fondamentaux de gestion de la production	Techniques de planification et de Contrôle de production	Conception d'un système de production	Processus de production et gestion du personnel
G. — SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	Fonctions spécifiques du secrétariat général	Droit des sociétés	Fiscalité Technique contractuelle	Les techniques de base de la fonction personnel Gestion financière

Pour une information plus complète

M.

Adresse personnelle :

Tél. :

SOCIÉTÉ :

Adresse de la société :

Tél. :

FONCTION :

Désirerait recevoir une brochure de documentation sur l'ISSEC ☐

Désirerait rencontrer un animateur du Centre d'orientation ☐

ISSEC

établissement d'enseignement privé

24, rue Hamelin, 75116 PARIS

Tél. : 727-80-20 - 727-06-20 - 727-05-28

Métro : Boissière ou Léna

Téléc. : 630943

ANGLAIS, ALLEMAND, ARABE, RUSSE, ETC.

Le centre de langues ESSEC-ISSEC propose à Paris et à Cergy

● Cours de langues, soit par petits groupes, soit en individuel, faisant appel à des méthodes actives, éprouvées, utilisant un équipement pédagogique moderne (laboratoires, vidéo, magnétocassette) et animés par une équipe d'enseignants qualifiés et spécialisés dans le recyclage des adultes.

● Cours pour débutants, faux débutants, de niveau intermédiaire et confirmé, axés sur l'apprentissage de la langue, mais orientés dès le début sur le maniement du langage des affaires.

● Horaires souples adaptés aux contraintes de chacun, allant de quatre heures à dix heures par semaine.

● Sessions intensives de recyclage en immersion sous forme de journées bloquées (en anglais seulement) ; recyclage d'anglais général pour faux débutants.

● Recyclage d'anglais d'affaires pour niveau intermédiaire (le but de cette session est de donner plus d'assurance et d'aisance dans l'expression en

faisant appel entre autres aux jeux de rôles et discussions de cas).

* Pour tous renseignements, s'adresser au : centre de langues ESSEC-ISSEC, R.P. 105, 95001 CERGY, tél. : 030-40-57 (postes 543-544). Tests sur rendez-vous à Paris ou à Cergy.

ISD

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Un plan modéré maquillé en plan dur

par JEAN DENIZET

Le diagnostic était remarquablement posé : danger de l'inflation pour la balance des paiements, risque d'inflation galopante. Analyse de l'inflation actuelle en termes de coûts. Affirmation qu'on peut combattre à la fois l'inflation et soutenir l'économie. Oui, l'analyse était de grande qualité.

Les difficultés commencent quand on étudie les mesures. On n'y retrouve plus, à vrai dire, la ligne très claire de l'analyse initiale. La logique réelle ne semblait pas correspondre à la logique annoncée. Il faut tenter de trouver la logique non écrite du plan du 22 septembre. Nous le ferons en nous en tenant aux deux points essentiels : — La politique des prix et des rémunérations ; — La politique de soutien de l'économie.

Un accord explicite du patronat et des syndicats, sur un taux raisonnable de croissance des revenus réels, est apparu sans doute très rapidement impossible. Encore peut-on poser la question de savoir si l'on a proposé un accord sur un taux de croissance des revenus réels, très diminué par rapport au taux actuel sans doute, mais comportant encore une croissance. Quoi qu'il en soit, il faut admettre que ce point essentiel. Disons-le, si l'on avait renoncé à freiner la croissance des rémunérations nominales et des prix, la politique Barre ne se serait pas distinguée du dépit traditionnel devant l'Assemblée nationale, à cette époque de l'année, du projet de loi de finances pour 1977, accompagné cette année d'un projet rectificatif pour 1976.

Le schéma choisis est assez heureux. Le succès, certes, n'en est pas garanti. Mais les chances ne sont pas négligeables. D'abord, un blocage des prix de trois mois, et demi, qui, aux inévitables bavures près, sera respecté. Après la dramatisation qui a été faite du péril inflationniste, dramatisation justifiée, les chers d'entreprise ne peuvent pas refuser la phase initiale de l'expérience. Certes, elle peut leur coûter cher si les hausses de salaires continuent au rythme des trois premiers trimestres et si, le ralentissement d'activité aidant, la productivité n'augmente que lentement. D'autre part, on leur demande une majoration de 4 % de l'impôt sur les sociétés, versable au 15 décembre, ce qui doit représenter en principe 1 milliard et demi environ. Enfin, peut-être, les demandes d'augmentation de salaires seront-elles plus fortes, les salariés tentant de prendre une avance sur 1977, où les rémunérations réelles seront bloquées. Il sera intéressant de voir quel sera le climat des négociations salariales d'ici à la fin de cette année. Elles annonceront le climat des négociations salariales de 1977.

Contradiction

Le point sur lequel peut porter la critique est le strict blocage du pouvoir d'achat, le refus de toute augmentation des revenus en termes réels, ce qui paraît trop sévère. D'abord, c'est de nature à contraindre la réussite de l'opération en la faisant apparaître psychologiquement comme trop brutale. En second lieu, il semble qu'il y ait contradiction entre ce blocage du pouvoir d'achat et le deuxième grand thème du plan : le soutien de l'économie. Il faut le dire, après le préambule remarquable du premier ministre, on a éprouvé une certaine déception à lire le contenu des mesures dites de soutien à l'économie. On a eu un peu l'impression que ce deuxième volet du plan est comme une de ces fausses fenêtres des habitations d'auto-tréteaux, placées pour la seule symétrie. Le

Si, comme on le pense en général, des résultats sont obtenus en termes d'indices des prix à la consommation, la deuxième phase, c'est-à-dire le premier trimestre 1977, s'ouvrira dans des conditions sinon favorables, du moins qui ne la condamnent pas au départ. Cette deuxième phase sera la phase décisive. Très habilement, deux dispositions sont prévues pour faciliter le passage de cette phase critique : a) la baisse de la T.V.A. au 1^{er} janvier 1977 pour tous les produits taxés au tarif normal : - 2,4 % ; b) la continuation jusqu'au 31 mars 1977 du blocage des tarifs publics.

Ces deux éléments devraient se traduire par une baisse importante du rythme de hausse de l'indice des prix à la consommation en janvier, février et mars 1977. Pendant ce trimestre s'engageront ou se poursuivront les négociations salariales pour 1977. Toute la question est de savoir si l'indice aura donné des résultats suffisamment favorables pour permettre de signer des accords comportant des hausses nominales de salaires sinon égales à 6,5 % par an, du moins beaucoup plus modérées qu'en 1976.

Enfin, troisième phase : après le 1^{er} avril. Au cours de cette phase, la déflation serait suffisamment amorcée pour que joue à la baisse le mécanisme d'entraînement entre prix, salaires et prix qui a joué si longtemps à la hausse. Le rythme des hausses de salaires ayant baissé, le rythme des hausses des produits industriels et celui des services baisseront à leur tour. Ce qui devrait permettre le passage de nouvelles accords de salaires à des taux en baisse, etc. La pompe ayant été amorcée par le blocage des prix, la réduction de la T.V.A., le blocage prolongé des tarifs publics, le mécanisme de ralentissement des hausses de prix et rémunérations fonctionnerait désormais tout seul. Le gouvernement, ayant programmé à l'avance ses interventions pour amorcer, puis accompagner le processus de ralentissement, peut se retirer du jeu.

Naturellement, on peut imaginer toutes sortes d'événements qui se mettent en travers d'un tel déroulement, depuis la hausse du prix du pétrole jusqu'à des conflits sociaux très durs. Il reste un projet étudié dans son déroulement à été mis au point, qui touche à un vrai problème et qui lui applique une des solutions possibles, malgré les difficultés sociales et politiques. Tout dépendra, bien sûr, de l'exécution, mais le premier ministre a fait preuve d'assez de sens tactique jusqu'ici pour qu'on lui ouvre un crédit pour l'avenir.

Il en va de même pour la limitation à 12,5 % de la croissance de la masse monétaire en 1977. D'une part, cela traduit la conversion de la France aux thèses monétaristes de Milton Friedman, conversion malheureuse et d'ailleurs en complet désaccord avec l'exposé fait par le premier ministre des causes de l'inflation en France. (Lire la suite page 22, 5^e col.)

Inspiration qui ne sont pas de nature à remédier aux problèmes actuels de fonds propres dans les entreprises.

Il faut sauver cependant la notation de 2,5 milliards au Fonds d'action conjoncturelle. Réserve d'action pour le cas où l'économie déclinerait. Peut-être insuffisante, mais, qui a une valeur symbolique marquant la détermination des pouvoirs publics de ne pas assister passivement à une détérioration de l'activité.

Encore cela ne serait-il pas le plus grave. Tous les plans de redressement nous ont habitués à la sortie de ces fonds de tiroir en réserve. Leur assemblage n'en fait jamais un plan cohérent. Du moins, dans le cas présent, ne sont-ils pas nuisibles. Le plus grave, c'est le blocage du revenu réel en 1977, sauf correction possible en fin d'année. Malheureusement, en fin d'année, il sera trop tard.

La difficulté de croître

On discerne bien un dessin politique ou, au moins, électoral, celui d'une relance par le pouvoir d'achat en septembre 1977, permettant d'obtenir une économie pleine de tonus en mars 1978. Malheureusement, nous ne sommes plus dans la période antérieure à 1973-1974 où l'on freinait ou atténuait à volonté les économies. Tous les grands pays industriels font actuellement l'expérience d'un ralentissement qui n'a été provoqué par aucun plan, de freinage. On ne peut manquer de s'inquiéter sur le sort d'une économie connaissant à la fois la difficulté de croître après la modification des termes d'échange entraînée par la hausse des matières premières et celle du pétrole, et aussi des mesures autonomes de freinage. J'entends bien que le budget économique joint à la loi de finances pour 1976 fait apparaître une croissance relativement rapide de la production intérieure brute (4,8 %) et de la consommation des ménages (4 %), ce qui paraît a priori contradictoire avec la décision de blocage du revenu réel.

Comment un ménage peut-il accroître sa consommation de 4 % en termes réels quand son revenu en termes réels est stagnant ? L'explication est évidemment que la stagnation du revenu réel s'entend du 1^{er} janvier 1977 au 31 décembre 1977 alors que l'augmentation de la consommation s'entend de la moyenne 1977 sur la moyenne 1976. Mais ce qui est important, ce n'est pas la moyenne mais ce qui se passera du 1^{er} janvier au 31 décembre 1977, ce qu'on appelle l'interanuel. En interanuel, la consommation des ménages n'augmentera pas.

Il en va de même pour la limitation à 12,5 % de la croissance de la masse monétaire en 1977. D'une part, cela traduit la conversion de la France aux thèses monétaristes de Milton Friedman, conversion malheureuse et d'ailleurs en complet désaccord avec l'exposé fait par le premier ministre des causes de l'inflation en France. (Lire la suite page 22, 5^e col.)

La nouvelle crise du logement : la vertigineuse montée des prix

L'EFFORT de construction a porté ses fruits : il n'y a plus de crise quantitative du logement mais la qualité des appartements anciens ou récemment construits ne répond souvent plus aux exigences de confort plus élevées de nos concitoyens. Le centre des villes, transformé en beaux quartiers et en quartiers d'affaires, se vide de sa population, la ségrégation par l'argent exerçant une force centrifuge vers les périphéries lointaines. Plusieurs études statistiques (1) apportent sur ces idées devenues lieux communs des lumières nouvelles.

Des premiers résultats du recensement de 1975, deux constatations essentielles se dégagent : le nombre de personnes habitant un même domicile a encore diminué ; le nombre des logements vacants s'est considérablement accru depuis 1968. Cependant les prix des logements neufs n'ont cessé de monter de façon vertigineuse : + 48 % dans la région parisienne, + 44 % en province depuis deux ans. C'est, avec l'insuffisance des normes de qualité, le nouvel aspect qui prend la crise du logement. Les études dont nous présentons ici une analyse fournissent aussi d'importants éléments de réflexion sur la structure des coûts.

Qu'est-ce au juste qu'un « logement vacant » pour les statisticiens ? On pourrait imaginer qu'il s'agit simplement des appartements disponibles pour la vente ou pour la location et que leur nombre constitue le « mar-

exclu les résidences principales (où les ménages habitent de façon permanente) et les résidences secondaires (occupées sporadiquement).

On trouve dans les « logements vacants » aussi bien des logements

DÉCOMPOSITION DU PRIX DE REVIENT AU MÈTRE CARRÉ (en francs) SELON LA RÉGION...

	CHARGES FONCIÈRES (1)		COUTS DE BATIMENT (2)		HONORAIRES DE CONSTRUC- TION (3)		PRIX DE REVIENT TOTAL
	Montant	% du total	Montant	% du total	Montant	% du total	
Région parisienne	458	30	1 015	66,5	53	3,5	1 526
Méditerranée	284	22,2	948	74,3	45	3,5	1 277
Sud-Ouest, Est, Centre-Est ..	210	19,3	836	76,8	43	3,9	1 089
Bassin parisien, Nord, Ouest ..	189	18,3	768	76	36	3,7	982
France entière	284	23,5	862	72,8	45	3,7	1 211

ET LE MODE DE FINANCEMENT

	458	24,8	1 309	71,2	72	3,9	1 839
Secteur non aidé	458	24,8	1 309	71,2	72	3,9	1 839
Secteur primé (y compris P&I et P&C)	283	24,2	944	72,2	42	3,6	1 169
H.L.M. Accession	204	21,3	711	75,6	29	3,1	944
H.L.M. Location	174	20,3	653	70,2	26	3,5	857

(1) Prix du terrain et dépenses annexes (voirie, participation aux équipements publics, aménagement du terrain, garage et parking).
(2) Construction, second œuvre (bâtiments, ascenseurs, chauffage).
(3) Architectes, métiers, bureaux d'études.

Les chiffres de ce tableau résultent de l'observation de 511 dossiers de chantiers de logements neufs (130 000 appartements) commencés en 1971 et 1972. Les auteurs de cette étude précisent que « les chiffres relatifs aux années 1973 et 1974, disponibles depuis peu, confirment ce classement ». Les variations constatées d'une région à l'autre, ou d'un mode de financement à l'autre, restent donc valables, malgré la flambée des prix enregistrée depuis cette époque.

ché » du logement. On est loin du compte, puisque cette terminologie apparemment claire recouvre un ensemble hétérogène obtenu à partir du nombre total de logements, dont on a

récentement achetés ou loués, mais non encore occupés, que des logements dont l'affectation n'est pas encore décidée au moment du recensement, des logements en travaux, des locaux en ruine ou en instance de démolition (3). La moitié seulement des « logements vacants » au sens où l'entend l'INSEE — soit en 1975 environ 800 000 — le sont donc réellement au sens où l'entend le commun des mortels. Cela ne change en rien l'évolution constatée, cela en ramène simplement l'ampleur à de plus justes proportions.

Le fait est là : nos concitoyens s'entassent beaucoup moins que par le passé au cœur des grandes villes. Ce qui s'est passé dans l'agglomération parisienne entre les deux recensements (voir carte p. 22) est particulièrement frappant. Au cours de ces sept ans, le nombre des logements vacants s'est accru considérablement dans les arrondissements du centre de la ville, et beaucoup plus faiblement dans les départements de la périphérie. Simultanément, le nombre des résidences principales, qui a diminué dans quinze des vingt arrondissements de Paris, a augmenté dans tous les départements de la périphérie et surtout dans les plus éloignés, ceux de la « grande couronne » (Val-d'Oise, Yvelines, Essonne et Seine-et-Marne).

JOSEF DOYÈRE

(Lire la suite page 22, 1^{re} col.)

BULLETIN

Un climat international plutôt favorable

Le degré de dégradation relative de la situation monétaire de la France — et, par conséquent, l'urgence d'un programme de redressement long terme — est illustré par une étude que vient de publier la City Bank.

Dans leur « lettre économique » du mois de septembre, les experts de la grande banque de New-York, à partir des indices de prix officiels publiés dans chaque pays, ont établi l'évolution du pouvoir d'achat de cinquante monnaies appartenant pour moitié à des pays industrialisés et pour moitié à des pays en voie de développement. La méthode de calcul est simple : supposons que, dans un pays quelconque, les prix aient monté au rythme annuel de 11,1 %, ce qui signifie que l'indice est passé de 100 à 111,1. Dans ce cas, le pouvoir d'achat de la monnaie dans laquelle ces prix sont exprimés sera tombé de 100 à 90,1 (100 divisé par 111,1), soit de 9,9 %. Ce classement vaut ce que valent les données sur lesquelles il repose. Les experts reconnaissent que les indices ont bien des défauts, mais pas suffisants, estiment-ils, pour fausser le sens des comparaisons.

Ce chiffre de 9,9 % n'a pas été choisi par hasard : c'est le chiffre médian parmi les vingt-cinq pays industrialisés et qui, en l'occurrence, échoit à la Suède (treizième rang). La France (quatrième rang) n'est pas très éloignée : la tranche perdue en 1976, par rapport à 1975, environ 8,7 % de son pouvoir d'achat. Les trois meilleurs résultats, on ne s'en étonnera pas, reviennent à la Suisse (- 2,2 %), à l'Allemagne fédérale (- 4,9 %) et aux

Etats-Unis (- 5,8 %), suivis par le Danemark (- 6,5 %) et l'Autriche (- 7 %).

Mais ce qui compte au moins autant que le pourcentage de dépréciation en termes absolus, c'est le sens de l'évolution constatée. La France fait malheureusement partie des pays, les plus nombreux (dix-sept sur vingt-cinq), pour lesquels ce pourcentage sera plus élevé que la moyenne constatée pour la période 1970-1975. Cette moyenne était, en ce qui la concerne, de 8,1 %. On dit que la dépréciation avait été plus forte en 1976 qu'en 1975, mais il n'est pas douteux que la chute du franc, qui a perdu environ le dixième de sa valeur sur le marché des changes depuis mars dernier, est de nature à accroître les pressions inflationnistes, ce qui semblerait bien attiser les mauvais résultats de l'indice au cours des derniers mois.

En dépit d'une grande diversité de situation d'un pays à l'autre, ce qui semble actuellement dominer l'économie mondiale, c'est tout de même une réduction des tensions. Dans les pays les plus importants (Etats-Unis, Allemagne), et dans quelques autres, les hausses de salaires ne paralysent guère d'urgence de l'augmentation des prix. La reprise, aidant, la productivité est en progrès, ce qui se traduit par une quasi-stabilité du coût du travail par unité produite. Celui-ci (qui devrait encore augmenter de 11 à 13 % en Grande-Bretagne malgré la politique des revenus) ne s'accroît, d'après la City Bank, que de 1 % en Allemagne et au Japon, de guère davantage aux Etats-Unis. Résultats qui rendent d'autant plus nécessaire la compression des coûts de l'industrie française.

LA BANQUE DE FRANCE

recrute le personnel d'encadrement de ses comptoirs par la voie du

concours de rédacteur

ouvert aux candidats de nationalité française âgés de moins de 28 ans au 1^{er} janvier 1976 et titulaires de l'un des diplômes suivants :

DEUG - DUT - DECS - BTS
diplôme des écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises

Date des épreuves écrites :
Samedi 11 et dimanche 12 décembre 1976
inscriptions reçues jusqu'au 28 octobre

Documentation et renseignements à :
la Banque de France - Direction Générale du Personnel
Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Tél. : 261-56-72 - Postes 35-43 et 35-44

BF

La nouvelle crise du logement

(Suite de la page 21.)

Un autre phénomène se dégage des travaux de l'INSEE sur le recensement : la taille moyenne des ménages a diminué dans toute la France. De 3,11 personnes par ménage dans une résidence principale en 1962, on est passé à 3,06 personnes en 1968, et à 2,88 en 1975. Chaque année apparaît ainsi 55 000 nouveaux ménages supplémentaires, dont la création ne peut s'expliquer par la seule évolution démographique.

Là encore, l'exemple de Paris est significatif. Alors que, dans Paris même, la population a diminué de 11,2 %, le parc des résidences principales (3) n'a diminué que de 3,5 %, ce qui correspond à un denserment de la population, le nombre moyen de personnes par ménage étant tombé de 2,90, en

1968, à 2,82, en 1975. Même phénomène dans les Hauts-de-Seine, où une diminution de 1,7 % de la population n'empêche pas un accroissement de 7,2 % du nombre des résidences principales, le nombre moyen de personnes par ménage tombant de 2,75 à 2,5 entre les deux recensements. Plus remarquable encore le cas du troisième arrondissement — le seul où l'on constate un accroissement de population (de 3,2 %) ; il s'est accompagné d'une augmentation de 11,1 % du nombre des résidences principales. En revanche, la périphérie éloignée de l'agglomération connaît à la fois un accroissement des résidences principales, mais aussi une densité moindre de la population, puisqu'on compte plus de trois personnes par ménage dans les départements de la « grande couronne ».

« Décohabitation »

Il serait souhaitable que l'INSEE mène une étude précise par catégories socio-professionnelles et par tranches d'âge sur les causes de l'augmentation du nombre des logements vacants, mais aussi sur celles de la diminution accélérée du nombre de personnes par ménage. Si elle était décidée, on en saurait les résultats au plus tôt en 1978.

Dès maintenant, un certain nombre d'explications viennent à l'esprit. Cette force centrifuge, qui rejette la population d'une grosse agglomération vers

tater autour de soi un plus grand désir d'indépendance des jeunes, garçons et filles, dès l'arrivée de l'âge adulte, et sans attendre que le mariage justifie l'abandon du domicile familial. Enfin, à poids égal du logement dans un budget, les exigences de confort sont telles que souvent on préfère s'éloigner du centre plutôt que de payer très cher un deux-pièces sans confort dans un quartier snob. Si toutes ces raisons expliquent sans doute en grande partie ce phénomène de « décohabitation »

coût de la construction, la tentation est grande de confondre meilleure qualité de la construction et prix élevé de vente au mètre carré. Or cette explication est insuffisante. Rien ou presque ne distingue la carcasse en construction d'un immeuble de grand standing de celle d'une H.L.M. Les professionnels reconnaissent volontiers que la rigueur du maître d'ouvrage public ou privé, et quel que soit le mode de financement choisi, compte pour beaucoup dans la qualité du produit fini. On paie donc fort cher un hall d'entrée plus vaste, quelques mil-

lions de plus, l'absence d'effet de concurrence ? Ou effet de contagion, là encore, qui fait qu'une construction luxueuse est beaucoup plus chère lorsque le secteur public n'offre pas de logements acceptables à meilleur prix ?

Pas de hasard

Il n'y a donc pas de hasard. Outre leurs légitimes exigences de confort, les candidats au logement sont tributaires d'impératifs financiers insurmontables. Qu'on ait réhabilité luxueusement de vieux immeubles ou construit des logements neufs, nombre d'entre eux restent vides, faute de candidats solvables. A Paris, à la fin de 1975, le prix de vente moyen au mètre carré dans un immeuble collectif (secteur libre) se situait à 5 492 F, soit en deux ans et demi une hausse de 49 %. Rien d'étonnant qu'à cette date on ait décompté 18 351 appartements disponibles à la vente, et que le délai d'écoulement des stocks soit passé en un peu plus de deux ans de quinze mois à vingt-deux mois (avec une « pointe » de quarante-deux mois au troisième trimestre 1974), sans que pour autant les prix baissent.

En province, les prix moyens de vente ont à peine moins augmenté : + 44 %. Ils atteignent 1 591 F en H.L.M. collective, 1 898 F en maison individuelle bâtie grâce au recours aux prêts spéciaux immédiats et 2 804 F en immeuble collectif construit sans aide de l'Etat.

Les prix du logement atteignent aujourd'hui des sommets si vertigineux dans le centre des grandes agglomérations qu'ils sont devenus inabordable pour la grande masse des candidats au logement.

Moins les familles disposent de revenus élevés et plus elles sont rejetées vers la périphérie, où le couple coûte foncier coût de la construction permet aux bâtisseurs sociaux d'offrir des logements dont le prix est accessible. La ségrégation par l'argent, par la spéculation et par l'insadéquation des aides de l'Etat est bien une réalité sociale, le jeu du marché et la libre concurrence restent impuissants, même en période de dévotion, à faire baisser les prix. L'aide à la personne, et la réforme du financement que le gouvernement doit mettre en place d'ici à la fin de l'année, doublées des dispositions de la loi foncière récemment adoptée, suffiront-elles à assurer aux familles modestes l'exercice de ce droit à l'habitat, élément devenu essentiel d'une réelle justice sociale ?

JOSEF DOYÈRE

UN PLAN MODÉRÉ

(Suite de la page 21.)

Si ces causes sont essentiellement de coûts, il est tout à fait vain de lutter contre elles en limitant la croissance de la masse monétaire ; celle-ci est une conséquence obligée de l'augmentation des coûts et du montant des transactions, et non l'inverse. En second lieu, même pour ceux qui admettent l'efficacité d'une limitation de la croissance de la masse monétaire, le taux choisi est trop restrictif. Il en va de cette limitation comme du blocage des revenus réels. Ces mesures sont trop rigoureuses pour être crédibles. On risque d'être obligé d'y renoncer très vite, tout l'impact psychologique du plan sera alors perdu.

Enfin, une politique de taux d'intérêt en hausse se dessine en filigrane. Pour des raisons qu'il n'est pas possible de rappeler ici longuement, cette politique, loin de contribuer à combattre l'inflation, risque de la perpétuer, simplement parce que les entreprises déjà lourdement obérées, répercuteront nécessairement dans les prix la hausse des taux, hausse qui porte non pas sur les transactions courantes, mais sur tout l'endettement à court terme, c'est-à-dire sur la plus grande part de l'endettement. En second lieu cette politique sera éminemment déflationniste en termes d'activité.

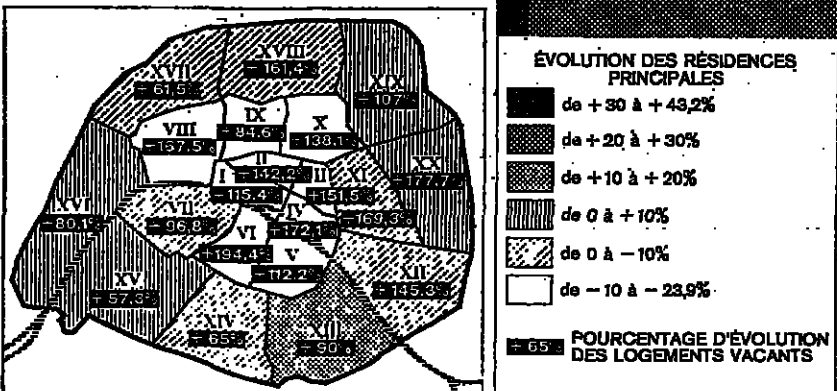
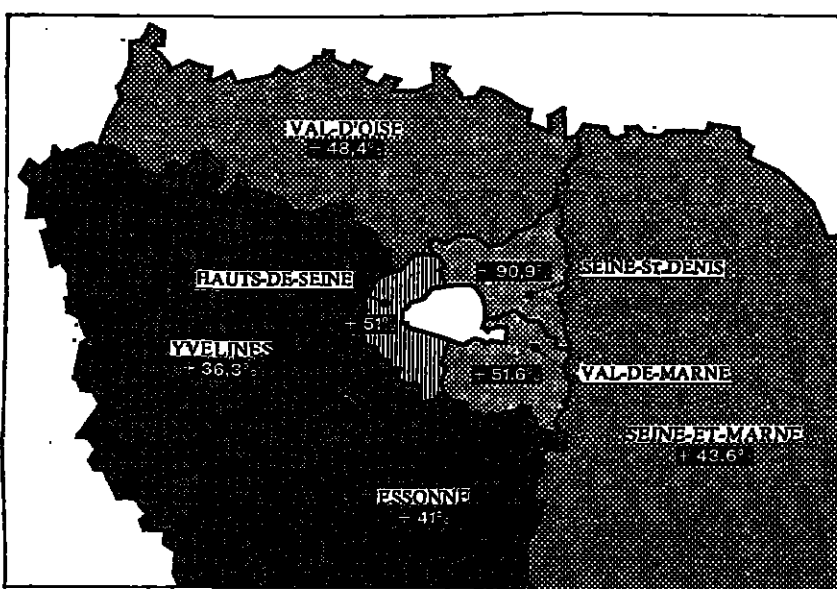
En résumé, autant on peut approuver la stratégie arrêtée en matière de lutte contre le dérapage des rémunérations nominales, autant on peut être réservé sur les aspects déflationnistes du plan. Il y a là cependant deux écoles : les uns prétendent que l'essentiel est le ralentissement conjoint du rythme de hausse des rémunérations et du rythme de hausse des prix et que le reste n'est que l'accessoire. Ce cosmétique, comme disent les Américains, ne servirait qu'à assurer l'effet psychologique du plan auprès de la population et surtout, peut-être, auprès des opérateurs internationaux. Pour les autres, il s'agit bien d'un plan déflationniste, d'une cure d'assainissement courte mais dure, accompagnement indispensable du ralentissement de la croissance des valeurs nominales.

Si ce sont les seconds qui ont raison, on ne peut pas se montrer optimiste. La France n'aurait pas besoin aujourd'hui d'une nouvelle déflation survenant alors qu'elle est en 1974-1975.

Si ce sont les premiers qui ont raison, les choses sont moins graves. Mais on a peine à croire que ce soit une méthode payante que d'afficher des intentions très dures pour pratiquer finalement une politique mesurée. Quant on fait du rationnable, annoncer le rationnable est plus simple et plus sûr.

JEAN DENIZET.

LE NOMBRE DES RÉSIDENCES PRINCIPALES S'ACCROIT D'AUTANT PLUS QU'ON S'ÉLOIGNE DU CENTRE DE PARIS



On voit ici à quel point les populations de la région parisienne abandonnent le centre pour s'éloigner vers la périphérie lointaine. Le nombre des résidences principales s'accroît d'autant plus qu'on s'éloigne du centre. Actuellement, dans Paris elle s'accroît que dans cinq arrondissements (de 12^e, de 13^e, de 14^e, de 15^e et de 20^e). Dans la même zone, la population de Paris intra-muros a baissé de 11,2 %, un seul arrondissement (le 13^e) comptant en 1975 une augmentation de 3,2 % de ses habitants. En outre, le nombre des logements vacants a augmenté le plus dans le centre de la capitale. Un seul département de la « petite couronne » — la Seine-Saint-Denis — connaît un accroissement comparable de ses logements vacants.

la périphérie la plus lointaine, ne peut être uniquement due à l'attraction qu'exerce un habitat moins dense, composé de petits immeubles collectifs et de maisons individuelles. Certes, l'amélioration du niveau de vie et l'intensification de l'effort de construction au cours de la dernière décennie ont permis à un nombre accru de jeunes ménages de quitter plus tôt que par le passé le domicile de leurs parents, surtout dans les zones urbaines. Mais, de plus, chacun peut consi-

volontaire, elles ne rendent pas compte suffisamment de l'attraction vers les banlieues les plus lointaines, où la fatigue et le coût des transports vers l'usine et le bureau rendent la vie plus difficile. Il faut bien, à ce stade, aborder le problème du prix du logement, à l'achat ou à la location. C'est incontestablement un élément déterminant de cet exode, sans qu'on puisse parler de « choix », puisque, d'évidence, personne ne peut consacrer l'intégralité de son revenu à sa loger.

Dérive et contagion

A cet égard l'étude menée par l'INSEE sur les prix de la construction neuve est particulièrement riche d'enseignements.

Trois séries de constatations s'en dégagent (voir tableaux page 21).

● La région parisienne et la région méditerranéenne sont les plus chères. De plus, les coûts de construction sont d'autant plus élevés que la charge foncière est plus forte. Les professionnels peuvent arguer que le poids de la main-d'œuvre, particulièrement lourd dans le bâtiment, renchérit le prix des immeubles ; c'est dans la région parisienne que les salaires sont les plus élevés.

Mais ce raisonnement n'est pas valable pour la région méditerranéenne. Le coût de la construction n'y est infé-

rieur que de 6,6 % à celui de la région parisienne. Et pourtant, le travailleur du bâtiment de la Côte d'Azur touche un salaire inférieur de 32,5 % à celui de son homologue parisien.

Le poids de la charge salariale n'explique donc pas tout. On assiste, région par région, à une incontestable dérive par contagion du prix des logements.

● De plus, si l'on considère non plus la région, mais le mode de financement, on s'aperçoit que les immeubles construits sans aide de l'Etat coûtent le plus cher et par la charge foncière et par le coût de la construction. A première vue cela paraît fort logique. Seuls les programmes s'adressant à une clientèle relativement fortunée (puisque'elle n'a pas recours aux primes et aides distribuées par l'Etat) peuvent supporter, sans graves risques de dévotion, des prix de revient élevés. Une charge foncière plus lourde est donc normale pour ces immeubles bâtis sans aide de l'Etat. Quant au

limètres de « pierre de taille » ou de marbre collés sur la façade, le soin avec lequel sont aménagés les espaces verts, etc., tous éléments qui constituent le standing d'un immeuble.

● Si l'on recense les données de ces deux tableaux, on s'aperçoit que la construction avec l'aide de l'Etat agit largement sur le prix moyen de revient des logements. Il y a de 50 à 70 % de H.L.M. dans les régions Nord et Ouest, et seulement 11 % de logements construits sans aucune aide de l'Etat, tandis qu'en Méditerranée, plus de la moitié des immeubles sont bâtis sans aucun concours public. A Paris même, au contraire, les H.L.M. sont pratiquement

(Avis financier des sociétés)

Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.
لا اعلام فقط

SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE (SNS)

الشركة الوطنية للحديد والصلب SNS

US \$ 34.000.000

CREDIT MULTI-DEVICES A 5 ANS

34.000.000 دولار أمريكي

قرض لمدة خمسة سنوات بمعدلات مختلفة

garanti par

بنك الجزائر الخارجي
BANQUE EXTERIEURE D'ALGERIE

mis en place et dirigé par

بنك الائتمانية الأوروبية
BANQUE EUROPEENNE DE CREDIT (BEC)

et accordé par

و قام بتأمين التمويل

BANQUE EUROPEENNE DE CREDIT (BEC)

COMPAGNIE FINANCIERE DE LA DEUTSCHE BANK AG

COMMERCIAL BANK INTERNATIONAL S.A. • AMSTERDAM-ROTTERDAM BANK N.V.

CREDIT GENERAL S.A. DE BANQUE • MIDLAND BANK LIMITED

SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN • TRINKAUS & BURKHARDT (INTERNATIONAL) LTD.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE S.A.

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS • BANQUE WORMS • SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

MITSUBISHI BANK (EUROPE) S.A.

Agent

بنك الائتمانية الأوروبية

BANQUE EUROPEENNE DE CREDIT (BEC)

BEC

مركز الائتمانية الأوروبية

سكنا في المنزل

L'inflation, c'est les autres

par JEAN VINCENS (*)

Si les salaires augmentaient moins vite, dit l'un, si les entreprises cessaient d'accroître démesurément leurs profits, dit l'autre, si les intermédiaires étaient raisonnables, si l'Etat réduisait ses dépenses, dit-on encore, l'inflation se calmerait. Bref, l'inflation est les autres, la cause de la hausse des prix est toujours ailleurs.

L'unanimité dans le refus invite à regarder de plus près. Si tous se défendent et accusent, c'est peut-être

parce que chacun pourrait être coupable. Il y a des protestations d'innocence qui font germer les soupçons. Il faut donc ouvrir l'enquête et pour cela partir du niveau élémentaire de la vie économique, du comportement de chacun d'entre nous, salarié, employeur, travailleur indépendant.

Notre économie fonctionne grâce à deux ressorts, deux sources d'énergie, l'individualisme et l'action collective.

Deux ressorts

Dans une économie de marché libérale, l'individualisme est censé être le principe moteur de l'activité économique. Le produit, l'innovation, les adaptations au changement, en procèdent. Dans une telle économie, il faut se battre contre tous. Contre ses semblables, et c'est la concurrence, mais aussi contre ceux avec qui on est en relation, employeurs, clients, fournisseurs. Ce type d'économie n'ignore ni les rentes, ni les éléments de monopole, ni la ruse, ni la contrainte, ni l'inégalité entre les parties. Elle connaît par conséquent les hausses de prix qui résultent du pouvoir de tel ou tel agent économique assez sûr de lui pour modifier à son profit les termes de ce qu'il propose à ses clients. Dans le langage des économistes, on dira que cette hausse de prix améliore la situation du vendeur si l'élasticité prix de la demande est suffisamment faible.

Le second ressort est l'action collective, qui est d'une certaine manière l'antithèse de l'individualisme. Elle est l'union temporaire ou durable d'un nombre quelconque d'agents économiques, conscients d'avoir un intérêt commun et qui savent comme tout un chacun que l'union fait la force car elle permet d'utiliser des moyens d'action interdits à l'individu isolé. Notamment à l'égard de l'Etat, client et fournisseur de biens, de droits, de garanties, de contraintes, et qui par une redoutable déformation de sa nature démocratique comprend mieux les clameurs que les voix isolées.

Comme l'action individuelle, l'action collective porte sur tout : les caractéristiques et les volumes des produits, les progrès à chercher et ceux qu'il convient de freiner. Mais son terrain de prédilection reste le prix parce que c'est celui où l'entente est la plus facile. La condition précédente, c'est-à-dire l'existence d'une faible élasticité prix de la demande, se retrouve à une plus grande échelle, celle de la branche ou du groupe au lieu de l'individu, mais cela ne fait qu'accroître la probabilité de succès, car, s'il est quelquefois facile de changer de fournisseur, il est plus difficile de changer de produit.

L'analyse vaut pour les salariés, vendeurs de leur force de travail, qui compensent par l'union leur infériorité face à l'employeur.

Le but de l'action collective est semblable à celui de l'action individuelle. Il s'agit toujours d'améliorer ou de maintenir son revenu ou plus largement sa position. Comme il n'y a aucune limite à l'amélioration désirée, le fonctionnement économique à une perpétuelle tendance au déséquilibre. Lorsqu'elle est canalisée vers l'amélioration générale de l'efficacité et vers la satisfaction des besoins reconnus prioritaires par la nation, cette tendance permet le progrès. Lorsqu'une bonne partie de l'énergie alimente la multitude des conflits de répartition, l'inflation n'est pas loin.

Trois conditions et un langage

L'activité individuelle ou collective ne s'oriente vers la hausse des prix que si plusieurs conditions sont remplies.

La première est la perméabilité monétaire. Le point est connu depuis longtemps. Toute hausse générale des prix exige davantage de monnaie (à volume de produit constant). Le système monétaire, même s'il n'est pas à l'origine du déséquilibre, est souvent assez peu en mesure de résister aux demandes des entreprises. Le métier de banquier est de prêter de l'argent. Plus il en prête dans de bonnes conditions et mieux vont ses affaires. Les restrictions de crédit ne le réjouissent guère.

La seconde condition est la liberté. Il faut être libre pour s'entendre avec ceux qui ont les mêmes intérêts que soi, et il n'est pas étonnant que, dans la conjoncture actuelle, le chant de la liberté soit repris par tous, des syndicats au C.N.F.F.

menté bizarrement, la réponse est toujours la même : nul n'y peut rien, ça vient de plus loin, « moi je répercute seulement ».

Personne n'est dupe, mais c'est plus commode.

Quoique très simplifiée, cette analyse conduit à s'interroger sur quelques thèmes, que l'on a tendance à accepter trop facilement ces temps-ci.

● Il y a inflation, dit-on, parce que le pays veut vivre au-dessus de ses moyens. La lutte contre l'inflation sera donc fondée sur l'austérité. Ce n'est pas faux dans la France d'aujourd'hui. A condition de noter que chaque catégorie sociale veut toujours vivre au-dessus de ses moyens « actuels ». Et c'est bien pour cela que chacune essaie d'accroître ses moyens aux dépens des autres s'il le faut. Ni l'austérité ni la croissance ne guériront l'inflation. L'une ou l'autre peuvent la freiner ou la stopper provisoirement, mais le jeu reprendra dès que possible.

● Le consensus national, explicite ou implicite, est indispensable pour arrêter l'inflation. Proposition vague qui peut avoir deux significations.

● Le gouvernement réussit à faire peur et convaincre tous les Français de renoncer provisoirement à la lutte par les prix ou à toutes les formes d'action collective qui ont une répercussion sur les prix.

● Tous les groupes découvrent que l'action par les prix est inefficace pour améliorer leur position relative ou que d'autres moyens d'action pourraient être utilisés ayant l'avantage d'éviter la hausse des prix. Imaginons, par exemple, que le débat se réduise au face à face d'un syndicat unique — et bien obéi par

la base — et d'une organisation patronale non moins solide. Faut-il alors les deux parties conviendront-elles qu'il n'est pas indispensable de provoquer une hausse des prix de 10 % pour savoir si une augmentation du produit national réel de 4 % sera partagée à égalité ou si l'une doit avoir un point de plus que l'autre. Mais nous n'en sommes pas là, et dans une économie où prospèrent des milliers de groupes de toutes sortes, rêver d'un consensus, c'est verser dans l'utopie.

● L'inflation ne sera vaincue que si l'inégalité des revenus et des statuts est réduite. Erreur. C'est prendre la conséquence pour la cause. Des pays fort inégalitaires résistent bien à l'inflation. L'inégalité se creuse et subsiste parce que certains groupes arrivent à maintenir leurs avantages monopolistiques et à manier efficacement l'arme de l'action collective. Si l'inégalité était réduite, cela voudrait dire que des groupes ou des ensembles d'individus actuel-

lement peu aptes à l'action collective, verraient leur sort s'améliorer. Mais cela ne calmerait les appétits de personne, et si les possibilités d'agir par la hausse des prix n'étaient pas supprimées, une société plus égale pourrait souffrir tout autant de l'inflation.

Il faut donc que les choses soient claires : l'inflation est à la fois une des causes et un des moyens de lutter contre certaines inégalités, au besoin par la création de nouvelles. Il est possible qu'aujourd'hui, en France, une réduction des inégalités par d'autres moyens que l'inflation, notamment par la fiscalité et la lutte contre la fraude, affaiblisse certaines pressions inflationnistes et parvienne à en contenir d'autres. Mais rien n'est donné d'avance. Une lutte efficace contre l'inflation permettrait en revanche de réduire des inégalités si on le désirait. Mais un combat contre les inégalités sans maîtrise préalable de l'inflation ne ferait que relancer cette dernière.

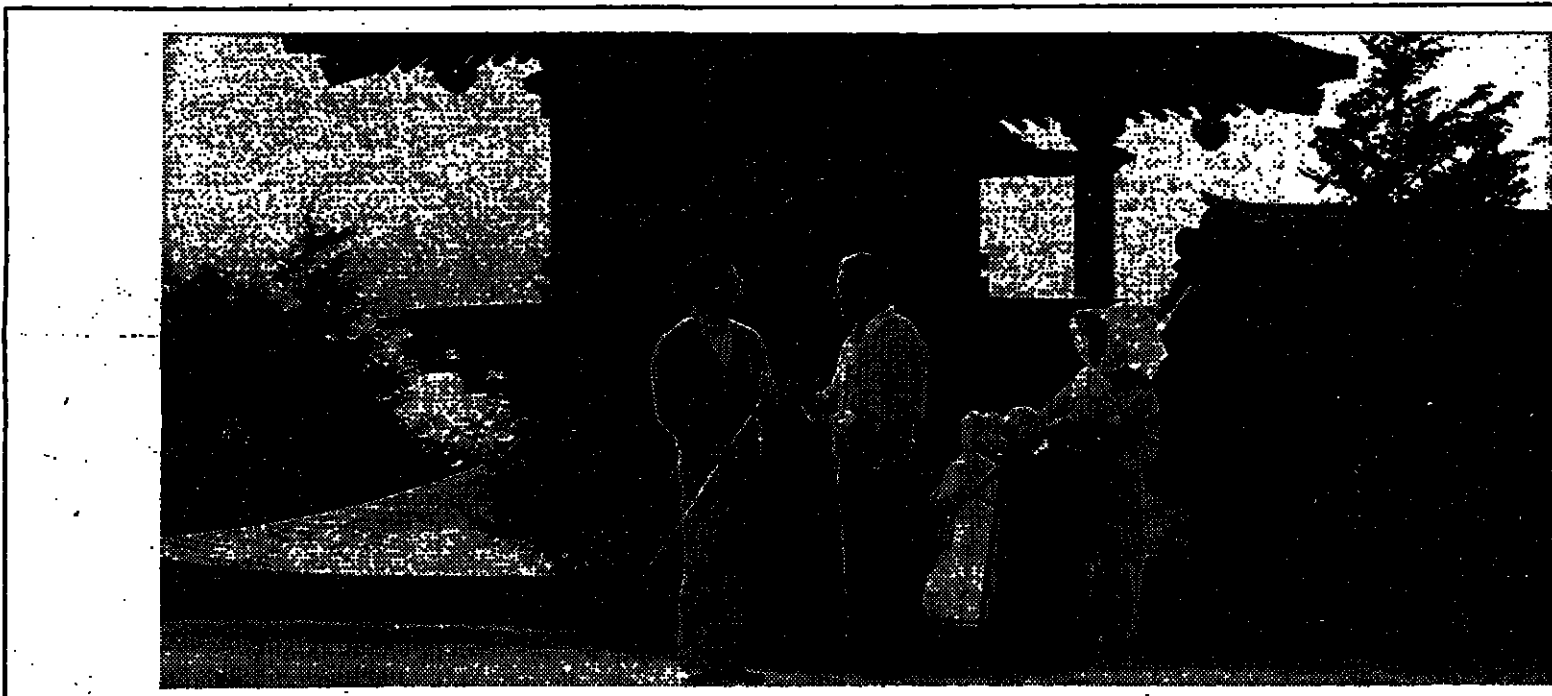
Le choc et la cure

L'inflation est une endémie. Malheureusement, la lutte contre les endémies économiques n'est vraiment active que durant les phases où le mal se réveille vigoureusement. Dans ces moments, la politique a nécessairement deux aspects. D'abord frapper net et, grâce au choc ainsi causé, freiner le processus. Il faut réduire le taux d'inflation de moitié au moins. C'est une affaire politique.

L'inflation ne sera vaincue pour autant, et c'est ici qu'intervient la cure de longue haleine qui vise à empêcher que le fonctionnement économique entraîne trop facilement la hausse cumulative et auto-entretenue des prix. Naturellement, il n'est pas possible de supprimer l'action collective ni les conflits de répartition, puisque tout cela est l'essence même d'une économie de marché. Il faut donc modifier les règles du jeu de façon que l'issue du combat ne soit plus la hausse des prix.

Cela exigerait une action sur l'utilisation du crédit, une redéfinition de la liberté des prix et une lutte ferme contre l'obscurité.

Ce programme général ne dit pas s'il faut réduire les profits ou freiner les salaires, accabler les personnes âgées ou les agriculteurs. Car ce n'est pas là, à proprement parler, l'objectif d'une politique de lutte contre l'inflation, mais celui d'une politique tout court. Le jeu de chacun des grands groupes est dès lors très simple. Il consiste à associer la politique de lutte contre l'inflation et la politique de répartition et de croissance qui lui convient, en affirmant que seule cette politique pourra, de surcroît, vaincre l'inflation. Les démonstrations contradictoires et incompatibles se multiplient. A chacun de choisir la sienne en sachant qu'il va au-delà de l'inflation.



「Chemical Bank がアメリカのほかの国際的銀行とちがう点は、お金ではありません。想像力です」



「Ce qui différencie la Chemical Bank des autres grandes banques américaines internationales, ce ne sont pas les capitaux. C'est l'imagination。」

parlez
ANGLAIS ...

LOGOS
centre privé de formation
4 Villa Ornano 75018
PARIS Tél.: 255.09.05

TOURS Tél.: 20.98.31
NANTES Tél.: 47.70.00
ORLÉANS Tél.: 22.24.50

Bien plus que des capitaux. Dans toutes les langues. **CHEMICAL BANK**

Succursale à Paris : 85, Avenue Marceau, 75116 Paris - Tél. : 720.74.30.

Siège central : New York, N.Y., Bahrein, Les Bermudes, Beyrouth, Birmingham, Bogota, Bruxelles, Buenos Aires, Le Caire, Caracas, Chicago, Djakarta, Dubaï, Edimbourg, Francfort, Hong Kong, Les Anglo-Normandes, Londres, Madrid, Manille, Mexico, Milan, Monrovia, Nassau, Paris, Rio de Janeiro, Rome, San Francisco, Sao Paulo, Singapour, Sydney, Taipei, Téhéran, Tokyo, Toronto, Vienne, Zurich.

REPRISE AMÉRICAINE CONTRE LA MONTRE

C'EST en pleine fièvre électorale que se déroule actuellement la reprise économique américaine. La question devient donc moins de savoir quelle est la nature et la durabilité du phénomène, que d'apprécier auquel des deux candidats l'évolution de la conjoncture bénéficiera le plus.

Les conseillers des deux candidats avaient posé des jalons dès le début du mois de septembre. D'un côté, M. Lawrence Klein annonçait que l'opinion sanctionnerait en faveur de M. Carter la mauvaise situation économique. De l'autre, M. Alan Greenspan mettait publiquement ses espoirs dans la reprise générale de l'activité, tout en se demandant si elle serait sensible assez tôt pour que le président Ford en bénéficie. Les milieux d'affaires, d'ailleurs, se montraient réservés et ne semblaient guère lui donner d'espoir.

Or voici que, la semaine dernière, l'ambiance a nettement changé. A encore un peu plus d'un mois du scrutin, un faisceau d'informations et de déclarations se sont manifestées dans le même sens. La plupart des statistiques des instituts de prévision ont été révisées en hausse. La Morgan Guaranty Trust a confirmé la reprise. L'an noncé d'une croissance modérée de la masse monétaire a laissé prévoir un assouplissement de la politique du Federal Reserve Board. On anticipait une baisse des taux d'intérêt à court terme. Même la Bourse a salué, à Wall Street, d'un coup de chapeau à la hausse, le moral retrouvé.

Cela allait de soi. Les bénéfices des sociétés ont été pour le deuxième trimestre de 5 % supérieurs à ceux du pre-

mier trimestre et en augmentation de 30 % par rapport à la même période de l'année dernière. Surtout, les statistiques sur l'augmentation de la productivité ont été très bonnes : la production de biens et de services par heure de travail a crû de 4,5 % en un an. Ce n'est pas tout à fait assez pour absorber les augmentations de salaires, mais cela a permis de faire tomber l'accroissement des coûts salariaux à 3,4 % au lieu de 7,5 % en 1975 et de 13,2 % en 1974. La crise s'est traduite finalement par un assainissement de l'économie américaine à travers une sorte de « redéploiement » spontané des activités et la « remobilisation » des gens sur leur travail.

Une étude récente du Conference Board de New-York confirme d'ailleurs que les industriels préfèrent souvent délocaliser l'exportation des produits des États-Unis plutôt que de les fabriquer ailleurs, parce que les coûts se sont rejoints et que la productivité est meilleure outre-Atlantique.

Points noirs

Des points noirs très sensibles pour l'opinion subsistent néanmoins, qui gênent le président Ford. D'abord le fort taux de chômage, qui est encore passé récemment de 7,30 % à 7,9 %. Paradoxalement, en période de reprise, ce phénomène s'explique par le regain des demandes d'emplois, notamment de femmes qui s'étaient retirées du marché pendant la crise. Par ailleurs, la lente progression des revenus personnels, jointe à l'inquiétude provoquée par la grève aux usines Ford, n'incite guère le public à un optimisme inconditionnel.

Le débat économique reste donc au centre de la campagne électorale. Tant bien que mal M. Carter tente d'en tirer parti en essayant de ne pas se laisser emporter dans les contradictions des deux images sur lesquelles il veut jouer : « libéral » (on dirait, en Europe, « de gauche ») pour les uns, traditionaliste pour les autres. Représenter les pauvres n'est pas si facile aux États-Unis, où nombre d'entre eux sont conservateurs, comme on l'a vu par la réaction des ouvriers du bâtiment à New-York contre les étudiants opposés à la guerre du Vietnam.

La durée de la campagne, en poussant M. Carter dans ces retranchements, lui rend la victoire plus difficile. C'est à propos de fiscalité qu'il a fait, il y a quelques jours, sa première gaffe majeure en ignorant que le revenu moyen américain est de l'ordre de 15 000 dollars. Dans un pays où, selon les sondages, 84 % des électeurs ne savent pas ce qu'ils voteront à un mois des élections, tout est possible. Le candidat démocrate, plus interventionniste en principe, l'emportera-t-il sur le républicain, soi-disant plus libéral (au sens européen du terme) ? Plusieurs économistes américains en vue, faisant preuve pour leur part d'autant de cynisme que de libéralisme, affirment que, de toute façon, la victoire de l'un ou de l'autre ne changera pas grand-chose.

JACQUELINE GRAPIN.

Le marché français de l'automobile menacé à terme par la hausse des prix

La hausse particulièrement rapide des prix des automobiles depuis deux ans en France a déjà fait couler beaucoup d'encre. On s'est souvent interrogé sur ses causes et sur ses conséquences possibles sur le marché. L'étude (1) que vient de publier le groupe Euro-economics, filiale d'Eurofinances, est pourtant la première à analyser en détail le phénomène.

Les auteurs ont suivi l'évolution des prix de seize modèles français et étrangers sur le marché français de 1972 au second semestre 1976. Ils l'ont comparée, d'une part, à l'évolution générale du coût de la vie, et d'autre part, à celle des salaires, et enfin à celle des prix des voitures d'occasion. Ils ont ainsi pu étudier l'évolution de trois « prix » des voitures :

— Le prix de vente exprimé en monnaie courante ;

— Le prix « relatif » exprimé en mois de salaire brut (trois salaires de base ont été retenus équivalant à 15 F, 20 F et 25 F par heure en janvier 1972) ;

— Le « coût de remplacement » : c'est-à-dire la somme nécessaire pour remplacer une voiture vieille de trois ans par une automobile neuve du même modèle.

Dans les trois cas, il faut distinguer deux périodes :

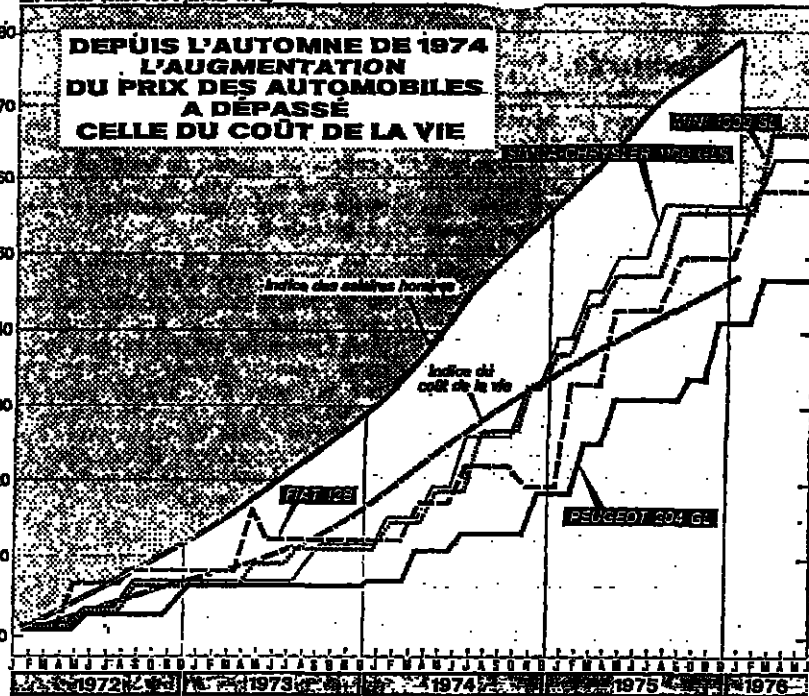
● De 1972 à mars 1974 : les prix des voitures neuves (sauf la Mercedes 220) ont augmenté moins vite que l'indice général du coût de la vie et l'indice des salaires, et leurs prix relatifs exprimés en mois de salaires ont largement diminué. L'évolution du coût de remplacement a été différente d'un modèle à l'autre, la hausse étant parfois plus forte (pour la Simca 1100 GLS, la Peugeot 204 GL, la Renault 18 et la Mercedes 220 D) que celle du coût de la vie, voire que celle des salaires (Peugeot 204, Renault 18, et Mercedes 220 D) ; parfois moins forte que celles-ci (pour la 2 CV 6, la Mini 850).

● De mars 1974 à mars 1976 : la tendance s'est brusquement inversée. Les prix des voitures neuves ont augmenté plus vite

estimations. La crise qui a frappé le secteur automobile, dès le début de 1974, a faussé les réactions du marché. Il semblerait, notamment, que le « rattrapage » des achats, différés pendant un an et demi, a, en quel-

concomitance bénéficié des gains de productivité acquis notamment grâce à la production en grande série. Depuis le second semestre 1974, la tendance s'est inversée. Certes, les prix

En indice (base 100 : janvier 1972)



que sorte, effacé tout effet des prix sur la demande au cours des derniers mois.

Par ailleurs, il convient de souligner l'importance du renversement de tendance de l'évolution des prix relatifs (exprimés en mois de salaire brut). Depuis le début des années 60, les automobiles, comme un certain nombre de biens de consommation durables (réfrigérateurs, télévisions, etc.), devenaient, relativement à l'évolution des revenus, de moins en moins « chères », les

exprimés en mois de salaire se sont stabilisés après une courte hausse, et, sur l'ensemble de la période (de 1972 à 1976), ils ont diminué (le prix en 1976 est inférieur à celui de 1972). Reste que les experts s'accordent à penser que les gains de productivité seront de plus en plus difficiles à dégager dans le secteur automobile. On peut donc supposer que le renversement de tendance de 1974 marque un tournant important et que l'évolution des prix relatifs des automobiles ne retrouvera pas avant un moment — peut-être jamais — la pente décroissante qu'elle avait depuis 1960.

Enfin, il convient de souligner le fait que, des trois « prix » examinés, c'est le « coût de remplacement » qui a crû le plus vite au cours de la période. Or c'est de toute évidence celui qui influe le plus sur la décision de l'acheteur d'acquiescer à changer de véhicule. Celui-ci ne rachètera pas toujours, bien entendu, le même modèle. La hausse rapide du coût de remplacement peut donc, selon les auteurs de l'étude, laisser supposer que les « infidélités » des consommateurs à un modèle, pour un autre moins cher, se multiplieront.

En conclusion, les chercheurs d'Euro-economics soulignent le risque de voir le marché français de l'automobile s'effondrer à nouveau dès la fin de 1976 si les prix continuent à croître au même rythme que depuis deux ans. Hypothèse d'autant plus vraisemblable que le rattrapage des ventes consécutif à la crise de 1974-1975 devrait bientôt se terminer et que l'incidence de l'évolution des prix sur les ventes jouerait alors à nouveau à plein. La poursuite de l'inflation en France laisse penser aux auteurs de l'étude que les prix de l'automobile devraient atteindre, dès 1978, un seuil de dissuasion, précipitant ainsi une crise qui, compte tenu de la relative saturation du marché européen, n'était prévue par les spécialistes qu'aux alentours de 1980.

V. M.

DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, destinée à la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

- Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des affaires.
- E.T.S. Traducteur Commercial, attestant une formation spécialisée de la traduction et de l'interprétation d'entreprise.
- Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, édition, tourisme, hôtellerie, etc.
- Examens chaque année dans les principales villes de France.
- Étudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.
- Documentation gratuite N° 1694 sur la préparation et les débouchés de ces diplômes, sur demande à : Langues et Affaires, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : 270-51-33 (enseignement privé à distance).

Hôtel Sheraton. Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

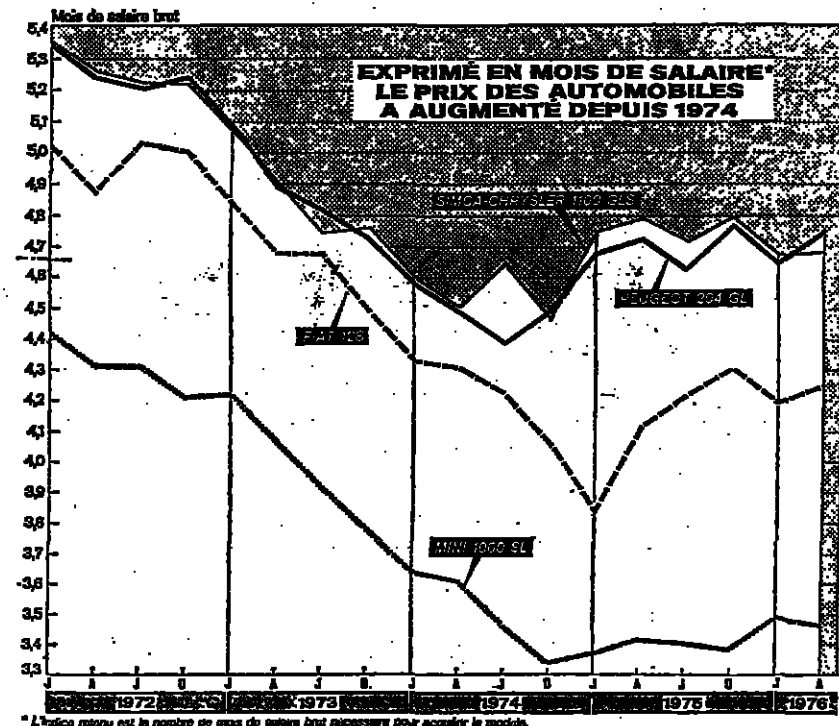
« Le Montparnasse 25 », une table gastronomique dans un décor des « années folles », « Le Corail », un bar feutré où il fait bon s'attarder, « La Ruche », un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.

Confort, calme, détente... Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver : 260.35.11



Paris-Sheraton Hotel
SHERATON HOTEL & PARIS WORLDWIDE
AVENUE DU MARNE - RUE DU COMMANDANT MOUCHOTTE TEL. 260.35.11



que l'indice du coût de la vie et que celui des salaires horaires (sauf pour la Mercedes 220). Exprimés en mois de salaire, les prix des automobiles ont, dans un premier temps, augmenté puis se sont stabilisés. Enfin les coûts de remplacement ont tous progressé plus vite que le coût de la vie et les salaires.

Ces observations conduisent à trois remarques : d'une part, au cours de la période prise en compte (1972-1976), l'évolution de la demande semble avoir été très peu influencée par celle des prix de voitures (quel que soit l'indice retenu). La hausse spectaculaire des prix en 1976 n'a pas empêché le marché français de se redresser dès l'automne 1975, dépassant même, au cours du premier semestre 1976, toutes les

(1) Car Prices and Pricing Policies 2nd French Edition 1972-1976, par E. Edwards et D. Burns. Euro-economics (3, av. Roche, 75008 Paris).

NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons.
Service Télex
345.21.62 + 346.00.28
96, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

ROBERT & RENÉ
13, Rue du Fbg du Temple
PARIS (104) REPUBLIQUE
Une boucherie
« Grande Surface »
au service des consommateurs
PRIX DISCOUNT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES DE BORDEAUX 3^e CYCLE

Management Achat Industriel

sous la patronage de Monsieur le Délégué aux Économies de matières premières

- Si vous êtes :**
- diplômé d'une École d'Ingénieurs,
 - diplômé d'une École de Gestion,
 - titulaire d'une maîtrise, vous êtes concernés par ce cycle d'enseignement.
- Conçu en étroite collaboration avec les Directeurs des Achats de : Pechiney, Rhône-Poulenc, Usinor, Honeywell-Bull, Ferodo, Télémechanique, Westinghouse, E.D.F., Crouzet-Loire, Renault, B.P.

Le M.A.I. est destiné à former des Cadres Supérieurs capables d'assumer de hautes responsabilités au sein des Services Achats des Entreprises Industrielles.

Le programme d'études comprend :

- 600 heures d'enseignement (1 année universitaire) consacrées aux thèmes suivants :
- environnement économique et juridique de l'achat (dimensions nationales et internationales),
- approvisionnement de la France dans le contexte international,
- analyse système,
- marketing de l'achat industriel,
- négociation d'achat,
- techniques de calcul économique (gestion de stocks, recherche opérationnelle...),
- gestion de la production,
- analyse de la valeur,
- finances, contrôle, audit-achat,
- politique générale des achats,
- langues vivantes.

• deux mois de pratique professionnelle

Conditions d'admission : La sélection est opérée par un jury composé de professionnels et d'enseignants après examen des dossiers des candidats, et à l'issue d'un entretien destiné à déterminer les aptitudes des intéressés pour une formation à la fonction achat.

Ces entretiens ont lieu à Paris, Lyon et Bordeaux. Le dossier de candidature doit être déposé avant le 5 octobre. Le nombre des participants est limité à 20. Inscriptions et renseignements au M.A.I./E.S.C.A.E.B. de Bordeaux. Domaine de Raba, 680, cours de la Libération, 33400 TALENCE CEDEX. Tél. (56) 80-70-50.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BORDEAUX

L'EUROPE, POINT DE MIRE DES FABRICANTS DE T V COULEUR

SECAM. PAL. Engagée voilà plus de dix ans, la bataille entre le système français et le système allemand, de retransmission de télévision en couleurs tire à sa fin. Faute de troupes. Pour l'essentiel, les jeux sont faits. La majorité des pays ayant d'ores et déjà choisi. Vingt ont opté pour le SECAM, vingt-trois pour le PAL, quatorze sont encore dans l'expectative. Apparemment, c'est un match nul. Certes, la population totale des Etats pro-SECAM est supérieure, mais le PAL équipe toute l'Europe de l'Ouest, marche à court et à moyen terme, de loin le plus intéressant.

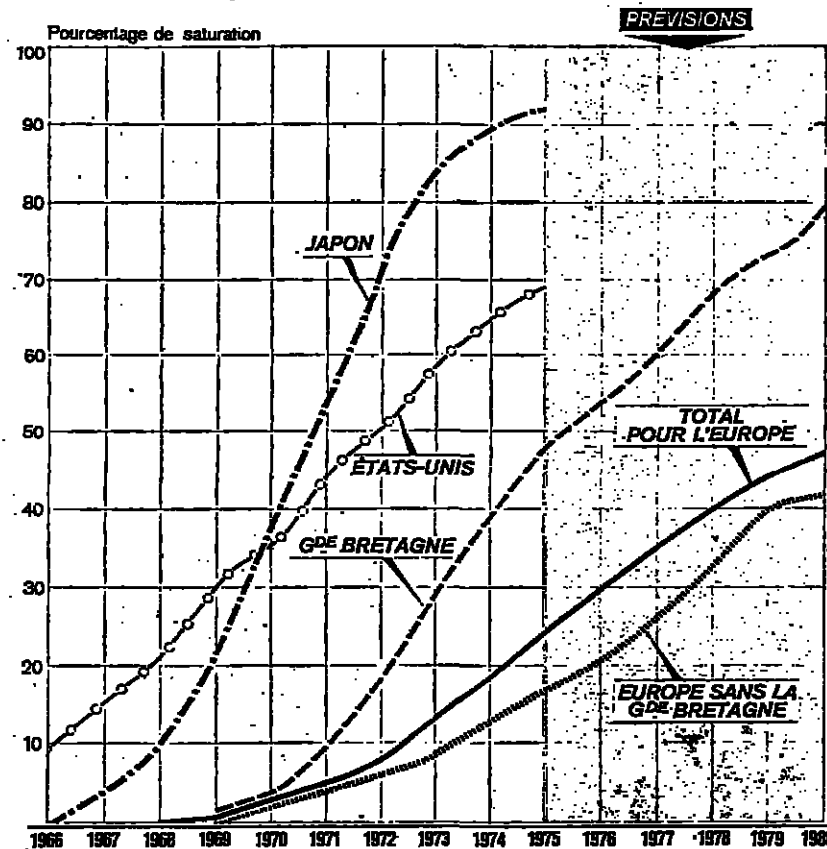
Le choix du système est essentiel, expliquait-on vers la fin des années 60, car derrière lui, c'est toute l'industrie du pays « élu » qui évoluera ses équipements (émetteurs, caméras, studios, antennes, etc.). Un argument qui s'est révélé exact, dans le passé. Aujourd'hui, la technique a progressé, les matériels sont adaptables. Et il arrive que des Etats choisissent un système et s'adap-

sent à l'industrie du concurrent pour fournir les équipements. La Tchécoslovaquie, qui a opté pour le système français, s'est équipée auprès de la société allemande Fernseh. L'Egypte a acheté son matériel à la société britannique Marconi. L'Irak s'est adressé à plusieurs : un tiers Thomson, un tiers Marconi, et un tiers Fernseh. Inversement, Thomson vend des équipements aux Etats-Unis et au Canada, pays qui sont dotés du système américain N.T.S.C., ainsi qu'en Belgique, au Koweït, au Niger et en Afrique du Sud, qui ont opté pour le PAL allemand.

national des petits tubes... puis des grands tubes... Quand ils contrôlent bien le marché, ils bloquent leurs exporta-

tions et proposent non plus les tubes, mais les téléviseurs. Bref, c'est tout le secteur de la télévision qui est en dan-

LE QUART SEULEMENT DES MENAGES EUROPEENS SONT EQUIPES D'UN POSTE DE T.V. COULEUR



Le défunt tube à grille

Choix du système, équipement de l'infrastructure... La lutte se déplace de ces deux secteurs vers un autre front : celui du tube, véritable cœur de l'appareil, représente près de 35 % du prix de revient d'un téléviseur couleurs (1), un domaine où la France avait pour de grandes ambitions. Le tube à grille, considéré comme le complément du procédé SECAM, se voulait d'une technologie indépendante des techniques américaines. En 1966, alors qu'on en était encore au stade des études, il fut même vendu avec le SECAM aux Soviétiques.

Les! Trop grande complexité du système? Difficultés techniques? Manque de coordination entre l'industrie privée et l'Etat? Réticences de la première face aux lourds investissements nécessaires? Fausses manœuvres du second? Etroitesse du marché français? Manque d'audace des fabricants de postes qui ont préféré s'attacher le marché national en receveurs noirs et blanc avant de se lancer sur la couleur? Autant d'explications qui recèlent toutes une part de vérité. Toujours est-il que le tube à grille fut discrètement mis aux oubliettes en avril 1971, date où le groupe Thomson, qui devait en être le fabricant, signait avec le numéro un mondial, l'américain R.C.A. (Radio Corporation of America), un accord de coopération. Une filiale commune, Vidéocolor, était constituée, Thomson y détenant 51 % et R.C.A. 49 %. Modèle d'association franco-américaine avant la lettre?

Pour R.C.A., cet accord était intéressant à plus d'un titre. La constitution d'une filiale commune impliquait, de facto, l'abandon par Thomson du tube à grille et l'adoption du procédé « shadow mask » du groupe américain. Celui-ci voyait ainsi la dernière technologie concurrente disparaître et son système pouvait régner dans le monde entier. Cette association présentait un autre avantage pour R.C.A. l'objet de Vidéocolor était « de produire et de vendre des tubes images « shadow mask », notamment des modèles à angle de déflexion de 110° ».

Cinq ans après cet accord, comment se présente la situation sur le marché mondial des tubes couleur? Aux Etats-Unis et au Canada, c'est plus que jamais le règne de R.C.A., qui produit 4,5 millions de tubes par an destinés essentiellement aux Etats-Unis, une petite partie de la production étant achetée par Vidéocolor pour le marché européen. Les caractéristiques techniques particulières de la télévision couleur américaine — la plus mauvaise du monde — excluent, en fait, toute possibilité de percée pour un fabricant de tubes européens. Au Japon, les firmes nationales règnent, comme d'habitude, en maîtres. En Europe continentale, un géant, Philips, contrôle directement ou indirectement 58 % du marché des tubes et autant en Grande-Bretagne. Le groupe néerlandais est intégré à un débouché garanti pour ses tubes.

Vidéocolor, de son côté, a réussi sa percée. La société détient maintenant 23 % du marché de l'Europe continentale avec des points forts en France (48 %), en Scandinavie (38 %), en Espagne (31 %), en Italie et en Allemagne (26 %). Ses ventes de tubes sont passées de 340 000 en 1972 à 600 000 en 1975 et à 1 130 000 en 1976 (700 millions de francs de chiffre d'affaires). La société dispose d'une usine, fortement automatisée, à Agnani, à côté de Rome, et d'une autre à Lyon. Conséquence : elle présente à la fabrication des « canons électroniques », elle vient d'entreprendre la fabrication de tubes. Le principal client de Vidéocolor est naturellement Thomson, qui lui achète 30 % de sa production. Autres gros acheteurs : les groupes allemands Bosch-Siemens et Siemens.

Derrière Philips et Vidéocolor, on trouve deux autres fabricants américains — européens : I.T.T.-Lorenz et G.T.E.-Sylvania. Des rumeurs sur le rachat de ce dernier par des Japonais circulent depuis quelque temps.

Les marchés d'Amérique du Nord étant fermés et saturés, le champ de bataille va se situer dans les prochaines années en Europe. En 1980, on prévoit des ventes de tubes TV couleur de 8,3 millions d'unités au Japon (contre 6 en 1978), de 8,3 millions aux Etats-Unis (contre 7,5) et de 9,3 en Europe de l'Ouest (contre 6 en 1978). C'est dire que sans doute ce marché pourra

permettre aux fabricants de tubes de maintenir un taux de croissance important. Cela les Américains l'ont compris il y a quelques années. D'où la politique de R.C.A., qui s'est placée en Europe à travers Vidéocolor.

Quant aux Japonais, ils savent que leur implantation en Europe est vitale. Ils mènent donc depuis quelques années une stratégie très agressive qui leur permet de détenir déjà 12 % du marché européen. Toshiba a signé un accord de fourniture avec le fabricant allemand de téléviseurs Grundig; Sony a fait une percée avec son tube Trinitron. Fort astucieusement, les firmes japonaises ont attaqué sur un créneau où Philips était absent : celui des petits écrans. Et, chez Vidéocolor, on craint fort qu'ils « ne renouvellent sur le vieux continent le coup qui leur a si bien réussi en Grande-Bretagne ».

La tactique est simple. « Au début, les Japonais séduisent la clientèle et se font connaître avec les petits écrans. Ils proposent ensuite de fournir à des prix très intéressants aux fabricants

“En direct du FINANCIAL TIMES...”

...les grands événements économiques tels que les voit le « FINANCIAL TIMES » maintenant régulièrement publiés en français dans le quotidien

l'agence nouvelle

Les abonnés du quotidien financier « L'AGENCE NOUVELLE »

sont les seuls à pouvoir lire régulièrement dans leur journal, depuis le 21 septembre, une sélection d'articles spécialement réalisés sur demande, par les rédacteurs du plus prestigieux des quotidiens économiques en Europe, le « FINANCIAL TIMES ».

C'est en effet à « L'AGENCE NOUVELLE » que le « FINANCIAL TIMES » a donné en exclusivité le droit de publier en France les articles du service « news features » consacrés aux grands événements économiques et à l'actualité des affaires dans le monde. L'équipe londonienne du « FINANCIAL TIMES », dont l'autorité et l'originalité de pensée sont mondialement reconnues, dispose, parmi les quotidiens anglais, du plus important réseau de correspondants dans le monde ; elle couvre de façon pénétrante tous les secteurs spécifiques de l'économie internationale.

« L'AGENCE NOUVELLE » — née de la fusion du « CAPITAL », fondé en 1913, et de « L'AGENCE QUOTIDIENNE », fondée en 1945, offre quotidiennement à ses lecteurs une analyse détaillée des points clés de l'économie et des finances françaises et étrangères : problèmes monétaires, bourses de valeurs, matières premières, marchés internationaux, vie des sociétés, etc. « L'AGENCE NOUVELLE » s'est également spécialisée dans les interviews de personnalités de l'Economie et des Finances nationales et internationales, dont les décisions influent sur le monde financier. « L'AGENCE NOUVELLE » publiée par le groupe « OPINION » vendue exclusivement par abonnement vous propose un service d'une durée de deux semaines pendant lesquelles vous pourrez juger personnellement de l'intérêt qu'elle représente dans le cadre de vos activités.

BON POUR UN ABONNEMENT D'ESSAI GRATUIT

DE DEUX SEMAINES A « L'AGENCE NOUVELLE » à renvoyer dès aujourd'hui à « L'AGENCE NOUVELLE », service « abonnements », 2, rue du Pont-Neuf, 75001 PARIS. Oui, je désire recevoir votre quotidien « L'AGENCE NOUVELLE » gratuitement pendant deux semaines, sans aucun engagement de ma part.

NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
LA 2



DÉBAT

Nationaliser l'industrie pharmaceutique ne résoudrait pas la crise financière de la Sécurité sociale

par MICHEL LHUGUENOT (*)

Il apparaît urgent d'expliquer quelque peu cet article du catéchisme politique parisien, car, autrement, le risque est, par exemple, de dormir debout, de rêver tout haut et de ne pas quitter pour autant le domaine des idées reçues.

Sans avoir la prétention d'insérer un avis d'ensemble sur la crédibilité des grandes manœuvres politiques esquissées par M. Duverger (1), il n'est peut-être pas inutile d'indiquer en quoi l'un des deux ou trois détonateurs imaginés risque de faire long feu : « Mettre de l'ordre dans la Sécurité sociale en nationalisant certains laboratoires pharmaceutiques ». Au reste, l'idée paraît bien en passe d'être unanimement repue : la solution à la crise financière qui ébranle l'institution de la Sécurité sociale tient pour l'essentiel dans la nationalisation de l'industrie pharmaceutique. Si seule-

ment cela pouvait être vrai, probablement que nul n'hésiterait durablement à recourir à une solution si évidemment progressiste et qui au surplus ne saurait mécontenter beaucoup d'électeurs.

Il est malheureusement à craindre que la recherche de remèdes à la mesure des difficultés financières de la Sécurité sociale implique d'abord de dégonfler cette baudruche qui finit par tout dissimuler depuis que chacun s'y époumone. Une suite de quelques pourcentages suffirait à forger l'épingle : le prix à la production des médicaments représente 50 % de leur prix à la consommation, la consommation des médicaments constitue 20 % des dépenses de l'assurance-maladie, les quittes demeurent légèrement inférieures à 50 % de l'ensemble des prestations de sécurité sociale.

Une fixation des prix déguisée et catastrophique

Cela étant, à supposer que la nationalisation de l'industrie pharmaceutique permette une réduction de 30 % des prix à la production de l'ensemble des médicaments remboursés (objectif probablement très ambitieux), ce ne représenterait jamais, toutes choses égales d'ailleurs, que quelques semaines de répit pour ceux qui ont la charge d'assurer la trésorerie quotidienne des organismes de sécurité sociale. La réalité, c'est que l'indispensable réforme du système français de sécurité sociale ne pourra être différée encore bien longtemps, en tout cas pas au-delà des prochaines législatures, et qu'elle ne saurait raisonnablement se désintéresser (mais entre beaucoup d'autres choses) des médicaments, de leur coût de distribution et plus encore de leurs modalités de prescription.

Quant aux conditions de production des médicaments, il semble que cela relève maintenant bien davantage de la politique industrielle que de la politique de sécurité sociale. En vingt-cinq ans, le nombre des laboratoires est tombé de près de deux mille à moins de trois cent cinquante (à titre de comparaison, il existe encore deux mille laboratoires en Allemagne) et surtout ce mouvement de concentration s'exerce presque uniquement au bénéfice des investisseurs étrangers. En fait, l'industrie pharmaceutique française est en train de passer sous contrôle étranger, c'est d'autant plus grave qu'elle vient au deuxième rang après

les Etats-Unis en matière de découverte, qu'en conséquence elle réalise près du tiers de son chiffre d'affaires à l'exportation, qu'elle représente environ cent mille emplois, dont une bonne part de qualification élevée.

Il est aisé d'imaginer ce qui restera de ses capacités à l'exportation et plus encore de son aptitude à la recherche au terme de quelques années d'existence comme industrie de sous-traitance sous contrôle étranger. La part de responsabilité des pouvoirs publics n'est pas mince en cette affaire : moins peut-être que le blocage des prix ou même certaines récentes baisses autoritaires, l'erreur aura été d'instaurer et de maintenir, en dépit de toutes les mises en garde, une procédure administrative d'admission au remboursement (en pratique de fixation des prix) incontestablement discriminatoire à l'encontre des fabricants nationaux moins bien placés que les multinationales pour maîtriser artificiellement les prix des matières premières — les « principes actifs » — dont à peu près tout le reste découle.

En définitive, la Sécurité sociale n'y aura gagné qu'un freinage tout relatif du prix des médicaments, beaucoup de pharmaciens nationaux n'y auront perdu que leur indépendance à travers des cessions d'actifs souvent fructueuses, mais l'omnipotence d'une ou deux directions du ministère des finances aura été intégralement et durablement sauvegardée.

La nationalisation et les énarques

C'est à ce gâchis qu'il importe maintenant de remédier, à supposer qu'il soit encore temps. Peut-être la nationalisation constitue-t-elle le moyen le plus commode pour arrêter la malminerie étrangère : l'exemple de la règle Renault indique qu'elle ne constitue pas nécessairement une entrave à l'exportation, l'exemple de la SNIAS qu'elle n'interdit nullement l'innovation. Encore faudrait-il veiller à suivre ces bons exemples, car il ne serait pas bien difficile d'en trouver de beaucoup moins probants.

Mais moins que la nationalisation, qui ne constitue que l'un des moyens possibles laissés à l'appréciation des gouvernements en place, c'est l'objectif qui importe : orienter résolument le développement de l'industrie pharmaceutique française vers l'exportation (car le médicament est de très loin le bien de notre pays le plus aisément exportable) afin de lui permettre de créer les emplois qualifiés dont notre jeunesse a besoin, de gagner les devises dont notre balance commerciale a également besoin, de contribuer enfin au maintien de la langue et de la culture scientifique française, dont notre rayonnement à l'étranger a certainement grand besoin. Dans cette perspective, il reste que le marché intérieur (c'est-à-dire pour une large part l'as-

surance-maladie) devra, comme dans les autres secteurs, soutenir peu ou prou les ventes à l'exportation ; et cela, cette branche d'activité soit ou non nationalisée.

Voilà peut-être une façon plus saine d'envisager la nationalisation de l'industrie pharmaceutique : moyen parmi d'autres (par exemple un dispositif financier incitatif, notamment en matière fiscale, à l'instar de ce qui a été fait pour la recherche pétrolière) d'atteindre un objectif qui, lui, est incontestablement d'intérêt national ; mais surtout pas nationalisation — panacée de tous les maux de la Sécurité sociale.

Sans vouloir nécessairement conclure par une amabilité pour mes confrères en technocratie, j'ajouterais que l'équité commande probablement de ne pas trop insister non plus sur l'aspect nationalisation-sanction. En effet, la pratique des nationalisations étant ce qu'elle est, on connaît dans notre pays, je ne salue trop qui serait puni de quoi, mais je vois bien les « énarques » des deux directions incriminées ci-dessus prétendre être récompensés par de gratifiants « pantouffles » dans la nouvelle entreprise nationale.

Car la nationalisation c'est aussi cela, mais ici nous retrouvons le domaine des rêves et celui du politologue...

(1) Maurice Duverger : Un conte à dormir debout (Le Monde du 12 septembre 1976).

(*) Directeur du Centre d'études supérieures de Sécurité sociale.

Le Crédit agricole : présent partout, ouvert à tous

Le Crédit agricole aujourd'hui / 4



Parce qu'il a, de naissance, les pieds sur terre, le Crédit agricole sait que l'argent n'est pas un luxe. C'est par lui que prennent forme nos espoirs, nos projets et nos paris raisonnables. Depuis plus de trois quarts de siècle, la conception mutualiste de l'argent a fait ses preuves à la terre. Aujourd'hui, c'est le même esprit d'innovation, de service et d'efficacité qui anime les 8 000 Bureaux ruraux ou urbains du Crédit agricole.

Développé, dès la fin du 19^e siècle, pour échapper aux contraintes financières de la société industrielle, le mutualisme a fait la preuve, dans sa politique, ses structures et ses résultats, qu'il pouvait exister une autre pratique efficace des problèmes de l'argent. Avec 8 millions de déposants et 217 milliards de F de bilan consolidé fin 1975, le Crédit agricole se situe actuellement comme l'une des principales institutions financières de l'économie française.

La démocratisation des services bancaires

Cette réussite a des raisons. Ou plutôt, elle n'en a qu'une : l'origine mutualiste du Crédit agricole, dont découle la densité de son implantation, l'originalité de ses structures, l'énergie et la compétence de ses équipes. Parce que l'enracinement est dans la nature des organisations mutualistes, le Crédit agricole est aujourd'hui à la tête du plus dense réseau de guichets bancaires en France : un tiers des 10 à 15 millions. C'est à travers ce maillage que s'est développée, depuis

utilisent les services des Caisses de Crédit agricole, en milieu rural ou urbain.

En prise directe

Présent partout et ouvert à tous le Crédit agricole peut répondre sur place aux besoins de ses usagers ; la recherche et la mise en place de services bien adaptés découlent de sa politique mutualiste autant que de ses structures très décentralisées. La proximité de l'information a toujours été au Crédit agricole une réalité permanente. Par le jeu du dialogue, dans ses Assemblées générales et dans ses 8 000 Bureaux, il est en prise directe avec son public, ce qui lui permet de déceler et de répondre plus vite aux vrais besoins des sociétaires et des déposants.

Tous les services modernes

Dès l'origine, la « doctrine » mutualiste s'est définie comme la recherche et la définition du meilleur service au plus juste prix. Toute la gamme des pro-

duits du Crédit agricole en témoignent encore aujourd'hui. En plus des produits de placements traditionnels : comptes sur livret, dépôts à terme et bons de caisse, comptes et plans d'épargne-logement, bons à cinq ans et

emprunts à long terme, les Caisses de Crédit agricole offrent des services diversifiés et bien adaptés : service Bourse, comptes gérés, carte contact...

Dans la ligne mutualiste Voyage Cassini et le Dossier Familial

Parallèlement à ses formes d'épargne et de placement, le Crédit agricole met à la disposition de ses déposants un certain nombre de services connus et développés dans un esprit mutualiste.

« Voyage Cassini », créé en 1972, est une agence de voyages qui poursuit une double mission : faciliter la tournée aux romans et développer la tourisme en milieu rural. Elle dispose déjà de 88 antennes dans les Caisses régionales et a compté 132 000 clients en 1975. Deuxième distributeur et troisième fabricant français de voyages, c'est une agence de tourisme vraiment populaire, qui fait découvrir le voyage : en 1974, 80 % des voyageurs qu'elle a pris en charge n'avaient encore jamais pris l'avion.

Le Dossier Familial est une publication mensuelle visant à répondre régulièrement et de façon pratique aux besoins familiaux d'information dans des domaines tels que l'éducation, le logement, l'équipement ménager, l'assurance, la fiscalité, la prévoyance, etc.

Enfin plusieurs de ses filiales développent des missions ou services spécifiques : placements immobiliers, SICA, financement des industries agro-alimentaires et des PME rurales, financement d'équipements téléphoniques, promotion du tourisme rural, etc.

L'esprit de disponibilité

L'attention accordée aux hommes est aussi une conséquence de la tradition mutualiste. Elle s'exerce aussi bien dans l'accueil et la disponibilité des agents au service des déposants que dans la valeur et l'importance des programmes de formation destinés à renforcer sans cesse la compétence des équipes.

Les produits d'épargne du Crédit agricole

Grâce à l'action quotidienne des 8 000 Bureaux qu'elles animent, les 84 Caisses régionales de Crédit agricole collectent et gèrent un très important flux de l'épargne nationale. En 1975, l'ensemble des différents produits proposés tant par les Caisses régionales que par la Caisse nationale a représenté les sommes suivantes :	
■ Dépôts à vue	58 441 millions de F
■ Dépôts à terme et bons de caisse	5 274 —
■ Comptes sur livrets	23 179 —
■ Comptes et Plans d'épargne-Logement	18 220 —
■ Bons à 5 ans et moins de 5 ans	45 814 —
■ Emprunts à long terme	30 800 —
Soit un total de ressources de	178 238 millions de F

déjà longtemps, la généralisation des services bancaires dans le milieu rural. Pas seulement auprès des agriculteurs : aujourd'hui quelque 6 millions d'employés, d'ouvriers, d'artisans, de cadres moyens et supérieurs, de retraités

du Crédit agricole en témoignent encore aujourd'hui. En plus des produits de placements traditionnels : comptes sur livret, dépôts à terme et bons de caisse, comptes et plans d'épargne-logement, bons à cinq ans et



ECOLE NOUVELLE D'ORGANISATION ECONOMIQUE et SOCIALE
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET SUPERIEUR
FORMATION et PERFECTIONNEMENT

PROBATOIRE - D.E.C.S. EXPERTISE COMPTABLE
 Etudiants et salariés - sur place - à distance

FONCTIONS DE PERSONNEL
 Choix des cycles - 120 à 150 heures (temps partiel)

ECOLE SUPERIEURE DES TRANSPORTS
 Formation de Cadres responsables des transports

Les inscriptions seront closes sans préavis.

ENOES
 62, rue de Miromenil 75008 PARIS - TEL. 522-53-86

500 000 1500

*Pour les satisfaire, pour résoudre vos problèmes les plus difficiles,
la Chase met à votre disposition
la compétence et les moyens financiers
d'un des plus puissants groupes bancaires mondiaux.*

La Chase Manhattan Limited de Londres, banque d'affaires du Groupe Chase, est habituée à satisfaire les demandes de capitaux les plus importantes. Soit par une

En travaillant de concert, nous solutionnerons vos problèmes les plus délicats. Au sein de la Chase, vous trouverez des équipes spécialisées dans tous les grands domaines: de la chimie à l'électronique, du pétrole à l'agriculture, des industries pharmaceutiques à la protection de l'environnement.

**A la Chasse nous aidons les entreprises
les plus dynamiques à résoudre les leurs.
Tous les jours.
C'est notre métier.**



SPORTS

TENNIS

Australie et Italie à égalité en Coupe Davis

Rome. — Trois journées de l'automne romain, favorisées par un soleil splendide, ont pas suffi à départager l'Italie et l'Australie dans la finale interzonale de la Coupe Davis. Le dernier match de simple décisif, disputé dimanche 26 septembre, entre Newcombe et Panatta, a dû être interrompu à 18 heures : les deux adversaires avaient gagné alors chacun un set et les gradins qui entouraient le court central du Foro Italico s'embrasèrent dans un de ces brusques crépuscules que Malaparte compare à une lumière d'aquarium.

Le suspense, en réalité, dura depuis la fin de la matinée et la différence des autres jours, avait déchaîné des passions typiquement latines, évoquant mieux que partout ailleurs, ici sous le regard marmore des statues de « l'avenue des Gladiateurs », les jeux du cirque de l'antiquité. Le premier match entre John Alexander et Corrado Barazzutti avait été, en effet, avancé à 11 h. 30 en raison du changement d'heure. Pendant deux sets gagnés par Alexander (6-2, 6-2) il n'y eut aucune manifestation de la foule que l'accablement, l'Australien affirmant avec un calme parfait, qui en fait un grand Daviscupman, la même autorité à la volée, digne du jeu sur l'herbe, qu'il avait démontrée contre Panatta vendredi. Mais l'Italien au profil de cheval — il rappelle notre regretté champion de ski Orellana — eut le grand mérite de ne pas se décourager. Retrouvant sa longueur de balles pour délivrer en coup droit ses passing-shots et ses lobes situés qui constituent son secret, il entreprit de cloquer Alexander sur le fond du court.

Celui-ci s'adapta fort bien à ces longs « rallies », ce qui valut de part et d'autre des échanges magnifiques où la balle repassait plus de vingt fois le filet. Barazzutti se défendait avec acharnement au troisième set, menant 7-5, et beaucoup mieux encore remportant le quatrième (6-4), vous entendiez d'ici les ovations frénétiques qui accompagnèrent le moins de ces coups : balle frappée en cadence, son nom scandé à tous les échecs, chants de victoire clamés par les plus beaux gosiers de témoins de Rome, tandis qu'aucun autre applaudissement ne venait saluer les points d'Alexander, sifflés allégrement à chaque occasion.

L'atmosphère n'était néanmoins en rien comparable à celle de Prague ou de Bucarest. L'arbitrage était excellent, Enrique Morea, le juge-arbitre argentin, gardait son calme, et les deux capitaines Fraser et Pietrangeli ne se départaient pas d'une attitude courtoise.

La cinquième set s'ensuivit cependant dans une ambiance surchauffée, le premier point Alexander avait servi une première balle sans réplique qu'il jugea bonne. Furieux de la voir contestée, une expression mauvaise sur son beau visage, à la Clint Eastwood, il franchit le filet pour en désigner l'arbitre, convoquant impérieusement les autorités.

PARACHUTISME. — Le Français Jean Dermine, de l'Ecole Interarmes de Fontainebleau, a obtenu le titre mondial de précision à l'atterrissage. Au terme des épreuves disputées à Guidonia (Italie), il a été le seul, sur deux cent deux concurrents, à ne jamais manquer le cible. Il est suivi de l'Américain Breke et du Hongrois Hossó.

De notre envoyé spécial

sur les lieux du crime. Finalement, le point fut réglé au milieu d'une brève assourdissante. Comme le tableau de combat qui s'allume aux feux, l'Australien nous confirma à ce moment-là non seulement qu'il avait un tempérament de lutteur, mais qu'il était dans une condition physique optimum.

Ce superbe athlète de vingt-cinq ans n'a pas encore été assailli par le professionnalisme comme ses camarades, singulièrement Newcombe et Roche, qui s'étaient fait écarter la veille en double par Bertolucci-Panatta. Dans les tournois épuisants qui se déroulent à longueur de semaine sur Etats-Unis, il personnel même l'« éliminé du mercredi », ce qui lui conserve son goût du jeu et ses réserves intactes. Ce qui explique aussi la facilité avec laquelle il reprit le commandement du filet, malgré les braillements, ne laissant plus aucune chance à Barazzutti en courtant au poteau sur un score sans appel (6-2).

L'Australie et l'Italie, donc à égalité.

La première partie du dernier match entre Newcombe et Panatta, commencée à 15 h. 50, se déroula dans une toute autre ambiance.

Se mettre dans la poche avec un seul geste heureux sept mille spectateurs qui vociféraient vingt minutes plus tôt le miracle ou plus exactement de ce théâtre du tennis captivant qu'est une rencontre de coupe Davis : c'est la perfor-

mance que Newcombe réalise d'entrée. Il fallait y voir la « présence » d'un champion à la carrière prestigieuse et aussi la perception sensitive de la foule, celle d'un acteur qui sait manœuvrer son public. A la première contestation qui pouvait devenir décisive l'orage, Newcombe sut un sourire complexe vers les gradins, regarda une montre imaginaire et se moqua complètement de devoir remettre une balle. Dès lors, le moindre de ses crups fut applaudi, sinon plus que ceux de Panatta, ou, le bel Adriano, l'ancien chef de ces lieux.

Au point de vue technique, sur ce match qui dura deux heures tout de même sans interruption, convulsions que Newcombe se montre dans une bien meilleure forme que dans ses deux décevantes parties précédentes. Tirant le leçon de sa défaite devant Barazzutti, il joua la plupart du temps au filet où il s'imposait de terminer les points avec les ailes de bûcheron de sa meilleure époque. En face de lui, paranoïquement, Panatta employa la même tactique, ce qui lui valut la perte du premier set. Mais ce n'est pas en vain que le jeune Italien fait cette année partie des « grands », juste derrière Connors, Borg et Vilas. A force de jouer les Newcombe au filet, il finissait par dominer son maître quand, à deux jeux partout, dans le troisième set, l'obscurité arrêta les opérations. Suite très ouverte, avec le briolet du Chili, dans la perspective de la grande finale de décembre.

OLIVIER MERLIN.

AUTOMOBILISME

Jabouille champion d'Europe de formule II

A la recherche du temps à perdre

De notre envoyé spécial

Hockenheim. — Jean-Pierre Jabouille a gagné, dimanche 26 septembre, à Hockenheim (R.F.A.), la dernière épreuve du championnat d'Europe de formule II et, du même coup, le titre de champion d'Europe. Tout s'est joué pour quelques dixièmes de seconde, et c'est grâce à une course conduite habilement menée avec son complice Michel Leclerc, que Jabouille a pu, « à l'extrême », battre son rival René Arnoux.

Avant la course d'Hockenheim, René Arnoux comptait au classement du championnat d'Europe quatre points d'avance sur Jean-Pierre Jabouille. Le vainqueur marquant neuf points, le second six points, puis quatre, trois, deux et un point, il suffisait donc à Arnoux de se classer deuxième pour devenir quel qu'il arrive champion d'Europe.

A l'inverse, il fallait absolument que Jabouille gagne, et que Arnoux soit écarté de la deuxième place. Dans la première hypothèse, Arnoux était champion d'Europe avec un point d'avance ; dans la seconde, le point d'avance allait à Jabouille pour le classement de la course d'Hockenheim se disputait en deux manches, de sorte que la tactique, encore plus, devait prendre le pas sur tout autre considération. C'est à Arnoux qu'il a été confié, c'est Michel Leclerc qui a joué les arbitres et a contribué à donner le titre européen à son

De notre envoyé spécial

coéquipier Jean-Pierre Jabouille. Pour la deuxième manche, Jabouille et Leclerc avaient établi un scénario assez compliqué dont le fond reposait sur une grande part de ruse et une extrême précision. Jabouille ayant gagné la première manche devant Arnoux, qui pouvait se satisfaire, on l'a dit, d'un tel classement sur l'ensemble des deux manches, la seule solution était que Leclerc remporte la deuxième manche devant Jabouille et Arnoux, mais l'opération, déjà difficile, devenait presque impossible dans la mesure où il était nécessaire que ce classement s'accompagne, entre chaque pilote, d'un écart chronométrique très strict.

En somme, la clé de ce casse-tête, était que Leclerc gagne la deuxième manche avec suffisamment d'avance sur Arnoux — le classement étant établi en temps additionnel des deux manches — mais avec juste ce qu'il faut pour que Jabouille conserve la première place au classement général. Pour tout dire, Jabouille et Leclerc semblaient avoir une chance sur cent de réussir dans leur entreprise.

Comme un équilibriste

Il y avait donc beaucoup de tension à Hockenheim entre les courses de Jabouille (261) et de Arnoux (Martini 1), et Renault, qui fournit les moteurs aux deux équipes, avait un rôle délicat à tenir. C'est qu'il fallait écarter le

moindre soupçon de favoritisme et assurer l'égalité aux uns et aux autres. En définitive, il n'y avait, naturellement, de complots nulle part, sauf celui que Jabouille et Leclerc ont mené à bien, contre toute attente, sur la piste.

Pour s'y opposer, René Arnoux aurait pu jouer, lui aussi la course d'équipe si l'autre pilote de Martini, Patrick Tambay, n'avait obtenu des ennemis (batterie de roules) au cours de la première manche. Relégué en deuxième ligne pour la deuxième manche, il n'a pu tenir aucun rôle dans la grande bagarre qui a opposé Arnoux à Jabouille et à Leclerc, et qui s'est terminée par la victoire de Jabouille. Tout s'est déroulé comme les deux complices l'avaient voulu, Jabouille a laissé passer Leclerc au début de course, il a ensuite fait en sorte de ralentir Arnoux pour que Leclerc croise l'écart nécessaire. Dans cet exercice, Jabouille était, pour les raisons que nous a données, comme un équilibriste sur un fil et il lui fallait accomplir son numéro en tenant compte, à chaque tour, des informations que lui communiquaient son stand.

Le nouveau champion d'Europe a trente-quatre ans. Son avenir est tout tracé. Il est chargé de la mise au point de la nouvelle formule Renault dont les débuts en compétition devraient avoir lieu en 1977, sans doute dans le milieu de l'année.

FRANÇOIS JANIN.

(1) Le constructeur Tico Martini est établi à Magny-Cours, dans la Nièvre.

BASKET-BALL

A la conquête d'une ville nouvelle

Après la deuxième journée du championnat de France de première division de basket-ball, disputée le samedi 25 septembre, quatre équipes occupent la première place du classement avec deux victoires : Bagnolet, Berck, Tours et Villeurbanne. Malgré quelques modifications techniques dues à l'adoption des nouvelles règles internationales destinées à mieux protéger les attaquants et l'obligation faite aux clubs de ne plus utiliser en championnat que des joueurs ayant déjà pris part à une épreuve étrangère, la compétition pour le titre devrait se limiter à trois équipes : Tours, le champion de France, Villeurbanne et peut-être Caen.

Dans les seize équipes de première division, trente-huit basketteurs étrangers, dont seize

nouveaux Américains, assureront le spectacle. C'est dire que certains clubs s'offrent le luxe de s'adjointre un troisième joueur d'origine étrangère pour les seules rencontres de Coupe d'Europe et que les basketteurs français et l'équipe de France seront encore cette année condamnés à faire de la figuration. Parmi les curiosités de ce championnat, il faut toutefois noter le retour, au sein de l'élite, du Stade français, qui est aux heures de gloire à l'époque où le basket-ball était encore une activité de dilettantes et où les clubs parisiens bénéficiaient alors du plus large recrutement. Toutefois, l'exil forcé du Stade français à Evry (Seine-et-Marne) pour trouver un public et des soutiens, illustre bien l'évolution du basket-ball français.

Un mensuel distribué gratuitement à quarante mille exemplaires et, à partir du mois de décembre, il pourra profiter de la grande publicité que ce hebdomadaire permettra aux Evryens de recevoir un programme conçu pour eux, en dehors de ceux diffusés sur les trois chaînes nationales. Si l'on ajoute que trente-huit mille affiches sont apposées dans l'Essonne lors de chaque rencontre, on peut penser que le Stade français va sortir de la clandestinité à laquelle la plupart des équipes parisiennes sont condamnées.

Si les Stadistes peuvent se montrer satisfaits de leur nouvel environnement, ils n'ignorent pas que la réussite de cette entreprise sera 1166 étirement au comportement de l'équipe en compétition. La rencontre avec Tours, perdue 88 à 76, a démontré l'étendue des progrès à réaliser pour atteindre les disparités entre les deux Américains et leurs partenaires habitués à la deuxième division française. De la rapidité d'adaptation de ces derniers dépendra d'ailleurs l'avenir de cette équipe désolée de partir sur une nouvelle base.

GERARD ALBOUY.

CYCLISME

Poulidor second

De notre envoyé spécial

Versailles. — Encore deuxième. Le résultat fera sourire, et il n'a d'ailleurs pas manqué de provoquer des sarcasmes. Pourtant, la seconde place obtenue dimanche 26 septembre, au terme de la Tour de Versailles, par Raymond Poulidor, est l'indice d'un triomphe en 1976, il y a donc tout juste vingt ans, n'a toujours pas de successeur. Cependant, il se sent mieux comporté qu'on ne l'imagine. Poulidor a remporté, pour sa part, un inestimable succès. Il a démontré qu'il restait, en dépit de l'âge, l'un des meilleurs routiers internationaux. Il n'a pu battre De Wette, il a réussi ce qui paraissait impossible : améliorer sa position au hiérarchie du cyclisme, et accorder encore sa prodigieuse popularité.

Un inestimable succès

L'homme à qui l'on doit tout cela, et qui a dépassé la quarantaine, méritait sans doute plus que quiconque la première place. Celle-ci est revenue, comme il fallait s'y attendre, au plus rapide, le Belge De Wette, qui avait manifestement économisé ses forces en priorisant la sprint finale. Poulidor, qui avait eu une course très dure, avait dû attendre, voire déjouer, l'attaque de son adversaire.

prise si Poulidor n'avait payé de sa personne au point de sacrifier pratiquement ses propres chances.

Ainsi, les Français ont enregistré une défaite supplémentaire dans la Tour de Versailles, nouvelle version de Paris-Tours, et Albert, vainqueur en 1956, il y a donc tout juste vingt ans, n'a toujours pas de successeur. Cependant, il se sent mieux comporté qu'on ne l'imagine. Poulidor a remporté, pour sa part, un inestimable succès. Il a démontré qu'il restait, en dépit de l'âge, l'un des meilleurs routiers internationaux. Il n'a pu battre De Wette, il a réussi ce qui paraissait impossible : améliorer sa position au hiérarchie du cyclisme, et accorder encore sa prodigieuse popularité.

Dès lors, on peut se demander pourquoi cet athlète en pleine possession de ses moyens, assurément plus jeune que bon nombre de ses concurrents, plus ambitieux aussi, renonce, dans l'immédiat, à un sport qui lui procure des joies incommensurables et des revenus substantiels.

Déjà très brillant en début de saison dans Paris-Roubaix, troisième du Tour de France, il va probablement inscrire de nouvelles épreuves à son programme, pour capotter sa bonne forme au moment, et réinventer la suite de sa carrière. Une carrière dont il peut, sans grande retard, s'attendre à la fin. Le cyclisme français n'aura pas à en souffrir, il aura au contraire tout à y gagner.

JACQUES AUGENDRE.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

La Fédérale Hélène Ribéroux a battu le record du monde féminin du lancer du poids avec un jet de 23,99 m, améliorant de 10 cm la performance de la championne olympique Christos.

Automobilisme

GRAND PRIX D'HOCKENHEIM DE FORMULE 2
1. Jean-Pierre Jabouille (Elf Switzerland), les 271,500 km en 1 h. 23 min. 35 sec. 2. Leclerc (Elf Switzerland), à 3 sec. 3. Arnoux (Martini Renault), à 8 sec. 4. Binder (Chevron B.M.W.), à 13 sec. 5. Rosberg (Elf B.M.W.), à 1 min. 16 sec. 6. Massi (Chevron B.M.W.), à 1 min. 19 sec.

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CONDUCTEURS
(Classement final)
1. Jean-Pierre Jabouille, 53 pts ; 2. Arnoux, 32 ; 3. Tambay, 29 ; 4. Leclerc, 33 ; 5. Ribeiro, 31 ; 6. Pannini, 29 ; 7. Martini, 12 ; 8. Binder, 10 ; 9. Cheever, 9 ; 10. Marazzi et Rosberg, 5.

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION
(deuxième journée)
Orthez bat Monaco 109-89
Nice et Clermont 94-94
Clermont bat Caen 85-85
Bagnolet bat Challans 78-74
Le Mans bat Valenciennes 106-70
Berck bat Antibes 110-99
Tours bat Stade Français 93-78
Villeurbanne bat Toulon 95-88

Cyclisme

TOURS-VERSAILLES
1. Ronald de Witte (B.), les 232,500 kilomètres en 5 h. 48 min. 30 sec. (moyenne horaire : 43,519 kilomètres) ; 2. Poulidor (F.) à 1 sec. ; 3. Boulouze (F.) à 2 sec. ; 4. Van Looy (B.) à 27 sec. ; 5. Van den Broeck (B.), même temps ; 6. Fusiell (F.), m.t. ; 7. Halling (P.-B.), m.t. ; 8. Bass (P.-B.), m.t. ; 9. G. G. (B.), m.t. ; 10. Valerius Wille (B.), m.t. ; 11. A. Delcroix (B.), m.t. ; 12. Zoetemelk (P.-B.), m.t. ; 13. Godard (B.), m.t. ; 14. Rulper (P.-B.), m.t. ; 15. R. de Vlaminc (B.), m.t., etc.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIEME DIVISION
(sixième journée)
GROUPE A
Avignon bat Martigues 1-0
Auzou bat Toulon 1-0
Fonlabrière bat Angoulême 1-1
Monaco bat Bourges 3-1
Bédiers et Cannes 1-1
Toulon bat Sète 2-0
Arles bat Red Star 1-0
Paris F.C. bat Tavaux 2-0
Ajaccio bat Gueugnon 1-1

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION
(deuxième journée)
GROUPE A
Nîmes bat Bourg 19-9
Clermont bat Brive 19-12
Aurillac bat Moulins 17-9
Angoulême bat Biarritz 27-0
Classement : 1. Agen, Aurillac, Nîmes et Angoulême, 18 pts ; 2. Brive, 16 pts ; 3. Bourg, Biarritz et Moulins, 15 pts.

Jeu à treize

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION
(troisième journée)
POULE A
XIII Catalan bat Marseille 17-18
Arignou bat Toulon 12-12
Toulon bat Carcassonne 15-12
Limoux bat Toulon 13-18
Lézignan bat Villefrance 35-12
Villefrance bat Saint-Estève 31-5
POULE B
St-Jacques de Paris-Charente 29-13
Bordeaux bat Saint-Gaudens 36-8
Cavillon et Cahors 25-25

POULE J

Martinet bat Marnand 25-19
Tulle bat Millau 19-9
FUC bat Stade clermontois 19-13
Gallien bat Riom 26-8
Classement : 1. Tulle, 18 pts ; 2. Martinet, 17 pts ; 3. Marnand, Riom et Stade clermontois, 16 pts.

POULE K

Nîmes et Lavelanet 9-9
Mauléon bat Auch 22-13
Castellarrain bat Tarascon 20-12
Chambéry bat Grenoble 20-12
Classement : 1. Chambéry et Mauléon, 6 pts ; 2. Lavelanet, 5 pts ; 3. Auch et Castellarrain, 4 pts ; 4. Tarascon, 3 pts ; 5. Grenoble et Tarascon, 2 pts.

POULE L

Albi bat Orthez 9-6
Mérignac bat Dijon 28-10
Carnaud bat Puy 26-10
Oyonnax bat Périgueux 13-3
Classement : 1. Mérignac, Albi et Oyonnax, 6 pts ; 2. Carnaud et Puy, 5 pts ; 3. Périgueux, Dijon et Orthez, 2 pts.

POULE M

Troyes bat Quillan 22-10
Le Boulou bat Saint-Girons 14-13
Limoges bat Lombez 9-3
Bergasse bat Bourges 13-12
Classement : 1. Troyes et Le Boulou, 5 pts ; 2. Bourges, Saint-Girons, Limoges et Quillan, 4 pts ; 3. Bergasse et Lombez, 3 pts.

POULE N

Flaurance bat Saint-Médard 36-13
Rodez bat Hendaye 14-9
Langon bat Vichy 18-12
Lyon bat Cognac-Mey 20-9
Classement : 1. Langon et Rodez, 6 pts ; 2. Lyon, Flaurance, Saint-Médard et Vichy, 4 pts ; 3. Cognac-Mey et Hendaye, 2 pts.

POULE O

Flaurance bat Saint-Médard 36-13
Rodez bat Hendaye 14-9
Langon bat Vichy 18-12
Lyon bat Cognac-Mey 20-9
Classement : 1. Langon et Rodez, 6 pts ; 2. Lyon, Flaurance, Saint-Médard et Vichy, 4 pts ; 3. Cognac-Mey et Hendaye, 2 pts.

POULE P

Flaurance bat Saint-Médard 36-13
Rodez bat Hendaye 14-9
Langon bat Vichy 18-12
Lyon bat Cognac-Mey 20-9
Classement : 1. Langon et Rodez, 6 pts ; 2. Lyon, Flaurance, Saint-Médard et Vichy, 4 pts ; 3. Cognac-Mey et Hendaye, 2 pts.

POULE Q

Flaurance bat Saint-Médard 36-13
Rodez bat Hendaye 14-9
Langon bat Vichy 18-12
Lyon bat Cognac-Mey 20-9
Classement : 1. Langon et Rodez, 6 pts ; 2. Lyon, Flaurance, Saint-Médard et Vichy, 4 pts ; 3. Cognac-Mey et Hendaye, 2 pts.

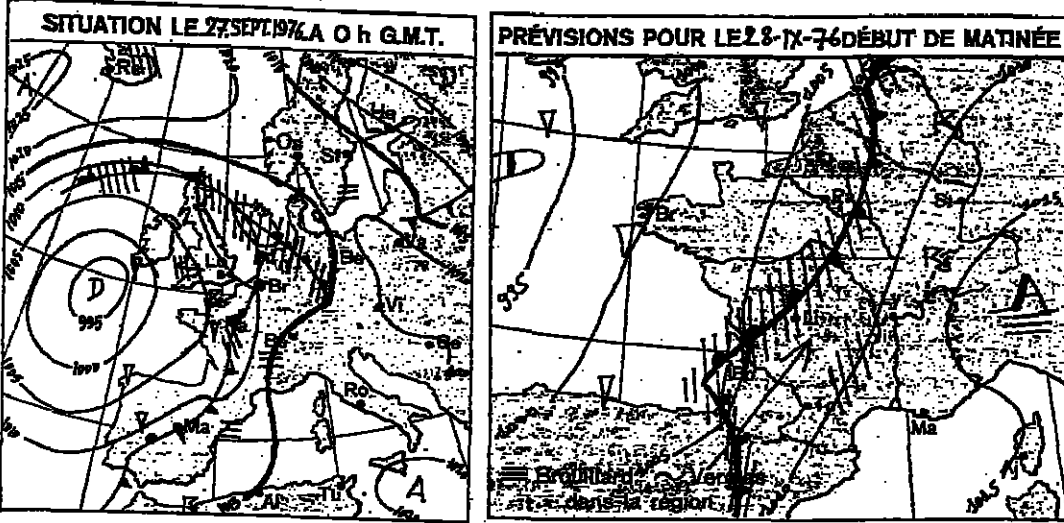
Hippisme

Le prix Croisière d'Amour, disputé à Longchamp et réservé pour les pures couplés gagnants et perdants, a été gagné par l'Américain, le cheval d'André de Molay. Le combiné gagnant est 1-5-5.

150

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)
 Zone de pluie ou neige ▽ averse □ orage → Sens de la marche des fronts
 Front chaud ▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 27 septembre à 0 heure et le mardi 28 septembre à 24 heures :
 La dépression centrée au sud-ouest de l'Atlantique se déplace vers le nord-est, elle continuera de diriger sur la France un courant doux et instable. Mardi, un temps doux pour la saison persistera dans le sud-ouest, mais plus isolé, sur le reste de la France, les perturbations orageuses qui circulent sur la face orientale des basses pressions apporteront le Sud-Est et la Corse, le temps sera nuageux avec éclaircies. Au contraire, elles donneront un temps souvent très nuageux au nord de la Gascogne et des Pyrénées, avec de fortes pluies discontinues ou des averse, parfois accompagnées d'orages. Les précipitations pourront être localement assez marquées. Quelques orages ou ondées sont également probables, mais plus isolés, sur le reste de la France. Le Sud-Est de la Manche occidentale à la Vendée, le temps plus variable comportera des éclaircies passagères, et aussi quelques averse.
 Les vents, de sud à sud-ouest, seront modérés en général, mais ils seront passagèrement assez forts sur les côtes de Bretagne et du golfe du Lion.
 Lundi 27 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique s'élève au niveau de la mer, à Paris : Le Bourget, de 1007,5 millibars, soit 155,9 millibars de hauteur. Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 septembre, le second, le minimum de la nuit du 26 au 27) : Ajaccio, 30 et 15 degrés ; Biarritz, 24 et 13 ; Bordeaux, 24 et 16 ; Brest, 22 et 14 ; Caen, 23 et 15 ; Clermont, 22 et 15 ; Dijon, 22 et 15 ; Farnet, 25 et 17 ; Lille, 22 et 12 ; Grenoble, 24 et 12 ; Lille, 22 et 12 ;

Transports

● **PARIS - CALAIS EN TURBO-TRAIN** — Depuis le lundi 27 septembre, un turbo-train est en service sur la ligne Paris-Calais. Il roule à 140 kilomètres à l'heure de moyenne et s'arrête à Amiens, Abbeville, Compiègne (Le Touquet) et Boulogne-sur-Mer. Comme il sera surtout emprunté par des voyageurs, l'usage pour des déplacements professionnels, il ne circulera pas le samedi, le dimanche et les jours de fête. Son tarif est le même que celui des autres trains. — (Corresp.)

Circulation

● **LE PONT DE SULLY-SUR-LOIRE INTERDIT AUX AUTOMOBILES** — La direction de l'équipement du Loiret a décidé d'interrompre la circulation sur le pont de Sully-sur-Loire, à partir du 5 octobre 1976, et pour une durée de cinq semaines, en vue d'une réfection de l'échafaudage du tablier de l'ouvrage. Les automobiles devront se rendre jusqu'à Glen (15 kilomètres), en aval, ou jusqu'à Châteauneuf-sur-Loire (10 kilomètres), en amont, pour franchir le fleuve.

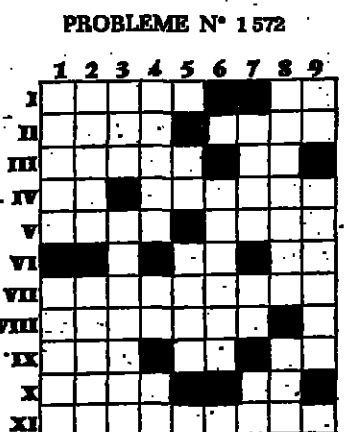
Éducation

● **La rentrée à l'Institut catholique de Paris** — A l'Institut catholique de Paris, les inscriptions des étudiants et auditeurs libres sont reçues, en ce moment, pour les enseignements de sciences théologiques et religieuses, les disciplines littéraires et la pédagogie. La reprise des cours aura lieu le 4 octobre.

● **Le concours national annuel de la Résistance et de la déportation**, ouvert aux élèves des classes terminales et de troisième, aura lieu le 18 mars 1977. Pour les terminales, le thème sera cette année : « Que représente, pour les jeunes d'aujourd'hui, l'action de la Résistance française de 1940 à 1944 ? » Les élèves de troisième composeront sur « Les maquis ».

● Centre d'information et de documentation de l'Institut catholique, 21, rue d'Assas, 75270 Paris. Cédex 06. Tél. 222-06-51.

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 1572
 Déclarés ; Délimite un terrain. — XI. Sont écrites en des termes que nul ne peut déchiffrer.
 VERTICALEMENT
 1. Tout ce qui jette une note triste en un aimable ensemble ; Point mesquin. — 2. Russes ; Ecrit pouvant blesser profondément. — 3. Forme de devise ; Moins séduisante. — 4. Pas diables ; Symbole ; Devant Luc. — 5. Possessif ; Le plus haute des récompenses. — 6. Est souvent écrit mais jamais énoncé ; 7. Peu enclin à changer de voie ; Cité biblique ; Terme musical. — 8. Méchants tous ; Souvent ingrat quand il est tendre. — 9. Dans des textes arabes ; Se manifeste pour une généralité.
 Horizontalement
 1. Apporte un certain bien-être là où on le laisse régner ; Possessif. — II. Chiffonne un minois ; Est taché de sang. — III. S'opposent à l'aigle dans le domaine des connaissances ; Article étranger. — IV. Note ; Morsures de bois. — V. Aimait à guerroyer ; Pour se déplacer, il lui faut un certain mobile. — VI. Deux consonnes ; Souvent entendu en Tunisie. — VII. A donc toutes les chances de plaire. — VIII. Indite à ne pas fermer les yeux. — IX. Génie ; Elle ne sait où elle va (épée) ; Partie de ballon. — X.

Solution du problème n° 1571
 Horizontalement
 I. Pesée ; Ara. — II. Avantage. — III. Viser ; Ha. — IV. Et ; Et. — V. Sel ; Ur. — VI. Mirelle. — VII. Lee ; RS. — VIII. Année ; Ré. — IX. Starnum. — X. Sésame. — XI. En ; Es ; Sur.
 Verticalement
 1. Pavé ; Lasse. — 2. Evitement. — 3. Sas ; Liens. — 4. Saut ; Bras. — 5. Sire ; Exces. — 6. Refouler ; En. — 7. Sirens. — 8. GUY BROUTY.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Enquêtes et autopsies

Les « Cinq dernières minutes » continuent, sous leur nouvel emballage et, par là, avec de bonnes résolutions : faire plus jeune (Jacques Debary a remplacé Raymond Souplex), plus actuel, plus social. Samedi soir, on notait un net progrès dans le sordide.
 Car, malgré ce que laissait entendre l'avertissement de la speakerine (une émission traitant du « loup qui se creuse entre les générations »), il n'apparut pas et, surtout, ce loup, entre le troisième âge et la nouvelle vague dans un décor symboliquement dominé par les hauts murs de la centrale de Melun. Les uns avaient réussi à en sortir après vingt, trente ans d'incarcération. Les autres étaient destinés à y entrer pour y purger des peines à peu près équivalentes. Au « vieux », sans doute, l'apanage du vice honnête (Dallo violait, autrui, les petites filles) ; aux jeunes, le privilège de la contestation radicale (sic, sans même révolte). Mais les tristes d'après-guerre avaient au moins à cœur de purger leur peine, tandis que les « loups » d'aujourd'hui veulent faire couvrir leurs crimes par des personnalités haut placées. Tout se perd, de nos jours.
 Même le sens de l'honneur de nos mauvais garçons.
 Sordide, vraiment, ce nostalgique « était le bon temps » sur des plates, de part et d'autre, semées de cadavres. Utile, au contraire, la démythification de l'inspecteur-miracle, opérée le lendemain, sur la troisième chaîne. En criminologie — en criminalistique, plutôt — il n'est plus question, de nos jours, d'avancer « au jugé ». La loi ? Méfiance. Des preuves, avant tout, c'est-à-dire des indices, analysés à l'acide, aux rayons X, testés, comparés, répertoriés, pour permettre à la science, au moment de la conclusion, « d'équilibrer le raisonnement ».
 Ni indices irréfutables ni preuves « nobles » — pas même l'aveu, — et surtout pas de certitude à l'issue de l'enquête policière, prénée à l'enquête judiciaire, seule concluante et seule décisive : voilà ce que rappelle, en un dossier complet, Edmond Tyborowsky. On ne le dira jamais assez, en effet. Le personnage du film-justicier est un mythe antérieur à l'existence d'une justice.
 Enquête, toujours, dimanche en fin de soirée, avec la long voyage de Robert Bober au pays de ses origines, à Radom, Pologne, 1975. La parution en librairie d'une analyse du sonde dans l'effet-cinéma (1) incite, peut-être par hasard, à une lecture particulière de cet anti-documentaire. Car l'image, ici, n'existe pas : elle renvoie, sans le réfléchir au « de la voix, cette voix, ces voix — celle du père, évoquant son ancienne boutique, celle du fils, le réalisateur, évaluant les ressemblances, et la différence, du présent au passé — qui dédoublées, dédoublées du contenu visuel, ne « collent pas », par définition, au discours de l'image. Et le discours — dilatoire — que transmet l'émission dans son unité (paroles et images réunies), c'est l'existence significative d'un tel écart : ce que la parole de la mémoire (si riche, si bavard) était capable de donner, l'œil (errant sans repères dans une ville muette), à chaque plan, le détruit ou le détourne. Une manière hautement individuelle, et diaboliquement habile, de faire passer un autre discours — idéologique celui-là — sur le sort de la communauté juive en Pologne.
 ANNE REY.
 (1) Le Eclair et le Voix, de Pascal Bonitzer, éd. 1976.

LUNDI 27 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. La caméra du lundi (l'avenir du futur) : « La Submersion du Japon », de S. Moritani (1974). Avec K. Kobayashi, T. Tanaka.
 D'inséparables mouvements se produisent dans la grande faille du Japon. Un séisme dévastateur que le Japon va être englouti dans les dix mois à venir.
 Vers 22 h. Débat : Peut-on prévoir les tremblements de terre ?
 Avec Jean Desperon (conseiller de l'UNESCO), les professeurs Jean-Paul Rothé (sismologie), Xavier Le Pichon (géophysicien) et le docteur John Tomlin (directeur de recherches).
 23 h. 10. Journal.
 CHAÎNE II : A 2
 20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes.
 21 h. 55. Portrait : Frédéric Chopin, avec le pianiste B. Janis, réal. A. Mahen. 22 h. 55. Variétés : L'huile sur le feu. 23 h. 35. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Prestige du cinéma : « Le Visage », de P. Tchernia (1972), avec M. Serrault, M. Galabru, J.-P. Darre, R. Varte, O. Laure.
 22 h. 10. Journal.
 FRANCE-CULTURE
 20 h. 30. Pétale : 20 h. 5. Itinéraire : Carnets d'un voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 25, l'autre scène ou « les vivants et les morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 35 (R.I.), Entretien avec Brice Parain, par B. Pinquart ; 23 h. 10. Pétale.
 FRANCE-MUSIQUE
 20 h. 30. Surtout, ne vous dérangez pas pour moi ; 20 h. 30, Charles D'Orange. Orchestre national de France et Chœur New Philharmonie de Londres, direction A. Rostropovitch, avec G. Vichnevskaya, P. Schrier, J. Tallon, J. Macurdy ; « Newkline Symphonies » (Bach) ; 22 h. 40. Concours international de guitare ; 23 h. L'annuaire du laboureur ; 24 h. Musiques du Tibet ; 1 h. Effluves.

MARDI 28 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu : à 13 h. 45, Restez donc avec nous.
 20 h. 30. Documentaire : Henri la Tondresse (Toulouse-Lautrec), réal. Ch. Brabant ; 22 h. 15. Le sens de l'histoire, de J. Laurent et J. Aurel (La modernité) ; 23 h. 25. Journal.
 CHAÎNE II : A 2
 De 13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu... à 15 h. 50, A l'heure du magazine.
 20 h. 35. Les dossiers de l'écran : film : « Un fil », de J.-P. Melville (1972). Avec A. Delon, C. Deneuve, R. Crenna, R. Cucciola.
 Série notre classique au point d'en être banale et connue. L'écriture élitiste et sèche de Melville frôle parfois le maniérisme.
 Vers 22 h. Débat : La police.
 Avec M. M. H. Genuien (directeur adjoint à la police judiciaire), Charles Fellegrin (sous-chef) et l'Office central de répression des délits criminels et des grâces de Chailiot. Produite par Jean-Pierre Alessandri et Jean Baroulet (Mouvement de l'action judiciaire) et Jacques Chanson (association), M. M. François Du-

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Westerns, films policiers, aventures : « Le Liquidateur », de J. Cardiff (1965). Avec T. Howard, R. Taylor, J. Saint-John.
 Un homme recruté par la sécurité britannique pour liquider des agents secrets se révèle incapable de remplir ses obligations et s'assure les services d'un tueur à gages. Action, rythme et humour macabre.
 22 h. 10. Journal.
 FRANCE-CULTURE
 20 h. 30. Pétale : 20 h. 5. Dialogues : « Tolérance et intolérance », avec M. M. F. Feischer et A. Grosser ; 21 h. 20. Itinéraire : Carnet de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 22 h. 37 (R.I.), Entretien avec Brice Parain ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Pétale.
 FRANCE-MUSIQUE
 20 h. 30. Surtout, ne vous dérangez pas pour moi, par R. Kautsky ; 20 h. 30. Festival d'Albi-Provence, orchestre et chœurs du Capitole de Toulouse, direction M. Plasson, avec S. Sess, I. Mazouk : « La Traviata » (Verdi) ; 24 h. Musiques de l'Himalaya ; 1 h. Les limites de l'improvisation ; Antony Braxton.

D'une chaîne à l'autre

REVOIR « LA VIE FILMÉE »

● Les sept émissions qui composent la série télévisuelle « La Vie Filmée » seront projetées le 28 septembre et le 1^{er} octobre, à partir de 18 h. 30, à la cinémathèque de Chailiot. Produite par Jean-Pierre Alessandri et Jean Baroulet, cette série avait été diffusée l'année dernière sur FR 3.

RADIO-FRANCE PART EN GUERRE CONTRE LE TABAC

● Radio-France organise, du 17 au 21 octobre, une croisière « anti-tabac » destinée à déstabiliser sept cents fumeurs âgés de dix-huit à trente ans. Sélectionnés dans dix villes de France, les participants auront cinq jours pour se déshabiller de fumer, avec l'aide d'une équipe de psychologues et de médecins. L'opération sera suivie en direct par France-Inter et Radio-France internationale, pendant toute la durée de la croisière.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 27 SEPTEMBRE
 — M. Michel Debré, ancien premier ministre, est invité de Pierre Lessure sur Europe 1, à 18 h. 30.
 — M. Michel Rocard, secrétaire national du parti socialiste, répond aux questions des journalistes de France-Inter, à 19 h. 20.
 — M. Michel Serres, professeur à l'université Paris-I, s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.
 MARDI 28 SEPTEMBRE
 — M. Yves Guéna, secrétaire général de l'O.D.E., est interrogé par Jacques Chancel pour « Radioscopie », sur France-Inter, à 17 heures.
 — Le Grand-Orient de France s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.
 — M. Iring Feischer, professeur de sciences politiques à l'université de Frankfurt, et Alfred Grosser, directeur d'études à la Fondation nationale des sciences politiques, dialoguent sur « Tolérance et intolérance » pour France-Culture, à 20 h. 5.
 — La police est le sujet du débat des « Dossiers de l'écran » sur Antenne 2, vers 22 heures.

UN CONCOURS D'ENREGISTREMENTS FRANCOPHONES

● La communauté radiophonique des programmes de langue française (C.R.P.L.F.) organise un concours international d'enregistrements sonores réservé aux francophones de moins de dix-huit ans. Sélectionnés dans l'un des quatre pays membres (Belgique, Canada, France, Suisse), les lauréats seront récompensés par des voyages et des séjours à l'étranger. Ses candidatures doivent être adressées, avant le 31 octobre, au Concours C.R.P.L.F., Relations Internationales de Radio-France, 116, avenue du Président Kennedy, 75765 Paris, Cédex 16.

Le Monde
 Service des Abonnements
 5, rue des Mathématiques
 75270 PARIS - CEDEX 06
 C.C.P. 4287-2
ABONNEMENTS
 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
 FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
 ex-Communauté (sauf Algérie)
 90 F 160 F 232 F 300 F
 TOUS PAYS ÉTRANGERS
 PAR VOIE NORMALE
 165 F 310 F 455 F 600 F
 ÉTRANGER
 (par mandats)
 L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
 PAYS-BAS — SUISSE
 115 F 210 F 307 F 400 F
 II. — TUNISIE
 125 F 231 F 337 F 440 F
 Par voie aérienne
 sur demande.
 Les abonnés qui paient par
 chèque postal (chèque virement)
 doivent bien indiquer ce chèque à
 leur demande.
 Changement d'adresse dé-
 claré ou provisoire (doux
 semestres ou plus) : nos abonnés
 sont invités à formuler leur
 demande une semaine au moins
 avant leur départ.
 Joindre la dernière bande
 d'envoi à toute correspondance.
 Veuillez avoir l'obligeance de
 régler tous les monts progress en
 espèces d'impôts.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
 Gérants :
 Jacques Pauvert, directeur de la publication.
 Jacques Langueval.

Imprimerie
 de « le monde »
 5, rue des Mathématiques
 PARIS-IX
 1976

Reproduction interdite de tout arti-
 cle, sans accord avec l'administration.
 Commission paritaire des journaux
 et publications : n° 57437.

Abonnement hebdomadaire
DU « MONDE »
 enregistré sur bande
 ou cassette.
 Renseignements :
 Groupement des Intelligents
 Français et Américains
 8, avenue Daniel-Lesieur, 75009
 Tél. : 595-07-07.

Louez votre TV couleur
 pour 133 F si
 12 F par mois et 12 mois gratuits
 — option d'achat facultative —
 60 points de service
 dans la région parisienne
 ou 739.33.75



La nouvelle ligne Roset est arrivée.
 Haussmann
Printemps

ARTS ET SPECTACLES

Variétés



S'il pleut...

...d'autres chansons

Le Centre international omnisports de Vichy, beaucoup de béton et de néon, a connu l'année rock-and-roll, une série de débats passionnés. A l'initiative du groupe « Ecoute s'il pleut », une centaine d'artistes et d'animateurs d'associations culturelles s'étaient réunis là. « Ecoute s'il pleut » est le nom d'un petit recueil de chansons de débats, une centaine d'artistes et d'animateurs d'associations culturelles s'étaient réunis là. « Ecoute s'il pleut » est le nom d'un petit recueil de chansons de débats, une centaine d'artistes et d'animateurs d'associations culturelles s'étaient réunis là.

Trois thèmes se sont dégagés des conclusions des groupes de travail : les problèmes financiers sont généraux ; la nécessité d'une décentralisation culturelle ; et celle de parvenir à sensibiliser le public aux nouveaux courants de la chanson, du folk et de la pop moderne française. Tous au long de ces discussions, une phrase leitmotiv revenait : « Arrêter de faire du coup par coup ». Tant il est vrai que les associations culturelles, qu'elles soient subventionnées ou non, n'ont pas les moyens de mener une réelle politique. En effet, elles ne sont pas toujours prêtes à faire venir des artistes ignorés du public, compte tenu du risque que cela comporterait pour leur équilibre financier.

Une des solutions envisagées par « Ecoute s'il pleut » consiste à organiser des mini-tournees dans une série de M.J.C. d'une même région, à l'image de celles patronnées, pour les spectacles subventionnés, par l'Office national de diffusion artistique (Onda). Celles-ci se partageaient les frais et les risques, de déplacement, de location, d'acceptation des cachets moindres et effectivement, à l'issue de ces deux journées, après des propositions concertées des M.J.C. présentes, des mini-tournees ont pu être planifiées.

Tout cela pouvait, par moments, faire penser à un marché, mais on réfléchit, entre autres, à la demande faite aux animateurs d'effectuer un réel travail d'information auprès du public avant le passage des spectacles. Que les artistes, eux-mêmes, acceptent de rester plusieurs dans une même région et établissent des contacts avec les jeunes travailleurs et lycéens. Et puis aussi, que dans tout spectacle, il y ait une première partie qui permette la promotion de jeunes chanteurs. Cela peut paraître utopique. Mais il faut espérer que la trentaine d'animateurs présents à Vichy, pourront et voudront accomplir ce travail dans leurs régions. Car d'eux dépendra essentiellement cette tentative.

Trois soirées organisées par « Ecoute s'il pleut », en liaison avec la Maison de la culture de Bourges, auront lieu à la Halle aux Rides, les 20, 29 et 30 septembre. On pourra entendre les groupes « Malajin et Malloine », « Chantons Français », « Toca et Ricardo », et les « Quilapayun » autoproclamés « les seuls chanteurs du monde ». Un film musical évoquera Jimmy Hendrix. Rens. : 306-50-53.

Le premier Festival mondial du film et de la télévision aura lieu à Jérusalem du 24 au 30 octobre. Organisé par Mervin Munk, fondateur du Festival de Montreux, cette manifestation accueillera des cinéastes et des réalisateurs de télévision de trente pays différents et les œuvres présentées devront toutes traiter de sujets spirituellement justes. (Rens. : 52, rue de Moullebeau, 1211 Genève 26, Suisse.)

Cinéma

SUR DEUX FILMS DE DINO RISI

(Suite de la première page.)

Marcella va d'homme en homme, d'aventure en aventure (y compris la prostitution), mais les portes de Cinecittà, le Hollywood romain, s'ouvrent devant elle après qu'elle est devenue la maîtresse de Mussolini. Sous le nom d'Alba Doris, Marcella s'élève au rang de star dans les comédies sentimentales et sophistiquées dites « à téléphones blancs » (le titre original du film est « Telefon bianchi »). Elle a une liaison tumultueuse avec l'acteur — le cabotin — Franco Denza (Vittorio Gassman) et se empêche d'être en 1943, à la chute du fascisme. Marcella s'en sortira pourtant.

Dino Risi a mêlé adroitement la chronique (une dizaine d'années de l'histoire italienne) et le film à sketches (chaque étape de la « carrière » de Marcella donne lieu à un épisode bouclé). Je ne suis pas beaucoup amusé à faire ce film, dit-il. J'ai beaucoup aimé ridiculiser le fascisme. Et j'ai tiré beaucoup de choses de ma mémoire. Marcella est un portrait composite de vedettes de ce temps-là, comme Alida Valli, Doris D'Amico, Luisa Ferrini, Doris D'Amico, c'est un peu Osvaldo Valenti ou Fosco Giachetti. En Italie, on retrouve ces souvenirs. J'ai d'ailleurs profité du côté extraverti, exhibitionniste, de Gassman pour lui faire composer un mauvais acteur, un cabot excessif. Je l'ai laissé aller, alors que je l'avais beaucoup retenu dans « Parfum de femme ». Marcella, elle, est surtout une courtisane comme Moll Flanders, une fille égoïste, qui a l'instinct de conservation et qui veut sa soustraire au destin de la femme italienne : le mariage avec des tas d'enfants. Sous le fascisme, c'était cela, ou l'arriération. Marcella n'a pour elle que sa beauté, mais elle suit les conseils de sa mère, la paysanne de Venétie, qui lui a dit : « Il vaut mieux être putain qu'esclave. » C'est un portrait très dur.

Très dur, en effet. Dino Risi ne fait pas crédit à son héros, et Agostino Belli doit porter un personnage (elle le fait très bien, tout en étant très jolie) qui n'a rien de

sympathique, qui apparaît comme une des « bêtes du zoo italien » au temps de Mussolini.

Marcella fait semblant de croire à un amour idéal pour Roberto, l'homme idéal, ce qui permet d'ailleurs à Dino Risi de terminer son film par une séquence paradoxale — c'est extrêmement réussi — « les Fleurs du soleil », de Vittorio de Sica. En réalité, la jeune femme ne vise que l'argent, le succès, les montres d'hermine de star, et le seul amour qu'elle puisse éprouver est celui, facile, mensonger, mélodramatique, du cinéma des téléphones blancs.

Roberto, lui, représente l'Italien toujours pris dans l'engrenage du fascisme. Après chacun de ses déliés comme « volontaire », par les autorités, pour les différentes guerres menées par le régime depuis l'expédition d'Abyssinie, Dino Risi répète cet effet comique qui introduit d'ailleurs, chaque fois, un sketch, mais quand on en arrive à la campagne de Russie, l'effet devient atroce, le comique cruant.

Traits acérés de moraliste

Le style bouffon, sarcastique, de la reconstruction empêche le film de donner avec complaisance dans l'esthétique rétro. Tout est caricature, traits acérés de moraliste. Dans la deuxième partie, Marcella vit un exode de Rome à Venise. Elle fait route en compagnie d'un affreux bossu qui crache sur les infirmes et livre des jurés aux Allemands (Ugo Tognazzi, étonnant). Franco, réduit à tourner des films de propagande pour la République de Salò, meurt de peur après avoir été chahuté par un groupe de résistants, et Gassman, pour les derniers moments du cabot, se surpasse. Toute cette deuxième partie, admirable et sans faille, est une sorte d'itinéraire burlesque, par lequel Dino Risi change le ton du film. « Parce que », dit-il, c'est le changement de ton qu'il y a eu en Italie, en 1943. On est passé de la force à la tragédie. »

A l'exception d'un film à sketches avec Monica Vitti, Dino Risi n'avait jamais fait d'une femme la protagoniste à part entière d'une histoire : il est vrai qu'en Italie il est plus difficile de trouver des actrices comiques que des acteurs, mais c'est la première fois que Dino Risi donne une telle importance à un personnage féminin, et ce personnage est « impuissante », non innocent et fouaillé sentimentalement. Le cinéaste a poussé très loin le travail d'Agostino Belli pour peindre, une fois de plus, la femme italienne d'avant 1968.

On m'a demandé, dit-il, si j'étais misogyne. La question m'a beaucoup surpris, puisque j'aime les femmes. Mais c'est la femme italienne, celle qui a été conditionnée par l'éducation, la famille, l'Eglise catholique et les structures sociales d'avant 68, qui rend les hommes misogynes. On est misogyne contre ce qu'on n'aime pas. C'est pour cela que je n'ai jamais pu aimer une femme italienne. La femme typique d'avant 68 va toujours dans le sens de son intérêt. »

La femme italienne est plus forte

C'est ainsi qu'on pourrait de Marcella dans « La Carrière d'une femme de chambre » répondre que « l'Élaine (les Messeri) dans « Une vie difficile », film, inédit en France, de 1961 (en noir et blanc) qui suit pourtant l'autre dans la chronologie historique.

L'action se passe de 1943 à 1960 et le portrait de femme est vu à travers un portrait d'homme.

Silvio (Alberto Sordi), jeune intellectuel, a fait de la résistance. Elana, fille d'un ouvrier d'un village du lac de Côme, lui a sauvé la vie. En 1946, il l'épouse. Silvio est journaliste de gauche, pauvre et idéaliste. Elana tend, elle, vers la bourgeoisie, l'aisance, le confort. Et Silvio ne peut faire coïncider son idéal de vie et son amour. La chronique, ici, concerne les années qui vont de la fin de la guerre au boom économique.

L'histoire italienne est toujours présente, comme dans cette scène du dîner chez des monarchistes, le soir du référendum qui donne à choisir entre la République et la royauté. La chronique est aussi celle, la fois comique et douloureuse, d'un échec. Tous les efforts que fait Silvio pour rester fidèle à son idéal ne lui valent que des déboires. Et lorsqu'il essaie de garder Elana en suivant la voie qu'elle veut tracer pour lui, il ne réussit pas davantage. Silvio se révolte, Elana le quitte. Il tente de la reprendre à son entourage bourgeois des boîtes de nuit de Viareggio, au cours d'une séance purgative chahutée, où Sordi, entre l'ivresse et les larmes, est génial. Finalement, Silvio va tricher pour récupérer Elana. On ne saura comment que par un gag retardé, au milieu d'une fin parfaitement amère.

J'ai travaillé à partir du physique d'Alberto Sordi, dit Risi. Il a le physique d'un vaincu, d'un soldat d'un vaincu. C'est un grand acteur. Naturellement, dans le film, la femme — la femme italienne — est plus forte que Silvio. Elle est hors de la mêlée. Son but, c'est le mariage et l'installation bourgeoise. J'ai toujours voulu enregistrer les menaces de mal et le comique que ces rêves ne se réalisent pas. On ne peut être que pessimiste à cause de cela. Il y a un pessimisme fondamental de l'existence. Au fur et à mesure, plutôt un optimisme, parce que j'aime la vie. Mais cela ne m'empêche pas de voir ce qu'il y a de méchant, de noir, de gris.

Et j'aime aussi le côté noir de la vie. C'est pourquoi je montre dans mes films sur la société italienne des rêves brisés et des « spéculations », des illusions et la réalité. »

JACQUES SICLIER.

« La Carrière d'une femme de chambre » : Studio Média, U.G.C. Odéon, Normandie (v.o.) ; Rex, Bretagne, Cinéma-Opéra, Liberté, U.G.C. Gobelins, les trois Mares (v.o.).

« Une vie difficile » : Marzà, Quartier-Latin, Jean-Renoir, les 14-Juillet, Mac-Mahon (v.o.).

Petites nouvelles

Le film du réalisateur japonais Nagata Osamu, « L'Empire des sens », vient d'être interdit à Bruxelles après deux jours de projections patronnées par la Cinéma-mathèque belge.

Un comité de soutien au Centre dramatique de Tours, dont le directeur, André Cellier, a été licencié en cours de contrat (à la fin de la semaine du 27 juillet), s'est constitué et a fait circuler une pétition qui a recueilli sept mille signatures. Renseignements : Mme Gagnot, 24, rue Leprieux, 37000 Tours, 02-45-35-35.

Le Grand Théâtre de mazarinettes de Leningrad donnera quatre représentations à la Maison des Amateurs (tél. 797-19-34) le 3 octobre, à 21 h. 30 et 20 h. 30, et les 4 et 6 octobre, à 20 h. 30. Il sera à la Maison pour tous d'Elancourt (tél. 062-82-81) le 5 octobre, à 14 h. 30 et 20 h. 45.

Théâtre

« Cyrano de Bergerac »

au Palais des congrès

Fantastiques, les accordeurs, au Palais des congrès. Bien larges, et à rallonges. On tire le cendrier, puis tout le reste se débâte, avec, derrière, des boutons, des trucs. C'est un chignon piteux. Les sales gosses de derrière se font, disent, administrer, disent la petite fille encore une qui a dû mettre sa robe préférée — se retourne : sa mère a raison. De bruit en bruit, l'attention se disperse, et les répliques de Cyrano vont se perdre au-dessus de la foule. Un frémissement continu de l'atmosphère dégageant la moindre émotion : il faudra que les gens rient ou applaudissent pour que l'attention redevenue collective. Elle le redonne.

Le parti de la Comédie-Française est dans cette présentation de Pierre Dux : « Il fallait une pièce populaire. » Donc, Cyrano de Bergerac, une très grande gerce, montée pour la neuvième fois depuis 1936, et les 3700 places du Palais des congrès. Dès le mois de juin, environ 50 000 places ont été réservées : comme lorsqu'elle s'est jouée à l'Opéra, elle s'est jouée à l'Opéra. La Comédie-Française rencontre une autre public — celui qui ne serait pas venu à l'Opéra et qui viendrait à la Comédie-Française. Mais le bâtiment remis à neuf de fond en comble, retrouve ses habitudes, en novembre.

C'est un bon Cyrano, déclare un dandy sortant qui a vu, notamment, Maurice Escande dans le rôle en 1948. Elle n'a pas aimé la scène du duel, celle des deux premiers actes ; à son avis, il a raté les morceaux de bravoure (en classe, on dit la scène du duel, la scène du duel, celle des « non merci »), mais l'a trouvé émouvant par la suite (il faudrait voir Jacques Desloges et Jacques Desloges, qui ont joué Cyrano en alternance). Malgré tous les micros et une retransmission par le fond de la salle, ça n'aurait rien. (D'ailleurs, même devant, c'est tout

juste). et deux messieurs se soutiennent qu'à la question : « A vingt ans, qu'auriez-vous choisi : être beau ou être intelligent ? » Chateaubriand avait répondu : « Être beau. » Des enfants qui, pas trop étonnés, répètent leur professeur de français trois rangs plus loin, un couple qui gratte péniblement les marches interminables, c'est bien une pièce populaire, un « classique », que tous sont venus voir. C'est qui arrive tout neuf, avec le seul préjugé défavorable qu'inspire une pièce célèbre, familière mais inconnue, découverte, raval, un personnage tout à fait sympathique et un texte très brillant, poétique par son habileté même. L'honneur de Rostand, c'est parfois le nôtre : quel choc.

A défaut de saisir les vers en entier, à défaut de les goûter dans le recueillement des vraies salles de théâtre, on peut se contenter de regarder les images. Respectant autant que possible la mise en scène réglée par Jacques Charon, Jean-Paul Rousillon a su l'adapter à la scène du Palais des congrès. Une ouverture de vingt-deux mètres, c'est-à-dire environ trois fois plus grande que celle du Français, les contraintes diverses imposées par les normes ne suffisent pas à gonfler, mais une transposition. Pour retrouver la bonne échelle, la figuration a été étoffée. Sur tout, les décors qui a vu, notamment, Maurice Escande dans le rôle en 1948. Elle n'a pas aimé la scène du duel, celle des deux premiers actes ; à son avis, il a raté les morceaux de bravoure (en classe, on dit la scène du duel, la scène du duel, celle des « non merci »), mais l'a trouvé émouvant par la suite (il faudrait voir Jacques Desloges et Jacques Desloges, qui ont joué Cyrano en alternance). Malgré tous les micros et une retransmission par le fond de la salle, ça n'aurait rien. (D'ailleurs, même devant, c'est tout

CLAIRE DEVARIEUX.

* Palais des congrès (porte Maillot), 20 h.

« LES MAINS SALES »

vingt-huit ans après

« Comment peut-on se faire homme dans, par et pour l'histoire ? » C'est la question de la morale avec la politique ? Comment assumer, outre nos intentions profondes, les conséquences objectives de nos actes ?

Ces questions, Sartre disait, en 1948, l'année des « mains sales », qu'il réactualiserait « nos questions ». Il avait raison. Et il pose, dans sa pièce, bien d'autres questions, sur le terrorisme, la discipline, sur l'incertitude des doctrines qui sont peut-être aujourd'hui plus actuelles encore qu'il y a vingt ans.

Il faut relire les Mains sales. C'est une œuvre de première force. Elle est un grand succès et une intelligence immenses, et une honnêteté de chaque seconde. Sartre essaie d'y voir un peu clair dans ces projets politiques et ces questions de principes sans lesquels chacune de nos vies n'aurait ni avant ni arrière, ne serait pas en route.

Lorsqu'une œuvre de théâtre, pour une fois, cherche à saisir et à nous faire saisir des choses comme celles-là, on n'a pas envie de lui chercher des poux. Sartre disait, toujours en 1948, que la beauté des œuvres de théâtre n'est pas plus que la mesure à la forme et au fond, mais à la densité d'être.

Dans les Mains sales, Sartre bête sur ce même sujet, exactement, qui nous occupe aujourd'hui : réunir les moyens d'une société équitable et donner ses chances à la liberté. Ça il lui a sur cet écueil avec une « densité d'être » que nous rencontrons rarement.

Il y a un enthousiasme, dans cette pièce, une jeunesse de cœur, une droiture. Sartre a dit que lorsque les mots sont malades, c'est l'affaire de l'écrivain de les guérir. Si nous parcourons un peu plus la clarté de Sartre, celle des Mains sales, les mots seraient mieux portants, les luttes politiques aussi.

Il l'autorise. Et il fait une erreur, parce qu'il se trouve que cette mise en scène de Patrick Dreux-ban n'est pas du tout sûre de la pièce, et que les acteurs sont insuffisants aussi, à tel point que l'œuvre est méconnaissable.

Devant ce contretemps, on voudrait demander l'impossible. On voudrait qu'un public jeune, responsable, pas bête, aille voir en folie les Mains sales, et s'enthousiasme, soit après tout, cette pièce contre sa mauvaise représentation, à tel point que les acteurs, peu à peu, encouragés, se débâtent, se mettent à jouer juste et bien. Voilà ce qui serait beau. Ce qui serait juste. Sartre, en tout cas le mérite, et, plus que lui-même, son honnêteté profonde, sa pénétration, son cœur si ouvert. Qu'on ne vienne pas nous demander de jouer les pions et les critiques : on ne rêve que de solliciter une représentation malade de l'œuvre d'une belle pièce d'un des seuls écrivains de notre histoire qui ait su garder, dans une foule d'acceptation du mot, les mains propres.

MICHEL COURNOT.

* Mathurins, 20 h. 45.

Décentralisation

Le tribunal de commerce de Nice vient de nommer un administrateur judiciaire qui aura pour tâche d'examiner la situation financière du Théâtre de Nice, centre dramatique national, dirigé, depuis 1974, par Jean-Pierre Besson et Jérôme Walrafen. Un conflit oppose depuis plusieurs mois les directeurs à la société gérante du centre, qui estime les résultats obtenus sur le plan culturel insuffisants en regard de l'importance des subventions et juge la direction « trop autoritaire et personnelle ». Celle-ci — à qui revient l'initiative d'avoir demandé un administrateur judiciaire — réclame la dissolution de la société fondée par son prédécesseur, Gabriel Monnet.

Le Théâtre de Nice a reçu, pour son exercice 1975, une subvention globale de 3 375 000 F, dont 1 250 000 F de la municipalité. Le montant des dotations pour 1977 s'élève à un total de 4 400 000 F.

sans aucun doute le film le plus drôle de mémoire de spectateur

LA PREUVE:

à mourir de rire, LEONID BIKOV
on rit beaucoup à ce film bouffon et tendre
une gamme de rires et d'émotions
souvent cruel, toujours drôle
le rire, ici, est féroc
à sangloter de rire

Mes Chers Amis



MONTE-CARLO (v.o.) - ELYSÉES LINCOLN (v.o.) - QUINETTE (v.o.) - NATION (v.f.)
FRANÇAIS (v.f.) - SAINT-LAZARE PASQUIER (v.f.) - MONTMARNASSE PATHE (v.f.)
CLUB Maisons-Alfort (v.f.) - BUXY Val d'Yver (v.f.) - PERRAY Sainte-Genève des Bois

UN NOUVEAU SERVICE :

EN 1975, le Monde, qui est lu chaque jour, d'après le Centre d'étude des supports de publicité (voir le Monde du 27 juillet), par 847 000 cadres, a inséré 1 599 570 mm (source SECODIP) de publicité d'emploi (annonces sur 2 colonnes et plus).

Un tel volume représente près de 500 pages dans l'année exclusivement consacrées aux offres d'emploi encadrées. C'est la plus importante rubrique spécialisée de la presse française.

La consultation quotidienne de ces propositions

est indispensable au lecteur personnellement et directement intéressé à la recherche d'un emploi, mais sans doute fastidieuse pour celui qui ne désire que suivre les fluctuations du marché, soit par profession, soit pour mieux se situer.

Pour faciliter la tâche du lecteur, et lui apporter ainsi un service complémentaire, le Monde met dorénavant à sa disposition un nouvel outil : le Monde information-professions, qui se propose de lui fournir, chaque semaine, la synthèse des offres parues

direction générale

Les exemples ci-dessous ne comportent que quelques-uns des postes qui figurent dans les tableaux hebdomadaires adressés aux abonnés à ce service.

Définition du poste	Nom et taille de l'entreprise	Activité de l'entreprise	Lieu de travail	Langues	Diplômes	Rémunération	Observations particulières à l'employeur	Organisme à contacter	Parution « le Monde » daté du
DIRECTEUR GENERAL. — Responsabilité totale du secrétariat de l'Association, responsabilité de la coordination des divers comités de l'Association, devra se charger de toutes les démarches diplomatiques avec les organismes nationaux et internationaux.	Dispositif 322 établissements dans 62 pays	Association non politique sans but lucratif	Zurich	Trilingue Anglais Français Allemand		110 000 francs suisses	Entre 45 et 50 ans. Devra faire preuve de tact et de délicatesse.	Allen Davis - JOHN VEALE Associates Ltd 128 Crawford Street Londres W1B 4AP	15/9
DIRECTEUR GENERAL. — Entière responsabilité de la société française. Sera chargé de développer l'entreprise et de mettre en place les politiques pour atteindre les objectifs définis avec la maison mère.	Groupe international	Fabricant de jouets	Paris		Enseignement supérieur	Fonction de l'expérience et voiture	35 ans minimum, homme de marché, ché, très bonne connaissance des circuits de distribution, expérience qu'il soit dans un poste similaire, soit comme directeur du marketing (résultats marquants), habitude du	E. ROUDIL 2, avenue Montaigne 75008 Paris Rél. M 61 906	21/9
DIRECTEUR. — Responsable gestion administrative budgétaire, gestion commerciale et relations clients, exploitation et gestion personnel.	100 personnes	Société de transports et manutentions	Lyon		Formation générale supérieure		Candidat originaire de région lyonnaise. Expérience milieu industriel.	L.T.M. CONSULTANTS Département Sélection Cadres Tour Horizon - 52, Quai National 69004 Fribourg Rél. 249 M	21/9
DIRECTEUR FILIALE EN R.F.A. — Assurer le développement de la filiale et sa gestion, conception et lancement de nouveaux produits, exploitation de produits existants.	Editions de France	Editeur de magazines grand public	Frankfurt	Bilingue français et allemand			Aventurier du média-business en R.F.A.	EGOR 5, rue Meyerbeer 75009 Paris Rél. 1171 B	21/9
DIRECTEUR. — Pour animation de l'ensemble et coordination des services, responsabilité directe des fonctions : personnel, contrôle de gestion, méthodes.	400 personnes	Usine de transformation caoutchouc et plastiques	Sarlat (Dordogne)		Formation scientifique	120 000 francs	Expérience de la gestion, de l'organisation du travail, des relations avec le personnel, formation permettant l'approche de techniques relevant de la physique-chimie, électricité, mécanique, pneumatique.	M. B. C. 104, Champs-Élysées 75008 Paris Rél. F 21	22/9
DIRECTEUR. — Responsable de la gestion technique administrative et humaine de son unité.	1 500 personnes	Une des usines d'un groupe international	Grande région parisienne	Anglais	Ingénieur diplômé grande Ecole	160 000 francs	35 ans minimum, justifiant d'une expérience complète dans un poste comparable.	SPEHAR 12, rue Jean-Jacques 92087 Fribourg Rél. 9920	22/9

direction commerciale

Définition du poste	Nom et taille de l'entreprise	Activité de l'entreprise	Lieu de travail	Langues	Diplômes	Rémunération	Observations particulières à l'employeur	Organisme à contacter	Parution « le Monde » daté du
DIRECTEUR COMMERCIAL. — Définir la stratégie commerciale (concevoir la promotion du produit et les actions publicitaires). Agir sur la direction des ventes et assurer les contacts avec les centrales.		Distribution d'un produit alimentaire de grande consommation	Lille				35 ans minimum, grande expérience et dynamisme, dans fonction similaire pour une grande marque alimentaire.	Bernard Krief Consultant 1, rue Danton 75208 Paris, Cédex 06 Rél. 1013/M	18-9
DIRECTEUR (TRICE) COMMERCIAL. — Assurant responsabilité des achats.	200 personnes	Confection industrielle féminine	Paris				Disponibilité, dynamisme, sérieuses références.	INNOVATES 23, rue des Jeuneurs, 75002 Paris	18-9
CHEF DES VENTES. — Responsable de l'animation et de l'expansion des ventes en France et dans le bassin méditerranéen. Larges possibilités d'évolution.	Importante société	Spécialiste de systèmes de tests pilotés par ordinateur	Paris	Anglais et autre langue étrangère souhaitée			30 ans minimum, solide expérience en hard-ware et en circuits logiques et analogiques, rompu aux négociations au plus haut niveau.	P.J. Pierre-Lichau 10, rue de Louvois 75003 Paris, Cédex 02 Rél. 7193	21-9
DIRECTEUR DES VENTES. — Sera chargé d'appliquer la politique offensive de la direction commerciale, de dynamiser la force de vente, d'assurer des contacts commerciaux à haut niveau.	Groupe européen	Pièces automobile	Région parisienne				Homme d'expérience, mais combatif. 10 ans minimum d'expérience technique et commerciale.	Havas Contact 156, bd Haussmann, 75008 Paris Rél. 72174	21-9
INGÉNIEUR RESPONSABLE DES VENTES. — Sera chargé de l'animation d'une équipe technico-commerciale et participera à la fonction marketing.	Importante firme internationale	Matériaux et procédés (traitement liquide-solide) pour industries variées	Paris	anglais	ENSI, chimie ou équivalent		Expérience de plusieurs années d'animation et de gestion d'une équipe de ventes.	ETAP 4, rue Massenet 75009 Paris Rél. MU 176 CM	22-9
DIRECTEUR COMMERCIAL. — Déterminera, en accord avec la direction générale, la politique, et sera chargé de son application, assurera les relations avec les différents services centraux, négociera les plus gros contrats, animera et gèrera l'ensemble du personnel.		Vente de produits alimentaires auprès des collectivités	Dijon	anglais indispensable et allemand apprécié	Formation sup HEC - ESSEC			GEFOP 7, rue de Lincoln, 75008 Paris Rél. 918/M	22-9

relations humaines

Définition du poste	Nom et taille de l'entreprise	Activité de l'entreprise	Lieu de travail	Langues	Diplômes	Rémunération	Observations particulières à l'employeur	Organisme à contacter	Parution « le Monde » daté du
DIRECTEUR DU PERSONNEL. — Il aura à développer les relations humaines dans une entreprise en très forte expansion.	1 000 personnes	Métallurgie	Troyes				Excellent professionnel dans la fonction, dynamique, disposant d'une autorité naturelle et d'une bonne aptitude aux relations syndicales.	G.F.C. 103, rue de la Pompe, 75116 Paris Rél. 488	15/9
JEUNE DIRECTEUR RELATIONS HUMAINES. — Chargé de développer la fonction d'abord sur la filiale française, puis sur l'ensemble des autres filiales d'Europe du Sud.	Groupe américain en pleine expansion		Paris	Anglais courant		30 000 F à 110 000 F	5 ans d'expérience minimum dans la fonction personnel.	G.F.C. 103, rue de la Pompe, 75116 Paris Rél. 422	15/9
RESPONSABLE DU RECRUTEMENT ET DU SUIVI DES CARRIÈRES.	1 500 cadres		Paris (banlieue Sud-Ouest)				25 ans min., 4 à 6 ans d'expérience dans la fonction recrutement acquise soit en entreprise soit en cabinet conseil.	G.F.C. 103, rue de la Pompe, 75116 Paris Rél. 447	16/9
ANIMATEUR-CONSEIL EN FORMATION. — Large autonomie, analyse de la demande, conception de programmes, animation de groupes niveau cadres inter ou intra entreprises.	AFPM-DPI	Association pour la formation dans les industries des métaux	Marly-le-Roi		Diplômé grande école (ESSEC, ESCP ou équivalent)		30 ans min., solide formation complémentaire en psychologie, expérience d'animateur de formation, expérience de l'industrie à un poste opérationnel ou fonctionnel.	ETAP 4, rue Massenet, 75016 Paris Rél. MC 150 AM	17/9
RESPONSABLE DE FORMATION. — Participera à l'élaboration de la politique de formation et coordonnera la mise en œuvre dans les usines et les filiales.	Très important groupe	Industrie	Paris		Formation ingénieur		Expérience en formation, et si possible ayant assumé dans l'industrie des responsabilités opérationnelles (production, entretien, travaux).	ETAP 4, rue Massenet, 75016 Paris Rél. DW 161 CM	17/9
JEUNE DIRECTEUR DU PERSONNEL. — Pour une des exploitations du groupe (600 personnes), grande possibilité d'évolution.	Groupe 3 500 personnes		Est de Paris		Formation supérieure	80 000 F	3 ans d'expérience dans la fonction, si possible comme adjoint d'un directeur de personnel d'unité plus importante.	BERNARD KRIEF Consultants 1, rue Danton, 75203 Paris - Cédex 06 Rél. 2383 M	22/9

SERVICE

Je m'abonne

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

dans le journal pendant la semaine précédente. Ainsi, le chef du personnel ou le directeur des relations humaines désireux, pour sa société, de connaître la tendance du marché se rapportant aux professions du marketing, ou, à titre individuel, le chef de publicité désireux d'améliorer sa situation, pourra recevoir sur abonnement la synthèse hebdomadaire des postes proposés pendant la semaine précédente.

Cette sélection des annonces par type de postes

(directeur administratif, directeur commercial, chef comptable, etc.), qui satisfiera la majorité des demandes, pourra cependant être complétée, ou remplacée, au gré de l'abonné, par un récapitulatif des offres regroupées selon d'autres critères (par profession, lieu géographique, diplômes exigés, etc.). Nous publions ci-dessous quelques exemples de ces synthèses ainsi que les renseignements sur les tarifs et les modalités d'adhésion au service « Le Monde » information-professions.

Direction administrative

Définition du poste	Nom et taille de l'entreprise	Activité de l'entreprise	Lieu de travail	Langues	Diplômes	Rémunération	Observations particulières à l'employeur	Organisme à contacter	Parution « Le Monde » datée de :
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER. — Devra fournir les résultats financiers du groupe, assister la direction commerciale, organiser et animer la comptabilité, assurer les contacts avec les banques.	Rydelco		Sud-Ouest		Formation supérieure		Trente-cinq ans minimum, avec expérience en matière de problèmes comptables, financiers, d'élaboration et contrôle budgétaire, d'organisation administrative, de problèmes informatiques.	Rydelco Direction du personnel 21, rue de la République 47240 BON ENCONTRE	15-9
CONTRÔLEUR DE GESTION. — Fixation des objectifs annuels, établissement des budgets correspondants, consolidation des bilans prévisionnels du groupe.	La Financière Bouvet Ponsar	Société de gestion d'un groupe franco-comtois (matériaux de construction)	Besançon		Formation commerciale et I.C.G.	110 000 F	Expérience de la fonction.	Bernard Krief consultants 1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06 Tél. 2 330 31	15-9
CONTRÔLEUR. — Pour la gestion d'un système sophistiqué de contrôle financier, et le suivi des problèmes de production.	Société américaine, internationale	Fabrication de produits de grande consommation	Isère	Anglais partiel	S.E.C., ESSEC	140 000 F	Trente-deux ans minimum, expérience de plusieurs années dans un poste semblable au sein d'une société américaine.	Nicholas Angell conseil en recrutement financier 149, rue Saint-Honoré 75001 Paris Tél. 76 107	15-9
DIRECTEUR ADMINISTRATIF. — Secorder le président du directeur dans la définition des politiques, prendre en charge l'organisation administrative du groupe, conseiller les dirigeants des filiales.	Groupe agricole	Activité viticole	Normandie		Sup. de CO, Agr. en 1 ^{er} plus I.A.E.		Trente-cinq ans minimum, expérience de responsabilité administrative et financière dans un groupe intervenant sur le marché de la consommation de masse.	Alexandre Tio S.A. 10, rue Royale 75008 Paris J.-E. Leymarie Tél. 3 086 131	15-9
CONTRÔLEUR DE GESTION.		Industrie électronique	Provence		R.E.S., ESSEC, Sup de CO		Trente-cinq ans minimum, plusieurs années d'expérience, connaissances informatiques.	Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75001 Paris Numéro 74 875	15-9
CONTRÔLEUR DE GESTION. — Assurer sous la responsabilité du directeur financier, le contrôle de gestion des filiales laïcs.	Important holding		Région parisienne		Formation grande école	100 000 F à 130 000 F	Expérience de trois ans minimum de cabinet d'audit, deux ans de pratique du contrôle de gestion.	Fastral 15 bis, rue Clémence 75116 Paris	21-9
DIRECTEUR ADMINISTRATIF. — Responsable des questions comptables, de déclarations administratives, et fiscales, de la paye, devra établir les tableaux de bord de la direction générale, effectuer les prévisions, assister le président dans sa politique financière.	C.A. 40 millions 400 personnes (3 agences)	Second œuvre pour le bâtiment	Sous-Paris Deux ans minimum sans secteur Paris selon désir		D.E.C.E. si possible et formation commerciale R.S.C.P., R.S.C.	100 000 F	Trente-cinq ans minimum, expérience analogue acquise dans le secteur du bâtiment.	Bena Sélection Centre Medra, 15, rue Barbès Montrouge Tél. 4 516 31	21-9

informatique

Définition du poste	Nom et taille de l'entreprise	Activité de l'entreprise	Lieu de travail	Langues	Diplômes	Rémunération	Observations particulières à l'employeur	Organisme à contacter	Parution « Le Monde » datée de :
ANALYSTES PROGRAMMEURS INGENIEURS INFORMATIQUES	Groupe informatique franco-marocain		Maroc				Nationalité marocaine et quelques années d'expérience.	EMPLOIS ET CARRIERES 30, rue Vernet 75008 PARIS Tél. 83 1 LM	15/9
CADRE INFORMATIEN. — Sera un des chefs de projets du service informatique de la société.	Importante entreprise	Industrie	Paris		Formation sup. HEC, Sup de CO (Paris), ESSEC		2 ans min. d'expérience en informatique de gestion dans l'industrie et ayant participé à des projets de bout en bout.	GEDIV SELECTION 65, avenue de Wagram 75017 PARIS Tél. 967	16/9
INGENIEUR EN ELECTRONIQUE. — Pour études avancées des applications électroniques et physiques.		Usine électromécanique	Saint-Lô				3 ans d'expérience en industrie d'applications électroniques.	SPERAE 12, rue Jean-Jacques 92007 PUTEAUX N° 9650	20/9
DIRECTEUR DE L'INFORMATIQUE. — Assurera la réalisation progressive des différents traitements informatiques du groupe dans l'optique de technologie moderne.	Groupe de sociétés		Limite Paris			140 000 F	Technicité et expérience des problèmes de gestion, esprit de relations humaines.	CARRIERES INFORMATIQUE Conseil en recrutement 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS Jean FORACHIA, tél. 3032 M	21/9
CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE capable par sa personnalité, ses connaissances techniques, son esprit de créativité, d'assumer la responsabilité du service.		Groupe industriel	Banlieue sud-est de Paris			100 000 F	Expérience de fonction identique ou de chef de projet.	CARRIERES INFORMATIQUE Conseil en recrutement 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS Jean FORACHIA, tél. 3032 M	21/9

RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES

Les services du « Monde » Information - Professions procèdent chaque jour à l'analyse des offres d'emploi encadrées publiées dans le journal.

Ils sont en mesure, à compter du 1^{er} octobre 1976, de vous apporter les prestations suivantes :

1) Adresser chaque semaine à toute personne qui en fera la demande le ou les tableaux récapitulatifs par fonction dont plusieurs exemples ont été donnés ci-dessus.

2) Les fonctions disponibles sont les suivantes :

- Direction générale, fonctions multipostes.
- Marketing, relations publiques, publicité.
- Informatique.
- Production, entretien.
- Ingénieurs.
- Etudes organisation et recherche.
- Direction financière et administrative.
- Comptabilité.

— Personnel formation relations humaines et sociales.

— Direction commerciale vente.

— Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

Les abonnements peuvent être souscrits pour des périodes de 6 semaines, 3 mois, 6 mois ou 1 an.

Le tarif de l'abonnement, en fonction du nombre de fonctions demandées et de la durée, est précisé dans le tableau ci-dessous.

2) Procéder, à votre demande, à toute recherche, analyse, classification des offres d'emplois publiées, telles que : récapitulatif des offres concernant une profession, la banque, par exemple, ou de celles localisées dans une ville, un département ; analyse des critères d'aptitudes à un poste, des conditions de travail ou des avantages sociaux stipulés.

Ces prestations sur mesure devront faire l'objet d'un accord préalable entre « Le Monde » Information-Professions et le client.

TARIF DES ABONNEMENTS (en francs)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	30	40	50	60	70	80	90	100	110	120
13 semaines	40	60	80	100	120	140	160	180	200	220	240
26 semaines	70	100	130	160	190	220	250	280	310	340	370
52 semaines	120	160	200	240	280	320	360	400	440	480	520

Ex. : 4 fonctions pendant 13 semaines = 140 F.

La souscription à un abonnement peut être faite à l'aide du bon de commande ci-contre.

Tous renseignements complémentaires peuvent être demandés :

● PAR ECRIT
« Le Monde » Information-Professions,
5, rue des Italiens, 75007 Paris Cedex 09

● PAR TELEPHONE
Mme Fischer
« Le Monde » Information-Professions,
(01-47-72-05)

BON DE COMMANDE A DECOUPER

« LE MONDE » INFORMATION-PROFESSIONS
5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Je désire recevoir la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes (mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues) :

- ☐ Direction générale, fonctions multipostes.
- ☐ Marketing relations publiques publicité.
- ☐ Informatique.
- ☐ Production, entretien.
- ☐ Ingénieurs.
- ☐ Etudes organisation et recherche.
- ☐ Direction financière et administrative.
- ☐ Comptabilité.
- ☐ Personnel formation relations humaines et sociales.
- ☐ Direction commerciale vente.
- ☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

Je m'abonne pour le nombre suivant de semaines (entourer le chiffre retenu).

6	13	26	52
(3 mois)	(6 mois)	(1 an)	

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande).

NOM

SOCIETE (le cas échéant)

ADRESSE

TELEPHONE

Mode de règlement : par chèque bancaire établi à l'ordre du « Monde » ou chèque postal (C.C.P. 6297-25 Paris).

OFFRES D'EMPLOI	1 ^{re} ligne	2 ^e ligne
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	61,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	1 ^{re} ligne	2 ^e ligne
"Placards encadrés"	28,00	32,68
Double insertion	34,00	38,70
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,68

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux



emplois régionaux

ESB EUROPE B.V.

The European Marketing Subsidiary of ESB Incorporated, of Philadelphia, U.S.A., the world's largest manufacturer of batteries and related power systems, is looking for a young and energetic

salesman

to handle existing accounts and to seek new accounts in the electronic watch, hearing aid, photographic and electronic markets in Metropolitan France. ESB Incorporated produces highly sophisticated batteries for these markets, and is the world's leader in this field. A rapid expansion of business in Europe is envisaged, and the successful candidate will join a young and dedicated sales team.

The man selected for this important appointment will report to the Sales Manager, Consumer Products, who is located in the Netherlands. He will be 30 to 35 years of age, and should preferably have sales experience in the field of consumer electronics. He will be self-motivated, hard working and capable of selling at all market levels.

A good knowledge of written and spoken English is essential, and the successful candidate will be a French National resident in France, preferably in the Paris Region. He must be prepared to travel extensively in his area, and must be capable of organising his work without constant supervision.

An attractive salary is offered, together with the normal fringe benefits such as a company car, pension scheme, etc.

Applications in English, together with details of previous experience, curriculum vitae, and a passport photo, should be sent to: Mr. C. A. Kalker, Sales Manager, Consumer Products, ESB Europe B.V., Postbus 105, VOORSCHOTEN, Netherlands.

All applications will be treated in strict confidence, and will be acknowledged.



IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE recherche pour

AFRIQUE NOIRE

J.H. COMPTABLE D.E.C.S. ou EQUIVALENT pour postes administratifs et comptables d'une importante succursale.

Avantages habituels d'expatriation.

Adresser C.V. et prétentions à: 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

MERLIN-GERIN recherche pour chasser en

Algérie

UN ADJOINT ADMINISTRATIF 25 ans minimum.

Formelles I.U.T. comptabilité. Expérience en fiscalité algérienne souhaitée.

Envoyer curriculum vitae à: MERLIN-GERIN, B.P. 142, 92282 NEUILLY.

Ch. pr mission 9 mois oct.-juin COTE-D'IVOIRE (ABIDJAN) une charge d'agent économique 1.000 F. logé, compl. France.

Ecr. ou tél. : 926-99-11 ANAFOR 8, r. de Valenciennes, 75017 PARIS.

POUR ALGERIE STE AMERICAINE RECH. ASS. AU DIRECT. TECHNIQUE

Excellent organisateur, il sera responsable de la bonne marche administrative du camp, des problèmes logistiques. Devra aussi établir plans de charge pour montage matériels forage d'eau, équipements annexes et véhicules ainsi que programmes maintenance préventive, etc. en liaison avec responsables concernés. Il aura déjà occupé postes similaires outre-mer. Anglais parlé et écrit. V.I. indisp. Adr. photo, C.V., prétent. n° 50 744 M REGIE-PRESSE, 25 bis, r. Reaumur, Paris-9.

Société de transports internationaux recherche

3 cadres

• CHEF COMPTABLE QUALIFIE pour MOYEN ORIENT

• DECS ou niveau équivalent. • Anglais indispensable. (Référence 183AM)

• COMPTABLE QUALIFIE • DECS ou niveau BTS. • Célibataire de préférence. • Anglais courant indispensable. • Poste comportant déplacements périodiques en AFRIQUE NOIRE. (Référence 183BM)

• CADRE TRANSITAIRE pour grande ville AFRIQUE NOIRE

• expérimenté en transports maritimes et aériens. (Référence 183CM)

Ces trois postes comportant les avantages sociaux et matériels liés au statut des expatriés : retraites, logement, prévoyance, etc. . .

Adresser C.V. et photo en précisant la référence du poste choisi à HAVAS CONTACT 156, Bd Haussmann 75008 PARIS, qui tr.

Une importante Société livrant des usines et installations « clefs en mains » dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français, recherche DES

INGÉNIEURS DIRECTEURS DE CHANTIER

EXPÉRIMENTÉS

Pour : U.R.S.S. - POLOGNE - IRAK - ALGERIE

Une spécialisation en pétrochimie, papeterie, cimenterie ou métallurgie sera appréciée. Il s'agit de grandes opérations permettant à des personnes de valeur de développer une carrière particulièrement brillante.

CONDITIONS FINANCIERES INTERESSANTES

Adr. C.V., photo et prétent. au n° 76.877, CONTEXTE Publ., 20, av. l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui tr.

Recherches pour bureaux et chantiers :

INGÉNIEUR route et assainissement

Bonne expérience exigée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à ECO Ingénieur Conseil, B.P. 1781 ABIDJAN.

IMPORTANTE STE D'INGÉNIEURS CONSEIL A VOCATION INTERNATIONALE recherche

ADJOINTS TECHNIQUES EN GÉOTECHNIQUE ROUTIÈRE

pour missions Outre-Mer

Pratique du laboratoire et du travail sur le terrain.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions sous la référence 88 16 à: P. O. V. L. S., 5 bis, rue Keppler, 75116 PARIS. — Tél. : 723-43-00.

PROFILS

Le département Travaux Publics d'un des premiers groupes français de Bâtiment et de Travaux Publics dont le chiffre d'affaires est supérieur à 2 milliards de francs

cherche pour un gros chantier portuaire AU MAROC son

DIRECTEUR DE TRAVAUX

L'expérience d'opérations de grande envergure à l'étranger est indispensable à ce poste. Ce directeur de travaux est un excellent technicien mais aussi un gestionnaire et un leader. L'autonomie liée à ce poste implique une forte personnalité.

Adresser votre candidature sous la référence n° 77.097 à Contesse Publicité, 20 avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Discretéon assurée

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Intégrer l'Informatique à l'Entreprise

Modularité et intelligence sont les maîtres mots de la gamme Informatique Olivetti. La variété des configurations possibles de chaque matériel permet de proposer un système informatique adapté sur les besoins effectifs de chaque entreprise. Nous recrutons pour ROUEN un

INGENIEUR COMMERCIAL SYSTEME

qui devra diffuser des terminaux bancaires, des mini-ordinateurs de gestion, des systèmes de saisie et de transmission des données, essentiellement auprès des Banques, Services Publics et Entreprises de Distribution de son secteur. Son action auprès des clients se poursuivra également après-vente.

Une formation supérieure commerciale ou informatique, l'expérience de la saisie et de la transmission des données, du téléprocéssing, enfin une expérience de vente sont autant d'éléments qui nous permettront d'établir notre choix.

olivetti

Adresser C.V. et prétentions sous réf. K 16 à Monsieur GIESE, OLIVETTI FRANCE, D.P.R.H. 91 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 PARIS

UN DES PREMIERS GROUPES CHIMIQUES FRANÇAIS RÉALISANT UNE IMPORTANTE USINE RECHERCHE UN CANDIDAT DE VALEUR POUR CRÉER LE POSTE DE

CHEF DES SERVICES DU PERSONNEL

Ce poste peut convenir à cadre formation supérieure, ayant assuré pendant 5 ans au moins des fonctions de chef de personnel en usine et ayant à son actif également eu l'occasion d'assurer des responsabilités opérationnelles (type production, entretien...). Il assurera l'ensemble des fonctions de personnel.

POSTE TRÈS INTÉRESSANT POUR CANDIDAT CAPABLE DE PROMOUVOIR UNE GESTION MODERNE DU PERSONNEL

Poste : Grande ville NORD-FRANCE.

Ecrire sous réf. DW 156 CH. 4, rue Massenet, 75016 Paris. DISCRETION ABSOLUE.

etap

Johns-Manville

IMPORTANT FABRICANT MONDIAL DE PRODUITS D'ISOLATION recherche pour poursuivre son expansion en Europe et spécialement en France

des ingénieurs ou cadres commerciaux et des délégués commerciaux

chargés de développer ses relations avec les professionnels du bâtiment et les négociants en matériaux de construction, dans les régions NORD, EST, CENTRE et SUD-OUEST DE LA FRANCE.

Nous vous remercions d'écrire avec C.V. et photo, sous réf. CD-745, en précisant le secteur désiré, à JOHNS-MANVILLE, Directeur des Relations Humaines, 9-11, rue du Colonel de Rochefort, 92505 - RUEIL-MALMAISON.

DIRECTEUR GENERAL TEXTILE

Située dans l'Ariège, la Société (200 pers.) fabrique du tissu de pure laine cardée de qualité pour la confection homme et dame. Sa production est entièrement intégrée. Elle recherche un cadre connaissant bien le produit pour succéder puis remplacer son Président à la tête de l'entreprise.

25 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf 636M.

Industrie au Maroc ch. ins. ou tech. sup. pour occup. le poste de : Directeur Technique. Une grande expérience de : embouteillage, soudure, traitement des surfaces, sera déterminante. Envoyer C.V. complet à : SIE DAR EL BERRAD, B.P. 751 Casablanca (MAROC).

Petite école de langues ne aduit. R.F.A. (F.U.L.P.) rech. d'une JEUNE COLLABORATRICE pour enseignement de : anglais, diplom. univers. DUEL minin. Ecr. n° 7.046, « le Monde » Pub., 3, r. de Valenciennes, 75017 Paris-9.

Important Bureau d'Etudes IVOIRIEN recherche :

INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

4 ans d'expérience dans l'étude des réseaux de distribution et d'assainissement. Contrat de 2 ans.

Nombres avantages : Logement, congés en France voyage à la charge de la Société.

Envoyer C.V., dét. à C.E.S.T.P., 12, rue Brancion 75727 Paris Cedex 15.

INGÉNIEUR CIVIL pour Direction de projet en Arabie Saoudite. Route, V.R.D. 5 ans d'expérience minimum. Anglais obligatoire. Téléphone : (93) 29-22-53

Advertising Supervisor

Due to the rapid expansion of business in our Agricultural Products Company (MAPC), we have an interesting vacancy for an Advertising Supervisor, who will assist our Advertising Manager in the planning, creation and execution of media, advertising, sales promotion and public relations programmes. The job, which is Brussels based, involves the development of programmes in conjunction with local ad agencies, with our sales managers and/or distributors throughout Europe.

We are looking for a university graduate, preferably around 27-32 years of age, with fluency in English and with a good knowledge of German and French. The job will be best suited to a person with a background in advertising or advertising projects. A knowledge of the agricultural products field would be an asset.

The ideal candidate must have a creative flair and be capable of working as part of a marketing team. He or she should also be prepared to transfer to a marketing or product management function at some time during his or her career. MAPC is one of the 5 operating companies of Monsanto: its products include animal & poultry feed additives, fertilizer materials, selective herbicides & insecticides.

If you are interested in this position, please send your detailed application, in English, to Mr. J. Verindren, Personnel Department, Monsanto Europe N.V./S.A., avenue de Tervurenlaan 270-272, B-1150 Brussels, Belgium.

Monsanto

GROUPES INTERNATIONAUX FRANÇAIS recherche pour

AFRIQUE FRANCOPHONE

CHEF COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

qui sera chargé de la mise en route d'une comptabilité générale et analytique dans une filiale africaine après avoir reçu une formation spécifique en France (6 mois).

Nous demandons : — 28 ans minimum ; — D.E.C.S., B.T.S., I.U.T. ou équivalent ; — expérience pratique de tenue complète d'une comptabilité et de l'encadrement d'un groupe de travail et, si possible, de l'Afrique.

Adr. C.V. détaillé, photo et prétent. au n° 2222 à: 21, Bd BONNE-NOUVELLE, 75002 PARIS qui transmettra

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



DISTRICT MANAGER

pour Région NORD et CENTRE FRANCE

- Vous connaissez à fond le marché des Véhicules Utilitaires grâce à vos années d'expérience dans le milieu du Poids Lourd.
- Votre dynamisme et votre personnalité vous font rechercher les responsabilités et les contacts.
- Vous êtes disponible et acceptez la mobilité.

... Alors vous êtes l'homme qu'il nous faut pour participer au développement en France du premier constructeur mondial de Véhicules Automobiles.

Adressez votre curriculum vitae détaillé à :
GENERAL MOTORS FRANCE
Service du Personnel (VM)
5, bd Gallieni 92231 GENNEVILLIERS.



SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
IMPLANTÉE EN NORMANDIE

RECHERCHE

DIRECTEURS de SUPERMARCHES

(500 - 1.000 m²)

- nous recherchons une expérience de plusieurs années dans la distribution, pour assurer le développement commercial du magasin, le contrôle de la gestion et la direction des effectifs;
- nous offrons une rémunération assortie d'un important intéressement aux résultats.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à :
JOUBERT, Direction Commerciale,
B.P. 7, 14650 CARPIQUET.

Une importante papeterie dans l'Est (240 collaborateurs), fabricant des papiers : impression, écriture et emballage, cherche son

directeur d'usine

De formation ECP, AM ou équivalent, il est responsable des moyens humains et matériels de production (approvisionnement, ordonnancement, fabrication, contrôle qualité, maintenance). Il assure le respect des délais, des coûts, de la qualité. C'est un patron meneur d'hommes et organisateur.

Écrire à D. BARRE, ss réf. 354 LM.

ALEXANDRE TICS S.A.
10, rue de la République - 69001 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

Organisme public d'aménagement de la Région Nord

recherche pour sa division opérationnelle

UN JURISTE

- Sa mission consistera à :
- concevoir et mettre en place les structures de gestion des quartiers nouveaux;
 - authentifier les accords passés avec les clients (actes de vente, baux...);
 - assurer une fonction de conseil juridique dans l'élaboration des contrats relevant de la division opérationnelle.

Formation requise :
- Formation supérieure juridique à dominante droit privé et si possible droit commercial et formation complémentaire de spécialisation dans le domaine de l'immobilier.

- Expérience requise de plusieurs années dans la profession :
- conseil juridique spécialisé dans l'immobilier;
 - organisme d'aménagement;
 - important Cabinet d'Administrateur de Biens;
 - Étude notariale.

Faire parvenir les C.V. au n° 7588 « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9^e.

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE

recherche

pour les ordinateurs CII 7740-320 K
matériellement sous 25 1000 avec 50 terminaux

PUPITRES EXPÉRIMENTÉS

- Lieu de travail : LYON.
- Horaire en 5^e.
- Formation complémentaire si nécessaire.
- Restaurant d'entreprise.

Env. C.V. manuscrit, photo et prétentions sous le n° 7588 A : « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9^e).



Agip

Agip française s.a.

proposé des postes
d'attachés commerciaux

LUBRIFIANTS

Paris, Strasbourg, Lille

- Attributions impliquant :
- sur région étendue, recherche, création et suivi de distributeurs lubrifiants auprès des potentiels de l'automobile;
 - prospection et négociation de marchés importants;
 - suivi des ventes des réseaux préexistants lubrifiants AGIP à l'échelle internationale.
- Profil :
- âge minimum : 30 ans;
 - connaissances techniques approfondies en matière de lubrifiants moteurs;
 - expérience confirmée en matière de négociation de contrats.

GRANDS PRODUITS

- Plusieurs postes à pourvoir pour le Sud-Est.
- Attributions impliquant :
- prospection et vente de tous les produits pétroliers auprès de la clientèle industrielle, négociants, potentiels de l'automobile et autres consommateurs;
 - création et suivi de la gestion de stations-service.

Profil :

- âge minimum : 28 ans;
- formation supérieure commerciale ou technique souhaitée (type I.U.T., école commerciale ou S.T.S.);
- expérience récente de vente des produits pétroliers d'au moins trois ans.

Ces postes nécessitent un goût du contact commercial et un caractère affirmé, la volonté d'atteindre des objectifs fixés dans le cadre d'un travail en équipe. L'organisation du travail impose des déplacements fréquents chaque semaine.

Conditions selon qualification et expérience.
Écrire avec cv, photo et prétentions à :
Monsieur le Responsable du Personnel, AGIP Française S.A.,
4, quai des Étroits 69321 LYON Cedex 1.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

rech. pour son établissement de
DIJON

CONTRÔLEUR DE GESTION

Ce poste conviendrait à un candidat débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience.

- CONNAISSANCES :
- Contrôle de gestion (ESSEC, Sup de CO, I.A.E.I.);
 - Dynamisme;
 - Sens des responsabilités;
 - Initiative;
 - Discrétion.

MISSION :

- Contrôle de gestion d'une unité décentralisée sous la direction du responsable du service contrôle de gestion central.

Sérieuses références exigées.

Avantages sociaux.
Env. C.V. manuscrit avec photo, No 7583 H Contesse Publiété, 25, av. Opéra, Paris-1^{er}, s. tr.

ORGANISME ADJOINT REGIONAL ECONOMISTE
connaissant bien l'agriculture
pour :
- établir des dossiers;
- réaliser des études de marché
Adresser C.V. à : A.R.E.R.
POTIER-CHABOT
234 bis, rue du 6^e-Pont-Neuf
63034 POTIERS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS FAISANT PARTIE D'UN GROUPE NATIONAL

RECHERCHE

DIRECTEUR

POUR L'UNE DE SES SUCCURSALES

Il s'agit d'un homme de premier plan, chargé, en liaison directe avec la direction générale et à la tête d'une équipe dynamique, d'assurer l'exploitation et le développement d'une unité d'environ 150 personnes dans une des métropoles de l'Est de la France.

Il sera bilingue, allemand ou anglais, et exercera ses fonctions dans le cadre d'une gestion budgétaire avec large délégation technique et commerciale.

Sa rémunération, fonction de sa valeur, sera assortie d'un intéressement aux résultats de l'unité qu'il dirigera.

La préférence sera donnée à un homme jeune, dynamique, mais ayant si possible une bonne expérience professionnelle dans la branche.

Lettre manuscrite avec curriculum vitae à adresser sous référence 4897 à : **BOULEPANEL**, 20, rue Richer, 75441 Paris 6^e, qui transmettra.

CCMC la gestion à l'heure de l'informatique

désire intégrer à ses ÉQUIPES DE VENTE

jeunes diplômés ESC
ou formation supérieure comptable équivalente.
homme d'action,

- Vous concevez que les informations comptables et financières doivent être traitées à dimension industrielle, au service de la production.
- Vous avez l'ambition de devenir des spécialistes capables d'analyser et de répondre aux besoins de nos utilisateurs (industries diverses, cabinets comptables, etc.).
- Vous recevrez pendant 2 mois au siège de la société une formation sur la connaissance de produits très élaborés.
- Vous évoluerez dans un climat social et humain très favorable à votre épanouissement dans la profession.

Salaire largement compétitif. La connaissance de l'informatique n'est pas indispensable, néanmoins une première expérience dans le logiciel serait appréciée.

Postes à pourvoir : Paris, Strasbourg (allemand courant indispensable), Nantes, Nice, Marseille.

Veuillez écrire avec C.V., photo et prétentions au Service du Personnel, B.P. 62 38207 VIENNE

viafrance

TRAVAUX ROUTIERS

recherche

INGÉNIEURS

TRAVAUX ROUTIERS

CONCERNES

immédiatement opérationnels, pour assurer les fonctions de :

DIRECTION REGIONALE EN PROVINCE

Les postes à pourvoir nécessitent une compétence affirmée dans les domaines technique, administratif, commercial et de la gestion du personnel. Ils offrent à leurs titulaires une situation sûre au sein d'une entreprise en expansion continue et la possibilité d'assurer des responsabilités étendues avec de larges délégations de pouvoirs.

Les candidats, âgés d'au moins 35 ans, doivent posséder un diplôme d'ingénieur (I.P., A. et M. ou équivalent) et justifier d'une réelle expérience de direction dans le domaine des Travaux Publics et Routiers.

La rémunération (fixe + primes) sera fonction des connaissances et de l'expérience acquises.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
VIAPRANCE - Direction du Personnel,
92-96, bd Victor-Hugo, 92115 CLICHY.

RESPONSABLE EXPORTATION

BASSIN MEDITERRANEE

Nous sommes une société indépendante du secteur chimie. Nous commercialisons des produits spécifiques pour l'industrie.

Nous dégageons les 200 millions de C.A. Nous recherchons un **CADRE DE HAUT NIVEAU** :

- formation supérieure commerciale;
- au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans la vente de produits chimiques industriels;
- connaissant parfaitement l'anglais;
- disponible pour de nombreux déplacements.

Si vous êtes intéressé, adressez C.V., photo et prétentions à :
AXIAL Publicité, 91 bd St-Hippolyte 75008 Paris, qui transmettra. Rappels sur l'enveloppe la référence JB 27.

CENTRE NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS

recherche pour son centre de LAGNOL

UN INGÉNIEUR

SYSTEMES

connaissance SIRIS 7 ou 8 indispensable. Libre immédiatement.

Envoyer C.V. et prétentions au Département C.N.E.T. route départementale, 2201 LAGNOL.

MANOSQUE (Alpes-de-Haute-Provence) cherche bonne à tout faire, à temps complet. Logé, nourri, blanchi. Tél. : (02) 74-19-27.

CHARTRES

GROUPE D'ASSURANCES A FORME MUTUELLE

recherche pour son Service Organisation

PLUSIEURS CHARGES D'ETUDES

"Interfaces" entre les Services militaires et les Services informatiques.

Mission : recherche permanente de structures, circuits et procédures permettant d'aboutir à des meilleures méthodes de gestion et donc à plus de rentabilité.

Profil : 27 ans minimum, 5 années techniques et expérimentées dans les domaines informatique et organisation d'activités.

Réponse indispensable à Chartres.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous réf. AND 188-M à :

2, rue Vignon 75008 PARIS

peprim
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Groupe International de Biens d'Équipement

recherche

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

pour une de ses filiales
Ouest de la France
(500 personnes)

- Connaissance approfondie des techniques modernes de gestion par l'informatique.
- Formation comptable et financière.
- Connaissance du droit des sociétés de la fiscalité et des assurances indispensables.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae détaillé sous le n° 4855 à :

J.R.P. 30, rue de l'Arcade, 75008 PARIS, qui transmettra.

FIRESTONE FRANCE S.A.

DIVISION CAOUTCHOUC SYNTHÉTIQUE

recherche pour son département commercial

INGÉNIEUR

- expérience des ventes à l'industrie du caoutchouc;
- Anglais courant;
- connaissances en Allemand;
- déplacements fréquents en Europe, principalement en France.

POSTE A LILLEBONNE
(entre Rouen et Le Havre)
Ecrire Direction du Personnel
B.P. 41 - 76170 LILLEBONNE.

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Société américaine aux activités variées recherche un Directeur du Personnel expérimenté pour sa Filiale Française à DIJON. Cette situation performante nécessite une solide connaissance de la législation française sur l'emploi et la pratique des relations employeurs/salariés. Le candidat retenu sera responsable de l'administration du personnel de multi-services implantés en 3 endroits, et verra évaluer, par ses connaissances, l'Anglais et recherchera une situation au sein d'une société dynamique, envoi curriculum vitae et salaires demandés en anglais à : **Stoddard Corporation European Personnel Office Bath Road West Drayton Middlesex UB7 0DS - ANGLETERRE.**

CHEF DE VENTE : départ 70.000 F

IMPRIMERIE OFFSET spéciale. Conditionnement publicité, 4 de 300 pages, ville université - de 150 km de Paris, recherche son Chef de vente, adj. direct du Directeur commercial, pour animer équipe de plusieurs cadres.

Ce poste exige connaissances réelles de l'imprimerie et références commerciales.
Adresser C.V. manuscrit + photo et références au n° 7564, « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e). - Discretité assurée.

ALUMINIUM PECHINEY

recherche

JEUNES INGÉNIEURS

METALLURGISTES de préférence

Formation grandes écoles ou Doctorat pour son centre de recherche et développement de VOREPPE-38.

Après quelques années en recherche et développement, larges possibilités d'évolution de carrière dans d'autres domaines d'activités.

Adresser C.V. détaillé à **DRP ALUMINIUM PECHINEY - 23, rue Balzac 75008 PARIS.**

IMPTE SOCIÉTÉ MUTUALISTE DE CHERBOURG

recherche pour son officine (15 personnes)

UN PHARMACIEN DIRECTEUR TECHNIQUE

Placé sous l'autorité du Directeur de la Société et assisté de 3 pharmaciens, il sera chargé de :

- la direction du personnel;
- l'organisation et l'animation de l'officine;
- la gestion des stocks;
- assurer les relations avec les fournisseurs, les médecins et la clientèle.

Ce poste conviendrait à un candidat de 35 ans minimum ayant une expérience de plusieurs années en rapport avec les responsabilités à assurer.

ENVOYER C.V., PHOTO ET PRÉTENSIONS A :
SOCIÉTÉ MUTUALISTE « LA SOLIDARITÉ »
DIRECTION DU PERSONNEL
B.P. 25 - 50100 CHERBOURG CEDEX.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



ingénieurs de vente

Métallurgiste de formation, vous avez déjà une première expérience de vente des gaz industriels et vous parlez anglais et si possible allemand. Vous développerez des contacts nombreux dans des secteurs et à des niveaux divers. Vous aurez la satisfaction de conclure personnellement des affaires. Basés soit à Paris, soit dans une grande ville de l'Est de la France, vous effectuerez de fréquents déplacements.

UNION CARBIDE CORPORATION connue comme une des plus grandes sociétés internationales de la chimie, grâce à notre technologie extrêmement avancée nous sommes également un des grands mondiaux des GAZ INDUSTRIELS. Cette activité que nous exerçons dans le monde entier depuis plus d'un demi-siècle, nous sommes décidés à la développer, aujourd'hui, en France. C'est une des missions d'UNION CARBIDE FRANCE. Notre équipe est animée d'un esprit pionnier. Rejoignez-la et vous pourrez donner libre cours à votre initiative, à votre combativité. Et une véritable carrière vous sera assurée dans notre groupe.

Nous vous proposons les postes suivants :

ingénieurs d'application

Ingenieur metallurgiste, vous avez au moins 3 ou 4 ans d'expérience pratique en métallurgie et vous parlez anglais. Après une formation complémentaire au sein de notre département technique européen, vous aurez à promouvoir les applications des gaz industriels tels que oxygène, argon, azote... apportant un appui aux ingénieurs de vente. Basés à Paris, vous intervenirez sur toute la France.

techniciens d'installation

Mécaniciens de formation, vous avez des connaissances pratiques en tuyauterie, soudage, mécanique (pompes) et des notions d'électricité et d'instrumentation. La théorie des gaz vous est familière. Basés à Paris, vous procéderez à l'installation et à l'entretien de caves de stockage réparties dans toute la France.

Nous avons confié aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP le soin de réunir les candidatures. Ecrivez leur sous référence 10-213-M.

EUREQUIP
B.P. 30-92420 Vaucresson

Ingénieur de Haut Niveau

TELECOM - SUPELEC... 35 ans minimum

POUR LUI CONFIER LE SERVICE CHARGÉ DE L'ETUDE ET DE LA REALISATION DES INSTALLATIONS DE DETECTION ET DE TELESEIGNALISATION

Ce poste convient à un ingénieur très au fait de ces techniques et de leurs applications ayant une expérience confirmée de responsabilité de projet acquise dans une entreprise ou une société d'ingénierie. Les qualités requises : imagination concrète, efficacité, pragmatisme, rigueur, bonne organisation personnelle.

- proposition et choix des solutions techniques ;
- participation à la définition des programmes et à l'élaboration des budgets annuels ;
- négociations des marchés, suivi des chantiers et mise en place de la maintenance.

Evolution de carrière intéressante pour candidat de valeur.

Lieu de travail : Paris.

Séle CEGOS

Adresser lettre man. + CV détaillé à M. CLERE sous réf. 73364/M Séle - CEGOS : 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Financial Controller

La filiale française de commercialisation d'un important groupe international recherche pour Paris un Financial Controller. Dépendant directement du Directeur Général, il sera responsable de l'ensemble des opérations comptables, fiscales et financières. Il sera plus particulièrement chargé de l'établissement du reporting, des budgets, du suivi du crédit client et dirigera le service de comptabilité générale.

Le poste convient à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur et possédant au minimum le D.E.C.G. Il doit avoir une expérience de plusieurs années à un poste similaire dans une société anglo-saxonne ou avoir travaillé dans un cabinet d'audit international et maîtrisé les techniques de reporting.

Agé de 35 ans minimum, ayant une parfaite connaissance de la langue anglaise, il devra avoir les qualités humaines nécessaires pour animer une petite équipe. Il est offert une rémunération fonction de l'expérience du candidat et l'utilisation d'une voiture de société.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae et préférences à : E. Boudry, 2, avenue Montaigne, 75008 PARIS sous la référence M. 61.607. Discretion assurée.

SOCIÉTÉ COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

bonlieux OUEST

recherche

1) POUR NOUVEAUX PRODUITS

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

DIPLOMÉ (réf. 001)

2 à 3 ans d'expérience minimum

Chargé de la responsabilité technique de l'affaire et des actions correspondantes avec le client.

Il devra posséder, outre un bon niveau d'études supérieures, une personnalité autonome et le sens des relations humaines.

2) INGÉNIEUR DIPLOMÉ

(réf. 002)

5 ans d'expérience

La fonction à pourvoir correspond à une activité nouvelle susceptible de se développer et couvre le domaine des composants électroniques et autres composants à haute technologie.

AVANTAGES SOCIAUX - 13 MOIS.

Ecrire avec C.V. et préférences à n° 76.327, CONTESTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra, en précisant référence du poste.



LogAbax informatique

recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

ou ATTACHÉ COMMERCIAL

CONFIRMÉS sur Ordinateurs de bureau et mini systèmes de gestion.

Secteur : DEUX-SÈVRES, VENDÉE, MAINE-et-LOIRE

Adresser C.V., photo et préférences sous réf. 118 à : Direction de Personnel, 78, avenue Aristide-Briand, 94110 ARCUREUIL.

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

Fabricant des instruments de navigation aérienne, la Société (2 500 p. - 300 M de CA) recherche pour son établissement de Châtelleraut (département pièces primaires) un ingénieur de production. Le poste conviendrait à un ingénieur AM ou équivalent de plus de 35 ans. Une expérience en mécanique fine et une connaissance en gestion petite série sont fortement souhaitées.

France 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 508M5

Si vous avez une FORMATION SUPÉRIEURE (Sup. CO - ESSEC...) 35 ans minimum. Si vous aimez les RESPONSABILITÉS LA GESTION DES CONTACTS Vous deviendrez DIRECTEUR

du magasin de BIJOUTERIE JOAILLERIE (20 personnes) d'une dynamique et importante affaire familiale où vous ferez carrière. Résidence Lyon. C.V., photo, 40000 Lyon

Sous référence 4 242 M.

CR C.R.E.S. 11, place A.-Briand 69003 Lyon

Société d'expertise comptable et de conseil recherche pour NANTES

ASSISTANT JURIDIQ. Niveau licence en droit, généraliste du droit de l'entreprise. Connaissances fiscales appréciables. Expérience minimum 1 an.

Adresser C.V., photo, présent. Ecr. No 7420 - La Monde - Pub. 5, rue des Italiens, 75007 Paris.

SOCIÉTÉ MÉCANIQUE DE PRÉCISION GRANDES SÉRIES 30 personnes. Ville touristique et industrielle de HAUTE-SAVOIE crée un poste

ORDONNANCEMENT CONTRÔLE DE PRODUCTION Il sera chargé de TECHNICIEN 35 ans minimum justifiant expérience et capable de prendre RESPONSABILITÉS des importations. C.V. détaillé. Sous référence 4 240 M à

CR C.R.E.S. 11, place A.-Briand 69003 Lyon

IMPORTANTES SOCIÉTÉS ALIMENTAIRES DE LUXE (C.A. 700 000 F) recherche SON

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL Il devra être capable de : - secondar efficacement le président ; - contribuer et coordonner en permanence l'ensemble des activités de l'entreprise. Il aura :

- 35 ans minimum ; - une autorité naturelle fondée sur de larges compétences ainsi qu'un sens aigu des responsabilités.

RESID. SUD-OUEST Env. C.V. et présent. à : C.F.M. Développement, 37, r. Lafayette, 75009 PARIS.

CR C.R.E.S. 11, place A.-Briand 69003 Lyon

CR C.R.E.S. 11, place A.-Briand 69003 Lyon



Un ingénieur informaticien

chargé de fournir un support fonctionnel tant au Centre International, qu'à l'ensemble des Centres Nationaux, dans les domaines suivants :

- formation,
- procédures de fonctionnement,
- plans d'installation de terminaux,
- conversion des programmes d'application,
- utilisation du nouvel environnement technique.

Le candidat aura :

- une formation supérieure,
- l'expérience de la mise en place et d'exploitation de systèmes d'application dans un environnement R.J.E. (ASP/OS V2)

- un caractère ouvert, aimant les contacts
- une grande faculté d'adaptation à un milieu complexe et changeant,
- l'anglais est obligatoire,
- l'espagnol et/ou l'italien sont souhaités

Ce poste est à pourvoir en région parisienne.

Merci d'écrire sous réf. 1606 à : P. LICHAU SA, 10 rue de Louvois 75003 Paris cédex 02 qui transmettra

UNE ÉQUIPE DE CONSEILLERS D'ENTREPRISE

en pleine expansion et ayant de grandes ambitions recherche des

INGÉNIEURS DE PREMIER PLAN

pour participer à la réalisation de ses projets de développement.

Les candidats devront avoir une expérience pratique d'au moins 5 années, à la fois d'intervention dans l'entreprise et comme animateur de formation. Ils devront être diplômés d'une grande école et avoir acquis une formation complémentaire à l'organisation et à la gestion de l'entreprise dans un institut spécialisé.

Nous recherchons :

- un INGÉNIEUR EN CHEF
- un INGÉNIEUR PRINCIPAL

dans chacune des deux domaines suivants :

1) en GESTION INDUSTRIELLE (organisation de la production, application des méthodes M.T.M., analyse de la valeur du produit, ordonnancement, gestion des stocks, comptabilité analytique, contrôle de gestion de la production)

2) en ORGANISATION ADMINISTRATIVE (analyse de fonctionnement administratif, de structure, de traitement de l'information, conception de systèmes d'organisation et de traitement informatique éventuel de ces systèmes, contrôle et suivi jusqu'à la mise en route du système)

Les candidats devront avoir des RÉFÉRENCES DE TOUT PREMIER ORDRE DE RÉALISATIONS. Les rémunérations que nous pratiquons sont parmi les plus élevées de la profession.

Adres. C.V. manuscrit détaillé à : P.L. DÉVELOPPEMENT 99, avenue du Souffle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

Nous vous assurerons la plus entière discrétion.

Société de Réassurance recherche

assistant au Chef du Département Afrique

Il sera chargé du suivi administratif et technique de contrats et évoluera progressivement vers des responsabilités commerciales. Il peut convenir à un jeune candidat ayant un niveau d'études supérieures, aimant le travail en équipe. Formation assurée. 3.500 F (après 3 mois X 1,2, 5). Réponses et discrétion assurées à tte lettre man., C.V., photo, rém. adressées ss réf. B/3073 à Mme Butterlin.

bernard juliet psycom 93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCE CÉRÉALES

recherche

CADRE

pour commercialisation et contacts av. les fournisseurs dans tous les domaines. 8 mois form. à Paris puis affectation en province. Expér. souhaitée. Formation supérieure. Disponible sans délai.

Ecrire av. C.V., photo à : SLEU, 17, rue Label, 94300 Vincennes, qui transmettra.

Sté Transports recherche INGENIEURS DIPLOMES grandes écoles, bonne expér. études et réalisations d'automatisme, commandes et régulation.

Contrats : 12 à 24 mois BRESIL. Smever C.V. et ref. à C.I.P. 106, bd Pasteur, 75017 PARIS

Entreprise SAT Paris-17^e ch. AIDE-COMPTABLE FME

Tél : 380-30-15. Petite Agence de Publicité recherche

CHEF DE PUBLICITÉ JUNIOR 1^{er} et 2^e au d'expérience minimum. Méthode et esprit d'équipe. Adr. lettre manuscrite et C.V. à SEDIP, 92-107, rue Sercy (75)

E.S.I. RECHERCHE DESSINATEURS Electricité ou Electronique

PROJÉTEURS 1^{er} et 2^e en mécanique générale. Adr. prés. : 132, Champs-Élysées, Paris, 8^e 75-441 ou 14-16, ou 34, rue Jean-Jacques, CEIL - TEL. 674 - 45-25-45

CONTRASTE PUBLICITÉ recherche

JNE CHEF PUB SENIOR familiarité avec les problèmes (TV, H-F, SPORTS LOISIRS) Ecrire avec C.V. 45-25-45, 4, r. de Valenciennes, 75007 PARIS.

TRÈS IMPORTANTE ENTREPRISE DE POINTE DU SECTEUR MÉTALLURGIQUE

offre

pour l'un de ses établissements - 1.800 Personnes, région parisienne - le poste de

RESPONSABLE DU SERVICE DU PERSONNEL

Sous l'autorité du Directeur d'Établissement, il assurera une double mission :

- Superviser les aspects administratifs du département personnel.
- Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique de relations humaines.

Il jouera un rôle de conseiller auprès des différents chefs de service et sera l'interlocuteur privilégié des partenaires sociaux.

Le candidat retenu doit pouvoir justifier d'une expérience similaire, réussie dans un contexte industriel.

Toutes les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion par LE GANIDE à qui cette recherche a été confiée.

Ecrire avec C.V., préférences sous réf. 69.133

GANIDE 10, Rue de Montmorency 75003 PARIS - Ch. de M. de Montmorency

NOUS SOMMES UN GROUPE D'IMPORTANCE NATIONALE DE TRAVAIL TEMPORAIRE

note recherches

« DEUX SUPER-VENDEURS »

Homme ou Femme POUR-PARIS ET ÎLE-DE-FRANCE

Expérience dans la profession appréciée.

Rémunération élevée

Env. candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération actuelle sous réf. 1772/3 à : A.M.P. B.P. n° 113 - 75722 PARIS (qui transmettra).

Très importante Société internationale recherche pour PARIS - PROVINCE

recherche

JEUNES DIPLOMÉS D'ETUDES SUPÉRIEURES

Grandes Ecoles et Facultés. HOMMES ou FEMMES

et leur propose :

- 60 à 75.000 F/an 1ère année selon formation,
- 75 à 120.000 F/an 2ème année selon résultats,
- 9 mois de formation rémunérée de haut niveau,
- une carrière réellement évolutive faisant appel au goût de la conquête et de l'action comportant l'utilisation de techniques de pointe et faisant la plus large place à l'initiative personnelle.

Tous renseignements sur cette offre vous seront communiqués par INFORMATION-CARRIÈRE SVP que nous avons chargé de vous informer et d'accueillir notre rencontre. Appeler SVP 33-33 Service INFORMATION-CARRIÈRE de 9 h à 20 h du Lundi au Vendredi et le Samedi matin jusqu'à 12 h.

Information Carrière SVP 33.33

Références : 900

On peut également envoyer son dossier (S.V., av. de Wagram 75017 PARIS).

SECTEUR MATÉRIEL DE CONSTRUCTION FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

POUR ASSISTANCE AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (Secrétariat des instances professionnelles relations avec les firmes du secteur et l'environnement, développement...)

POSTE AUX FONCTIONS DIVERSES OFFRANT DES POSSIBILITÉS INTÉRESSANTES D'ÉVOLUTION DE CARRIÈRE POUR CANDIDAT :

- Justifiant d'une expérience professionnelle de quelques années ;
- Ayant le sens des contacts humains ;
- Possédant une bonne expression écrite et orale.

Ad. currie, vitas man., préférences et photo à : Publicité TAVERNIER, sous la référence n° 4.017, 21, av. de Laire-de-Tassigny, 92220 CHARENTON

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Pour ses applications
**Informatiques industrielles
en temps réel**

une importante société d'ingénierie
et de constructions d'ensembles industriels
recherche

**DEUX RESPONSABLES
D'EXPLOITATION
DE LOGICIEL**

Le premier poste concerne la gestion de
matériel, le second celle de documents. Ces
logiciels mettent en œuvre des techniques
de base de données et permettent des consul-
tations en temps réel.

Ce sont des fonctions de contacts et de
relations exigent un suivi des utilisateurs
et qui demandent des connaissances en base
de données. Une expérience industrielle
d'au moins trois années est souhaitable. De
larges possibilités d'évolution sont offertes.
Ecrire à No 77202 "Cadres Publicité"
20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

**LA MARGUERITE
CHERCHE DES COMPAGNONS.**



La marguerite, c'est la machine
à écrire à mémoire de Rank Xerox.
Depuis son lancement, il y a un an, elle est
de plus en plus florissante. Si vous avez une
expérience réussie dans la commercialisation
des systèmes d'écriture, ou si vous êtes
attirés par un produit d'avenir offrant des

possibilités d'évolution et des gains
substantiels, rejoignez donc sa force
de vente. Des postes sont à pourvoir
à Paris et en banlieue.
Merci d'écrire à G. Lelouvier sous référence
V.107 Service O.R.I. Rank Xerox, B.P. 63
93602 Aulnay-sous-Bois.

RANK XEROX

**BANQUE
EN FORT DÉVELOPPEMENT
cherche**

**Cadre
Commercial**

Pour contribuer à étendre ses activités
avec les Entreprises Industrielles, etc.
Le poste nécessite :
— une formation à l'exploitation bancaire,
— l'habitude d'une clientèle de haut
niveau, acquise soit dans une banque
d'affaires soit dans le département
« relations grandes sociétés » d'une
banque de dépôts,
— la connaissance des techniques de
crédit et spécialement l'export.
Sont demandés :
— 7 ans d'expérience au moins,
— une très bonne réussite personnelle,
— formation supérieure.
Adressez C.V. sous réf. ODER (à men-
tionner sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

**Constructeur Matériel Aéronautique
Filtration de l'Air**

En progression constante, 25 % l'an,
recherche pour compléter son réseau :

1) - PARIS - R.P. - et trois départ. SUD R.P.

UN B.T.S.

Aéronicien ou thermicien pour secteur et client-
èle existante à développer. Formation technique,
commerciale et éthique professionnelle maison
sérieuse à l'emploi dynamique, travailleur et loyal
avec fixe de début intéressant, complété avec inté-
ressement en cas de réussite dans les six mois.

MULTICARTE COMPLÉMENTAIRE

excellent technicien introduit industrie et instal-
lateurs, domiciliés région, sont appelés à faire acte
de candidature. Commission + participation aux
fruits.

Lettre manuscrite + C.V. + photo, au n° 7601
« Le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9^e.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

Secteur tertiaire -
leader de l'expansion sur son marché
recherche pour PARIS (17^e)

ADJOINT

CHEF DU PERSONNEL

ADMINISTRATION DES DOSSIERS,
PRÉPARATION PAYS, INFORMATIQUE,
STATISTIQUES

Connaissances techniques en comptabilité
informatique et droit du travail appliqués

Une première expérience du poste dans une
société de plus de 1000 personnes est souhaitée.

Porte éventuel pour candidat de valeur
SALAIRE ANNUEL : 55.000 F +

Env. lettre man. photo et C.V. au n° 77247,
CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Après l'étude et l'analyse du problème client,
intervient la "traduction informatique".
Il s'agit de concevoir le programme d'application,
d'assurer les essais et la formation du personnel
utilisateur chez le client.

Nous cherchons nos futurs collaborateurs
parmi des

**ANALYSTES
PROGRAMMEURS**

ayant une formation et une expérience
complémentaires.

Nous leur demandons, pour pouvoir intervenir
sur les ordinateurs de bureau de la classe Audit 7,
• d'avoir de bonnes connaissances des problèmes
de gestion (comptabilité, paie, facturation),
• une expérience pratique d'au moins 2 ans
d'assembleur (IBM ou autres constructeurs),
ou de PL 1.

Des postes sont à pourvoir à PARIS

olivetti

Adressez C.V. et prétentions à Monsieur LAJEAT,
sous réf. S.26, OLIVETTI FRANCE, D.P.R.H.,
91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.

**CHEF DES SERVICES COMPTABLES
de la filiale d'une société internationale**

recherche

**pour la direction
de ses services comptables**

UN HOMME AGÉ DE 30 ANS MINIMUM

de formation supérieure expert en DECS, ayant
acquies une comptabilité de type anglo-saxonne
et acquies de l'expérience dans une Société
industrielle.

Reportant au directeur de la Société, il aura à
assurer, avec l'aide d'une petite équipe, la res-
ponsabilité de la gestion comptable dans le cadre
des procédures du groupe (comptes d'exploitation
mensuels, bilans, analyses de frais, etc.).

Il aura en outre la responsabilité de la gestion
administrative du personnel.
Il sera également chargé des relations avec les
autorités fiscales.

Langue anglaise parlée, écrite et lue absolument
indispensable.

Réponse avec C.V. et prétentions à n° 480.941 M.
REGIS-PRESS, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e, q. tr.

INSTRUMENTS S.A.
JOBIN YVON

Recherche pour son département
CHROMATOGRAPHIE
EN PHASE LIQUIDE

2 INGENIEURS

TECHNICO-COMMERCEUX

POUR FRANCE ET EXPORT

Référence vente et expérience chromatographie
appréciées.

ANGLAIS INDISPENSABLE

Envoyer lettre manuscrite, C.V., détaillée,
photo et prétention à :

Monsieur MONTASTIER
JOBIN-YVON
16-18, rue du Canal - 91160 LONGJUMEAU

GANIDE
**DEVELOPPEMENT,
ORGANISME DE CONSEIL
ET DE FORMATION**
recherche
dans le cadre du développement de son
DEPARTEMENT ORGANISATION

UN INGENIEUR

(A.M. ou équivalent)

Doté d'une expérience de la production acquies en
milieu industriel, le candidat doit être capable d'assu-
mer des missions d'organisation du travail, de participer
à la mise en place des structures nécessaires à leur
réalisation, d'assurer la formation et le suivi des dif-
férents catégories de personnel.
Une grande disponibilité est nécessaire; elle s'associe
d'une bonne autonomie d'action.

Résidence : RENNES ou PARIS.
Ecrire avec C.V. photo
sous réf. N° 62.134 à :

GANIDE
10, rue de Valenciennes - 75003 PARIS
et rue de la Doune - 35100 RENNES

Entreprise Industrielle PARIS (12^e)

**Responsable administrative et commerciale
Service vente matériel industriel**

Poste convenant à personne expérimentée, dyna-
mique, intelligente viva.

— Préparation et trappes commandes et ordres de
fabrication ;
— Préparation facturation ;
— Contact téléphonique avec clientèle, réseau
commercial.

Disponible rapidement - 5 x 8
Rémunération à débattre

Lettre manuscrite, curic, vitae et photo, sous
le n° 7504 à « Le Monde » Publiée,
5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9^e).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
Banque Sud-Ouest Paris
recherche pour son
Service comptabilité analytique

2 CHEFS DE SECTION

COEFFICIENT 305

Ils assureront la centralisation et l'analyse des
informations comptables en provenance des
usines. Evolution prévue à moyen terme vers
les fonctions de chef comptable dans une usine
de province comprenant de 700 à 1800 person-
nes. Une formation B.T.S. comptable + 2 ans
d'expérience en comptabilité analytique ou
B.S.E.C. + 4 ans expérience en comptabilité
analytique sont souhaitables.

Adressez C.V. et prétentions sous No 76837,
CONTEXTE PUBLICTE, 20, av. de l'Opéra,
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**FÉDÉRATION NATIONALE
DE PRESTATAIRES DE SERVICES**

recherche pour PARIS

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

Doit avoir 40 ans minimum, réelles connaissances
administratives, juridiques et de gestion des entre-
prises, anglaise courant parlé et écrit.

Assurera, sous autorité directe du Président, ges-
tion, production, essai de la Fédération, prépa-
ration et coordination des Commissions, relations
permanentes avec Adhérents et autres instances
d'Etat ou professionnelles, études tarifaires.

Qualités exigées : haute probité, dynamisme, goût
du contact, puissance de travail, esprit de synthèse.

Adressez lettre manuscrite avec C.V., photo et
prétentions à CAMPEREL, B.P. 37,
75004 PARIS CEDEX 17, sous réf. 818 qui trans.

**IMPORTANT
ORGANISME FINANCIER**
recherche

DOCUMENTALISTE

Pour son SERVICE JURIDIQUE

IL LUI SERA DEMANDÉ :

— Une formation juridique de niveau supé-
rieur et d'être diplômé(e) de l'IN.T.D.
Une spécialisation dans le domaine du
Droit du Travail sera appréciée.

— Une expérience de quelques années dans
un poste analogue.

IL LUI SERA PROPOSÉ :

— D'organiser et d'exploiter une cellule docu-
mentation intégrée dans un plus vaste
ensemble.

Ecrire avec C.V. et prétentions
sous référence n° 78678 B à :

BIEU
17, rue du Docteur Lefebvre
94300 VINCENNES qui trans.

**TRÈS IMPORTANT GROUPE BANCAIRE
ET FINANCIER
à PARIS**

**recherche pour compléter
son équipe de juristes**

**Un Collaborateur
Juridique**

Nous exigeons :

• une formation juridique supérieure ;
• une pratique de deux à trois ans en ma-
tière de droit des affaires et des sociétés ;
• une bonne pratique de l'anglais.

Le candidat devra avoir une personnalité
affirmée et le sens des contacts humains

Env. C.V., lettre manuscrite et photo sous réf. 83 à
J. DEFACT, 9, r. A.-Houmay, 75008 Paris, qui tr.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
leader dans le secteur des Services Industriels
recherche

**DIRECTEUR GÉNÉRAL
D'EXPLOITATION**

Le candidat retenu, d'au moins 30 ans, aura
obligatoirement une formation d'ingénieur (C.A.
et M.T.P. ou similaire...) complétée par une ex-
périence pratique de 5/10 ans de chef de service d'en-
semble, orientée vers l'entretien et la maintenance
des bâtiments et installations.

Autorité, rigueur et dynamisme. Ilé à un sens
aigu du concret et de la rentabilité sont les
qualités recherchées.

Responsable des réalisations d'un effectif d'environ
5.000 personnes réparti sur toute la France, il doit
avoir le potentiel pour accéder à la gestion
complexe de l'entreprise dans un proche avenir.
Rémunération négociable pour un candidat d'une
valeur en rapport avec l'importance de ce poste.

Ecr. avec C.V. et réf. DGR/M à T.A.S. 77, r. La Botte,
Paris-8^e, qui transmettra au Consultant chargé de
cette recherche. - Discretion absolue garantie.

BOSTON CREDIT BAIL S.A.
recherche

ATTACHÉ COMMERCIAL

• 2 ans d'expérience minimum dans une
société de leasing mobilier ;
• connaissances complètes des mécanismes
de leasing ;
• goût des contacts commerciaux ;
• notions d'anglais appréciables.

Env. curriculum vitae au Service du Recrutement,
104, Champs-Élysées - 75008 PARIS.

AIDE-COMPTABLE
CONFIRMÉ (EE)

2^e Argentine. Horaires 5x5 (9 h-13 h-18 h-18 h)
Avantages sociaux.

Téléphones pour rendez-vous
EXCER 354000 - 75008 PARIS.

**Important Groupe T.P.
recherche pour sa**

DIRECTION FINANCIÈRE

jeune cadre

DE FORMATION SUPÉRIEURE
(ESSEC, ESCP, ESCAE, titulaire d'un
DECS...) débutant ou ayant acquies
une première expérience dans la
FONCTION FINANCIÈRE pour assu-
rer dans un premier temps, pendant
une période de formation d'environ
deux ans, des tâches diverses telles que :

• Trésorerie - tenue de tableaux de bord
• informatique financière - études
diverses. Connaissance de la langue
anglaise souhaitée.

Lieu de travail : PARIS-GOBELINS.

Adr. CV détaillé et prêt s/réf. 7417 à
OLYMPIA et PUBLICIS

MOTOROLA

**RESPONSABLE DE LA COORDINATION
DES SERVICES MARKETING**

LE CANDIDAT DOIT AVOIR :

— une formation supérieure solide ou
d'ingénieur ;

— une expérience de 3 ans minimum, dans
secteurs publicités, communications, rela-
tions publiques ou promotion ventes ;

— anglais indispensable.

Idet de résidence : PARIS.
Envoyer curriculum vitae et prétentions au :
18, allée des Moinons, 94263 PERRINEX CEDEX.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	34,00
Double insertion	38,00
"Placards encadrés"	40,00
L'AGENDA DU MONDE	28,00
	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GROUPE INTERNATIONAL - secteur textile
C.A. consolidé 500 millions, complète la jeune
équipe de son **SERVICE CONTRÔLE**
et accueille

**UN AUDIT REVISEUR
COMPTABLE**

NIVEAU JUNIOR

25 ans minimum.
Expérience d'un ou deux ans dans la fonction.
Le candidat diplômé des grandes écoles commer-
ciales (+ DEC) et possédant une connaissance
l'anglais (2ème langue souhaitée).
Basé à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78),
il se déplacera fréquemment en France et à
l'étranger.
Salaire annuel 60.000 F +.
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo à No 77.009
CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

**CENTRE DE STYLE
CRÉE
UN POSTE DE
Documentaliste**

(Documentaliste et non archiviste)
chargé (é) de
rechercher, mettre en forme, gérer l'in-
formation concernant la **CRÉATION
INDUSTRIELLE**.
La candidate ou le candidat âgée (é)
minimum de 25 ans.
— a reçu ou possède une formation d'arts
plastiques doublée de notions tech-
niques.
— pratique l'anglais, s'exprime par écrit,
et si possible graphiquement.
— prend toutes initiatives dans ses
activités.
Expérience possible : équipe de recher-
che plastique, atelier de design ou
d'architecture.
Adresser C.V. sous référence OUM (à
mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

SOCIÉTÉ CENTENAIRE
de renommée internationale
fabriquant des produits de haut standing
cherche pour
L'EXPORTATION

1 CHEF DE VENTES RÉGIONAL
anglais et allemand indispensables, espagnol apprécié.
Formation supérieure type ESC
Expérience opérationnelle de 1 à 2 ans indispensable.
25 ans minimum.
Nombreux voyages à l'étranger à prévoir.
Appointements environ 80.000 F.
Adresser lettre avec C.V. détaillé (si possible photo),
no 77.636, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra,
PARIS (1^{er}), qui transmettra.

**IMPORTANT GROUPE
DE RETRAITE ET PRÉVOYANCE**
recherche une

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

minimum 35 ans - 10 ans d'expérience profes-
sionnelle pour diriger Service Action Sociale - Paris-16.
Ce poste requiert intérêt pour problèmes du 3^e
âge, qualités administratives, goût des res-
ponsabilités et sens de l'organisation.
Postes à pourvoir le plus rapidement possible.
Avantages sociaux.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à no 77.011,
CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

GROUPE TEXTILE INTERNATIONAL
recherche

JEUNE FEMME

Pour promouvoir ventes auprès centrales d'achats
et ventes par correspondance.
Connaissance textile nécessaire.
Excellente présentation.
Ecrire avec C.V., photo et présentations à HAVAS,
136-140 avenue du Général-de-Gaulle
92323 NEUILLY N° 8434

Important Centre de Recherche du Bâtiment
région parisienne, recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

3 à 6 ans de carrière, ayant à la fois le goût
du bâtiment et de la recherche théorique et
appliquée. Carrière assurée.
Ecr. avec CV à CSTB Service Technique
et Aéronautique 84 av. Jean-Jaurès
77420 CHAMPS-SUR-MARNE

AUCHAN
17 HYPERMARCHÉS - C.A. en 1976 : 4 MILLIARDS
Progression annuelle 40 % depuis 10 ans
recherche
pour son ouverture prochaine à MELUN
(AVRIL 1977)

**10 JEUNES
RESPONSABLES
COMMERCIAUX**

LA FONCTION :
— Assumer la responsabilité d'une partie du magasin ou d'un service du magasin.
— Définir et appliquer une politique commerciale, action directe sur une gamme
de produits, sur le personnel et la clientèle.

L'HOMME :
— Une intelligence au service du concret.
— Une capacité à fournir des efforts physiques, le goût des contacts humains et
une aptitude à mener un groupe.
— Une formation grande école ou universitaire est souhaitable mais peut être
compensée par l'expérience professionnelle.
La formation au métier est garantie par la Société. Chaque poste est évolutif.
La Promotion est liée à l'efficacité individuelle et à la réalisation des objectifs.

Cette proposition vous intéresse ?
Écrivez en joignant C.V., photo et présentations :
Philippe EGGERMONT - Hypermarché AUCHAN - C.D. 161 78370 PLAISIR

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
D'EMBALLAGE
INDUSTRIEL**
recherche

CADRE COMMERCIAL
pour la région du NORD
dynamique, sérieux, sens de la
vente, très bonne rémunération.
Env. C.V., lettre manuscrite et
photo S.O.F.E.C.E.
12, r. Jean, 93402 SAINT-OUEN
Troisième Société Européenne
de Plastiques Thermoplastiques
poursuivant son expansion
à PARIS et en PROVINCE
cherche

**DIRECTEUR
COMMERCIAL**
Il sera chargé de :
— l'implantation,
— du développement,
— de la gestion d'Agences
nouvelles.

Nous demandons :
— un tempérament d'animation
et une bonne expérience
commerciale.
— Sérieuses référ. exigées.
Adresser lettre manuscrite, C.V.,
photo, a/réf. 4038,
S.N.P.M.A. Paris
108, av. Charles-de-Gaulle
92322 Neuilly, qui transmet.

**GROUPE NATIONAL
AGENCES DE PUBLICITÉ**
recherche
pour candidat
POSTE DE RESPONSABILITÉ
clientèle et direction province

Les candidats, 35 ans environ,
doivent avoir l'expérience de la
clientèle (chef de publicité/chef
de groupe) et avoir participé à
gestion d'une agence.

Env. C.V. et ph. Ecr. no 41.528,
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue
Maurice, PARIS-8^e, qui transmet.

**IMPORTANT BUREAU
D'ÉTUDES DE BATIMENT**
recherche

**DIRECTEUR-
INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE**

— Pour gérer et animer le sté ;
— Assurer la prospection ;
— Contrôler les pratiques de
bâtiment existantes ;
— Avoir assumé des responsa-
bilités importantes ;
— Langue anglaise écrite et
lue ;
— Résidence PARIS.

Candidatures traitées confiden-
tiellement. Ecrire sous no 4.223
à L.T.P., 75002 PARIS.

**ANALYSTES
PROGRAMMEURS
et
PROGRAMMEURS
CONFIRMÉS H.B.**
série 60 et 2000,
disponibles rapidement.

**GROUPE INTERNATIONAL
D'ASSURANCES**
recherche SES

**AGENTS
GÉNÉRAUX**

IL EST DEMANDÉ :
— Très bon niveau général ;
— Forte personnalité ;
— Méthode d'analyse ;
— Sens de la négociation.

NOUS OFFRONS :
— Responsabilités ;
— Formation, corrélation et suivi ;
— Récompensation en fonction de
la valeur du candidat ;
— Large possibilité de promotion.

Env. C.V. et photo retournée à
no 50, PONTONNIER MURATET,
15, rue Talbot, Paris-9^e, c. tr.
Centre Hospitalier de Pontaise-75

INFIRMIÈRES D.E.
AIDES SOIGNANTES
Diplômées Jour
Possibilité logement. Crèche.
Avantages financiers région
parisienne. Ecrire Direction
ou tél. à 464-42-10, poste 223,
pour renseignements et R.V.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche
pour immédiatement ou délai à convenir.

**1°) EXPERTS COMPTABLES
STAGIAIRES**

**2°) RÉVISEURS
CONFIRMÉS**

Niveau D.E.C. - D.E.C.S. - R.T.S.
Expérience nécessaire de 1 à 2 ans minimum.
Allemand-Anglais-Italien appréciés.
Déplacements Province à envisager.

Adresser curriculum vitae dét. photo et prêt. à
M. R. JEANTET,
3, avenue Fochier - 75008 PARIS.

**AGENCE FINANCIÈRE de BASSIN
« SEINE NORMANDIE »**
Division « Ressources »
3, rue Saint-Charles, 75015 Paris

recherche

**UN INGÉNIEUR
HYDRAULICIEN**

débutant (I.N.S.I., GRENOBLE ou TOULOUSE)
pour études générales de gestion des ressources
en eau et d'aménagements hydrauliques.

Recevoir avec C.V., photo et présentations, en vue d'une
convocation directe des candidats présélectionnés.

**CANADIAN IMPERIAL
BANK OF COMMERCE**
recherche

CADRE

ayant au moins 1 an d'expérience bancaire, pour
prendre en charge le
Caisse, Portefeuille, Département Étranger.
Anglais courant.

Envoyer curriculum vitae et présentations :
Directeur du Personnel,
C.I.B.C., 19, avenue Montaigne, PARIS-8^e.

SUCCURSALE GROUPE AMÉRICAIN, recherche

SON CHEF COMPTABLE

minimum 3 ans expérience. CHEF-COMPTABLE
de préférence

Cabines d'audit
Piliers Américains (ou Cabinet d'audit)
Formation supérieure commerciale + D.E.C.S.
Capable d'animer une équipe et préparer des
financiers mensuels pour LA SOCIÉTÉ MERE.

— Situation de responsabilité et d'intérêt.
— Possibilité de promotion à la direction financière.
— Fonction : LIBRE RAPIDEMENT.
— BUREAUX PARIS-8^e.

Ecrire avec C.V., photo (retournée) et présentations,
service no 86, Boîte Postale M. du MAZET,
188 - 75062 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

SOCIÉTÉ IMPORTATION ÉLECTRONIQUE
(Banque Sud)
FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE INTERNAT.
recherche

**INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL**

pour vente :
— CAPTEURS, EXTENSOMÈTRES, TENSOMÈTRES,
— CHAINES DE MESURE, ENREGISTREURS.
Expérience 5 ans minimum.
Anglais nécessaire.

Envoyer C.V. et présentations à no 36.014 P.A. SVP,
36, rue Général-Foy, 75008 Paris, qui transmettra.

**FILIALE GROUPE IMPT
COURBEVOIE
(G. Saint-Lazare)**
recherche
pour étude mécanique produits
composants électromécaniques

**DESIGNATEUR
NIVEAU PROJETEUR I**
Responsabilité conception des
fabriques, connaissance
dessins et modèles
plastiques, soudures.
(Ase min. : 45 ans)

**DESIGNATEUR
NIVEAU ÉTUDE I**
Conception des
connaissances descriptives et
modèles plastiques soudures.

Avant. soc. 13^e m. Rest. entr.
Env. urgence, C.V. av. prêt. à
Société S.P. 30, 7504 Paris
Cedex 09, a/réf. 524, qui transmet.

UN DESIGNATEUR E 2
Plans, implantations, accessoires
Avant. soc. 13^e m. Tickets rest.

Adresser C.V. man. et prêt. à
Société S.P. 30, 7504 Paris
Cedex 09, a/réf. 524, qui transmet.

Association française
pour le développement
de l'enseignement technique

FORMATRICE EXPÉRIMENTÉE
en secteur jeunesse, maîtrise
technique (socio-éducative, insertion
sociale, économie familiale).
Apt. à promouvoir des actions
de formation de bas niveau et
à assurer la formation des
formateurs. La candidate devra
justifier d'une solide
expérience. Elle devra accepter
des déplacements en province.
Adresser C.V. à : F.A.F.E.T.,
57, rue Pigalle,
75009 PARIS.

Nous sommes une société fran-
çaise de première importance

Nous recherchons
des
**PERSONNES
DE CARACTÈRE**

capables après un
STAGE RESSAISONNÉ
d'effectuer en 4 semaines
de 4.000 à 6.000 F mensuels.

Nous leur offrons :
— Une formation complète.
— Une activité stimulante.
— Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire
« PEAU NEUVE »

Ecrivez avec C.V. et photo à
no 2.287 PUBLICITE REUNIES
112, bd Voltaire, 75011 Paris.

La préférence sera donnée à
candidats ayant fait :
— SOIT de bonnes études.
— SOIT la preuve de leur
personnalité.

Site inscrite en pleine expansion
recherche

CHEF COMPTABLE

— Formation complète, maîtrise
de commerce B.T.S. ou équiva-
lent.
— Expérience professionnelle
minimum école 3 ans.
— Ase minimum requis 25 ans.
— Lieu de travail Paris (France
Italie).

Adres. C.V. manusc. et prêt. à
152, bd Neussmann, 75008 Paris.

Centre Psychotechnique (Eury)
recherche

**ÉDUCATEURS
SCOLAIRES**
pour enseignement général
classes préparatoires et 6^e,
7^e, adolescents intelligents.
travail person. 1. (20) 24-05-98

INGÉNIEUR
DIPLOME GRANDES ÉCOLES
Expérience 10 ans dans l'indus-
trie pour responsabilités, études,
électroniques médicales Paris.
CONTEXTE PUBLICITE
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

**PRETA PORTER
DE LUXE**
une des premières griffes parisiennes
recherche pour sa
**BOUTIQUE
PRETA PORTER
MASCULIN
DIRECTEUR**
responsable : animation équipe,
gestion vendeurs, achats.
VENDEURS
avec très bonne expérience.
Langues étrangères appréciées.
Envoyer C.V., références et présentations,
joindre photo (retournée), discrétion de
rigueur, s/réf. 7202 à :

PL. Pierre Lichon 10, rue de Louvois
75003 Paris cédex 02 qui transmettra

Très importante Société
Électronique
4 usines - 4 500 personnes
recherche pour son Centre
d'études situé PROCHE
BANLIEUE SUD PARIS

**chef
laboratoire
Ingénieur
Electronicien**

E.S.E. - SUP - TELECOM - I.S.E.P.
30 ans minimum - 5 ans d'expérience.
Fonction évolutive dans groupe et secteur.
Toutes informations sur cette offre sont données
confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi
8h45-12h30-13h30-16h
SVP 11.11 qui donnera
un rendez-vous aux
candidats concernés.
Référence 887.
65, avenue de Wagram
75017 Paris

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES
BANLIEUE NORD DE PARIS**
RECHERCHE

un ingénieur

• Sous l'autorité du responsable du service
électrique il aura pour mission de diriger les
schémas électriques directs d'unités de 4
MVA à 100 MVA, ainsi que les spécifications
techniques d'achat de matériels : machines
tourillantes, alternateurs, moteurs, tableaux
électriques, etc.

• En outre il aura à suivre les études d'exécution et
les fabrications confiées à la sous-traitance.

• Diplômé d'une Grande École, le candidat devra
justifier d'une solide expérience dans le domaine
des courants forts.

• Le sens développé des contacts, celui de l'ani-
mation des hommes, ainsi qu'une bonne connais-
sance de l'anglais sont des conditions indispen-
sables pour occuper efficacement le poste
proposé.

• Des déplacements de courte durée à l'étranger
sont à prévoir.

Envoyer C.V. détaillé et photo sous no 176 à
SPEIR-12, rue Jean-Louis 92607 PUTEAUX,
qui transmettra

ORGANISME DE FORMATION PARIS
recherche

ANIMATEUR (TRICE) DES VENTES

60.000 à 120.000 F PAR AN + PRimes + FRAIS
Chargé (ée) de la commercialisation de Centre de
Paris, il (elle) définira seule (e) son action. Il (elle)
sera un vendeur (euse) efficace et sera intéressé (ée)
par la formation CV aura une solide connaissance
de la formation des adultes, le goût de la persua-
sion, une forte ténacité et d'excellentes capacités
de contact.
De sa réussite dépend son évolution de carrière.
Sélection à Paris, début octobre.
Renseignements tél. (47) 61-55-20.

Env. C.V.,
photo et
présent. à **WEC** Centre d'Éducation
17 rue J. Jaurès
92000 TOURELLES

BRUYNZEEL
continuant son expansion
recherche pour sa division
rangement industriel et de bureau

2 TECHNICO-COMMERCIAUX

possédant solide expérience en ce domaine et
ayant des introductions dans les secteurs
administration et industrie.

Env. lettre manuscrite CV photo et prêt. à
BRUYNZEEL, résidence Elysée 2 route de
la Jonchère 78170 ACES SAINT-CLOUD
à l'attention de M.-G. COHEN

1520

	La ligne	La ligne I.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés".	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés".	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

demandes d'emploi

Spéc. des techniques financières
et comptables 20 ans, gestion,
recherche direction financière
ou direction générale dans So-
ciété en expansion.
Scr. M. Jacques Heurtault : Pub-
li. F. des Italiens, 75227 Paris-7
F. 23 a, destinat. publ. 3 a
ex. excéd. ch. place. 642-16-64
UT + LIC. CHIMIAE + I.A.E.
27 ans, 3 ans d'expérience,
études marchés et achats
produits chimiques.
Recherche poste à respons.
CHIMIE OU PARACHIMIE
Scr. M. Jacques Heurtault :
64, rue de Valenciennes, 75019
Paris, 92130 NOISY-LE-SEC

ANAL-PROG. cad. form. Sit.
exp. COB ant. OS-DS/IV,
a exp. gest. Angl. cbrt.
mon. not. ass. PL1, Lth. Irrm.
laire AN-ORG. Paris ou
bas. COB. UG. 1982.
Ecr. de 3273 s. Monte. Pub.
r. des Italiens, 75227 Paris-9

Vous êtes P.D.G., P.C.A.,
Gérant ou D.G. d'une « grande »
ou « moyenne » P.M.E. en exp.
vous avez prévu de vous faire
secondar par un homme habitué
à surmonter les obstacles.

Je vous propose de mettre mon
expérience professionnelle et ac-
tuelle en France et en R.F.A.)
à ma formation théorique au

- Vente.
- Techniques commerciales, stratégie commerciale, études de marché, de motivation, de produits nouveaux, analyses, publicité, promotion des ventes.
- Gestion et administration.
- Psychologie sociale.
- Alternatives, not. d'Ang.
- Bonnes connaissances en mécanique.

Nous devrions nous rencontrer prochainement.

Ecr. no 6249 « le Monde » Pub. 10, rue d'Italie, 75017 Paris-9.

F.F. 27 s. lic. maîtrise philo
DEA psychosoc. Connaissances

- enseignement, origines, évolution, expériences, perspectives.
 - emploi recherche, documentation, synthèse, formation permanente, enseignement.
 RADZINSKI. Tél. 533-33-67.
 1, av. Porte-Brançon, 15^e

J.H. - 22 ans - L.H. G.M. DE
 N.P.L. EC SUP. COMMERCE
 - 2 ans université gestion,
 - 1 an expérience dans service
 administratif et cial,
 - 3 stages.
 - Espagnol et anglais courant,
 h. empl. Libre immédiat.
 Ec. n° 2 93.362 M Régie-Presses
 5 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

PSYCHOLOGUE
33 ans
exp. clinique, études motivation

ADRE HAUT NIVEAU 54 ans.
 10 ans expérience **PRODUCTION**
 10 ans expérience **MANAGEMENT**, **Ressources**,
 gestion, juridique, technique
 10 ans poste de responsabilités,
 poste Direction Générale,
 Paris ou province de préférence.
 prétent. élevées. Faire offres.
 r. n° 3287, « le Monde » Pub.
 r. des Italiens, 75022 Paris-9.

INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCE
 1^{er} anpl., 10 ans exp., vente
 d'équipement
 d'appliance, France/Etranger.
 r. c. n. 3.235, « le Monde » Pub.
 r. r. des Italiens, 75002 Paris-6.

plantation, structuration réseaux, contrats, etc., résultats prouvés, facilité d'adaptation, audierité des propositions hautes responsabilités.

cr. n° 7427 « le Monde » Pub. r. des Italiens, 75427 Paris-9

omme - Comptable - Dactylo-
esspe expérimental. Nat. étranger, au cours comptable
sage au bilan pale, cour-
s déclarations. Diplômes [ur-
diques, rech. poste stable.

cr. n° 6348 « le Monde » Pub. r. des Italiens, 75427 Paris-9

ndre, 10 a chef du fabrica-
t. a cadre administ., diplômé

INFORMATION, EMPLOI

seminaires spécialisés sur les techniques de recherche d'emploi et de négociation.
Tous les premiers lundi et mardi de chaque mois à Paris.
Départ multi par plus de 3000 cadres.
Résultat : 87 % des participants ont déclaré que cette action a été déterminante dans leur recherche en 1976.
Renseignements : Tél. 278 29 20.

ON EMPLOI

CIDEM (Centre d'Information sur l'emploi) vous propose **GUIDE COMPLET** (200 pages).
Extraits du sommaire :
Le C.V. : rédaction avec exemples, erreurs à éviter.
La graphologie : des pièges.
12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : les « trucs » et techniques appropriés.
Réussir entretiens, interviews, les clés réponses aux tests.
Emplois les plus demandés.
Les droits, lois et accords.
Sur Internet, sur **CIDEM**, sur **MonSigny**, 78 La Chesnaye.

*Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance
de répondre à toutes les lettres
qu'ils reçoivent et de restituer aux
intéressés les documents qui leur
ont été confiés.*

CARNET

Naissances

— M. Pascal Fontaine et Mme. née Agnès Lefebvre, sont heureux d'annoncer la naissance de Valérie, le 21 septembre 1976, à Paris, 40, rue Scheffer, 75016 Paris.

— M. Claude Jemrus et Mme. née Sylvie Amar, ainsi qu'Hubert, ont la joie d'annoncer la naissance de Emmanuel, le 22 septembre 1976, 84, rue Bonaparte, 75008 Paris.

— Michel et Dominique Thierry sont très heureux d'annoncer la naissance de Frédéric, le 22 septembre 1976, 18, rue de Vintimille, 75009 Paris.

Mariages

— Odile Warin et Etienne Maillet sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le samedi 20 septembre 1976, La Poterie des Coteaux, 75350 Jouy-en-Josas.

— M. et Mme Jacques Rueff sont heureux de faire part de leur mariage de leur fille, Passerelle, avec M. Henri Piguet. La bénédiction nuptiale leur a été donnée, dans l'intimité, par le R.P. Carré, O.P.

— Mme Candrina Kaplan est heureuse de faire part de son mariage de sa fille, Yasmine, avec M. Christian Godet. La bénédiction nuptiale leur a été donnée, dans l'intimité, en la chapelle Sainte-Anne de Saint-Tropez, le 25 septembre, 28, rue de l'Évêque, 75016 Paris.

Décès

Natalis DUMEZ

Nous apprenons la mort de M. Natalis DUMEZ, décédé le samedi 25 septembre, à l'âge de quatre-vingt-six ans, à son domicile, à Mors-en-Barrois.

[Natalis Dumez avait milité dès son plus jeune âge, dans les Flandres, comme militant de la démocratie chrétienne, au Salon, puis à la République, de Marc Sangnier. Il fut le secrétaire de l'abbé Lemire, député du Nord. Il fut élu maire de Bailleul, entre les deux guerres. Dès le début de l'occupation, en 1940, il organisa une chaîne d'évasion pour les soldats alliés. En liaison avec les services secrets britanniques, il fut le chef d'un réseau de résistance qui allait devenir, en février 1941, le mouvement Voix du Nord, l'organe par lequel le premier numéro du journal clandestin portant ce titre. Il y publia plus de quatre cents articles pour trente-huit numéros.

Arrêté le 7 septembre 1942 par la Gestapo, il fut torturé, puis condamné à quatre années de détention. Interné à Windesheim, en Westphalie, il fut transféré en 1944 à la prison centrale de Bochum jusqu'à sa libération par les alliés en 1945.

Un long procès avait opposé Natalis Dumez, ainsi que M. Pierre Hachin, au journal « la Voix du Nord », paru à la libération, alors qu'ils étaient tous deux déportés. M. Dumez était devenu le président de l'association des résistants Voix du Nord, réunissant les anciens du mouvement et leurs ayants droit qui ne figuraient pas parmi les actionnaires du journal sorti de la clandestinité.]

— M. Jean Bourrut Lacouture, son épouse, M. et Mme Bernard Batelli, Xavier, Florence, Amarylle, Philippe, M. et Mme Hervé Bernard, Jérôme et Laurence.

— M. et Mme Jacques Bourrut Lacouture, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Voegelin, sa sœur et son beau-frère, Mme J. Moussempe, sa belle-sœur, ont la douleur de faire part du décès de Madeleine BOURRUT LACOUTURE, née Moussempe, survenue le 22 septembre 1976, munie des sacrements de l'Eglise, après une douloureuse maladie supportée avec un très grand courage.

Les obsèques ont eu lieu le 25 septembre 1976, en l'église Saint-Charles, à Biarritz, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, 44, avenue du Braou, 64000 Biarritz.

17, rue Gal-Nor, 75016 Paris.

— M. Roger David, préfet, commissaire à la conversion industrielle pour le Nord de la France, Mlle Christiane David, M. et Mme Roger Venturini et leurs enfants.

Le professeur et Mme Joseph Venturini et leurs enfants, M. Jean-François Venturini, M. Jean-François Venturini, Les familles David, Venturini, de Rocca Serra.

Ses parents et alliés et ses amis les plus chers, ont la grande douleur de faire part du décès de

Mme Roger DAVID, née Pauline Venturini de Rocca Serra, rappelee à Dieu le 25 septembre 1976 après une longue maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 27 septembre 1976, à 10 heures, en l'église du Sacre-Coeur du Croisé-Laroche, place du Général-Lacoste, à Marcy-en-Barrois (Nord).

Assemblée à l'église du Sacre-Coeur, à 9 h. 30. L'offrande exprimera les condoléances.

L'inhumation se fera le lendemain 28 septembre, à 11 heures, au cimetière de Cordomas (Cote d'Azur).

Pour être en communion avec elle, les fleurs seront remplacées par un don à un organisme de recherche contre le cancer, et notamment au Fonds de recherche du centre « Oscar-Lambert », R.P. 3569, Mlle. Odet 60033.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, avenue du Maréchal-Foch, 59700 Marcy-en-Barrois.

80, rue de Courcelles, 75008 Paris.

301, avenue de la République, 59700 Marcy-en-Barrois.

215, Résidence Saint-Basile, 116 route de Tarascon, 84000 Avignon.

— M. Alexandre Sacment et Mme, née Lattès, leur fils Philippe, M. et Mme Jean-Pierre Arnoult, leur fils Patrick.

Mlle Micheline Pelletier-Lattès, la famille et les proches, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère, Mme Georges LATTÈS, née Beot Odette, survenue le 25 septembre 1976.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 septembre au cimetière du Montparnasse, où l'on se réunira, rue Froidevaux, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Jacques Leveillé-Nizerolle, née Goy, Les docteurs Henri et Geneviève Leveillé-Nizerolle et leurs enfants, M. et Mme Gilles Leveillé-Nizerolle et leurs enfants, M. et Mme Louis Nizerolle et leurs enfants, M. et Mme Bertrand Leveillé-Nizerolle, ont la douleur de faire part de la mort de M. Jacques LEVEILLÉ-NIZEROLLE, survenue à Louveciennes, le 13 septembre 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale, le 16 septembre, en l'église de la Madeleine, à Paris.

— M. Georges Marchand, M. et Mme Pierre Marchand, leurs enfants et leur petit-fils, M. et Mme René Marchand et leurs enfants, Mme Marc Poulet et ses enfants, M. André Marchand, M. Alain Marchand, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Georges MARCHAND, née Antonie Leclercq, survenue le 22 septembre 1976 dans sa soixante-septième année.

3, rue du Cheval-Vert, Montpellier.

22, rue Pasteur, Caluire.

22, rue Edouard, La Rochelle.

9, rue Marcel-Fort, Grenoble.

Avenue Jean-Jaurès, Sisteron.

4, rue Trésoriers-de-France, Montpellier.

— M. et Mme Robert Midy, M. Pierre Midy, M. et Mme Antoine Midy et leur fille, M. et Mme Jean-Paul Van Gysel et leurs enfants.

M. et Mme Michel Lauriol, Mlle Sabine Legendre, Mlle Christiane et Bernard Teyssier, Mlle Brigitte et Sophie Teyssier, M. et Mme André Stoll, Mlle Jean-Charles et Jérôme Stoll, Mlle Marie-Anne et Philippe Stoll, Mlle Olga et Sylvia Wolfrohm, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges PHILIPPE, ingénieur des arts et manufactures, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, décédé le 24 septembre 1976, dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 26 septembre 1976, à 9 heures, en l'église Saint-Laurent de Tréguier (73), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, à Annecy (74).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Les Bayards, Tréguier, 73100 Aix-les-Bains.

— Mme André Vaillant, son épouse, Alexandra, Pierre et Nathalie, ses enfants, Docteur Jean-Marc Vaillant, son frère, Mme et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. André VAILLANT, survenu le 24 septembre, à l'âge de cinquante ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 29 septembre 1976, à 10 h. 45, en l'église Notre-Dame de Bellevue, avenue Gallieni, à Meudon-Bellevue, suivies de l'inhumation au cimetière de Trivaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13 bis, rue des Sources, 92150 Meudon-Bellevue.

— M. et Mme Henry Vazelle et leurs enfants, Mme Gilberte Vazelle et ses enfants, Mme Vve Hélène Gouverneur, sa gouvernante, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis VAZELLE, ingénieur civil des mines, licencié en droit, directeur général honoraire des Houillères du Dauphiné, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, médaille de Verdun, chevalier du mérite agricole, survenu le 20 septembre, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 22 septembre, à la cathédrale de Gap (Hautes-Alpes).

Saint-Etienne, Paris, Gap.

Anniversaires

— Mme René Boucart, ses enfants et petits-enfants, demandent à ceux qui ont aimé et estimé M. René BOUCART, de s'unir par la pensée aux messes qui seront dites le 28 septembre pour lui.

Offices religieux

— Une messe pour le repos de l'âme de M. Marcel JEANSON, décédé le 15 août 1976, sera célébrée le mardi 3 octobre, à 15 h. 30, en l'église Saint-François-de-Sales, rue Ampère, 75017.

Messe à laquelle sera associé le souvenir de sa fille, Geneviève ROUAUT, rappelee à Dieu le 28 septembre 1966.

Visites et conférences

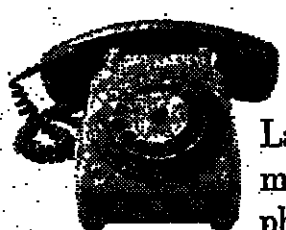
MARDI 28 SEPTEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROJECTIONS. — Course nationale des monuments historiques. — 15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Garnier-Abberg ; « Hôtel Laurin », 15 h. 5, avenue des Obélisques, Mme Legrand ; « Le faubourg Saint-Marcel », de l'hôtel Scipion Sardin à l'hôtel de la Reine-Blanche 5, 15 h. 115, rue de la Tombe-Issoire, Mme Oswald ; « Les réservoirs de Montsouris », 15 h. 1, rue Saint-Louis-en-l'Île ; « Les hôtels de l'île Saint-Louis » (à travers Paris), 15 h. 38, rue Saint-Bernard ; « La tombe de Louis XVII » (Mme Perrand), 15 h. 38, rue François-Miron ; « Hôtels de l'axe Maria, de Sens, d'Amont, église Saint-Paul » (M. de La Roche), 15 h. 33, rue Saint-Jacques ; « Saint-Jacques du Haut-Pas et la chapelle des Sœurs réparatrices » (Paris et son histoire), 15 h. 33, rue Saint-Jacques ; « Une clinique de chirurgie esthétique » (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES. — 20 h. 30, 129, boulevard Haussmann, M. F. Schwarz ; « Teotihuacan, la cité des dieux mégalithes » (Nouvelle Acropole). — 20 h. 30, 44, rue de Rennes, M. Claude Bide ; « La Résurrection et la Rose-Croix » (Association culturelle Jeanne Guédon).

Le SCHWEPES Bitter Lemon : avant de l'ouvrir, retournez-le.

Si vous n'avez pas le temps de nous écrire, téléphonez-nous au 225.28.37



La carte du Diners Club fait gagner partout du temps. C'était la moindre des choses que d'abréger la demande d'inscription. Téléphonez-nous au 225.28.37 ou faites-nous envoyer votre carte de visite, nous vous ferons parvenir notre documentation et une demande d'inscription.

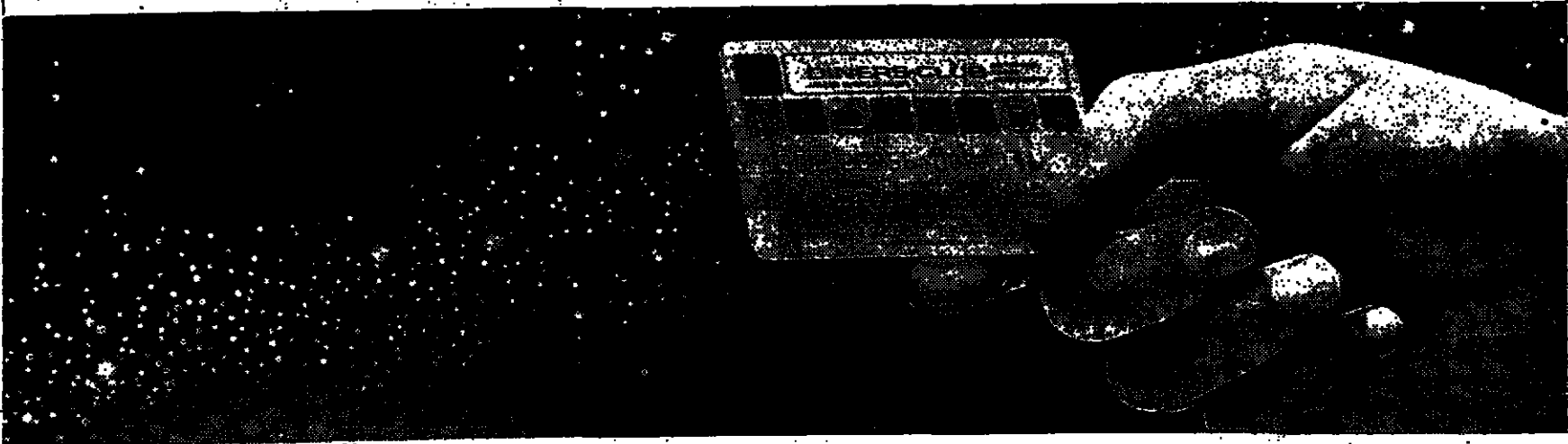
Avec votre carte vous gagnerez du temps dans vos déplacements professionnels. Avant votre départ, vous pouvez demander à votre secrétaire d'utiliser l'agence de voyages du Diners Club. Sur simple communication de votre numéro de carte, votre billet peut être pris. Votre hôtel réservé. Une voiture louée.

Sur place, pas de temps perdu à chercher des devises. Partout où il y a le sigle Diners Club, vous pouvez présenter votre carte (350.000 affiliés dans le monde). Changement de programme. Peu importe. Pas de coup de téléphone affolé à votre bureau. Vous avez une carte du Diners, on vous fait confiance.

Un coup d'œil sur la liste des affiliés Diners. Vous louez chambre d'hôtel, voiture, faites le plein d'essence, vous invitez vos interlocuteurs à des repas d'affaires ; dans 143 pays. Vous pouvez même ramener des cadeaux et prendre votre billet de retour. Au retour, vous recevez un relevé mensuel accompagné des justificatifs. C'est encore du temps de gagné pour la comptabilité de votre entreprise.

Avoir une carte du Diners Club, c'est être aussi efficace en dehors du bureau qu'on peut l'être au bureau. Diners Club, 18-20 rue François 1^{er} 75008 Paris - Tél. 225.28.37.

Diners Club
Acceptée dans 143 pays.



LA PUBLICITE EST LOYALE.

La publicité est loyale dans la plupart des cas.

Mais il y a parfois des exceptions à la règle : les quelques publicités mensongères et déloyales de certains irresponsables.

C'est pourquoi le BVP existe.

Dans l'intérêt du public et des fabricants eux-mêmes, le BVP pourchasse les publicités mal intentionnées.

Vous pouvez nous aider.

Si vous croyez avoir été induit en erreur par une publicité,

écrivez au Bureau de Vérification de la Publicité, (BVP),

27/29, rue St-Amand, 75015 Paris.

BVP

Pour une publicité loyale, véridique et saine.



Compagnie créée par l'Agence BVP, sous le conseil de l'Union des Femmes Françaises, l'Union des Femmes de France, l'Union des Femmes de l'Europe, l'Union des Femmes du Monde, l'Union des Femmes de l'Amérique, l'Union des Femmes de l'Afrique, l'Union des Femmes de l'Asie, l'Union des Femmes de l'Océanie, l'Union des Femmes de l'Europe, l'Union des Femmes de l'Amérique, l'Union des Femmes de l'Afrique, l'Union des Femmes de l'Asie, l'Union des Femmes de l'Océanie.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

COUVERTS
ARGENT ET INOX
ORFÈVRE
FABRICANT - VENTE DIRECTE
FRANOR 70, RUE AMÉLIE
TEL. 700.87.94
M^e St-Sébastien. Fermé le samedi.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York
sans escale.

Le premier 747 de la journée. Départ: 12 h - Arrivée: 14 h 45
Deuxième vol quotidien. Départ: 14 h - Arrivée: 17 h 15

Chicago
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 13 h 30 - Arrivée: 16 h 44

Boston
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 25

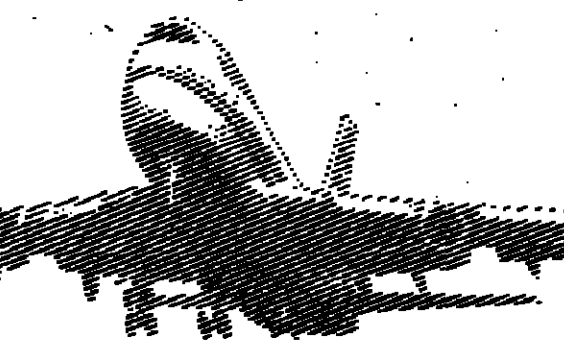
Washington
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 11 h 45 - Arrivée: 15 h 30

Los Angeles
San Francisco

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôla.
Départ: 10 h 40 - Arrivée Los Angeles: 16 h 10
Arrivée San Francisco: 16 h 45

(Horaires jusqu'au 4 octobre)



N°1 sur l'Atlantique.
TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

SOCIÉTÉ

UN CONGRÈS INTERNATIONAL À GENÈVE

Le nombre d'enfants victimes de sévices graves reste très élevé dans le monde

De notre correspondante

Genève. — Un congrès international sur les enfants victimes de sévices et de négligences, organisé sous l'égide de la clinique universitaire de pédiatrie de Genève au siège de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), a réuni trois cents pédiatres, juristes et psychologues d'une douzaine de pays occidentaux. La plupart des Etats mient en effet l'existence du problème, bien que ce congrès ait montré l'universalité du phénomène et que, dans certaines régions, les sévices commis par les parents soient une des causes importantes de décès et de traumatismes à vie des enfants.

Le congrès a mis l'accent sur la multiplicité des disciplines qu'il faut mettre en œuvre pour résoudre les problèmes et sur l'importance des mesures préventives. Les experts se sont déclarés d'accord pour condamner tout châtiment corporel : il n'y a pas de « bonne » fessée.

Les soixante-douze communications ont été orientées autour de quatre thèmes principaux :

1) L'optique multidisciplinaire. Des difficultés permanentes naissent de la rivalité et des dissensions entre les secteurs professionnels : médecins, assistants sociaux, pédagogues, policiers, etc. ;
2) Le traitement. La famille, à défaut d'être en danger, est de tout, considérée comme cellule fondamentale, encore que, selon le professeur Henry Kempe, de l'université de Denver (Colorado), il n'y a que dans des communautés telles que les kibboutzim qu'on ne signale aucun cas d'enfant maltraité ;
3) La législation. Les lois sur le divorce s'attacheraient davantage à l'avantage de l'enfant, celui des enfants, principalement dans les pays où les magistrats n'ont ni le loisir ni l'expérience voulus pour prendre en considération de manière satisfaisante les besoins et les intérêts des enfants ;

4) La détection et la psychodynamique ont été évoquées, notamment l'éducation et l'orientation des familles d'immigrés.

ISABELLE VICHNIAC.

Les médecins et la police

Selon le professeur Kempe, le problème d'une grande ampleur aux Etats-Unis, où les médecins hésitent à alerter la police sur des cas considérés sans gravité. On estime qu'au moins deux mille enfants périssent au cours de cette année par la faute de leurs parents, que soixante mille seront hospitalisés à la suite de coups, que quinze mille seront victimes de séquelles permanentes et que la police aura à connaître

● Les clubs de l'âge d'or de France organisent, les 14 et 15 octobre prochain une session d'initiation à « l'animation du troisième âge ».

★ L'Age d'or de France, 1, rue Denis-Poisson, 75017 Paris, tél. 766-59-59.

PRESSE

MORT DE ROMAN FAJANS

Roman Fajans, journaliste, membre des associations de la presse parlementaire et de la presse étrangère, est mort à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre le 26 septembre. Il était chevalier de la Légion d'honneur, né le 28 mai 1903 à Varsovie, commence sa carrière de journaliste comme journaliste politique étranger et grand reporter du Courrier de Varsovie, et comme correspondant dans plusieurs journaux étrangers. Il avait pris sa retraite après avoir été correspondant à Paris pendant plus de vingt ans, de la Libre Belgique et au Figaro. Ses reportages le conduisirent notamment en Italie fasciste, en Espagne, en Extrême-Orient, dans la Chine de Tchiang Kai-chek pendant la guerre sino-japonaise, en Autriche avant l'Anschluss, en Tchécoslovaquie avant Munich.

En 1939, lors de la double invasion de la Pologne, inscrit sur la « liste noire » nazie, il vint rejoindre en France les forces polonaises constituées par le gouvernement en exil du général Sikorski, mais est arrêté à la frontière roumaine par la police soviétique. Il subit deux ans de captivité. Libéré au début

de 1942 sur l'intervention personnelle des généraux Sikorski et Anders auprès de Staline, il rejoint l'armée polonaise que le général Anders forme à Kuybyshev, puis la suit à Tchécoslovaquie, en Espagne, en France.

Attaché à l'état-major du général Anders (qui sera après la guerre le parrain de sa fille unique), chargé, entre autres, de fonder et de diriger des journaux de langue polonaise, il suit le 2^e corps polonais et la VI^e armée britannique en Italie, en Hollande et en Allemagne. Horrales les récits de sa captivité, parus après la libération dans l'hebdomadaire Carrefour, ses témoignages, ses rencontres, tirent l'objet d'un ouvrage édité à Paris, Douze ans dans la tourmente - 1939-1946. Il publia encore, fruit de ses reportages, l'Italie 44 et l'Afrique en Afrique du Nord. Il fut naturalisé français en 1947 et épousa en 1948 une Française, Odette Madelaine, membre des Forces françaises combattantes et internée de la Résistance.

● L'assemblée générale de l'Alliance européenne des agences de presse s'est tenue le 22 septembre à Zurich. Ses travaux ont porté principalement sur les relations de l'Alliance avec le comité international des télécommunications de presse et avec l'UNESCO. Présidée par le Dr. O. Sverdrup (agence C.T.K. Tchécoslovaquie), l'assemblée a élu comme vice-président M. Claude Roussel, président-directeur général de l'Agence France-Presse, et installé son nouveau bureau qui est ainsi constitué : président : M. Carlos Mendo (agence F.F.E., Espagne) ; vice-présidents : Mme Deba Wieland (agence A.D.N., République démocratique allemande), MM. Jolle Jolle (agence A.N.P. Pays-Bas), Claude Roussel ; secrétaire général : M. Willy Vaelewijk (agence Belga, Belgique) — (A.F.P.)

LE CHÈQUE ET L'IMAGE

A la caisse du rayon « outillage » du B.H.V. de Paris-11, où la plupart des clients règlent leurs achats par chèque, un incident va se produire en cet après-midi de fin de semaine, alors qu'un acheteur — la trentaine, costume sombre — dépose son chèque correspondant à 280 F d'achats avant de le présenter accompagné de sa carte d'identité.

« Je vais vous photographier avec votre chèque et votre carte, c'est un ordre de la direction », dit la caissière, alors que l'employé le guide l'attention d'une dizaine de personnes et clients : le client a le rouge au front. Mais, alors que l'employé le guide vers l'appareil photographique installé à gauche de la caisse enregistreuse, il se ressaisit : « A quel texte de loi vous référez-vous pour photographier vos clients ? » Le directeur du magasin est appelé à la rescousse : « Nous ne nous référons à aucun texte, mais, rassurez-vous, seules les photos de chèques sans provision sont développées et vont rejoindre nos fichiers », déclare le responsable.

Approuvé par l'ensemble des clients, le « contestataire » finit pourtant, après un quart d'heure de discussion, par quitter le magasin avec ses achats et sans être passé devant l'objectif. Mais rares sont les clients qui, comme lui, refusent d'être ainsi « mis en cartes » et d'être gravés un quelconque fichier. Faut-il rappeler que la loi du 17 juillet 1970 sur la garantie des droits individuels reconnaît à chaque citoyen le droit à l'intimité de sa vie privée, en particulier un droit sur son image. Même dans les dancars.

RÉGIS DAMIEN.

L'UNION DES FEMMES FRANÇAISES

affirme regrouper cent mille adhérentes

L'Union des femmes françaises (U.F.F.), a réuni, samedi 25 et dimanche 26 septembre, à Paris, son conseil national. L'U.F.F. s'est félicitée de la progression de ses effectifs et affirme grouper maintenant cent mille adhérentes.

Faisant le point sur la situation sociale, Mme Gisèle Thénest, secrétaire nationale, a déploré que 53 % des demandeurs d'emploi soient des femmes de moins de vingt-cinq ans et que la hausse du coût de la rentière sociale ait

été de 13 à 14 %. Elle a souligné à ce propos la faiblesse montant des bourses et regretté la décision du ministre de l'éducation de supprimer cette année la subvention de 15 francs par élève de sixième et de cinquième pour l'achat de manuels scolaires. L'U.F.F. déplore que la prime de rentrée accordée en 1975 n'ait pas été reconduite et demande qu'elle soit rétablie et portée à 300 F par enfant.

L'U.F.F. critique sévèrement le plan Barre, notamment la hausse de l'essence et les mesures prises pour équilibrer le budget de la Sécurité sociale. Elle juge insuffisante la baisse de la T.V.A. et demande sa suppression totale sur tous les produits de première nécessité. L'U.F.F. réclame aussi une augmentation de 50 % des allocations familiales à dont le pouvoir d'achat continue de se dégrader, l'attribution de ces allocations, dès le premier enfant, et une allocation « substantielle » pour les enfants de moins de trois ans.

L'U.F.F. a rappelé quelques-unes de ses revendications en matière de condition féminine : droit pour les femmes d'être consultées par les pouvoirs publics, droit de s'exprimer dans la presse écrite et audio-visuelle, droit de protester contre la publicité « dégradante et dévalorisante », et reconnaissance par les pouvoirs publics des organisations familiales et féminines. L'U.F.F. a annoncé que son prochain congrès national aura lieu à Marseille en novembre 1977 sur le thème suivant : « Pour une vie digne des possibilités de notre temps, femmes majeures, femmes solidaires. »

★ U.F.F., 15, rue Martel, 75010 Paris. Tél. 524-44-33.

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Consultez

150

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COLLOQUES ET CONGRÈS

Les représentants de trois cent vingt-six millions de coopérateurs se réunissent à Paris

Ce mardi 28 septembre s'ouvre à Paris, au palais de l'Unesco, en présence de M. Valéry Giscard d'Estaing, le vingt-sixième congrès de l'Alliance coopérative internationale (A.C.I.). Cet organisme regroupe 187 organisations coopératives représentant 326 millions de coopérateurs dans 85 pays. Le précédent congrès — il a lieu tous les quatre ans — s'était tenu à Varsovie, en 1972. En 1975, l'A.C.I. a élu à sa présidence un Français, M. Roger Kerneec, qui préside la Fédération nationale des coopératives de consommateurs. L'A.C.I. dont tous les membres se réclament des principes

de Rochdale (1), s'est fixé à la fois des tâches de liaison entre tous les mouvements coopératifs nationaux, de promotion de l'idée coopérative, comme d'œuvrer en faveur de l'instauration durable de la paix et de la sécurité, et de prendre part à la promotion économique et sociale des travailleurs dans tous les pays du monde. Pour y parvenir, l'A.C.I. dispose, contrairement à bien des organismes à but humanitaire, d'une réelle puissance économique, puisque chacun de ses membres dispose, à des degrés divers, d'entreprises dans tous les secteurs de l'activité humaine, agricole, industrielle, ou commerciale.

Résoudre ses contradictions pour offrir un modèle

Le vingt-sixième congrès de l'Alliance coopérative internationale s'est donné pour but de définir un programme qui lui permette de rationaliser ses activités, d'apporter des réponses aux problèmes nouveaux qui naissent dans des domaines aussi divers que l'environnement, l'énergie, la population, l'alphabétisation : vaste programme, mais l'Alliance dispose de moyens importants.

L'A.C.I. joue auprès des Nations unies et de leurs différentes filiales un rôle d'interlocuteur privilégié : elle envisage de créer un centre coopératif international spécialisé, et a, depuis 1960, adopté un programme à long terme d'assistance technique pour les pays en voie de développement et créé deux bureaux régionaux, l'un à New-Delhi (Inde) en 1960 pour l'Asie du Sud-Est, l'autre en 1968 à Moscou (Russie) pour l'Afrique centrale et orientale. Elle produit, de plus, de nombreux rapports et édite des bulletins d'information, et favorise les relations économiques et commerciales mais aussi les échanges d'expériences entre les différents secteurs coopératifs, qu'il s'agisse de branches identiques, dans l'agriculture, par exemple, ou d'organismes complémentaires d'un pays à l'autre. Mais tout cela ne constitue pas un peu, il faut bien le reconnaître.

Le congrès de Paris est l'occasion de toute une série de rencontres intercoopératives. D'ont croire ce que l'un des participants à une de ces réunions nous déclarait, quelque peu désemparé : « Le premier intérêt de ces réunions intercoopératives ? C'est le tourisme... »

Il faut admettre que les ambiguïtés ne sont pas minces, chez les coopérateurs qui sont à la fois ouvriers et patrons, consommateurs et commerçants, emprunteurs et banquiers... Au plan international, s'ajoute une ambiguïté supplémentaire et non des moindres : l'Alliance coopérative internationale a manifesté son soutien à l'organisation qui œuvre en pays capitaliste au milieu des pièges de la concurrence, et celle qui, au-delà du rideau de fer, constitue le seul secteur économique non étatique.

Cette contradiction profonde ne semble pas troubler les coopérateurs.

(1) Libre adhésion ; contrôle démocratique (« un homme, une voix ») ; distribution des excédents au prorata des opérations (« à la c'est-tourne ») ; intérêt limité versé au capital ; indisponibilité des réserves.

PORTRAIT

UN BRETON SOURIAIT

Il a cinquante-cinq ans et s'appelle Roger Kerneec. De taille moyenne, les yeux bleus rieurs dans un visage aux traits marqués, sous une chevelure ondulée et blanche, le geste large, le ton modeste et plein de gentillesse : il a le contact facile. Ce Breton-là semble mûri de méditation.

Président de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs depuis 1973, il préside, depuis 1975, l'Alliance coopérative internationale. Né le 10 juin 1921 à Telgruc-sur-Mer dans le Finistère, il est le fils unique d'un douanier qui avait de nombreux frères et sœurs. Il fait des études classiques au Havre et un doctorat en droit à Rennes et à Paris, tout en s'adonnant au football (parce qu'il aime les jeux collectifs) et à la boxe (pour apprendre à accepter les affrontements).

Il rencontre la coopération un peu par hasard en 1945 au Havre, dans la bibliothèque d'une école américaine où il enseigne l'allemand aux futures troupes d'occupation. Il y ap-

prendra l'anglais et y trouvera le sujet de sa thèse de doctorat : la coopération aux États-Unis, avec derrière la tête l'idée de découvrir comment un mouvement né de l'idéal socialiste de dix-neuvième siècle avait pu se développer dans le terre d'élection du capitalisme triomphant.

S'étant rendu au siège des coopératives de consommation, à Paris, pour y puiser de la documentation, il y restera. D'abord chargé de la presse coopérative, il s'intéressera ensuite aux problèmes de formation et d'information de la F.N.C.C., dont il deviendra secrétaire général en 1965. Simultanément, son goût des langues étrangères (outre l'allemand et l'anglais, il se débrouille en russe, en italien et en espagnol) le conduira très vite à représenter les coopératives françaises lors de réunions internationales. « L'important, c'est d'écouter les autres, de les aider. Alors tout devient facile », dit-il. Il a maintenant trois cent vingt-six millions de ses semblables à aimer. — J. D.

• VERS UN PLAN EUROPÉEN DE RECHERCHE PROSPECTIVE. — L'Association internationale Futuribles (10, rue Cernuschi, 75017 Paris) vient de réunir pendant deux jours et demi, à Arc-et-Senans, cinquante « prospectivistes » de trente-trois centres de recherche

répartis dans douze pays différents. Des groupes de travail multinationaux ont été constitués, et l'Association Futuribles exercera le rôle de secrétariat permanent pour la réalisation d'un premier plan communautaire de recherche prospective.

A L'ÉTRANGER

Depuis sa création en novembre 1975

LE CONSEIL NATIONAL DE L'ENTREPRISE BRITANNIQUE A DÉPENSÉ 130 MILLIONS DE LIVRES STERLING

Londres (A.F.P.). — Le Conseil national de l'entreprise (National Enterprise Board), organisme créé par le gouvernement britannique pour investir dans l'industrie, déclare, dans un rapport trimestriel, avoir dépensé 130 millions de livres sterling (1,1 milliard de francs) depuis sa naissance en novembre dernier (le Monde du 25 novembre). Parmi ses prochaines opérations, figurent notamment l'attribution d'un prêt de 70 millions de livres à la firme automobile British Leyland, récemment annoncée, et l'apport de 45 millions à Rolls Royce (dont 31 millions sous forme de participation au capital et 14 millions au titre de prêts).

Trop souvent, le mouvement coopératif s'est borné à exporter les idées, les formules, les modèles en un siècle et demi de coopération. « Il faut essayer, dans le cadre de la politique de développement définie par un pays donné, de répondre à cette demande en étant très clairement aux gouvernements à quelles conditions la coopération peut les aider. L'aide coopérative, c'est une façon de les aider à s'aider eux-mêmes ».

En tout cas, avant que la coopération n'apparaisse dans les pays industrialisés, comme une voie nouvelle, et n'offre aux pays en voie de développement un modèle de civilisation plus satisfaisant que le capitalisme libéral ou le dirigisme socialiste, il faudra secourir l'histoire d'instances internationales coopératives trop lourdes pour être efficaces.

Le mouvement coopératif international a besoin d'un second souffle. Il dispose, pour le faire, des structures indispensables. En aura-t-il l'énergie ?

JOSÉE DOYÈRE.

AUDIT INTERNE

Ce nouveau cycle de formation de l'Institut Français de Gestion répond aux besoins des entreprises ayant mis en place une structure décentralisée. Il s'adresse aux cadres administratifs, comptables et financiers chargés d'assurer la fiabilité et l'application des procédures et des systèmes d'information.

Cycle 1976-1977 : 5 sessions de 5 jours d'octobre 1976 à juin 1977

Ouverture le 11 octobre 1976

IFG, 37, quai de Grenelle 75738 Paris Cedex 15 - Tél. 578-61-52.

Les conditions d'une société nouvelle

extraits du livre
LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET LA CONDITION HUMAINE

De l'ampleur des propos tendant à une réadaptation pour un meilleur épanouissement spirituel et matériel des hommes, on peut conclure : que la solidarité des économies est devenue multinationale, et qu'il y aurait lieu dès lors d'éduquer et d'orienter le milieu social, donc l'opinion, pour la protéger contre ses propres illusions et la faire mieux contribuer à l'organisation des responsabilités.

C'est une série de propositions sur ce sujet que fait Gaston TREANT-MATHE, auteur et animateur des Editions

« LE MONDE DE DEMAIN », 30, rue Jacob - 75006 PARIS dans le livre d'analyse de la conjoncture avec schémas de structures nouvelles (20 F T.C.) et l'annexe N° 9 de Résumé du PROGRAMME de RENOVATION à 10 F T.C.

S. LANNIERE & L. ISSELE
COMITÉS D'ENTREPRISES
DES DÉLEGÉS DU PERSONNEL

EXTRAIT DU SOMMAIRE
1 - Les comités d'entreprise
2 - Les délégués du personnel
3 - Les élections
4 - Les élections
5 - Les élections
6 - Les élections
7 - Les élections
8 - Les élections
9 - Les élections
10 - Les élections

79 F

J. VOULET
La rupture du contrat de travail :
LES LICENCIEMENTS
INDIVIDUELS ET COLLECTIFS

EXTRAIT DU SOMMAIRE
1 - Les licenciements
2 - Les licenciements
3 - Les licenciements
4 - Les licenciements
5 - Les licenciements
6 - Les licenciements
7 - Les licenciements
8 - Les licenciements
9 - Les licenciements
10 - Les licenciements

80 F

VIENT DE PARAITRE

En librairie ou aux Editions
J. DELMAS et Cie
13, rue de l'Odéon 75006 Paris

IBM Service Bureau. L'ordinateur au bout du fil.

IBM Service Bureau. Si vous avez le téléphone, vous pouvez faire de l'informatique.

An Service Bureau IBM, nous ne vendons pas d'ordinateurs, mais nous vous louons les services des nôtres dont la puissance est pratiquement illimitée.

Quelle que soit votre localisation géographique, un simple terminal chez vous adapté à vos besoins, une ligne téléphonique et c'est la toute l'installation.

Vous employez des programmes de gestion et de calculs scientifiques "tout-prêts" que nous adaptons à vos besoins spécifiques, si vous le désirez. Vous profitez de tous les programmes généraux de la très importante bibliothèque IBM. Vous bénéficiez donc d'une considérable puissance de traitement avec investissement minimum. Vous ne payez ensuite que ce que vous consommez.

Cet accès rapide et peu coûteux à l'informatique vous intéresse bien entendu si vous n'avez pas d'ordinateur.

Il vous intéresse tout autant si vous avez votre propre matériel. Car il y a toujours des situations auxquelles vous ne pouvez faire face, comme d'anticiper sur une extension de votre ordinateur, par exemple, ou des traitements complexes, spéciaux ou exceptionnels qui échappent aux possibilités de votre équipement.

Voilà. Vous savez presque tout sur le Service Bureau IBM. Si vous croyez à son intérêt pour votre entreprise, envoyez votre carte de visite professionnelle à M. Etienne Robert ou téléphonez-lui au 637.62.00. Un Ingénieur Commercial se mettra à votre disposition pour étudier votre problème sans engagement de votre part.

IBM Service Bureau.

IBM Service Bureau, 116, An. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly. Tél. (1) 637.62.00.

Dujay Compton et An. IBM, 1976 A

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES CONSÉQUENCES

Correspondance

A solidarité, solidarité et demie

Le financement par l'impôt de l'aide aux agriculteurs frappés par la sécheresse a provoqué de nombreuses réactions chez nos lecteurs citadins. Nous en publions quelques extraits significatifs.

Pour M. Jean Gérard, de Paris : M. Debatisse a demandé que l'on fasse pour les paysans ce que l'on fait pour les chômeurs. Voilà, en effet, un exemple intéressant :

— D'abord, parce que les salaires participent eux-mêmes, sous forme de cotisation obligatoire, au financement des allocations de chômage ;

— Ensuite parce que les allocations de chômage tiennent compte des derniers revenus professionnels connus, c'est-à-dire des feuilles de paie communiquées à l'administration, y compris celle des impôts.

Pourquoi les paysans ne contribueraient-ils pas à un système mutualiste d'assurance contre les calamités agricoles et, dans l'imminent, pourquoi ceux qui n'ont pas été touchés par la sécheresse ne participeraient-ils pas à un effort de solidarité corporative ?

Pourquoi l'indemnisation sur fonds publics des paysans dont le revenu 1976 va être réduit par la sécheresse ne serait-elle pas calculée sur la base de leur revenu connu moyen des dernières années, c'est-à-dire des revenus (déclarés ou forfaitaires) correspondant aux impôts qu'ils ont payés ?

M. Pierre Despoint (Coligny) ajoute une pointe d'humour : Les salariés qui paient la majorité de l'impôt sur le revenu sont les seuls dont on soit sûr qu'ils ne pratiquent pas la fraude fiscale. S'étant en bout de course sur le circuit de l'argent, ils ne peuvent répercuter sur autrui les hausses auxquelles ils doivent faire face. Ces malheureux salariés, éter-

nelles victimes, pauvres, sacrifiés, ne seraient-ils pas de toute justice de les déclarer eux aussi « sinistrés » ? Ainsi la justice, l'égalité dans le sacrifice — si nécessaires à la poursuite de ce fameux consensus si recherché — seraient alors obtenues : tout le monde « sinistré » !

Qui vend la paille et le foin ?

M. Claude Carpentier (Paris) écrit de son côté :

Si l'on tient vraiment à imposer les hauts revenus réels plutôt que de s'adresser aux services fiscaux, nous proposons de consulter... les percepteurs (« vendeurs » de bons de caisse), les directeurs de banque (« vendeurs » de bons de caisse), les directeurs des banques suisses (et leurs comptes à numéros) ; ils connaissent bien, eux, les situations de revenus importants et dissimulés ! Tant qu'il ne sera pas possible d'atteindre à une relative égalité devant l'impôt, tout appel à la solidarité sera vain.

Mais de solidarité, parlons un peu. En 1976, la paille (qui valait environ 100 F la tonne en 1975) et était souvent brûlée dans les champs) atteint le prix de 300 à 350 F (soit + 200 à 250 %). En 1976, le foin (qui valait 300 à 400 F la tonne en 1975) est passé de 600 à 800 F (soit + 100 %). Qui vend la paille et le foin ? Des paysans. Qui achète la paille et le foin ? D'autres paysans !

Apparemment, on ne se fait guère de cadeaux entre céréaliers et éleveurs. En fait, il existe en France des milliers d'agriculteurs qui disposent en 1976 de revenus encore suffisants, ou qui auraient pu bénéficier d'un simple prêt consenti à un taux normal par le Crédit agricole et garanti par une hypothèque (ou une promesse d'hypothèque) ou qui auraient pu... s'adonner eux-mêmes en

vendant 1 ou 2 hectares ou bien encore une grange à restaurer à 80 000 ou 100 000 F ?

M. Aymé Rouillé (Grenoble) ajoute :

Exploitant de banque en milieu rural pendant des années, je ne peux que vous confirmer deux aspects de l'économie rurale, que connaissent bien tous mes collègues, mais qui retiennent peu ou pas du tout l'attention des médias.

a) La fraude fiscale chez les agriculteurs moyens ou aisés atteint une ampleur difficile à imaginer et qui ne fréquente pas ce milieu : de 80 à 100 % ! D'où son très grand attachement à la souscription de bons anonymes.

b) Les subventions, allocations ou prêts à très bas taux d'intérêts pour calamités agricoles sont systématiquement revendiqués par les ayants droit, même s'ils n'ont subi aucun préjudice. Ceci à l'instigation du Crédit agricole qui replace — à ses caisses — les disponibilités ainsi obtenues.

Exemple : un exploitant agricole d'une commune déclarée sinistrée (par la grêle, par exemple) et n'ayant subi personnellement aucun dommage, sera ardemment sollicité pour demander un prêt à un taux « social » (3 ou 4 % environ) « auquel il a droit ». Le montant sera placé au Crédit agricole, en bons d'une durée à peu près identique, généralement anonymes, à des taux compris entre 7 et 9 %. L'intérêt de l'agriculteur à de telles opérations est évident. Où est celui de la collectivité ? (...)

À travers, M. René Laurent (Bagnoles-sur-Seine) écrit :

Je m'étonne qu'il n'y ait pas de la charge fiscale supportée par les agriculteurs vous ne teniez pas compte de l'impôt foncier, payé par tous les agriculteurs, y compris les plus petits. Cet impôt, bien sûr, ne porte pas le nom d'impôt sur le revenu, mais c'est bien à partir des revenus qu'il tire de ses terres que l'agriculteur

le règle. C'est donc indirectement un impôt sur le revenu, établi d'ailleurs à partir du revenu cadastral des terres que possède l'agriculteur. (...) Que diraient les amis de M. Charpentier s'ils devaient payer une sorte d'impôt professionnel calculé d'après un revenu présumé (équivalent du revenu cadastral appliqué aux terres des paysans en fonction de leur valeur foncière présumée) et des cultures qu'elles portent) attaché à la profession qu'ils exercent ?

Favoriser le renoncement à l'effort ?

M. Montjoy (Montgeron) est d'un avis différent :

Les entreprises agricoles, comme toutes les entreprises privées, connaissent de bonnes années et des années moins bonnes. On se souvient que, voici quelques années, les viticulteurs mettaient leur vin dans les réservoirs à eau, faute de place dans les caves. On ne leur a pas demandé de verser une contribution pour venir en aide aux entreprises en difficulté.

Par ailleurs, (...) il existe partout en France des caisses régionales de mutualité agricole et, à Paris, une caisse centrale qui est la caisse de réassurance des caisses régionales. Les agriculteurs y versent des cotisations pour les calamités : grêle, mortalité du bétail, perte des récoltes, etc.

Les caisses sont très riches (...). Pourquoi ne seraient-elles pas là pour indemniser les agriculteurs qui leur versent des cotisations pour les garantir contre les calamités ?

M. G. Charlot ajoute :

On ne peut s'empêcher de penser qu'en surtaxant la rémunération du travail on agit dans le sens de la démobilité et que l'on pousse au renoncement à l'effort. Le point est, en ce pays,

pratiquement atteint où la récompense des études, du travail, du sérieux, de la responsabilité, exprimée après déduction de l'impôt et prise en compte des taxes sociales, devient insuffisante pour maintenir une motivation à l'effort (...).

En finançant l'indemnité par l'impôt direct, les pouvoirs publics pensent démotiver leur élève financier et monétaire. La planche à billets ne fonctionnera pas et l'inflation ne sera pas nourrie.

Mais peut-on en être sûr ? Le transfert massif qui va être opéré à toute chance de favoriser la consommation au détriment de l'épargne favorise la consommation des bénéfices de l'indemnité (...). Même si les causes de l'inflation actuelle sont multiples, il est à craindre que des dispositions favorisant la consommation ne poussent pas en faveur de la stabilisation des prix.

M. Jean-Pierre Got (Versailles) souligne le bénéfice fait par certains intermédiaires à l'occasion de la sécheresse.

Les abattements massifs et prématurés de bétail réalisés en raison de la sécheresse ont très probablement entraîné une baisse des prix d'achat aux éleveurs. Or le n'a pas entendu dire que les prix de vente aux consommateurs aient baissé. A moins que ce bétail n'ait été exporté, les intermédiaires ont donc réalisé un surbénéfice cette année.

Au moment où le premier ministre demande un effort de solidarité nationale, ne convient-il pas de tenir compte de ces surbénéfices pour demander un effort accru à ceux qui ont bénéficié de la sécheresse ?

M. Jean-Marie Bosquery (Paris) propose une solidarité entre détenteurs de capitaux :

L'agriculture aura souffert de décapitalisation, par exemple en élevage, aussi bien que de réductions de revenu. Ne peut-on donc pas imaginer une solidarité par l'imposition du capital, parallèlement à celle des revenus, tant il est vrai que l'inégalité patrimoniale reste la plus fondamentale en France. Le geste politique et la répartition de l'effort seraient bien supérieurs à ce que l'on peut attendre d'un emprunt national. A moins, bien sûr, que ce dernier soit obligatoire et lui-même lié à la composition des patrimoines !

Que faut-il pour se prémunir ?

Un lecteur de Strasbourg pose la question de la prévention :

Qu'a-t-on fait dans les départements sinistrés pour se prémunir contre les dégâts que ne manqueraient pas d'occasionner de fortes chaleurs prolongées ? Rien, strictement rien. On a laissé s'installer la sécheresse comme les épidémies de peste ou de choléra au Moyen Âge. Puisque telle est la volonté de Dieu...

Ainsi al-jé va en Alsace des cultures qui promettaient de belles récoltes périr, alors qu'il suffisait de puiser l'eau dans les canaux ou rivières qui traversent la campagne alsacienne, sans compter, et j'insiste sur ce point, sur les lacs profonds et artificiels créés par les marchands de gravier d'outre-Rhin. Un comble, n'est-ce pas ? (...)

M. Abouat (Nîmes) rappelle un précédent vieux de presque deux siècles en citant une lettre de Nicolas Rault à son frère, du 31 mars 1754 :

Le roi vient de faire rendre par son conseil un arrêt très sage et très humain. Il assigne des fonds pour le soulagement des malheureux de la campagne que cet hiver rigoureux et les inondations (1) ont ruinés. Comme le Trésor public n'a jamais d'argent, on prend le vingtième à tous ceux qui sont pensionnés au-dessus de 10 000 francs. Cela est juste et dans l'ordre et très humain. Il reste à savoir si la distribution des secours sera faite, et si on ne donnera plus à ceux qui ont le moins perdu. Car les protecteurs, les intrigues, les comités jouent de grands rôles dans ces sortes de distribution, et le souverain est presque toujours trompé dans ses bonnes intentions.

M. Morus (Paris), écrit : — On a donné dans le Monde la description du système informatique perfectionné qui permet le traitement des renseignements sur les revenus des contribuables français dont disposent les services de la direction générale des impôts. Serait-ce donc si difficile d'utiliser ce système perfectionné pour « cerner » les revenus des exploitants agricoles et disposer ainsi d'une base objective et juridiquement incontestable pour effectuer la répartition de l'aide de l'Etat, entre les exploitants agricoles, qu'il n'y ait pas de bases d'une manière « sélective », comme dit le ministre, pour avantager les petits exploitants ? (...)

Comment diable persuader ensuite les autres contribuables — salariés notamment — imposés sur leurs revenus réels, que l'administration doit imposer — ou exonérer — les agriculteurs sur le revenu et les indemniser ensuite sur un autre, sans qu'il y ait jamais communication entre les deux flux ?

M. Pierre Duval (Paris) fait des réserves sur la solidarité dont fait preuve le monde paysan, quand elle lui est demandée.

En 1940, Mme F. — pendule, en Normandie, des verges d'eau aux réfugiés qui passaient, harassés de fatigue et mourant de soif, devant sa ferme lors de l'exode.

Les paysans se plaignent sans arrêt. Ils envient les citadins et les gens qui ne vivent pas de la terre. J'ai une propriété secondaire dans le Loiret, j'ai pu constater que les agriculteurs de cette région n'ont pas tellement souffert de la sécheresse. Mais leur mentalité est à peu près comme celle des paysans normands : ils considèrent les non-paysans, et en particulier les citadins, comme des gens bons à punir (...).

Dans mon enfance, vers les années 30, trois personnes payaient des impôts dans la commune : le châtelain, l'instituteur et mon père, petit retraité ! Les propriétés de bien des paysans d'aujourd'hui n'ont donc pas payé d'impôts pendant des années ! De plus, avec l'emploi des engrais chimiques et des pesticides, les terres rapportent aujourd'hui trois fois plus qu'il y a vingt ans (...).

M. André Brane (Paris) critique les projets officiels :

Nulle part, je n'ai vu que le gouvernement envisage de financer l'aide aux agriculteurs... au moyen d'économies. Il serait pourtant facile de supprimer de multiples dépenses ou de les ajourner. Si dignes d'intérêt que soient la circulation automobile, la condition féminine et l'observation astronomique, le moment est-il bien choisi pour demander des autoroutes gratuites, pour que les organismes administratifs chargés de la condition féminine, pour augmenter les crédits attribués à l'astronomie, pour construire une nouvelle voie ferrée destinée aux trains à grande vitesse, etc.

M. le professeur Barre doit savoir mieux que personne que la réduction des dépenses publiques est le meilleur moyen de lutte contre l'inflation. Faire appel une fois de plus à l'impôt : quel manque d'imagination ! Les membres des professions libérales (architectes, médecins, avocats, etc.) qui, à force de surmenage, ont pu parvenir à figurer dans les tranches fiscales dites « de hauts revenus », et qui n'ont généralement pas épargné qu'une somme à peine suffisante pour faire face à l'inflation probable, vont donc faire les frais du manque de réalisme du gouvernement.

M. Maurice Roel (Amiens) s'étonne, lui, des critiques adressées aux agriculteurs :

Est-ce qu'on a désigné des bous émissaires pour régler la facture du déficit, considérable au vu de la Comande, du pacte de France ou une partie des charges représentées par les travailleurs privés d'emploi ? Non. C'est le budget dans son ensemble qui veut informer. Quatre cent mille agriculteurs, seulement, paient l'impôt ? Pourquoi ne dit-on pas — c'est la vérité — qu'en 1975, sur 261 000 exploitants agricoles en France, 756 000 cultivateurs moyen de 20 hectares, c'est-à-dire ont, en général, un revenu inférieur au SMIC ! Comment paieraient-ils un impôt, compte tenu de leurs charges de famille ? (...)

Pourquoi ne dit-on pas, à propos du niveau du bénéfice forfaitaire agricole, qu'un agriculteur de 50 hectares du Saclay, marié avec deux enfants, est réputé gagner forfaitairement, en 1975 : 900 x 50 ha. = 50 000 F par an, ce qui correspond à 4 200 F par mois, mais qu'en raison des règles d'imposition qui régissent l'agriculture, il paie le même impôt sur le revenu que si, salarié, il gagnait 5 800 F par mois, soit 5 200 F environ d'impôt. (...)

Et pourquoi, en conclusion, ne signale-t-on pas que les aides qui doivent être allouées aux agriculteurs ne sont pas seulement destinées à pallier un manque de revenu, mais qu'elles ont aussi pour objet de préserver un outil de travail, un cheptel dont la décapitalisation aurait les plus graves conséquences pour l'équilibre des marchés agricoles, donc pour les consommateurs, l'équilibre de la balance commerciale et la sécurité alimentaire du pays ? (...)

On, en vérité, les agriculteurs en ont « ras le bol » de passer pour des éternels assistants et des contribuables privilégiés, alors qu'en définitive, ils supportent comme les autres — et c'est normal — la charge fiscale et qu'ils exercent une profession particulièrement difficile et soumise à de plus en plus d'aléas !

50% de réduction sur le billet de votre auto pendant 220 nuits au tarif bleu.

SENS NORD-SUD

1976/77	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
OCTOBRE																															
NOVEMBRE																															
DÉCEMBRE																															
JANVIER																															
FÉVRIER																															
MARS																															
AVRIL																															
MAI																															

SENS SUD-NORD

1976/77	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
OCTOBRE																															
NOVEMBRE																															
DÉCEMBRE																															
JANVIER																															
FÉVRIER																															
MARS																															
AVRIL																															
MAI																															

■ TARIF BLEU - 50% □ TARIF BLANC NORMAL ■ TARIF ROUGE + 50%

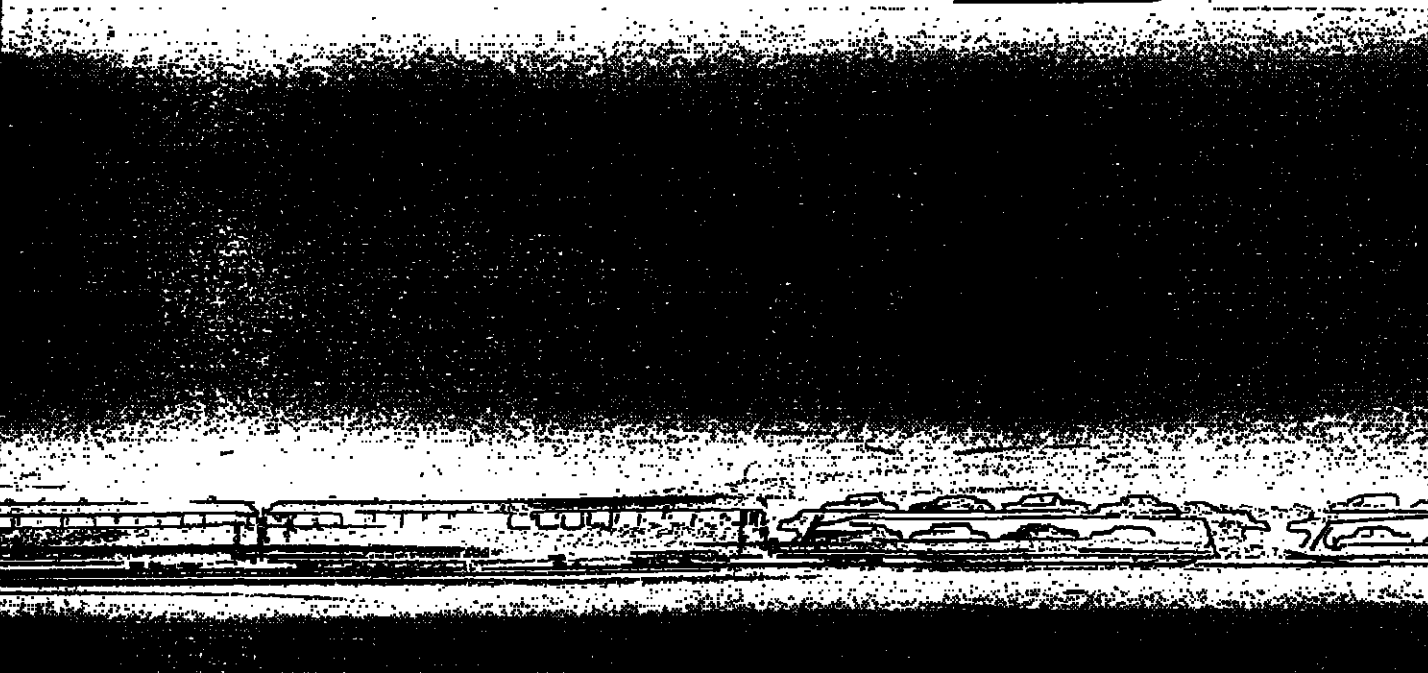
Regardez bien notre calendrier tarifaire tricolore. Car si vous avez la chance de pouvoir voyager en France en dehors des périodes d'affluence, vous profitez de tous les avantages des Trains Autos Couchettes en faisant une bonne affaire. Un exemple :

Sur Paris/St-Raphaël, prix du transport pour une automobile de taille moyenne (prix au 25/9/76) : dans le bleu 195 F. C'est le tarif réduit, dans le blanc 390 F. C'est le tarif normal, dans le rouge 585 F. C'est le tarif des fortes pointes.

Alors pensez bleu : pendant les deux tiers de l'année, il y a sûrement des dates qui vous conviennent. Renseignez-vous et réservez vos places dans les gares ou les agences de voyages. Et après quatre transports de la même automobile en un an sur les relations intérieures françaises, nous vous offrons pour elle, un bon pour un cinquième parcours simple, gratuit dans le bleu, demi-tarif dans le blanc.

Cette année essayez les Trains Autos Couchettes.

SNCF



1250

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA SÉCHERESSE

Les aides aux agriculteurs sinistrés dans les autres pays de la C.E.E.

L'Italie, l'Allemagne fédérale, la Belgique et la Grande-Bretagne notamment ont également des victimes de conditions météorologiques défavorables pour l'agriculture ce printemps.

et cet été. Nos correspondants dans ces pays font le point ci-dessous des mesures prises par les gouvernements nationaux pour venir en aide aux exploitants.

Italie : des prérogatives régionales

Rome. — Moins touchée que la France ou la Grande-Bretagne, l'Italie a néanmoins subi ces derniers mois des bouleversements climatiques qui devaient avoir d'assez graves conséquences après avoir manqué d'eau au printemps, certains cultivateurs en ont eu trop à la mi-août. Déjà, l'été dernier, où l'on ne déplorait ni sécheresse excessive ni mauvais temps particulier, le déficit alimentaire représentait un tiers de la production. Les conditions climatiques exceptionnelles de cet été ont attiré l'attention, d'autre part, sur la carence des systèmes de conservation d'eau : le Nord, généralement humide, en manque ; le Sud, habituellement sec, en a, mais ils fonctionnent mal. En matière législative, il existe bien, depuis 1970, un fonds de solidarité nationale, avec une dotation permanente de cinquante milliards de lire. On estime cependant que ses interventions sont trop éparpillées et son champ d'action imprécis.

Le gouvernement a décidé, en tout cas, mardi 21 septembre, de réaffecter ce fonds et d'accorder des prêts spéciaux aux producteurs des régions atteintes : ce seront des crédits à long terme obtenus immédiatement pour servir à l'acquisition de fourrages, d'engrais, de semences de tous les types de cultures abimées par la sécheresse ou le mauvais temps. Le ministère de l'Agriculture avait mis au point ce décret à la fin du mois de juillet, après avoir consulté les délégués à l'agriculture de chaque région et les représentants des organisations agricoles. Dès le 3 juillet, un « comité interministériel pour la sécheresse » (agriculture, travaux publics, industrie et santé), auquel participait un représentant de la

compagnie nationale d'électricité, était mis en place. Ce comité devait rester en contact avec les régions qui, en Italie, disposent de larges prérogatives. Cette décentralisation empêche d'ailleurs de dresser un bilan exhaustif des mesures qui ont été prises pour lutter contre la sécheresse ou le mauvais temps. — R. S.

GRANDE-BRETAGNE : rien encore.

Londres. — Malgré les conséquences dramatiques de la sécheresse sur les récoltes en Grande-Bretagne, le gouvernement n'a encore mis en place aucune mesure pour dédommager les agriculteurs. Parmi les compensations financières réclamées par les fermiers, la dévaluation de la « livre verte » reste de loin considérée comme prioritaire. Son réajustement se traduirait par un renchérissement de l'ordre de 5 % des produits alimentaires sur les marchés britanniques, qui antérieurement le gouvernement se fonde sur la crainte de relancer l'inflation et de détériorer la situation du commerce extérieur. Aussi la décision n'est-elle susceptible d'intervenir qu'à la fin de l'année, quand les objectifs officiels d'assainissement de la conjoncture auront été à peu près atteints. Pour l'instant, il n'existe qu'une facilité à l'égard des agriculteurs britanniques pour faire face à la sécheresse. Elle consiste en l'attribution de subventions gouvernementales de 20 % (50 % pour les régions les plus défavorisées) pour la construction de réservoirs d'eau. — (Inlterm.)

ALLEMAGNE FÉDÉRALE : cinquante - cinq mille bénéficiaires.

Bonn. — Le gouvernement fédéral a pris, dès la fin du mois d'août, des mesures en faveur des exploitations agricoles victimes de la sécheresse. Les agriculteurs dont le revenu est inférieur cette année de 70 % à la moyenne de 1974 et 1975 et qui ne disposent pas d'une fortune personnelle bénéficieront de crédits à bon marché pouvant atteindre 40 000 deutschemarks sur trois ans. Les bonifications d'intérêt seront de 5 %. L'Etat fédéral a déboursé 60 millions de deutschemarks pour cette opération et l'on estime que les Länder mettront la même somme à la disposition des agriculteurs. Les crédits bonifiés pourraient ainsi atteindre 100 millions de deutschemarks. Cinquante - cinq mille exploitations agricoles devraient en bénéficier. — D. V.

BELGIQUE : crédits et subventions.

Bruxelles. — L'aide aux éleveurs victimes de la sécheresse atteindra 9 milliards de francs belges (1,1 milliard de francs français) pour une partie estimée à 20 milliards par les agriculteurs. Des mesures en faveur d'autres secteurs agricoles (pépinières, cultures maraîchères, de plein champ et lin, notamment) devraient également être décidées au cours des prochaines semaines. Cette aide prendra la forme de subventions et de crédits à des conditions spéciales. 100 millions de francs belges ont déjà été affectés à l'idée de recourir à un impôt spécial pour le financement de ces aides (voir *Le Monde* du 15 septembre). — (Inlterm.)

Libres opinions

Drame et politique

par ARMAND L. DE POLIGNAC (*)

L'EFFET sécheresse paraît avoir été inutilement et prématurément dramatisé en juillet dernier par un gouvernement virtuellement démissionnaire et ne disposant, à l'époque, d'aucune base sérieuse et contrôlable permettant d'évaluer correctement l'importance des dommages réellement subis, qui varient non seulement d'une région, d'un département à l'autre, mais d'une exploitation à l'autre dans la même commune, selon la nature des cultures et des sols.

Dramatisé en juillet, l'effet sécheresse a été poétisé en septembre lorsqu'il s'est agi de payer la facture. Chacun est d'accord sur le principe d'une aide au monde agricole, sous réserve qu'elle ne soit pas financée ou que son financement soit miraculeusement indolore pour tous.

Je pense que le dispositif envisagé par le précédent gouvernement est techniquement mauvais. Politiquement dangereux. Fiscalement injuste en l'absence d'un fonds de garantie calamités agricoles.

Le montant qui sera définitivement fixé par les pouvoirs publics et inscrit dans la prochaine loi de finances n'est pas le point le plus important. Chacun peut, en effet, en cette matière, avancer n'importe quel chiffre entre 5 et 20 milliards en s'appuyant sur des données difficilement contrôlables au niveau de chaque exploitation et de sa trésorerie.

La répartition de l'aide par zone est nécessairement arbitraire d'autant qu'elle est basée, pour l'élevage, sur l'effectif du troupeau existant au 1^{er} septembre 1976. Il serait naïf de penser que les maires, à quelques mois des élections municipales, auront le désir, les moyens, le temps de procéder aux vérifications et contrôles nécessaires. Une aide à l'hectare éventuellement plafonnée en montant et superficielle aurait été sans doute préférable à une aide par tête de bétail. Les cotisations aux assurances sociales agricoles sont d'ailleurs calculées sur la superficie cadastrale non contestable, sont d'ailleurs calculées sur la superficie cadastrale non contestable.

Pour me limiter à l'élevage, la profession, nécessairement limitée par des contraintes budgétaires, une aide aux produits permettant une stabilisation relative et temporaire des coûts de production, il suffit d'interroger des éleveurs pour se rendre compte qu'ils sont beaucoup plus sensibles à l'augmentation considérable et récente du prix des aliments pour le bétail qu'à une indemnisation en espèces par tête de bétail. Il est regrettable, à mon avis, que le précédent gouvernement, dans une précipitation et une improvisation inévitables, n'ait pas exploré cette voie au même titre qu'une indemnisation en espèces.

Le choix entre l'impôt et l'emprunt ou la combinaison des deux est une décision politique et budgétaire. Pour l'instant personne n'a proposé au premier ministre et à ses conseillers la recette miraculeuse d'un financement indolore.

Le financement par le seul recours à la majoration de l'impôt sur le revenu me paraît politiquement dangereux et fiscalement injuste. Il ne paraît satisfaisant ni les futurs payeurs ni même les bénéficiaires de l'aide et à l'inconvénient majeur d'opposer les catégories socio-professionnelles entre elles à un moment où les pouvoirs publics, dans une période difficile au double plan politique et économique, recherchent légitimement un consensus politique et social aussi large que possible.

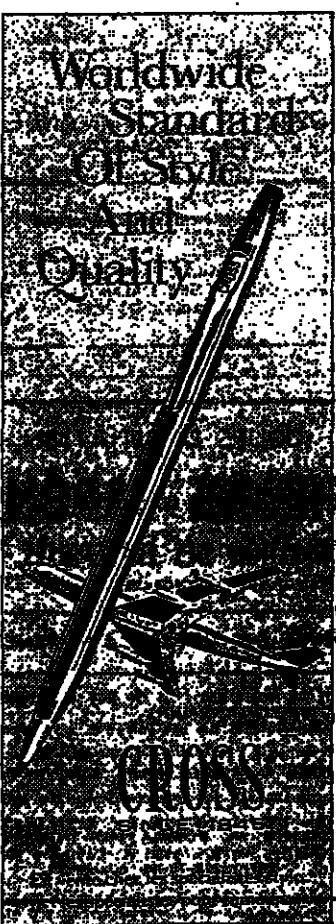
Les salaires étant relativement des contribuables à part entière par rapport à d'autres catégories de contribuables dont les revenus sont évalués avec une marge d'erreur plus grande, il est certain que la répétition des majorations de l'impôt sur le revenu est de moins en moins supportable par les salariés. M. Fourcade lui-même, avait estimé qu'il n'était ni opportun ni juste de poursuivre le rapprochement des conditions d'imposition des salariés et des non-salariés, qui était l'objectif sous-jacent par le président de la République lorsqu'il était ministre des finances. Cet objectif est toujours souhaitable et la connaissance des revenus des salariés et des non-salariés pouvait avoir le même degré de précision, ce qui n'est pas encore le cas en France malgré les progrès réalisés dans cette voie difficile.

La sécheresse s'étant étendue à toute l'Europe, beaucoup de Français souhaiteraient que le ministère de l'Agriculture puisse publier les systèmes d'aides retenus par les gouvernements des autres pays de la C.E.E.

(*) Cadre en retraite.

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres. Cours général FORMATION EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE, réservé à de futurs cadres polyvalents, durée environ 9 mois, études à plein temps ou à temps partiel (sans d'engagement par correspondance). Début de la prochaine session : 16 octobre 1976. Conditions d'admission (sur dossier) : en principe 21 ans minimum, études secondaires (baccalauréat ou diplôme équivalent), langue de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des professeurs titulaires, cadres ou conseils. Contrôle continu et systématique des connaissances. L'ECL organise également un "Cours supérieur" Préparation à la Direction des Entreprises, réservé aux cadres de haut niveau. Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne ECL, chemin de Marmes 36, CH-1015 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence.



A bas le batch

Le Batch c'est pratique pour traiter une application classique : paye ou prix de revient.

Mais dès que vous faites de la distribution ou du contrôle de production, le Batch peut présenter quelques problèmes : il vous donne des rapports périodiques qui vous informent de l'état des choses dans le passé et non dans l'immédiat. Vous devez consulter des masses de rapports avant d'obtenir le renseignement précis dont vous avez besoin... et il faut attendre votre tour pour obtenir une information à jour.

C'est pourquoi une grande banque d'affaires française a choisi Data General pour gérer, en temps réel, son service Portefeuille et son service Coupons en y installant un ordinateur. Résultats : les transactions sont décentralisées et exploitées en temps réel, tout en gardant le contact avec l'unité centrale. La charge, donc les coûts de l'ordinateur fonctionnant en Batch sont considérablement réduits. Les départements gardent leur autonomie tout en gagnant du temps.

La Fondation Mérieux a également équipé son centre de bilans de santé EDIP avec Data General. Aujourd'hui, chaque patient répond lui-même, en temps réel, à une série de questions type sur son état de santé. L'ordinateur fournit un ensemble d'informations qui permet au médecin traitant d'étayer son diagnostic. Grâce à l'ordinateur, un interrogatoire médical d'ordre général apporte au praticien précision et gain de temps au bénéfice de l'examen clinique.

A la Bourse de New York, un agent de change a installé un de nos ordinateurs pour analyser et comparer instantanément la rentabilité de milliers d'actions. Dès la première semaine, l'ordinateur Data General a permis de réaliser une vente qui remboursa son prix d'achat.

Toutes nos installations ne sont pas toujours aussi rapidement rentables mais il est important de savoir qu'elles peuvent l'être.

Plus de 26.000 ordinateurs Data General sont utilisés pour assurer directement des opérations de ce genre.

Mais Data General vient encore d'innover en donnant un outil de plus à l'informatique distribuée : elle a créé Idea.

Idea, c'est ce qui permet aux utilisateurs de concevoir eux-mêmes, et dans un langage qu'ils auront appris en 24 heures, les formats d'écran et les traitements de leurs applications multi-terminales, en temps réel, sur base de données. Idea, c'est aussi une économie dans les coûts de développement, parce qu'il offre l'avantage d'associer l'utilisateur à son système.

Venez donc le voir au SICOB.

Et écrivez-nous pour tout savoir sur l'utilisation rationnelle des mini-ordinateurs. Et... à bas le Batch!

Agrafez ici votre carte de visite et envoyez-la à :

Data General France
La Boursière - Bâtiment M
Route Nationale 186 - B.P. 78
92350 Le Plessis-Robinson

c'est plus rapide que de remplir un coupon

Data General

Data General Europe, 15, rue Le Sueur, Paris 75116, tél. 500.98.18

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Les grévistes du centre nucléaire de la Hague cherchent à populariser leur action

De notre correspondant

Cherbourg. — Des délégations de plusieurs centres du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) : Marseille, Pierrelatte, Cadarache, Saclay, Fontenay-aux-Roses et Grenoble, ainsi que des établissements miniers de la D.P. (Direction des productions) et des usines qui dépendent de la DAM (Direction des applications militaires) ont participé à une série de manifestations, à Cherbourg, le 25 septembre, destinées à soutenir la grève engagée depuis douze jours par les syndicats C.F.D.T., F.O. et autonomes du centre de la Hague.

Ceux-ci continuent de réclamer une négociation à l'échelon national des problèmes que pose le transfert à la COGEMA (Compagnie générale des matériels nucléaires, de droit privé) de l'ensemble de la direction des productions du C.E.A., mais elle se heurte — en attendant les résultats du recours en illégalité engagé sur ce point en Conseil d'Etat — à la volonté affirmée de M. Giraud, administrateur général du C.E.A., de ne pas remettre en cause le principe de ce transfert (Le Monde du 25-27 septembre).

A l'aide de tracts, de discussions sur la voie publique (ils se sont, ce lundi, présentés à la foire de Caen) et d'un film réalisé par la C.F.D.T. qui est projeté, soit après soir, dans les quartiers de Cherbourg et dans les communes du canton de la Hague, les syndicats se sont lancés dans une action ambivalente d'information auprès de la population locale, mais celle-ci reste, à ce jour, plutôt étrangère à un mouvement qu'elle perçoit teinté de corporatisme.

Les grévistes ont cependant obtenu le soutien du parti socialiste, des associations et comités antinucléaires de la région et du groupe Energie de la Confédération européenne des syndicats. Ce dernier a fait savoir qu'il estimait « indispensable que le retraitement des combustibles irradiés reste entre les mains de la puissance publique, tant pour la sécurité des travailleurs que pour celle des populations ».

Lundi matin, la grève, qui se poursuivait aux centres de la Hague et Miramas, s'est étendue à celui de Marcoule, ont annoncé les syndicats C.F.D.T., F.O. et autonome.

● **AUX ETATS-UNIS**, la balance des paiements courants, qui avait été déficitaire de 80 millions de dollars durant le premier trimestre de 1976, a été excédentaire de 700 millions au cours du second. Cette balance avait enregistré un surplus de 3,9 milliards pendant la même période de 1975.

D'autre part, les commandes nouvelles de biens durables ont diminué de 2,2 % en août.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale de Commercialisation des Textiles et des Cuir (S.N. COTEC) lance un appel d'offres international pour la fourniture de 27.000 tonnes de filés textiles pour utilisation en bonneterie, tissage et reconditionnement comprenant :

- 6.000 tonnes polyamide TD 51-01 ;
- 5.000 tonnes polyester continu TD 51-01 ;
- 8.000 tonnes coton 100 % TD 55-05 ;
- 3.500 tonnes acrylique TD 56-05 ;
- 1.500 tonnes fibranne TD 56-05 ;
- 2.900 tonnes polyester discontinu TD 56-15 ;
- 100 tonnes divers (thermolyte et coton polynoisique TD 56-05).

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer ou demander le cahier des charges à la S.N. COTEC, département Technico-Commercial, 3, boulevard Anatole-France, ALGER - Tél. 520-72 - Tél. 62-57-63 à 67.

Les offres doivent parvenir sous double enveloppe faisant apparaître sur le pli intérieur de manière apparente la mention « Appel d'Offres International N° 04/76 - A ne pas ouvrir ».

La date de dépôt est fixée au 20 octobre 1976, délai de rigueur.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN

Bureau National d'Etudes Economiques et Techniques

E. C. O. T. E. C.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

D7/DM - 102/76.

Le Bureau National d'Etudes Economiques et Techniques lance un appel d'offres international pour la fourniture de divers matériels répartis en trois lots :

— LOT N° 1 : MATÉRIEL POUR BÉTON :

Bétonnières Centrales à béton Camions malaxeurs Stations de concassage Aiguilles vibrantes Marteaux brise-béton Brise-roche hydraulique, etc.

— LOT N° 2 : MATÉRIEL DIVERS DE CHANTIER :

Moto-compresseurs Groupes électrogènes 150 à 350 KVA Moto-pompes de 70 à 150 m³/h. Armoires distribution électrique Echauffages - Unités mobiles de graissage Rouleaux vibrants 600 kg.

— LOT N° 3 : COFFRAGE-OUTILS :

Tables et banches - Demi-coquilles Coffrages tunnel.

Les éventuels soumissionnaires sont invités à retirer les cahiers des charges définissant les caractéristiques du matériel et les conditions générales d'achat à partir de la date de parution du présent avis contre le paiement de la somme de deux cents (200) Dinars algériens à :

ECOTEC Direction des Travaux 6, boulevard BOUGARA-ALGER B.P. n° 33 - Téléphone : 60-25-80 à 83 Tél. 52737.

Les offres doivent parvenir à la même adresse sous pli recommandé portant la mention : « APPEL D'OFFRES 102/76 LOT N° A NE PAS OUVRIR » avant le 25 octobre 1976, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

AUTOMOBILE

Réorganisation à la tête de la SAVIEM

M. MICHEL DUPONT DEVIENT PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE

A la suite du départ, le 2 septembre, de M. Christian Benliac, ancien directeur général de la SAVIEM, vice-président du conseil de surveillance de la SAVIEM et président du conseil de surveillance de Berliet, devient directeur de la SAVIEM.

M. François Zanotti, qui était président du conseil de la SAVIEM et vice-président du conseil de surveillance de Berliet, devient directeur délégué aux véhicules industriels de la SAVIEM et vice-président du conseil de surveillance de la SAVIEM. M. Vincent Grob, qui est président du conseil de surveillance de la SAVIEM, On ne connaît pas encore ses nouvelles fonctions. Le nouvel organigramme de la SAVIEM est le suivant :

— Directeur : président, M. Michel Dupont.

— Conseil de surveillance : président, M. V. Grob ; vice-président, M. P. Zanotti.

Des changements devaient également intervenir à la tête de Berliet, dont l'organigramme reste pour le moment à l'exécution de la démission (M. Benliet) :

— Directeur : président, M. V. Grob ; vice-président et directeur général, M. Paul Benliet.

— Conseil de surveillance : président, M. Christian Benliac (démissionnaire) ; vice-président, M. François Zanotti.

FAITS ET CHIFFRES

● **CAISSE D'ÉPARGNE : LE NIVEAU DES EXCÉDENTS RESTE TRES ÉLEVÉ.** — Pour les huit premiers mois de 1976, le total des excédents de dépôts sur les retraits dans les caisses d'épargne atteint le même niveau que celui enregistré pour la même période de 1975 (204 milliards au 31 août 1976, contre 201,4 milliards au 31 août 1975).

1975, rappelés-le, avait été une année exceptionnelle puisque le montant global des excédents de dépôts sur les retraits, aux guichets des caisses d'épargne (Caisse nationale d'épargne et caisses d'épargne ordinaires) avait progressé pour l'année de 82 % par rapport à 1974.

● **LA FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU BOIS C.G.T.** et la Fédération de la construction et du bois C.F.D.T. ont exposé, vendredi 24 septembre, au cours d'une conférence de presse, les raisons du mécontentement des cent dix mille salariés de la branche ameublement dont les deux tiers sont à la fabrication et un tiers au négoce. La proposition faite par les organisations patronales de l'ameublement, l'UNIFA (Union nationale des industries de l'ameublement) et la F.N.A. (Fédération nationale de l'ameublement, d'installer deux conventions collectives : une pour la fabrication, une pour le négoce, est techniquement inapplicable pour les deux syndicats qui veulent le maintien et l'amélioration de la convention collective unique, en vigueur depuis 1956.

Des délégations syndicales se sont rendues dans l'après-midi au siège de l'UNIFA.

● **LES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES AMÉRICAINS** annoncent, pour le mois d'août, une progression de 15 % de leurs ventes par rapport à août 1975.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

De Dietrich

La situation provisoire du groupe De Dietrich, relative à la clôture du 30 juin 1976, fait ressortir un bénéfice de 13 708 000 F, contre 7 233 000 F pour la même période de 1975.

Ce résultat a été établi après les dotations habituelles aux amortissements, à la provision pour impôt sur les sociétés et à divers comptes de provisions pour pertes et charges, d'un montant global de 35 998 000 F.

Au cours de ce premier semestre, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 421 040 000 F, en progression de 39 % par rapport à celui de la même période de l'exercice précédent. Les ventes à l'exportation, en augmentation de 44 % par rapport aux réalisations du premier semestre de 1975, ont atteint 109 730 000 F.

Les ventes à l'exportation s'élevaient à 130 971 000 F, soit 21,2 % du chiffre d'affaires total.

Le niveau du carnet de commandes permet d'envisager pour l'ensemble

Ces chiffres sont cependant à rapporter en tenant compte de celui de l'exercice 1975, du à la récession pour les biens de consommation durables au cours de la même période de 1975.

La progression du résultat au 30 juin 1976 correspond à une conjoncture favorable à l'ensemble des divisions au cours de ce semestre.

Les investissements importants réalisés lors des exercices précédents ont permis aux différentes divisions de production de satisfaire une demande qui s'était ravivée fin 1975 et qui se maintient notamment pour les biens de consommation durables.

A fin août 1976, le chiffre d'affaires hors taxes s'élève à 421 040 000 F (+ 39 %) et se répartit comme suit :

— Division équipement ménager... 200 129 000 F (+ 35 %)

— Division équipement thermique... 120 623 000 F (+ 99 %)

— Division équipement chimique... 72 959 000 F (+ 15 %)

— Division ferroviaire et autres... 222 329 000 F (+ 78 %)

— Activités forestières... 1 648 000 F (+ 23 %)

De l'exercice 1976 une augmentation du chiffre d'affaires de 25 à 39 %.

Dans l'état actuel des prévisions, les résultats de l'exercice devraient suivre au moins le taux de progression des ventes.

INTERTECHNIQUE

fournir les mini-ordinateurs à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

A la suite d'une consultation internationale s'étendant sur deux années, la Société Générale a retenu la société Sintra et Intertechnique, agissant solidairement, pour assurer la fourniture et la mise en œuvre des terminaux et de l'intelligence de son vaste réseau téléinformatique.

La société Sintra fournira les terminaux à écran, les claviers et les lecteurs de bandes. La société Intertechnique fournira les mini-ordinateurs contrôlant les terminaux.

Dans l'étape définitive du projet, la Société Générale envisage d'installer un ou plusieurs terminaux du même type dans deux mille points géographiques.

Le 21 septembre 1976, ont été signés les accords entre la Société Générale et les sociétés Sintra et Intertechnique confirmant une commande ferme de 1 800 terminaux et 200 mini-ordinateurs.

Il est prévu que, dans l'avenir, une large coopération s'établira entre la Société Générale d'une part, les sociétés Sintra et Intertechnique d'autre part, afin de faire évoluer la conception des terminaux non seulement dans le domaine bancaire mais de façon générale dans le domaine de l'informatique de gestion avec un particulier comme objectif de développer la vente de ces terminaux à l'étranger.

Pour vous et votre équipe de vente



HEINZ GOLDMANN

sera le 14 Octobre 1976 à Paris

pour une journée

COMMENT CONCLURE ET OBTENIR LA COMMANDE EN 1976-1977

Renseignements et inscriptions
HEINZ GOLDMANN
Centre International de ventes
147, avenue Paul-Doumer
92000 RUEIL-MALMAISON
Téléphone : 977.92.54

INSTITUT MÉRÉLUX

Les résultats du premier semestre 1976 s'élevaient, avant impôts, à 10 123 260 F contre 49 756 000 F pour les six premiers mois de l'exercice 1975.

A fin juin, le chiffre d'affaires enregistré était en baisse de 17 % sur le chiffre d'affaires 1975. A fin août, le retard n'est plus que de 13 % et l'évolution en cours permet de penser que le chiffre d'affaires de l'exercice 1976 devrait être sensiblement égal à celui de l'année précédente, qui avait enregistré les ventes exceptionnelles au Brésil de vaccin contre la méningite.

En conséquence, les résultats du second semestre 1976 devraient être notablement meilleurs que ceux du premier semestre, de telle sorte que le résultat final de l'exercice marquerait une diminution sur 1975 néanmoins moins importante que celle qui résulte de la simple comparaison des résultats du premier semestre.

ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS

Le chiffre d'affaires (routes taxes comprises) de la société et de ses filiales, en août 1976, s'élève à 28 418 000 F, soit 28 588 000 F à surfaces constantes, contre 28 772 000 F en août 1975.

REGNA TEC INTERNATIONAL

38, rue Chet-de-Ville 92140 CLAMART

L'augmentation exceptionnelle du chiffre d'affaires de la S.A. REGNA (96 %) a nécessité le besoin de structurer ses bases et de s'assurer la continuité de son matériel en demandant à son fournisseur TOKYO ELECTRIC Co., au Japon (TEC), premier fabricant japonais de caisses enregistrees, de participer à l'augmentation de capital de 22,2 %.

Afin de mieux coordonner les activités de fabrication et de distribution, le nouveau siège adopté est :

REGNA TEC INTERNATIONAL

SIQO 3 F 5350.

GITT

GROUPEMENT DES INDUSTRIES DU TRANSPORT ET DU TOURISME

Le « GITT » a contribué depuis son origine à financer 90 sociétés intervenant dans les transports aériens, maritimes et terrestres, dans l'hôtellerie, la restauration, l'aménagement de complexes touristiques ou sportifs, dans les activités de loisirs, pour des groupes de dimension nationale et internationale.

1.047.000.000 de francs

d'emprunts lancés depuis 1969



12, rue de Castiglione, 75001 PARIS - Tél. 260-38-54

UN GROUPEMENT SPÉCIALISÉ DANS LE FINANCEMENT A LONG TERME GÉRÉ PAR DES PROFESSIONNELLS POUR DES PROFESSIONNELLS

avec l'assistance technique d'experts financiers

FLAMBO

mobiliier d'organisation

Pour louer une voiture en Italie, réservez chez

europcar 645.21.25

seul un spécialiste disposant d'informations nationales et internationales pour vous aider à la planification et gestion de votre patrimoine

banque jordan

agence paris 9

3 et 5 rue de la Harpe

tel. 200.63.25

un des 133

ARABE - CHINOIS - JAPONAIS - RUSSE

RESPONSABLES DE FORMATION DES ENTREPRISES, CECI VOUS INTÉRESSE

Méthodes MODERNES mises au point par les PROFESSEURS DE L'INLCO

DÉBUT DES COURS : 4 NOVEMBRE

— CYCLES DE 96 HEURES (en 16 semaines) ou de 144 HEURES (24 semaines).

— CYCLES SPÉCIAUX DE PERFECTIONNEMENT.

— CYCLES DESTINÉS AUX PERSONNES EN ACTIVITÉ, appelées à des contacts avec l'étranger.

Exemple de prix : CYCLE DE 96 HEURES : 2.880 F.

CONDITIONS PARTICULIÈRES AUX ENTREPRISES

Renseignements sur simple demande faite à :

INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ET CIVILISATIONS ORIENTALES

DIVISION DE FORMATION CONTINUE

Faculté de Clugny, 104-106, quai de Clugny - 92110 CLUGNY.

Tél. : 970-70-46, poste 227.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. AFRIQUE
- 3-5. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : « Israéliens et Palestiniens », point de vue par Maurice Bernheim.
 - Une interview de M. Nayef Hawatmeh.
- 6. ASIE
- CAMBODGE : la résistance anticomuniste ne remporte aucun succès.
- 7. DIPLOMATIE
- 8-9. EUROPE
- 10-11. POLITIQUE
 - L'É. : la législative partielle en Corse aura lieu en novembre.
- 12. LA RÉGION PARISIENNE
 - Dix hectares libérés dans le quartier des Halles : les vraies rues du pignon-roi.
- 13. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - PARIS : une déclaration de Mme François Girard sur le centre Beaubourg.
- 14. OUTRE-MER
- 15. MÉDECINE
 - Les Journées pharmaceutiques de Paris.
 - Le congrès d'Evian.
- 16-17. ÉDUCATION
 - POINT DE VUE : Nanterre ou le bon cœur du secrétaire d'État.
 - Les psychologues se penchent sur les mathématiques.
- 18. JUSTICE
- 19. RELIGION
 - Mgr Lefebvre ne devrait pas participer à l'assemblée plénière de l'épiscopat.
- 20. DÉFENSE
 - Les radicaux de gauche voudraient actualiser le programme commun.
- 21. FAITS DIVERS

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
(Pages 21 à 26)

- Un plan modéré maillé en plan dur, par Jean Deniau.
- L'inflation : c'est les autres, par Jean Vianey.
- La nouvelle crise du logement : la vertigineuse montée des prix.
- Le marché français de l'automobile menacé à terme par la hausse des prix.
- L'Europe, point de mire des fabricants de TV couleur.
- Débat : nationaliser l'industrie pharmaceutique ne réduirait pas la crise financière de la sécurité sociale, par Michel Lhuognot.

- 28. SPORTS
- AUTOMOBILISME : Jean-Pierre Jabouille, champion d'Europe de formule II.
- CYCLISME : une nouvelle place de second pour Raymond Poulidor dans Tours-Versailles.
- 30-31. ARTS ET SPECTACLES
 - THÉÂTRE : les Mains sales, vingt-huit ans après ; Cyrano de Bergerac au Palais des congrès.
 - VARIÉTÉS : « S'il pleut... d'autres chansons ».
- 42. SOCIÉTÉ
- 43-46. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - Les conséquences de la sécheresse : livres opinions : « Drame et politique », par Armand L. de Polignac.
 - COLLOQUES ET CONGRÈS : les représentants de 325 millions de coopérateurs se réunissent à Paris.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (29)
Annonces classées (32 à 40) : Aujourd'hui (28) ; Carnet (41) ; Journal officiel (29) ; Médiologie (29) ; Mots croisés (29) ; Bourse (47).

PIANO ORGUE
Pour tout achat : **Piano center**
Pianos : Paris-Denis : 11, rue de l'Église, 8220 LA GARENNE - Tél. 20.20.10 / 702.75.07
Pianos, Orgues : Paris-Est : 122-124, rue de Paris, 93100 MONTREUIL - Tél. 857.63.30
ORGANES FRANCO CONTRE 5 FEN TIMBRE

A B C D E F G

VINGT-QUATRE HEURES APRÈS LA PRISE D'OTAGES DE DAMAS

Les trois survivants du commando palestinien ont été pendus devant l'hôtel Sémiramis

Les trois survivants du commando qui avait pris en otage, dimanche 26 septembre, quatre-vingt-dix clients de l'hôtel Sémiramis de Damas, ont été pendus, ce lundi 27 septembre, à l'aube, devant l'établissement, situé sur une des plus grandes places de la capitale syrienne. Ils avaient été condamnés à mort dimanche soir, au terme d'un jugement expéditif — par la Haute Cour de sécurité de l'État. Les corps suppliciés sont demeurés attachés aux piliers dressés devant la façade de l'hôtel pendant quatre heures. L'énoncé de la sentence était

épinglé sur leurs tuniques blanches. Le plupart des Syriens assistant à ce spectacle crièrent des slogans à la gloire du président Assad. Selon un vétéran officiel syrien, le commando, composé de quatre hommes (des Palestiniens originaires d'Irak et de Jordanie), avait fait irruption dimanche matin, à l'hôtel Sémiramis et s'était emparé de quatre-vingt-dix otages au cinquième étage de l'établissement. Les quatre Palestiniens avaient proposé de négocier la libération des otages en échange de celle de trois otages palestiniens. Les trois Palestiniens arrêtés ont été présentés dimanche soir à la télévision. Portant des pansements et des traces de contusions, ils ont affirmé appartenir au Fath. A Beyrouth, un porte-parole palestinien a précisé, dimanche soir, que les membres du commando appartenaient, en réalité, à un groupe dissident du Fath installé en Irak et dirigé par Abou Nidal. Celui-ci avait été jugé et condamné à mort par contumace par le Fath en 1974 pour avoir organisé un complot dans le but d'assassiner M. Yasser Arafat.

Un élément d'aggravation de la crise libanaise

De notre correspondant

Beyrouth. — L'attentat de l'hôtel Sémiramis à Damas attribué par la radio syrienne à la résistance palestinienne, nommément au Fath, donnera au président Assad une raison supplémentaire de se montrer inflexible à l'égard des Palestiniens dans la crise libanaise. Il n'a, au demeurant, clairement affirmé le soir même, dans une séance solennelle qu'il présidait, en déclarant : « La sécurité et la dignité du citoyen, ainsi que celles du pays, sont primordiales. Nous ne montrerons aucune complaisance à l'égard de telles affaires, et nous frapperons durement leurs responsables. Cette attitude est nécessaire à l'égard d'un acte criminel commis par des bandes agissant comme si elles se trouvaient en Israël ».

L'O.L.P. a démenti, dans un bref communiqué d. son agence d'information Wafa, tout lien avec cet attentat, rappelant son opposition constante à de tels « actes irresponsables ». Le Fath, de son côté, est catégorique : il n'a rien à voir avec l'attentat, le condamne et accuse des « services de renseignements » d'être à l'origine de l'attentat, promettant des révélations et soutenant ainsi la thèse de la « provocation ». Toutefois, la menace de « porter la guerre à Damas » émise, au cours des dernières semaines, un propos que l'on entendait couramment dans les milieux palestiniens, on l'on soulignait que la capitale syrienne était loin d'être inaccessible à des commandos suicidaires.

Les Syriens, qui avaient déjà installé un système de tir des voyageurs venant du Liban, vont se montrer encore plus sévères dans leur sélection, d'autant que la voiture utilisée par le commando était immatriculée au Liban. Les habitants du secteur palestinien-progressiste seront sans doute soumis, par priorité, à ces restrictions.

Des centres de délivrance de permis de passage existent dans le secteur conservateur chrétien, alors que la population du secteur palestinien-progressiste doit passer par les centres opérant en territoire sous contrôle de l'armée syrienne. Damas ayant déjà fait preuve d'une fermeté inflexible au cours des deux rencontres syro-libano-palestiniennes de Chataou, le durcissement de son attitude ne peut qu'aggraver l'impasse dans laquelle se trouve la crise libanaise au lendemain de l'attentat en fonctions du nouveau président de la République, M. Elias Sarkis. Cela pourrait se traduire par une montée de tension déjà perceptible durant les derniers jours. Les bombardements aveugles de quartier à quartier ont repris, chaque partie accusant l'autre d'avoir déclenché le tir.

Selon le porte-parole de l'O.L.P. à Damas, M. A.P.M. M. Jomblatt aurait emprunté le « Phoenix », un petit bateau qui assure la liaison entre Linnasol et Saïda. Le « Phoenix » aurait été attaqué en haute mer par une vedette et un hélicoptère israéliens, mais aurait réussi à atteindre lundi matin Linnasol. M. Jomblatt et les membres de la délégation libanaise seraient sains et saufs.

être encore intenses comme au lendemain de la chute du camp de Tell-Ei-Zaatar en août dernier, ces duels d'artillerie ne constituent pas moins un signe inquiétant dans la mesure où ils pourraient précéder à une nouvelle offensive de l'alliance droite chrétienne-Syrie.

Vains efforts du président Sarkis

Les efforts du président Sarkis pour débloquer la situation se heurtent à des obstacles jusqu'ici insurmontables. Pour trouver un local lui permettant de recevoir les leaders palestino-progressistes, le président Sarkis a dû recourir à la fiction d'un « bureau-annexe » de la présidence de la République installé au Musée national, juste sur la ligne de démarcation. Il y a reçu, dimanche, M. Kamal Joublatt, chef du Mouvement national progressiste, mais n'a pu y rencontrer encore le chef de la résistance palestinienne, M. Arafat. L'endroit est jugé trop sûr par les Palestiniens, et le départ de M. Joublatt sous une pluie de balles après son entrevue avec le président Sarkis, ne va certes pas faciliter les choses. Or, le président de la République peut difficilement se rendre lui-même chez ses interlocuteurs.

M. Jomblatt a qualifié d'« utile » son entretien de deux heures et demi avec le chef de l'État, soulignant qu'il était déjà routé dans « l'atmosphère réaliste nécessaire pour parvenir à un arrêt des hostilités » et affirmant que le président Sarkis représentait à ses yeux « la possibilité de rétablir l'unité du pays et l'entente libano-palestinienne ». Le chef de file de la gauche, après avoir de nouveau refusé un retrait palestinien-progressiste de la montagne, sauf dans le cadre d'une solution globale de la crise, aurait proposé de commencer par le règlement de cette crise concernant l'aspect libanais et aurait discuté avec le président Sarkis du programme de ce dernier relatif aux réformes structurelles de l'État libanais. Il n'en reste pas moins que l'épave de forces syro-palestiniennes aggraverait l'attentat de Damas, conditionne le règlement de tous les autres volets de la crise libanaise et qu'elle est elle-même liée au conflit syro-libanais, dont un éventuel règlement par les bons soins de l'Arabie Saoudite bouleverserait les données de la situation. M. Jomblatt, qui le sait fort bien malgré ses propositions, est d'ailleurs allé en sortant de chez le président Sarkis se rendre au Caire, à bord d'un contre-torpilleur égyptien pour le chercher au large du petit port de Jibei, en secteur palestinien-progressiste. Quant à la rencontre tripartite syro-libano-palestinienne, prévue en principe pour le vendredi 24 septembre et reportée sine die, elle est en vilesse.

LUCIEN GEORGE.

Après le meurtre de deux bergers

Des manifestants réclament le départ de la légion étrangère de Corse

Le calme était revenu, ce lundi matin 27 septembre, à Corte, où, la veille, plusieurs manifestants avaient dressé un barrage devant la sous-préfecture.

Ils voulaient ainsi protester contre le meurtre de deux bergers, les frères Xavier et Pasquale Spigari, originaires de Bastianico, découverts dimanche matin par les gendarmes après avoir été tués par balles.

On ignorait encore ce lundi les motifs du double meurtre et l'identité des auteurs du tir. Mais on fait remarquer à Corte que ces événements interviennent à la veille du procès devant les assises de la Corse de deux légionnaires allemands, âgés de vingt-deux et vingt-trois ans, Wolfgang Lbrun et Manfred Brych, qui avaient, en juillet 1974, assassiné une vieille femme.

D'autre part, on a appris que jeudi 23 septembre, la sentinelle qui montait la garde devant la caserne de la légion à Corte avait disparu en emportant son fusil et de nombreuses munitions. Enfin, vendredi 24 septembre, des légionnaires ont été surpris dans une maison d'Alento, à 2 kilomètres de Bastianico, alors qu'ils faisaient main basse sur des provisions et des vêtements. Ils ont réussi à prendre la fuite.

Ces soupçons qui pèsent sur la Légion étrangère (dont certains Corses demandent le départ) ont provoqué dimanche une flambée de violence dans l'île, et des délégations de jeunes gens du village de Bastianico, après avoir dressé des barrières routières, ont été reçues par le sous-préfet de Corte.

De nouveaux attentats ont été enregistrés : un légionnaire, qui regagnait son cantonnement de Corte, a essuyé plusieurs coups de feu dimanche soir et a été blessé. Le Front national de libération de la Corse a aussi revendiqué le pistage, dans la nuit de dimanche à lundi, de la villa du colonel commandant la Légion étrangère à Corte.

Trois mille légionnaires dans l'île

La légion étrangère, qui totalise 8 000 hommes actuellement au lieu de 40 000 hommes à la fin de la guerre d'Indochine, dispose en Corse d'environ 3 000 hommes avec, principalement, le 2^e régiment étranger de parachutistes à Calvi (1 200 hommes) et le 2^e régiment étranger à Corte (1 800 hommes). Cette dernière unité, dont seraient originaires les deux délinquants auxquels de nombreux Corses imputent l'assassinat des deux bergers, a été constituée durant l'été 1972 par la réunion du groupement de l'unité d'instruction de la légion étrangère, à Corte, avec le groupement opérationnel de la légion étrangère (Gole), stationné à Bonifacio et spécialisé dans les opérations d'intervention, comme ce fut le cas en février dernier pour les enfants kidnappés à Djibouti.

Depuis le Moyen Âge, la France emploie des troupes étrangères, mais c'est une ordonnance de Louis-Philippe — au date du 10 mars 1831 — qui a formé la légion étrangère. Les dispositions générales de cette ordonnance, en principe, sont toujours en vigueur. Or, cette ordonnance royale spécifie notamment la vocation de la légion étrangère à servir « hors du territoire du royaume » (la Corse a été cédée par les Génois à la France en 1768), mais, depuis la guerre de 1870 et celles qui suivirent en 1914 et 1939, cette clause a été levée. Aujourd'hui, la légion

Le numéro du « Monde » daté 28-29 septembre 1976 a été tiré à 530 483 exemplaires.

PRIX SPECIAUX PENDANT TRAVAUX

Pour compenser la gêne inévitable occasionnée par les considérables travaux effectués dans nos magasins, nous vous proposons, pendant la durée des travaux, des prix exceptionnels sur de très nombreux tissus d'ameublement : velours, imprimés, jacquards, toiles, tapisseries, satins, etc. NOUVELLES COLLECTIONS TISSUS « COUTURE » AUTOMNE-HIVER 1976-77 **RODIN** 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

une nouvelle façon de s'habiller à 30 ans

LATREILLE nouvelle boutique
53, rue saint-andré-des-arts
75006 PARIS tel. : 033.50.12

A "la Règle à Calcul", une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur carte magnétique!

A "la Règle à Calcul", découvrez les deux nouveaux calculateurs programmables HP. 224 "lignes" de programmes, 31 registres de données, 3 niveaux de sous-programmes, 10 fonctions à définir, 3 types d'adressage (symbolique, indirect, relatif), 4 indicateurs, 10 instructions conditionnelles.

le HP-67 : format de poche 3 420 F t.t.c.
le HP-97 : version avec imprimante 5 700 F t.t.c.

la Règle à Calcul
HEWLETT-PACKARD

1er distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP
65 Bd Saint-Germain, 75005 Paris
Tél. 01 42 52 02 03

du 15 Septembre au 9 Octobre
offre spéciale d'avant-saison
NICOLL
COSTUME SUR MESURES
formule industrielle **850F**
avec gilet 950F
NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN
29, RUE TRONCHET / PARIS 8^e

150 000 000